



DERNIÈRE ÉDITION  
INTERNATIONALE

La crise des régimes communistes et les obstacles à la perestroïka

## Moscou interdit les grèves dans les secteurs stratégiques

### La contestation s'amplifie en RDA

#### Retour en arrière

Moscou. Gorbatchev n'a pas perdu le sens de la dialectique, avec tout ce qu'elle a de complexe pour justifier les paradoxes. C'est, explique-t-il, « pour protéger le processus de démocratisation » qu'il a appelé son Soviet suprême à approuver une mesure éminemment antidémocratique : l'interdiction de toute grève (dans les principaux secteurs de l'économie, sinon partout, comme le proposait le projet original) pendant quinze mois. C'est là le plus spectaculaire retour en arrière que le chef du parti et de l'Etat soviétique ait dû opérer depuis bientôt trois ans qu'il a lancé la « perestroïka révolutionnaire ».

Dans l'immédiat, cette mesure est surtout destinée à venir à bout du blocus que l'Azerbaïdjan impose à une Arménie en voie de libération. Mais elle vise aussi les autres types de grèves dont les ouvriers soviétiques ont pris l'habitude et qui imposent des coûts croissants à l'économie : la fin de la grève des mineurs, l'été dernier, n'a été obtenue que grâce à un « paquet » de concessions évalué à 4 milliards de roubles. Les contraintes budgétaires interdisent toute récession d'une telle ampleur.

RESTE à savoir comment l'interdiction sera appliquée. La situation catastrophique des approvisionnements en produits essentiels et le relâchement général de la discipline rendent inévitables de nouveaux conflits sociaux dont le soin de venir à bout sera, si l'on comprend bien, laissé désormais au dernier recours aux forces de l'ordre et à l'armée. De là à l'imposition, locale ou générale, de la loi martiale et à des mesures répressives s'étendant aux médias et à la vie politique, il n'y a qu'un pas, qui paraîtra de plus en plus tentant.

La seule autre issue serait une amélioration rapide de la situation économique, mais, là aussi, les espoirs sont minces. Sans doute les lois que le gouvernement a soumises en même temps au Soviet suprême sont-elles novatrices à bien des égards : la légitimité accordée à d'autres formes de propriété que la propriété d'Etat et l'égalité reconnue à tous les types d'entreprises vont dans le bon sens. Mais l'application en est laissée dans bien des cas aux autorités locales, lesquelles continueront, par exemple, de pouvoir confisquer les terres des exploitants sur la base de critères qui ne seront pas tous forcément économiques.

EN outre, et comme le soulignait récemment dans ces colonnes André Sakharov, le système dit de « commandement administratif » n'a été démantelé ni sur le terrain ni au centre. M. Rykov, le chef du gouvernement, a lui-même reconnu que la relance (éventuelle) de la production de biens de consommation fait appel jusqu'à l'an prochain au moins aux méthodes traditionnelles de la planification impériale.

Le retour en arrière effectué par Moscou sur ce « front » encourage peut-être M. Honecker, le président est-allemand, auquel M. Gorbatchev va rendre visite cette semaine, dans la résistance aux réformes. Il en faudrait évidemment beaucoup plus pour résoudre les problèmes de l'un comme de l'autre.

Tandis qu'une importante manifestation de contestation avait lieu lundi 2 octobre à Leipzig, l'ambassade de RFA à Prague était de nouveau occupée mardi par plus de quatre mille Allemands de l'Est

désireux de fuir la RDA. La RFA a décidé de cesser d'accueillir les réfugiés dans son ambassade de Prague.

En URSS, le Soviet suprême a adopté lundi soir, à la demande de M. Gorbatchev,

une résolution visant à interdire le droit de grève pendant quinze mois. Cependant, cette mesure pourrait finalement ne s'appliquer qu'à certains secteurs stratégiques en particulier dans le Caucase.

#### Comment enrayer l'anarchie

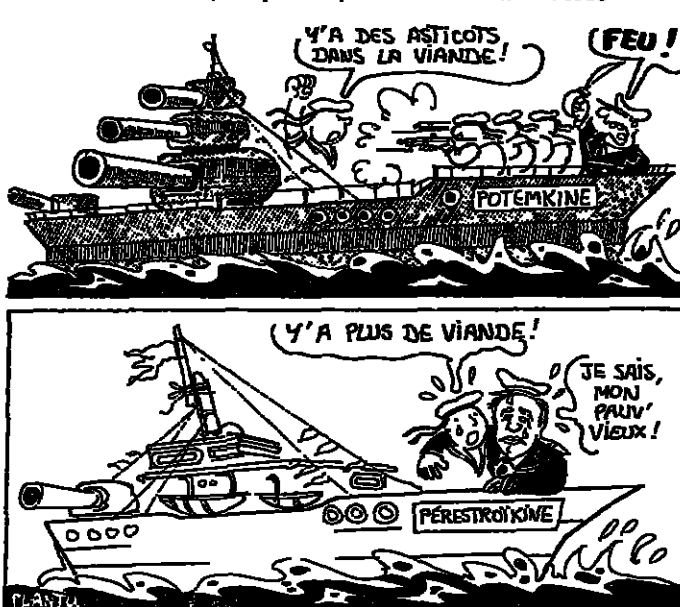
MOSCOU  
de notre correspondant

En faisant soudainement approuver par le Soviet suprême, lundi 2 octobre, le principe d'une interdiction des grèves jusqu'à la fin de l'année prochaine, M. Gorbatchev n'a pas seulement tenté une reprise en main sans laquelle le pays risquait de s'enfoncer dans la faillite et les troubles généralisés. Il a également pris le risque de voir bafouer la loi que les députés devaient définitivement approuver mardi, de se trouver ainsi confrontés à une mise en cause directe de son autorité. C'est bien pourquoi les autorités ont fait volte-face dans la nuit et ne demandent plus maintenant aux députés que de

réaffirmer l'interdiction des grèves dans des secteurs stratégiques comme les transports et l'industrie d'armement.

Quand les vents soufflent de tous côtés en même temps, il y a forcément des vagues, et une seule petite loi ne risquait pas d'empêcher des vagues entières de déborder quand les magasins y seraient réellement vides, des usines de s'arrêter quand les ouvriers constateraient que les prix s'envolent alors que leurs salaires sont bloqués, et des régions ou des républiques d'arrêter la production quand elles estimeraient leurs intérêts nationaux mis en cause.

BERNARD GUETTA  
Lire la suite page 3



## M. Poher réélu à la présidence du Sénat

Après douze heures de tractations, le président a retrouvé son siège, grâce au soutien du RPR et à la division des centristes

Grisaille, bonheur, éternel retour : dans son insaisissable costume sombre, Alain Poher retrouve son sourire et récupère « son » fauteuil de président du Sénat. La cloche du palais de Luxembourg égrène les quatre coups du petit matin. Douze heures de scrutin et de tractations pour aboutir à la perpétuation d'un règne de vingt et un ans. Rude innovation, toutefois : pour la première fois, l'indéracinable troisième personnage de l'Etat a dû attendre le troisième

tour, et se contenter d'une majorité relative.

Il est si tard ou si tôt... Le « vrai » discours de rentrée est promis pour jeudi. Pour l'heure, quelques mots suffisent pour conclure : « Cette dure journée pour tout le monde, qui ne doit pas être un exemple pour l'avenir ».

La joie d'Alain Poher éclate : elle lui fait promettre « l'apaisement ». Les applaudissements sont mesurés. Mais il a gagné ; il

avait « besoin de réconfort », reconnaît-il. Le Sénat avait rêvé d'autre chose. Mais rêver ne saurait suffire. Toute la journée, les centristes ont cherché à conserver à l'un des leurs la présidence du Sénat, tout en le retirant à Alain Poher. Ils n'ont pas su se donner les moyens de leur ambition.

Première réunion autour de Daniel Hoeffel, en fin de matinée. L'objectif prioritaire, alors confirmé, restera jusqu'au milieu de la nuit un vœu pieux : obtenir

une rencontre de tous les sénateurs membres de l'UDF. A défaut, les centristes auront leur candidat ; ils le décident par 35 voix contre 23. Qui sera-t-il ? Jean Arthuis, le « rénovateur », est le seul à lever la main ; il sera celui-là, malgré les réticences d'hommes comme Raymond Bouvier (Haute-Savoie), qui ne trouvent pas judicieux de présenter « le jeunot qui a parlé de cimetières d'éléphants ».

Récit du service politique  
Lire la suite page 11

## Les syndicats japonais du crime

Reconverties dans les « affaires », ayant pignon sur rue, trois super-organisations de gangsters se partagent le marché nippon

KODE  
de notre envoyé spécial

Dans cette rue discrète du quartier bourgeois de Hana-kawa, une petite pancarte de la municipalité attire l'attention : « Les membres du Yamamoto-gumi sont priés de ne pas stationner dans la rue ». Si ce n'étaient des portes coulissantes blindées, frappées d'un emblème géométrique doré, des caméras extérieures surveillant la rue et des protections pare-balles aux fenêtres, la petite maison se confondrait avec les autres.

Dans le parking voisin, de puissantes limousines étrangères aux vitres teintées attendent le moteur ronronnant avec, sur le siège avant, des hommes aux allures de voyous : vêtements tapageurs, cheveux ras ou frisés et ton traînant du mariou qu'on dérange lorsqu'on lui adresse la parole. On comprend que les voisins souhaitent qu'ils ne soient pas trop voyants.

Le Yamamoto-gumi n'est pas un gang comme un autre. Son chef, Yoshinori Watanabe, a été placé en avril dernier à la tête du plus important « syndicat du crime » nippon : le Yamaguchi-gumi (Yamaguchi est le nom du fondateur et gumi signifie « bande »). Son quartier général est à Kobe, mais l'organisation règne sur tout le sud de l'archipel et étend son influence jusqu'à Hokkaido, au nord.

Avec ses 21 000 « employés », un « chiffre d'affaires » annuel estimé à 400 ou 500 milliards de yens (environ 20 milliards de

francs), un « capital » qui s'élèverait à quelque 200 milliards et un « siège social » occupant un immeuble de briques rouges à une centaine de mètres du tribunal de Kobe, le Yamaguchi-gumi pourrait passer pour une de ces grandes entreprises qui font la prospérité du Japon.

Contrairement à des organisations criminelles spécialisées dans certaines activités, le Yamaguchi-gumi est une sorte de grand magasin du crime.

PHILIPPE PONS  
Lire la suite page 8

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

Radioactivité : les académiciens ne suivent pas les Verts  
Les habits neufs du diabète  
Une alimentation de bon sens  
L'épopée du mètre.

pages 21 à 23 - section B

Nathalie  
SARRAUTE

Tu ne  
t'aimes pas

roman

« Comment peut-on s'aimer ? Tu ne t'aimes pas est le roman du branle-bas déclenché par cette question. C'est aussi le plus ironique et le plus dérangeant des autoportraits ».

Marianne Alphant/Libération

« Une sonatine écrite de ce ton qui n'appartient qu'à elle... Chaque nouveau livre de Nathalie Sarraute est un événement ».

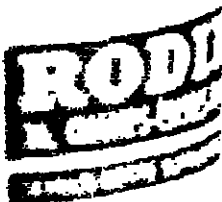
Jean Pierrard/Le Point

GALLINARD nrf

M 0147 - 1004 0 - 4,50 F



3790147004500 10040

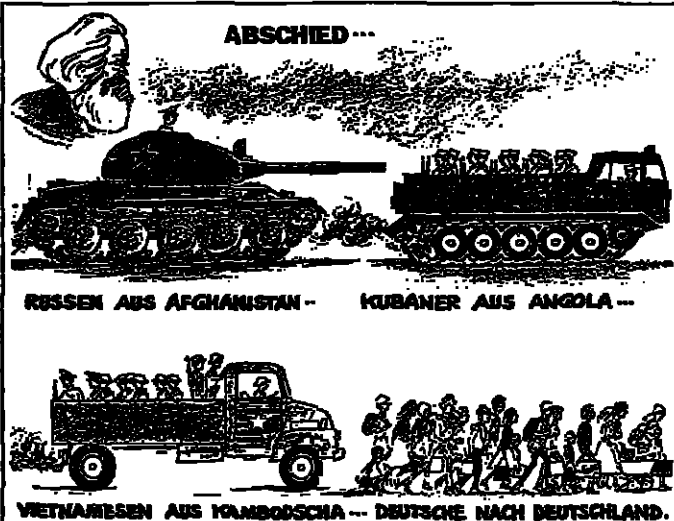


## DÉBATS

## Moderniser le Sénat

par Raphaël Hadas-Label

## TRAIT LIBRE



Départ des Russes d'Afghanistan... des Cubains d'Angola... des Vietnamiens du Cambodge... des Allemands vers l'Allemagne (dessin publié dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 29 septembre).

## AU COURRIER DU MONDE

## Mosquées en France

Le problème des mosquées en France vient de se poser une fois de plus, mais pour le coup avec éclat, à Lyon, dans la deuxième agglomération urbaine de France. On remarquera d'abord que la première, Paris, possède déjà, depuis longtemps, une grande mosquée, et que celle-ci, que l'on sache, n'a jamais été le centre d'émeutes déstabilisant la capitale.

Si donc la vie de la mosquée respecte la loi, au nom de quoi la refuser ? La crainte de voir s'y rassembler des musulmans ? Mais ils sont déjà là, le plus souvent à notre invitation et sur notre besoin, travailleurs essentiels à notre société. Les refusera-t-on, ces mosquées, au nom de la loi ? Mais la loi se bat-elle elle-même quand elle refuse les droits qu'elle dit consentir. Aussi longtemps qu'elle n'est pas tournée, aussi longtemps que la demande qui lui est adressée est faite en bonne et due forme et la respecte, la loi doit se prononcer clairement en faveur de ceux qui se réclament d'elle.

Dira-t-on que la mosquée signifierait nos villes d'une marque inattendue, qui heurte nos habitudes ? Mais le dogme, à l'évidence, n'impose pas de forme architecturale. Il suffit, par accord entre toutes les parties, d'en trouver une qui s'intègre harmonieusement au cadre de nos villes ou de telle ville en particulier : occasion de penser, de repenser, d'inventer. Les promoteurs de l'Institut du monde arabe ont trouvé, pour ce bâtiment, des formes qui disent clairement sa fonction, l'apertude du monde arabe à s'exprimer en un langage nouveau, le tout sans qu'un paysage — et quel paysage ! — y ait perdu le moindre de son unité.

ANDRÉ MQUEL  
professeur au Collège de France

## L'honneur — et la vie — des gendarmes

Veuve du gendarme Zawadzki, ayant lu l'article d'Anne et Pierre Rouanet dans votre quotidien du 6 septembre, je souhaiterais vous faire part des réflexions qui me sont venues à l'esprit après avoir lu et relu ce texte pour le moins rhétorique et ambigu.

Il me paraît irrationnel de comparer des événements survenus à près de trente ans d'écart car les moyens médiatiques, les libertés individuelles sont différents et expliquent en grande partie la révolte légitime des gendarmes en activité devant la disproportion existant entre leur engagement physique et moral pour un Etat et la reconnaissance que ce dernier a de leur labeur porté au sacrifice de leur vie, que ce soit en Algérie, à Ouvea ou en métropole.

Le combat que je mène depuis dix-sept mois pour défendre la mémoire de mon mari, celle de ses compagnons, les gendarmes en activité dont je me sens proche est né de ma seule initiative, guidée par la volonté de montrer à mes enfants qu'il ne faut pas céder au désespoir mais se battre dès l'instant que l'on défend une juste cause.

La France se veut l'égalité des droits de l'homme. Eh bien ! qu'elle le prouve, à moins qu'un gendarme ne soit plus un homme et que son assassin, libre aujourd'hui, doive être reconnu innocent ?

L. ZAWADZKI  
(Villeneuve-d'Ascq)

M<sup>me</sup> Klarsfeld et Robert Faurisson

J'ai été, et je suis toujours, l'un des avocats de Robert Faurisson.

L'agression dont il a été victime est une nouvelle manifestation du fanatisme de certains, dérangés dans leur confort intellectuel par la remise en question de certains dogmes.

Il ne pourront qu'être encouragés à récidiver par des déclarations telles que celle faite par M<sup>me</sup> Klarsfeld (le Monde du 19 septembre).

Que dirait celle-ci si, demain, des jeunes gens exaspérés s'en prenaient à elle comme d'autres s'en sont pris à M. Faurisson, c'est-à-dire en se rendant coupables du délit de coups et blessures volontaires avec préméditation et guet-apens ?

Cette façon de « donner une leçon » serait tout aussi détestable, à moins, bien sûr, que, dans l'esprit de M<sup>me</sup> Klarsfeld, il n'y ait deux catégories de personnes : celles que l'on roue de coups et celles qui sont intouchables, quoi qu'elles disent et quoi qu'elles fassent.

DANIEL-LOUIS BURDEYRON  
(Villefranche-sur-Saône)

## Assez !

Je veux hurler et non pas discuter. Je suis lasse de tous ces articles, débats et autres ratiocinations sur le comportement des juifs avant, pendant et après leur extermination de 1940 à 1945.

Je suis une rescapée de la plus grande tragédie de l'histoire moderne, et je suis fatiguée d'entendre les propos de tous ces salauds, et des discussions qui alimentent les colonnes des journaux. Certains hommes sont si faibles, si ignorants de leurs comportements psychologiques que les religions sont là pour canaliser toutes leurs passions. Alors, de grâce, halte-là ! Trouvez d'autres « motivations » à vos lecteurs et ne contribuez plus à instaurer un climat nauséabond.

Je me fous de savoir ce que pense M. Autant-Lara, M. Le Pen, M. Domenech et tutti quanti. Ce que je sais, c'est qu'à l'âge de sept ans j'ai failli finir en petite fumée et que j'ai trouvé à ce moment-là des Français dignes de ce nom, qui m'ont sauvée. Ils s'appellent Mgr Saligé et Mgr Theas. Beaucoup de braves gens ont écouté leurs discours courageux, et je les révère.

KLARA GOFFMANN  
(Paris)

## Orthographe et évaluation

Cher « Monde »,  
Bonjour, j'ai lu avec attention votre article dans le Monde du samedi 23 septembre sur les tests d'évaluation de 6<sup>e</sup> et de CE2. Moi-même suis en 6<sup>e</sup> et ai onze ans et demi. J'ai déjà passé deux tests : un en français, un en maths. C'est très facile !

Pour en venir au but de cette lettre : dans le dernier paragraphe de votre article, vous avez écrit le verbe mettre au conditionnel avec un seul t : mettraient alors que, je me permets de vous dire, cela s'écrit mettraient. Je pense que cela vous a échappé mais, moi, si j'avais commis cette faute dans une dictée, j'aurais eu à copier la correction vingt fois ! Voilà et à bientôt !

ANNE-SOPHIE ASTIER  
(Moulins)

VOILA qu'on repartie du Sénat. Cela arrive généralement tous les trois ans, au moment où la Haute Assemblée renouvelle un tiers de ses membres, qui ont le rarissime privilège d'être élus pour neuf ans. Après quoi on pense à autre chose, en attendant le renouvellement suivant. Cette année, pourtant, l'affaire paraît plus sérieuse, puisque la controverse sur la présidence du Sénat reflète en réalité une interrogation profonde sur l'institution elle-même.

Ce n'est certes pas la première fois que la « seconde Chambre » est l'enjeu, en France, d'un débat politique. Il suffit de rappeler, en cette année du Bicentenaire, que les constituants de 1789 avaient tranché en faveur d'une Chambre unique, écartant à la fois l'exemple anglais de la Chambre des lords — dont Montesquieu avait pourtant fait un bel éloge, — comme contraire à l'égalité des citoyens, et l'exemple américain du Sénat — qui venait d'être créé à Philadelphie en 1787, comme contraire à l'unité de la nation.

Au fil d'une histoire constitutionnelle passablement agitée, d'autres constitutions devaient ultérieurement changer d'avis : en témoignent le Conseil des anciens de l'an III, la Chambre de Paris de 1815, le Sénat impérial de 1852 et, surtout, le Sénat républicain de 1875, qui devait accoucher durablement en France le système bicaméral. Ce qui n'empêcha pas le Sénat de disparaître du projet de constitution d'avril 1946 — rejeté par référendum — avant de réapparaître, sous la forme rebaptisée du Conseil de la République, en octobre 1946. C'est la Constitution de 1958 qui devait rendre au Sénat son nom, ainsi que l'essentiel de ses compétences, tandis que le référendum de 1969 confirmait, contre le général de Gaulle, l'attachement de l'opinion à la pérennité de cette institution.

Si la Chambre Haute est aujourd'hui contestée, ce n'est pas tant pour les raisons de caractère historique ou idéologique qui touchaient à son existence même. A la différence de la Chambre des lords, le Sénat a rompu depuis plus d'un siècle la filiation qui le rattache à la famille des Chambres aristocratiques. Sa compétence technique est reconnue, de même que sa contribution — en dépit d'un regrettable absentéisme — à la qualité du travail législatif. Quant à l'unicité de la représentation nationale, elle a cessé d'être érigée en dogme de la pensée républicaine.

## Le poids des villes

Dès lors, ce dont souffre aujourd'hui le Sénat, c'est avant tout d'une crise d'identité et d'image qui met en cause à la fois sa représentativité et son rôle. Or, dans ces deux domaines, des solutions existent qui peuvent contribuer à rénover l'institution, sans bouleverser les acquis de plus d'un siècle de tradition sénatoriale.

La représentativité des « seconds Chambres » pose un problème difficile à résoudre. On bien en effet on allie leur mode de désignation sur celui de la Chambre élue au suffrage universel comme c'est le cas en Italie : mais alors, pourquoi élire une deuxième chambre ? Ou bien on recherche des modes d'élection spécifiques : on en vient à contester leur caractère représentatif, voire démocratique. Faut-il en France renoncer à l'existence d'une Chambre élue au suffrage indirect et représentatif, comme le prévoit la Constitution « des libertés territoriales de la République » ? Ce serait dommage, au moment même où l'on souhaite renforcer la décentralisation.

Faut-il revenir à l'idée du général de Gaulle qui, au-delà de muta-

tions « conjoncturelles », visait à renouveler des modes de représentation jugés dépassés, en associant aux représentants des collectivités locales ceux des activités économiques et sociales, regardées comme les « forces vives » de la nation ? L'expérience a montré que, pour être séduisant, le projet se heurtait à de redoutables difficultés de principe et d'application.

Doit-on alors se borner à aménager les modes de scrutin ? En la matière, aucune solution n'est innocente d'arrière-pensée politique. Mais un progrès sensible pourrait déjà être accompli — sans modifier la Constitution — si l'on opérait un réajustement du poids relatif des villes — tout en maintenant, comme il se doit, un léger avantage aux petites « collectivités territoriales », — si l'on essayait de faire plus de place aux structures régionales, et si l'on renforçait quelque peu la part de représentation proportionnelle, permettant une expression plus ouverte des mouvements de longue portée de l'opinion publique.

## Examen exhaustif des grands sujets

Quant à l'efficacité de son rôle, le Sénat ne la trouvera sans doute pas dans le renforcement de ses compétences face à l'autre Chambre. Que l'Assemblée nationale ait des compétences plus importantes en matière budgétaire ou conserve le dernier mot — assez rarement utilisé — en matière législative n'a rien de très normal. Le Sénat n'a aucun intérêt à devenir une vague copie conforme de l'Assemblée.

En revanche, l'opinion — au-delà des idées reçues sur « le train de sénateur » — percevrait différemment son action s'il modernisait en profondeur ses méthodes de travail qui devraient, en s'inspirant de l'expérience du Sénat américain, privilégier systématiquement le

travail en commission sur le thème d'ombres de la séance plénière qui l'est si peu.

Parce que leur mode de désignation permet aux sénateurs de s'abstraire des contingences de la politique à court terme et à courte vue, le Sénat est particulièrement bien placé pour assurer, dans le cadre de ses commissions, dont les séances pourraient être publiques, un contrôle plus rigoureux de l'activité gouvernementale, ainsi qu'un examen exhaustif des grands sujets — environnement, fiscalité, immigration, Europe, et bien entendu collectivités locales, — qui intéressent les Français. Pourquoi ne pas ainsi reconquérir — en le faisant savoir à l'opinion — certaines tâches qui, faute d'être assumées par la représentation nationale, sont transférées à l'administration ou à une foule d'organes spécifiques ?

Ce qui n'empêcherait pas la Haute Assemblée de conserver son rôle irremplaçable de régulation et de contrepois propre à tempérer, comme l'a fait le Sénat entre 1962 et 1969, puis entre 1981 et 1986, les tentations éphémères de majorités trop sûres de leur bon droit.

Le Sénat a été conçu comme une Chambre de réflexion et de sagesse que sa composition soustrait aux passions politiciennes de la Chambre dite « basse » et qui, par sa position particulière entre le gouvernement et l'Assemblée nationale, contribue à assurer un meilleur équilibre des institutions. A ceux qui lui reprochaient de n'être qu'une survivance archaïque et somnolente, il a montré à bien des reprises, depuis 1958, qu'il savait s'attacher — souvent en liaison avec le Conseil constitutionnel — à la défense des libertés publiques. Il lui reste maintenant à prouver que sagesse et équilibre peuvent faire bon ménage avec imagination et modernité.

Raphaël Hadas-Label est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

## Chine moribonde, Chine vivante

par Jacques et Claudie Broyelle

CINQUANTE millions de morts, un milliard d'hommes maintenus au service, 350 dollars de revenu par habitant. Tel est, dans sa simplicité, le bilan de quarante ans de communisme.

Si les massacres de juin 1989 sont si lourds, c'est que chaque victime symbolise toutes celles qui, depuis octobre 1949, ont été assassinées loin des caméras. Tiananmen est venu rappeler à l'Occident que la Chine reste totalitaire.

L'ordre règne à Pékin, et certains en ont profité pour le temps être venus de l'indignation pour tenir le langage du réalisme. C'est ainsi qu'on nous suggère de reconnaître que les massacres de Tiananmen, « exagérément amplifiés » par les médias, étaient indispensables à la Chine pour qu'elle puisse poursuivre dans la stabilité « l'essor fantastique des entreprises depuis dix ans ».

Décidément, la Chine demeure terre d'utopies. Déjà, à l'époque de Mao, Alain Peyrefitte vantait le miracle accompli grâce à la dictature du parti. A peine ce mythe venait-il de s'effondrer avec la mort de Mao qu'un nouveau miracle se profilait à l'horizon. Deng Xiaoping avait la Chine, et Valéry Giscard d'Estaing affirmait à la télévision, en 1987, que 70 % de son économie allait être privatisée. Non contente de s'enrichir, la Chine se libéralisait.

Le massacre du 4 juin démontre la conception toute légaliste qu'avait Deng de cette « libéralisation ». Pourtant, dès le 5 juin, Alain Peyrefitte s'empresait d'appeler l'Histoire à la rescousse : « Tous les chefs de la Chine depuis des siècles [...] jusqu'à Deng ont été d'accord sur un point : cet immense empire ne saurait être maintenu que par un régime de fer. » Sans doute n'avait-il pas la Chine immobile, dans lequel l'auteur critique que la séculaire tyrannie centralisée était responsable de l'effrayante stagnation de la Chine.

L'exemple de Taiwan le prouve : la dictature d'un parti unique n'est pas un obstacle au développement économique. Cet argument lancé il y a deux ans par les idéologues de Deng Xiaoping est repris aujourd'hui par nos « réalistes ». Ils oublient qu'il existait à Taiwan

la propriété privée, la libre circulation des hommes et des capitaux, la liberté d'étudier. Et un système de lois garantissant ces libertés aux citoyens, conditions indispensables au développement de toute économie de marché.

C'est cela, justement, que la Chine communiste a toujours obstinément refusé d'imiter. Et c'est très précisément sur ce refus que, dès 1985, les réformes de Deng ont sombré. La première liberté dont la Chine a besoin, c'est celle d'entreprendre. Le premier droit qu'il lui faut reconnaître, c'est celui de la propriété, aussi bien des terres que des usines ou des capitaux. Y compris le droit de la céder, de la transmettre et de la concentrer.

## Conception primitive du développement

Les communistes ont une conception primitive et prédatrice du développement. Une fois épuisées les ressources matérielles et humaines dont ils se sont emparés en prenant le pouvoir, ils s'imaginent pouvoir sortir leur pays de la faillite en important de l'Occident les biens de consommation, les machines et les technologies qu'ils sont incapables de créer. Mais ils refusent d'importer la seule « chose » qui le permettrait : la liberté.

Il est navrant de voir des hommes politiques occidentaux s'imaginer que nos exportations, tel un cheval de Troie, vont subrepticement introduire le capitalisme et, progressivement, la démocratie.

L'aide de la France n'est pas illimitée. Elle doit choisir ceux qu'elle désire favoriser. En ce qui concerne les pays communistes, il paraît raisonnable que la France aide plutôt un gouvernement polonais qui serait résolu à s'attaquer aux causes de la ruine de son pays qu'une Chine qui s'y refuse avec toute la force de ses tanks. Les milieux d'affaires, nous dit-on, exercent des pressions sur le gouvernement pour qu'il normalise ses relations avec la Chine. Comme on les comprend ! En bénéficiant des prêts subventionnés et des garanties de l'Etat, payés par les contribuables, il est infiniment moins risqué d'investir à Pékin qu'à Pézenas, à Canton qu'à Cambrai. Aussi pourrions-nous suggérer à

ces entrepreneurs de reprendre la glorieuse tradition des pionniers et de risquer en Chine leurs propres capitaux, avec tous les périls que cela comporte. Leur réussite n'en sera que plus louable.

## Investir dans l'avenir

La France, dit-on encore, ne peut ignorer un pays aussi important que la Chine : elle doit investir dans l'avenir. Mais la Chine n'a pas d'autre avenir que de sortir du communisme. Des hommes se fixent aujourd'hui explicitement cette tâche. Ils viennent de tenir à Paris — c'est l'honneur de la France — le congrès constitutif de la Fédération chinoise pour la démocratie. Sans doute leur recherche est-elle « titanesque ». Sans doute n'ont-ils que cent cinquante. Des dizaines de milliers de leurs sympathisants étaient « empêchés » pour cause de prison

ou de rééducation. Les quelque cent mille étudiants chinois à l'étranger, les millions de leurs compatriotes de Taiwan, Hong-kong ou du reste du monde ont les yeux tournés vers eux. Car ils sont dépositaires du seul espoir de changement, d'un avenir de liberté.

Peut-être ne réussiront-ils pas aussi vite qu'ils l'espéraient. Mais investir dans l'avenir, c'est toujours prendre un risque, et les risques doivent être comparés. Les soutenir, c'est évidemment prendre le risque d'affronter les redoutables de Pékin. Aider la contre-réforme, par contre, est sans risque : c'est la certitude de gaspiller des biens publics en pure perte, dans le meilleur des cas, et, dans le pire, de contribuer à prolonger par acharnement thérapeutique la survie d'un régime depuis longtemps déjà en coma dépassé.

Jacques et Claudie Broyelle sont sinologues.

## Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Salas  
Administrateur général : Bernard Wouta

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Tél. MONDIPAR 650672 F ; Télécopier : (1) 46-23-06-81

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde



# le Sénat

# ÉTRANGER

La contestation en RDA et l'exode vers l'Allemagne de l'Ouest

## Importante manifestation à Leipzig en faveur des réformes

« Liberté ! Liberté ! », « Gorby ! Gorby ! » Quelques dix mille personnes ont manifesté lundi soir 2 octobre dans les rues de Leipzig, dans le sud de la RDA, pour réclamer des réformes ainsi que la légalisation du mouvement d'opposition Forum nouveau. Le cortège s'est formé à l'issue du service religieux en l'église Saint-Nicolas, où se rencontrent traditionnellement chaque lundi des opposants au régime de M. Erich Honecker. Ce soir-là, ils étaient environ deux mille, qui furent rejoints à la sortie par des milliers d'autres personnes.

Le cortège s'est dirigé vers la gare centrale de Leipzig en chantant *We shall overcome* (Nous triompherons) et l'*Internationale*. Pour marquer leur désaccord avec leurs nombreux compatriotes qui, actuellement, quittent la RDA, les manifestants scandaient également : « Nous resterons au pays pour lutter ». Au-delà de la place de la gare, le cortège a été arrêté par deux cordons de policiers.

Cinq personnes au moins ont été blessées, à coups de matraque, au cours des affrontements avec les forces de l'ordre, qui auraient procédé également à de nombreuses interpellations. M. Johannes Fischer, porte-

parole d'un « groupe de travail des droits de l'homme » à Leipzig aurait notamment été arrêté. Tard dans la soirée, de nouveaux heurts étaient signalés en divers endroits de la ville. Cette manifestation était la plus importante jamais vue à Leipzig depuis le soulèvement populaire de 1953 en RDA.

Par ailleurs, à Berlin-Est, la police a tenté d'empêcher dimanche soir la réunion d'un groupe d'opposition, Démocratischer Aufbruch (Renouveau démocratique), qui réclame une « restructuration sociale et démocratique » en RDA. Selon des sources proches de l'Eglise protestante, soixante-dix personnes devaient participer à cette réunion dans un appartement. Seules dix-sept d'entre elles ont réussi à entrer dans l'immeuble. Les autres ont été refoulées par des policiers en uniforme. L'évêque de Berlin-Est et de Brandebourg, Mgr Gottfried Fork, a été également retenu un certain temps par les forces de l'ordre avant de pouvoir entrer dans les locaux de la paroisse de Alt-Pankow où des opposants avaient prévu de se réunir pour réclamer la libération des prisonniers politiques. — (AFP, Reuters.)

## L'ambassade de RFA à Prague est de nouveau occupée par plus de quatre mille réfugiés est-allemands

Tout recommence... Dimanche soir, les jardins du palais Lobkowitz — l'ambassade de RFA à Prague — étaient vides, et Bonn avait annoncé la fermeture de sa légation « pour des raisons techniques indispensables ». Les milliers de réfugiés est-allemands qui vivaient depuis des jours dans un camp de toile de fortune avaient obtenu l'autorisation d'émigrer en République fédérale et pris les « trains de la liberté » à destination de la Bavière. Et voilà que, mardi matin 3 octobre, plus de trois mille nouveaux candidats au départ étaient installés dans le parc de l'ambassade, et que plusieurs centaines d'autres étaient massés sous la pluie devant les grilles, attendant qu'elles s'ouvrent. « Officiellement, explique un diplomate, notre ambassade est fermée, mais en fait, pratiquement tous ceux qui frappent poliment à la porte peuvent y entrer ».

On a vu des policiers tchécoslovaques tenter d'empêcher des transfuges d'escalader des barrières, derrière le bâtiment, mais les forces de l'ordre ne contrôlaient pas l'accès principal du palais. A la demande de l'ambassadeur ouest-allemand, M. Hermann Huber, elles ont finalement renoncé à renforcer leur dispositif de surveil-

lance. Les Allemands de l'Est arrivent en taxi ou à pied. La plupart, âgés de vingt à trente ans, sont arrivés en train en Tchécoslovaquie, et beaucoup de Pragois, disent-ils, les ont gentiment aidés à trouver le chemin de l'ambassade de la RFA en évitant les patrouilles de la milice. Ils remercient en particulier les chauffeurs de taxi de la capitale, qui ont parfois joué, non sans plaisir, au chat et à la souris avec la police.

Le représentant permanent allemand en RFA, M. Horst Neubauer, a demandé « avec insistance » à Bonn d'expulser ces nouveaux réfugiés de ses ambassades de Prague et de Varsovie (où ils sont trois cents). Au cours d'un entretien, lundi après-midi 2 octobre, avec le ministre ouest-allemand de la Chancellerie, M. Rudolf Seiters, il a accusé le gouvernement de la République fédérale d'avoir commis « un abus de confiance grossier » et d'avoir manqué à sa parole dans l'affaire des réfugiés. Selon l'agence ADN à Berlin-Est, l'accord passé entre la RFA et la RDA « n'a pas été respecté » par Bonn. M. Neubauer a répété que la décision de son pays de laisser partir les « trains de la liberté » était une décision unilaté-

rale de la RDA, « prise exclusivement pour des raisons humanitaires, surtout dans l'intérêt des enfants en bas âge ». Il a reproché à M. Hans-Dietrich Genscher de vouloir « tirer gloire » de cette affaire en prétendant avoir obtenu ce résultat par de « difficiles négociations à New-York et ailleurs ». « C'est tout simplement un mensonge », a-t-il déclaré.

Toutes ces accusations ont été rejetées à Bonn, qui a demandé à Berlin-Est de laisser émigrer en RFA les nouveaux occupants de ses ambassades à Prague et à Varsovie. Aucune réponse, pour le moment, de la RDA : le négociateur ouest-allemand pour les « questions humanitaires », M. Wolfgang Vogel, s'est contenté de déclarer, lundi, que la promesse de ne pas poursuivre les citoyens est-allemands qui accepteraient de rentrer en RDA et de les autoriser ultérieurement à émigrer à l'Ouest était « toujours en vigueur ».

Lundi, on a également appris à Bonn que, depuis le début de l'affaire des réfugiés, le chancelier Helmut Kohl et le numéro 1 soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, étaient restés en contact permanent, mais le porte-parole de la chancellerie a refusé de donner la moindre précision sur le contenu de

ces échanges. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a demandé pour sa part à M. Gorbatchev de faire pression sur la RDA, lors de son séjour à Berlin-Est (les 6 et 7 octobre), pour que le régime est-allemand s'engage dans des réformes politiques, afin de regagner la confiance de la jeunesse, qui déserte en masse le pays.

A. D.

□ Nouvelles traversées du Danube. — Vingt-quatre Allemands de l'Est ont traversé, au cours du week-end, le Danube à la nage pour aller de Tchécoslovaquie en Hongrie, avant de passer en Autriche et de se réfugier en RFA. Selon des témoignages de réfugiés, de plus en plus de citoyens de la RDA tentent d'utiliser cette voie pour fuir. — (AFP.)

□ M. Mitterrand envisage une visite en RDA. — M. François Mitterrand pourrait se rendre en visite à Berlin-Est entre le 12 et le 20 décembre, a annoncé lundi 2 octobre le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Le président de la République, dont la décision dépend de l'évolution de la situation en Allemagne de l'Est, s'est déjà rendu cette année en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Bulgarie. — (AFP.)

## Comment enrayer l'anarchie en URSS

Suite de la première page

Avant même d'avoir été légalisée, la grève est aujourd'hui devenue en URSS un moyen de lutte bannissant. Les sujets de conflits, politiques et sociaux, n'étant pas destinés à manquer dans les mois à venir, il est inévitable que, interdits ou non, de nouveaux actes de travail se produisent et viennent défier M. Gorbatchev.

Une fausse manœuvre, alors ? Qui et non, car le dire serait ignorer la réalité de la situation. Après plus d'un mois de blocs routier et ferroviaire de l'Arménie par l'Azerbaïdjan, un mois aussi de grèves des russophones de Moldavie, les chemins de fer soviétiques sont totalement désorganisés. Dans un pays où la plus grande partie des transports se font par le train, cela signifie qu'à la veille de l'hiver tous les citoyens sont au rouge.

On risque de ne pas avoir assez de combustible pour chauffer les immeubles quand il fera - 20°C ou - 40°C. Pas assez de stocks de farine pour assurer les livraisons de pain et pas assez d'essence pour éviter les rixes devant les pompes et faire rouler les ambulances. Soixante mille wagons, écritient la semaine dernière les *Izvestia* en mettant en garde contre le danger d'une instauration de l'Etat d'exception, ne sont tout simplement « pas arrivés » ces dernières semaines « à destination ».

Les chiffres cités lundi par le vice-premier ministre Lev Voronine ne sont pas moins impressionnants. A l'en croire, des marchandises d'une valeur totale de 11 milliards de roubles (environ dix fois plus de francs au cours officiel) ont été perdues en raison des grèves. A elle seule, l'Arménie a été privée de trente mille wagons de livraisons diverses, 2 millions de tonnes de produits importés, du blé notamment, sont bloqués dans les ports, cent trente trains attendent, en Roumanie et en Tchécoslovaquie, de pouvoir pénétrer en territoire soviétique et, tandis que plusieurs pays importateurs de produits soviétiques commencent à se plaindre des retards, les réserves des centrales thermiques baissent.

Face à une telle situation, aucun chef d'Etat ne pourrait se permettre de ne pas réagir, mais M. Gorbatchev moins que tout autre, puisque l'enjeu n'est pas seulement économique et social. Il est directement politique, car, à laisser faire, il aurait non seulement encouragé un développement exponentiel de l'anarchie mais aussi laissé ses adversaires conservateurs continuer impunément à jeter de l'huile sur le feu, partout où pour des causes parfaitement claires et com-

préhensibles, éclate un conflit, l'appareil joue en effet la politique du pire, soit en aggravant ouvertement les choses, soit, le plus souvent, en restant bras armés dans l'attente que le chaos entraîne l'arrêt des réformes. En ce sens, cette loi sur les grèves est au moins autant un rappel à l'ordre de l'appareil intermédiaire qu'une mise en garde au pays, et M. Gorbatchev n'a rien voulu dire d'autre en déclarant : « Il faut arrêter l'escalade des phénomènes négatifs dans l'économie. Cela protégera le processus de démocratisation (et empêchera) qu'on ne se retrouve otages des tentatives d'ébranler notre économie ».

Peut-être, mais l'ennemi est qu'il ne s'agit là que d'une demi-mesure, car le secrétaire général a d'ailleurs raison encore lorsqu'il ajoute : « Nous avons commencé à perdre le contrôle des choses. Les nouveaux mécanismes ne sont pas enclenchés alors que les anciens ne fonctionnent plus (...). On ne peut pas attendre. Chaque jour supplémentaire a des conséquences terribles ».

### Vers l'état d'exception ?

On bien, avertissement entendu, l'ensemble des forces réformatrices, tous courants confondus, accepte de jouer les pompiers et de prêcher la patience au lieu de se radicaliser chaque jour un peu plus, et alors peut-être M. Gorbatchev a-t-il une chance de sortir l'URSS de l'ornière, en lui faisant franchir sans trop de casse le cap de l'hiver. En homogénéisant à son profit la direction du parti et en faisant avancer le congrès à octobre prochain, le secrétaire général s'est en effet offert les moyens à la fois de résister aux chocs et de donner, dès l'année prochaine, une nouvelle et indispensable impulsion aux réformes.

On bien — et l'hypothèse est plus que plausible — la colère, les ressentiments et les injustices accumulés en soixante-dix ans de lendemains qui chantent se révéleront beaucoup trop forts pour laisser place à la raison, et M. Gorbatchev n'aura vite plus d'autre choix que de tenter cet état d'exception évoqué par les *Izvestia*. Beaucoup de ses proches le poussent depuis plus d'un an à cette solution d'un coup d'Etat légal consistant à se faire donner par le Parlement, en tant que chef d'Etat et non pas en tant que secrétaire général, les pleins pouvoirs.

Le problème est que, pour réussir un coup d'Etat bonapartiste, il faut avoir une base et une autorité



Dessin paru dans l'*International Herald Tribune* du 3 octobre 1989  
« Merci à tous de m'aider pour la perestroïka, et si vous continuez à m'aider, vous serez tous fusillés ! » (sur le pancarte : grève des mineurs).

personnelles qui font aujourd'hui 36 ans à M. Gorbatchev. La reprise en main qui s'amorce maintenant pourrait avoir pour but de les lui donner. Mais les délais sont brefs, si brefs que les espoirs d'une transition relativement pacifique de l'URSS vers l'après-communisme s'amoindrissent. Cela ne signifie pas que le pouvoir de M. Gorbatchev soit obligatoirement menacé. Cela signifie en revanche que sa capacité à maîtriser les rythmes du changement semble chaque semaine moins forte

et que les à-coups en seront d'autant plus violents.

### Intervention au Caucase

Dans les files d'attente des magasins, comme au Kramlin, l'hiver sera rude, et, en attendant, le pouvoir se prépare à prendre des mesures dans le Caucase. Pour ce qui est du blocus ferroviaire exercé par les Azerbaïdjanais, il devrait être levé par une intervention

conjointe des forces de sécurité des ministères de l'intérieur, de la défense et des chemins de fer qui seraient placées, pour l'occasion, sous la tutelle d'une administration spéciale.

Une introduction d'un forme ou l'autre d'état de siège dans l'ensemble de la région n'est maintenant plus à exclure, tant les autorités s'acharnent depuis vingt-quatre heures à dépeindre la situation en termes plus qu'alarmistes. Selon Tass, « le plus important est maintenant d'empêcher les deux peuples de tomber dans l'abîme », car

les rapports provenant de la région ressemblent à « des rapports sur un champ de bataille ». Les journaux sont pleins de chiffres sur le nombre d'attaques à main armée, d'attaques de convois, de meurtres et autres violences. Interviewé lundi soir à la télévision, deux des vice-ministres de l'intérieur ont expliqué, retour du Caucase, que « les problèmes posés par cette tragédie devaient être résolus sans délai » et que des « mesures politiques urgentes étaient nécessaires ».

Dans ce climat, les projets de loi sur la propriété, la terre, les baux, l'entreprise et l'uniformisation du système fiscal sont passés au second plan. Ils n'en sont pas moins fondamentaux, puisqu'ils introduisent la propriété privée sous le nom de « propriété de citoyen » et divisent les formes de propriété collective en propriété fédérale, fédérale-républicaine, républicaine et communale.

L'ensemble des entreprises, quel que soit leur statut, seront égales devant la loi et pourront, notamment, payer leurs employés en actions. Le taux d'imposition maximal des profits est fixé à 60 % - 35 % revenant à l'Etat fédéral et le reste étant laissé à la discrétion des autorités locales, qui pourront ainsi à la fois disposer de ressources et moduler l'imposition en fonction de leur politique économique.

Tous ces projets, parfois flous et incohérents, ont été abondamment critiqués — pour leur timidité le plus souvent. Nul ne pourrait dire ce qu'ils donneront d'ici quelques années. La seule certitude est qu'il n'y a pas de véritables améliorations à en attendre à court terme et que M. Gorbatchev va désormais compter les jours qui le séparent du congrès.

BERNARD GUETTA

### Leonid Brejnev privé de l'ordre de la Victoire

Le présidium du Soviet suprême a supprimé par décret l'attribution à Leonid Brejnev de l'ordre de la Victoire, l'une des principales décorations en URSS, a annoncé jeudi 28 septembre l'agence Tass. Le décret, signé par M. Mikhaïl Gorbatchev, précise que la médaille accordée le 20 février 1978 « ne correspondait pas au statut » de la décoration.

L'ordre de la Victoire est accordé pour hauts faits militaires. Les dernières années au pouvoir de Léonid Brejnev, avaient été marquées par une surabondance sur ses « exploits » militaires pendant la deuxième guerre mondiale. Outre l'ordre de la victoire, Brejnev s'était même fait accorder le prix Lénine de littérature pour ses Mémoires de guerre. — (AFP.)

### Jules Verne Mythe et Modernité

Par Simone Vienne

On continue à faire de Jules Verne le prophète des techniques modernes, une sorte de voyant. C'est mépriser ce qui l'a fait survivre jusqu'à nos jours et pas seulement sur le rayon « littérature enfantine » : son génie littéraire.

Collection « Ecrans » dirigée par Béatrice Didier 176 pages - 95 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## Chine vivante

La Chine vivante, c'est la Chine d'aujourd'hui, la Chine de demain. C'est la Chine qui se transforme, qui s'ouvre, qui se modernise. C'est la Chine qui est le pays du miracle. C'est la Chine qui est le pays du futur. C'est la Chine qui est le pays de l'espoir. C'est la Chine qui est le pays de la vie.

## Le Monde

Le Monde, c'est la France, c'est l'Europe, c'est le monde. C'est la France qui est le pays de la culture, de la science, de la technique. C'est l'Europe qui est le continent de la civilisation, de la démocratie, de la liberté. C'est le monde qui est le théâtre de l'histoire, de la vie, de la mort.

Le Monde, c'est la France, c'est l'Europe, c'est le monde. C'est la France qui est le pays de la culture, de la science, de la technique. C'est l'Europe qui est le continent de la civilisation, de la démocratie, de la liberté. C'est le monde qui est le théâtre de l'histoire, de la vie, de la mort.

## EUROPE

## 320 Soviétiques à l'Elysée

La délégation soviétique invitée en France par l'Association France-URSS, dans le cadre du programme « Dialogue 89 », a commencé son séjour, lundi 2 octobre, par une audience à l'Elysée. Après M. Zagladine, conseiller de M. Gorbatchev pour la politique étrangère et chef de ce groupe de 320 personnes, ont été présentés à M. Mitterrand, « l'une des personnalités les plus éminentes du monde contemporain », le « salut cordial et chaleureux » du président soviétique, le président de la République rappelle les cinq séries d'entretiens qu'il a eus avec ce dernier et réaffirme son soutien à la perestroïka, « un terme devenu usuel en Occident, même s'il reste difficile à prononcer », et qu'il exprime surtout, selon lui, « un énorme dévouement à la liberté ».

Les frontières, dit encore M. Mitterrand, ne doivent rester « ni les hommes, ni les marchandises, ni les idées », en particulier en Europe, « cette Europe qui est la nôtre, à vous comme à moi ».

« L'interdépendance entre les deux Europes ne pourra s'accomplir que si la notion de frontières hermétiques disparaît de plus en plus vite, et si, on verra que c'est facile », a ajouté le chef de l'Etat.

Suivit un « échange » d'une quarantaine de minutes, mais qui resta sur le terrain des

généralités. On pouvait s'attendre à ce que le chef de l'Etat lui-même lui demandât ce qu'il pensait des idées de liberté, d'égalité, de fraternité, de la « paix universelle », de la « maison européenne commune », sinon que tout cela était très bien et que cette dernière notion est « une belle expression et une grande idée ». Les Soviétiques ont tout de même éprouvé un peu de surprise que l'on ait pu leur parler de « paix universelle » et de « maison européenne commune ».

On crut un moment qu'on allait parler du drame que vit en ce moment l'Arménie avec l'intervention d'un académicien d'Erevan s'exprimant dans un français parfait. Mais ce dernier se borna à remercier la France pour l'aide qu'elle avait apportée après le tremblement de terre de l'an dernier et à poser une « question » sur « la composante humaine » des relations internationales. Du blocus imposé à l'Arménie par les Azeris, il ne fut jamais question.

Quelques-uns des « nouveaux Soviétiques » ne cachaient pas leur irritation, à l'issue de ce qui fut bien plus une cérémonie qu'un débat, contre « tous ces anciens » (de l'ère Brejnev) qui « monopolisaient les questions ».

## NORVÈGE

## Fragile accord de gouvernement entre les trois partis de centre droit

STOCKHOLM  
de notre correspondant

Après deux semaines d'intenses négociations, les leaders des trois partis de centre droit norvégiens ont été entendus, dans la nuit du dimanche 1<sup>er</sup> au lundi 2 octobre, sur le contenu d'une plate-forme commune qui pourrait leur permettre de former un gouvernement et de remplacer le cabinet travailliste de M. Gro Harlem Brundtland, resté en place à la suite des élections du 11 septembre dernier.

Les trois partis, qui disposent de 62 sièges sur les 165 que compte le nouveau Parlement, devraient rendre public, mercredi, leur nouveau programme. Celui-ci porte la marque du compromis, notamment sur

l'épineuse question des rapports avec la Communauté européenne. Les conservateurs, favorables à l'entrée dans le Marché commun, ont dû se plier à la ligne des unionnistes qui rejettent l'idée d'une douane entre les pays de l'Association économique de libre-échange (AELE) et ceux de la CEE. Les partis socialistes, qui ont démissionné — avec l'aide du Parti du progrès, le grand adversaire des deux derniers — dans le cas, M. Jan Sjøen, le leader du Parti conservateur, deviendrait le troisième premier ministre conservateur de l'après-guerre.

F. N.

## Le drame de l'île de Lérós

## La Grèce malade de ses « fous »

ATHÈNES

de notre correspondant

« Lérós-enfer », « Lérós-camp de concentration », « Lérós-la honte », « la déposition des âmes humaines », « la version grecque du « nid de coucou » : depuis deux semaines, la presse grecque consacre des reportages-fléaux à l'île psychiatrique de Lérós, dans le Dodécannèse, où vivent mille cent trente-cinq aliénés dans des conditions effroyables. Le scandale était connu depuis de nombreuses années, mais toujours soigneusement oublié. Il a refait surface après la « première page » que lui a consacrée, le 10 septembre, l'hebdomadaire britannique Observer, alors que la Grèce s'apprête à accueillir, du 12 au 19 octobre, le Congrès mondial de psychiatrie.

Le centre thérapeutique d'Etat de Lérós, créé en 1957, comporte deux établissements : des anciennes casernes, tristes et grises, construites entre les deux guerres par les occupants italiens. Les bâtiments accueillent à Lakki, trois cent soixante-dix femmes, et à Lépidia plus de sept cents hommes. Pour l'ensemble de la communauté, il y a seulement deux psychiatres. Depuis sa fondation, prévue pour soulager les centres d'Athènes et de Salonique, « les bateaux des fous », comme les nomment les habitants de l'île, amènent à Lérós les malades les plus atteints, ceux dont les familles ne veulent plus entendre parler. Ils restent à l'enfermé dix ans, vingt ans, jusqu'à leur mort. Oubliés de tous.

Le pavillon 2 de Lakki offre l'image la plus dégradée : des

quatre-vingts malades de se réinsérer peu à peu dans la vie normale. Les plans prévus pour former une unité de formation professionnelle, une unité mobile pour la réhabilitation des malades et pour la mise en place des familles d'accueil ont été laissés en suspens.

« Bas les papiers de l'île, oui à sa réhabilitation, non à son départ ! » Les employés du centre ont accueilli de pied ferme M. Evert lors de sa seconde visite à Lérós la semaine dernière. Car l'île vit de l'asile, et il n'est pas question pour ses six mille cinq cents habitants de la fermer. Les cent trente-cinq hôpitaux, qui seraient plutôt pour, n'ont pas le droit à la parole. Sur les neuf cent soixante employés du centre, 90 % sont des habitants de Lérós, l'asile emploie dans ses murs plus de 30 % de la population active de l'île, souligne M. Eutychios Solomaki, représentant des employés au conseil d'administration du centre.

Le bruit démenté autour de Lérós a fait bouillir de rage et les journaux ont dénoncé les conditions tout aussi dramatiques qui prévalent notamment dans le grand centre psychiatrique de Daphni, près d'Athènes.

« Nous sommes tous coupables, les hommes politiques, le système social, les enseignants, les familles qui abandonnent leurs parents, notre société n'a pas été éduquée pour accepter en son sein ces malades », M. Evert a reconnu que le mal était profond et qu'il nécessitait un sursaut de la société grecque tout entière pour accepter ses « fous » et leur garantir des conditions humaines d'existence.

## POLOGNE

## Le premier ministre se rendra en visite en URSS

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, effectuera une visite en Union soviétique, a confirmé, lundi 2 octobre, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vadim Perfilov. Il a indiqué que les dates de cette visite seraient actuellement l'objet de discussions avec les autorités de Varsovie.

Dès l'arrivée de M. Mazowiecki à la tête du gouvernement polonais, les dirigeants soviétiques avaient fait savoir qu'ils entendaient poursuivre « les relations d'amitié traditionnelles » avec Varsovie, le nouveau premier ministre ayant, de son côté, donné l'assurance que la Pologne resterait fidèle à ses alliances. Cette visite n'en constituera pas moins une première : celle de l'ancien ministre d'un dirigeant non communiste d'un pays « frère ».

Le processus de démocratisation auquel préside M. Mazowiecki devait recevoir, mardi, l'hommage du roi Juan Carlos et de la reine Sofia, en visite pour trois jours en Pologne. A Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la Communauté européenne devaient approuver, mardi, un plan de 325 millions de dollars d'aide à la Pologne. La Suisse, de son côté, fait savoir, lundi, qu'elle accorderait à Varsovie une aide alimentaire urgente d'un montant de 5 millions de francs suisses (environ 20 millions de francs).

## Protestation roumaine

D'autre part, deux dirigeants communistes hongrois, MM. Geza Kotali, chef du département international du comité central, et Imre Szekely, son adjoint, ont confirmé, lundi, dans une interview publiée par l'organe du parti, que la Roumanie avait lancé, le 19 août dernier, aux membres du pacte de Varsovie, un appel à des « actions communes » pour éviter la mise en place d'un gouvernement non communiste en Pologne. « Nous avons répondu que le gouvernement en Pologne avait été formé par la voie parlementaire et que c'était au peuple polonais de décider de son avenir par des élections libres », ont déclaré les deux communistes hongrois. — (AFP, Reuters.)

DIEHR KUNZ

## AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD : une nouvelle rencontre entre Afrikaners et nationalistes noirs

## Le pouvoir cherche à tester la volonté de dialogue de l'ANC

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Le chef de l'Etat sud-africain, M. Frederik de Klerk, a démenti, lundi 2 octobre, que son gouvernement « fut impliqué directement ou indirectement » dans des discussions avec le Congrès national africain (ANC). Dans un communiqué, le président a condamné le dialogue avec cette organisation interdite depuis 1960 en indiquant, qu'il avait pour résultat de « masquer la véritable nature d'organisations révolutionnaires et de promouvoir une image non méritée de respectabilité ».

M. De Klerk faisait référence aux discussions qui ont eu lieu, au cours du dernier week-end, dans les environs de Londres, entre une délégation de l'ANC, conduite par M. Thabo Mbeki, considéré comme le successeur probable du président de celle-ci, M. Oliver Tambo, et un groupe d'Afrikaners mené par M. Wimpie De Klerk, le frère du chef de l'Etat. Les deux

frères ont des positions politiques divergentes puisque M. Wimpie De Klerk est membre du Parti démocratique (gauche libérale). Ce n'est toutefois pas la première fois que celui-ci rencontre les dirigeants de l'ANC.

## Travaux d'approche

L'information a provoqué quelques réactions dans les milieux gouvernementaux, car certains des membres de la délégation d'Afrikaners appartiennent au secrétariat du Broederbond, cette confrérie secrète dont sont issus bon nombre de ministres et qui influence directement la politique du pouvoir. Outre le frère du président, deux professeurs de l'université de Stellenbosch, berceau de l'âme afrikaan, MM. Sampie Terreblanche et Willie Esterhuysen, ainsi que le rédacteur en chef du journal Die

Burger, organe officiel du Parti national, faisaient partie du groupe.

Certes, il ne s'agit pas d'une délégation officielle du Broederbond, mais certains de ses membres sont considérés comme proches de M. Gerrit Viljoen, ministre du développement constitutionnel, dont la tâche principale est de trouver la voie pour entamer le dialogue avec la communauté noire. M. Viljoen a lui-même été, pendant six ans, de 1974 à 1980, le président du Broederbond, créé en 1918 et toujours considéré comme l'outil de réduction du régime.

En dépit du démenti du chef de l'Etat, cette prise de contact a difficilement pu avoir lieu sans la bienveillante complicité des autorités, qui cherchent à tester la volonté de dialogue de l'ANC. Il est probable que des contacts secrets aient déjà eu lieu dans le passé entre des personnalités du Broederbond et le mouvement nationaliste, mais ceux-ci ont toujours été démentés.

MICHEL BOLE-RICHARD

## Le conflit du Sahara occidental

## Le Polisario fait état de l'attaque d'un poste marocain

Une attaque menée le 24 septembre par le Front Polisario contre un poste d'observation marocain au Sahara occidental a fait quatre morts et autant de blessés dans les rangs de l'armée royale, selon un communiqué saharoui diffusé à Alger. Évoquant cette opération, le représentant du mouvement saharoui à Alger, M. Ibrahim Hakim, a déclaré lundi 2 octobre à la radio algérienne que,

même après la fin d'une trêve éphémère, en février, le Polisario avait continué à réduire ses activités militaires, gelant les offensives d'envergure et se limitant à des opérations d'« usure ». Cette « volonté de paix n'a malheureusement pas trouvé d'écho auprès du roi Hassan II », qui, selon M. Hakim, porte la responsabilité de la guerre et « de toutes ses répercussions ».

## A TRAVERS LE MONDE

## ISRAËL

## Abie Nathan condamné à six mois de prison pour avoir rencontré M. Yasser Arafat

Le militant pacifiste israélien Abie Nathan, propriétaire de la radio « La voix de la paix », a été condamné mardi 3 octobre à six mois de prison ferme pour avoir rencontré l'an dernier le président de l'OLP Yasser Arafat, en violation de la loi anti-terroriste. Il est le premier israélien inculpé aux termes de la législation anti-terroriste de 1986. Il commencera à purger sa peine mardi prochain.

« Je ne cessais pas mon combat contre cette loi (anti-terroriste). Nous devons parler à l'ennemi. Il n'y a pas d'autres moyens. Ce ne sont ni nos belles ni leurs paroles qui peuvent résoudre le problème », a déclaré Nathan au tribunal. Condamné en outre à un an de prison avec sursis, il réquit un maximum de trois ans de prison ferme.

## LIBÉRIA

## Monrovia va reprendre ses relations avec Taïwan

Le Libéria et Taïwan renoueront officiellement leurs relations diplomatiques le 9 octobre, a annoncé, lundi 2 octobre, le président libérien Samuel Doe. Il a rendu public sa décision alors qu'il inaugurait un convoi de route financé à hauteur de 140 millions de dollars par Taïwan. Monrovia avait rompu avec Taïwan en 1977 pour reconnaître la Chine populaire. Faute d'apparemment référence à Pékin, M. Doe a affirmé que son pays était indépendant et qu'il était libre d'entretenir des relations ou d'accepter de l'aide de n'importe quel autre Etat. La Chine a fourni plus de 20 millions de dollars de prêts sans intérêts au Libéria, y a construit un stade et finance la construction des bâtiments du ministère de la santé. — (AFP.)

La décision de Monrovia intervient au lendemain de la célébration du quarantième anniversaire de la Chine populaire et à la veille de la fête nationale de Taïwan, qui

aura lieu le 10 décembre. La réaction de Pékin — qui refuse de reconnaître l'existence de « deux Chines » — risque d'être vive. D'autant que cet exemple risque d'être suivi, Taïwan disposant de beaucoup plus de capitaux pour séduire les pays du tiers-monde que Pékin.

## MEXIQUE

## Décès accidentel de l'opposant Manuel Clouthier

Avec la disparition de Manuel Clouthier, décédé dimanche 1<sup>er</sup> octobre dans un accident de la route, l'opposition médicale vient de perdre un de ses dirigeants les plus populaires. Candidat à l'élection présidentielle de juillet 1988 pour le Parti d'action nationale (PAN, droite), Manuel Clouthier n'avait obtenu que 17 % des suffrages exprimés, mais il avait pris la tête de la croisade contre la fraude électorale, devenant ainsi une sorte de héros national.

Véritable force de la nature — il pesait plus de 100 kilos, — personnage truculent, au tempérament volcanique, « Maquillo » avait le sens de l'humour : au cours de la campagne électorale, il avait autorisé la publication de son curriculum vitae sous la forme d'une bande dessinée où il apparaissait sous les traits d'Obélix, du fait de la ressemblance physique, certes, mais aussi parce qu'il avait un peu de sang gaulois, ses ancêtres étant venus de France. — (Corresp.)

## PÉROU

## Nouveaux attentats du Santier lumineux

Des guérilleros du mouvement maoïste péruvien Santier lumineux ont, dimanche 1<sup>er</sup> et lundi 2 octobre, commis plusieurs attentats à la bombe dans la station touristique méridionale d'Ica et attaqué un poste de police dans une ville voisine, Paipa, faisant huit morts et treize blessés, a annoncé la police. A Ica, qui accueillera la semaine prochaine un sommet de sept présidents latino-américains, les rebelles ont fait exploser douze bombes, apparemment pour distraire l'attention des forces de l'ordre pendant qu'un autre groupe pénétrait dans la maison du recteur de l'université, dont ils ont assassiné l'épouse. — (Reuters.)

## ANGOLA : l'accident d'avion de Jamba

## Des maquisards de l'UNITA se livraient au trafic d'ivoire

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Le fils du président portugais, M. João Soares, est toujours dans un état grave dans un hôpital de Pretoria. L'avion dans lequel il avait pris place, en compagnie notamment de deux députés portugais, s'était écrasé, mardi 26 septembre, peu après le décollage de Jamba, le quartier général de l'UNITA dans le sud-est de l'Angola. Les circonstances et les causes de l'accident n'ont pas été révélées. Mais le Sunday Times de Johannesburg croit savoir que le Coma s'est abîmé dans la brousse parce qu'il était trop chargé en défenses d'éléphants.

Selon ce journal, l'appareil était piloté par un homme d'affaires portugais résident en Namibie, M. Fernando Da Silva Augusto. Il y a quinze jours, l'un de ses avions a été intercepté avec l'un des plus importants chargements d'ivoire jamais saisis sur le territoire : neuf cent quatre-vingt-dix défenses d'éléphants ont été appréhendées. M. Da Silva Augusto possède en Namibie une chaîne de supermarchés et dispose d'un vaste entrepôt à Rundu, dans le Nord, à partir duquel il approvisionne l'UNITA en nourriture et en carburant. Ce n'est pas la première fois que le mouvement rebelle angolais est soupçonné de se livrer au trafic de l'ivoire pour financer son effort de guerre.

M. R.-R.

afrique  
asie  
REPARAIT

- SÉNÉGAL-MALIBITANIE : Les secrets du mal.
- CAMEROUN : Bell, le chat du vignoble.
- TCHAD-LIBYE : Aouma et après ?
- BURKINA-FASO : Sanglant engrenage.
- ALGÉRIE : 48 heures dramatiques.
- PALESTINE : L'attitude au quotidien.
- IRAN : Le commissaire remplace le scout.
- LIBAN : Les parrains de la guerre.
- ANGOLA : Les mensonges de Savimbi.
- CÔTE-D'IVOIRE : Amer cacao, etc.
- NICARAGUA : Le double défilé de Tolé.
- CAMBODGE : La veille d'armes.

Une trentaine d'articles, de reportages et de rubriques dans le périodique tiers-mondiste le mieux informé et le plus instructif.

le nouvel  
afrique  
asie

EN VENTE DES ALLOUARD/HUI  
DANS TOUTES LES KIOSQUES  
3, RUE DE METZ, 75016 PARIS  
TEL. : 46-22-06-72



# Madame, Monsieur, Aujourd'hui, l'Europe de l'épargne est née. Voici comment nous l'avons préparée.

**1964**

Paribas lance, en association,  
**LA PREMIÈRE SICAV**,  
société d'investissement  
à capital variable,  
nouvelle forme de placement  
collectif de valeurs mobilières.

**1968**

Paribas crée ses premiers  
**FONDS LUXEMBOURGEOIS\***  
**D'INVESTISSEMENT**.  
Ils sont aujourd'hui accessibles  
aux investisseurs français.

**1969**

Paribas crée le  
**PALMARÈS DES SICAV**  
françaises, aujourd'hui référence  
du marché. Vingt ans plus tard,  
avec TGF, Paribas lance  
Europerformance, première  
société indépendante française  
de mesure de performance.

**1982**

Paribas constitue  
**LE PREMIER OPCVM**  
**DE COURT TERME**  
et  
**LES PREMIÈRES SICAV DESTINÉES**  
**AUX ASSOCIATIONS**

**1984**

Paribas filiale ses équipes  
de gestion de valeurs  
mobilières et crée  
**PARIBAS ASSET MANAGEMENT**,  
à Paris, Londres, Tokyo,  
New York, Genève,  
Luxembourg et Monaco.

**1986**

Paribas lance Paramérique,  
première Sicav gérée par  
**MÉTHODE QUANTITATIVE**.  
Depuis trois ans, elle est en tête  
de sa catégorie.

**1987**

Paribas crée Europhénix,  
fonds luxembourgeois\* de  
300 millions d'Ecu,  
investi dans les sociétés  
bénéficiant des restructurations  
et rapprochements préparant  
**L'EUROPE DE 1992**.

**1988**

Paribas lance France Index,  
**PREMIÈRE SICAV INDICIELLE**  
sur le marché français,  
à ce jour la plus importante.

**1989**

**1<sup>er</sup> OCTOBRE**

Paribas gère un ensemble  
de près de 100 Sicav et fonds  
coordonnés,  
français et luxembourgeois\*,  
répondant à tous les  
besoins des investisseurs.

(\*) Les OPCVM luxembourgeois coordonnés feront appel public à l'épargne en France après autorisation de la Commission des Opérations de Bourse.

**Pour Paribas, l'Europe est une réalité quotidienne depuis 117 ans.**

**PARIBAS**



3, rue d'Antin, 75002 Paris. Tél: (1) 42.98.13.77

## AMÉRIQUES

## ÉTATS-UNIS

## Les juifs soviétiques seraient les plus affectés par des restrictions à l'immigration

Washington ne veut pas que l'augmentation du nombre de réfugiés juifs pénalise les autres exilés. Son intention de contenir cette immigration est dénoncée par de nombreux congressistes.

WASHINGTON  
correspondance

Après quinze ans de pressions sur le Kremlin pour obtenir un assouplissement de sa politique d'émigration, les Américains vont-ils fermer leurs portes à ceux qu'ils ont encouragés à quitter l'URSS ?

Dans la perspective d'un nouvel assouplissement au Kremlin, l'administration américaine prévoit que le nombre des émigrants soviétiques (juifs, Arméniens, pentecôtistes et membres d'autres minorités religieuses) augmentera sensiblement l'an prochain. Les autorités évaluent à deux cent mille pour l'ensemble du monde le nombre des demandes de visas qui seront refusées l'an prochain. Pour l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> octobre, l'ambassade américaine à Moscou estime que, sur les trois cent mille demandes qu'elle recevra, elle ne pourra accorder que quatre-vingt mille visas, soit une légère augmentation par rapport à l'an dernier (cinquante mille).

Les juifs soviétiques étant les plus nombreux des candidats à l'émigration (celle-ci est passée de huit mille en 1987 à dix-neuf mille l'an passé), seraient évidemment les plus affectés par les mesures envisagées par Washington. Jusqu'à présent, ils avaient été privilégiés. Certes, il y a un an, les juifs soviétiques n'étaient plus automatiquement acceptés comme « réfugiés ». Comme tous les autres, ils devaient au préalable convaincre les services d'immigration qu'ils étaient « sous la menace,

bien établie, d'une persécution ». Mais, en fait, ils restaient favorisés : moins de 20 % de leurs demandes ont été rejetées, alors que 75 % des requêtes des Arméniens l'ont été. Cette différence s'explique à la fois par les efforts des puissantes organisations juives américaines et par le désintérêt relatif des groupes américano-arméniens.

Dans ce contexte, l'administration envisage de limiter à cinquante mille le nombre des juifs admis en qualité de réfugiés. Pour des raisons économiques et politiques (chaque réfugié représentant une dépense de 7000 dollars), Washington ne veut pas que l'augmentation des réfugiés juifs se fasse au détriment d'autres exilés — d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique — qui ne disposent d'aucun soutien et sont peut-être plus « persécutés ». L'administration américaine estime d'autre part que 20 % des juifs soviétiques admis comme réfugiés doivent être exclus du soutien financier officiel.

A plus long terme, Washington souhaiterait la coopération d'autres pays. Les États-Unis, dit-on, ne doivent pas être le seul pays de destination des émigrants juifs. D'autre part, l'administration voudrait obtenir du Kremlin une loi qui permette de prévoir et de régulariser le nombre des émigrants. A ce moment-là seulement, l'amendement Jackson-Vanick, adopté par le Congrès en 1974, pourrait être levé avec, pour conséquence, d'assurer à Moscou des avantages douaniers et commerciaux.

Les Américains pourraient théoriquement compter sur l'aide d'Israël, prêt à accepter un plus grand nombre de juifs soviétiques. M. Shamir, premier ministre israélien, s'est plaint que l'administration leur offrait la liberté de choisir leur pays de destination. Ce libre choix, en effet, est défavorable à Israël. Dans la proportion de 90 %, les juifs soviétiques préfèrent aller aux États-Unis.

les juifs soviétiques préfèrent aller aux États-Unis.

Dans l'immédiat, Washington procède à un changement de procédures. Désormais, les demandes de visa présentées à l'ambassade américaine à Moscou seront immédiatement transmises à la capitale fédérale, qui décidera, en donnant la préférence aux personnes considérées comme « persécutées », comme les dissidents juifs ou les pentecôtistes. Ainsi seront évitées les longues files d'attente autour de l'ambassade à Moscou et, peut-être, les tentatives de corruption des policiers soviétiques (ceux-ci sont sollicités par certains, qui veulent passer avant les autres).

D'autre part, les juifs ne pourront plus quitter le pays avec un visa israélien, pour ensuite présenter, à Vienne ou à Rome, une demande de visa pour les États-Unis. Il en résulterait une économie de 30 millions de dollars.

Ces considérations financières sont jugées inadmissibles par un grand nombre de membres du Congrès, qui voudraient que, comme dans le passé, les juifs soviétiques soient automatiquement admis comme réfugiés.

HENRI PIERRE

8 442 juifs ont émigré d'URSS en septembre, contre 6 756 le mois précédent, a annoncé un porte-parole de la Conférence nationale sur les juifs soviétiques (NCSJ), lundi 2 octobre à Washington. Ce chiffre est le plus important enregistré en un mois depuis dix ans (4 746 en octobre 1979). Le NCSJ, organisation américaine, indique que 41 886 juifs soviétiques sont partis depuis le début de cette année, ce qui permet de penser que le nombre record de 51 320, pour les douze mois de 1979, pourrait être dépassé en décembre prochain. — (AFP.)

## HAÏTI : après la publication d'un calendrier électoral

## La classe politique exprime sa déception

« Trop long, trop compliqué. » La classe politique haïtienne n'a pas caché sa déception après la publication du calendrier électoral qui devrait aboutir, dans un an, le 11 novembre 1990, au choix d'un nouveau président.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Le compromis auquel est parvenu le Conseil électoral permanent (CEP) après de longues négociations avec le général Prosper Avril — au pouvoir depuis plus d'un an — prévoit qu'il sera élu par les Haïtiens commencent par élire leurs conseils municipaux au mois d'avril prochain. Les élections législatives auront lieu en juillet et en août, à des dates différentes selon les départements. Les deux tours de l'élection présidentielle sont enfin prévus en octobre et novembre.

Pour Louis Déjoie, le leader populiste du Parti agricole et industriel national (PAIN), il s'agit d'un « calendrier bâclé dont le peuple ne veut pas ». Les dirigeants du centre et de la gauche modérée sont plus nuancés. « Mieux vaut un calendrier pas entièrement satisfaisant que pas de calendrier du tout », estime Marc Bazin, le président du Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MIDH, centriste).

Souhaitant que le calendrier proposé permettrait au gouvernement provisoire de rester encore dix-huit mois au pouvoir, le CONACOM (Congrès national du mouvement démocratique, gauche social-démocrate) demande au CEP de simplifier les opérations de vote et de raccourcir les délais afin d'aboutir à l'élection d'un président civil en mai prochain.

Plusieurs points importants ne sont pas réglés : à quelle date le président élu prendra-t-il ses fonctions ? Quelles seront les attributions de l'Assemblée éline pendant le fin de la période de transition ?

Le document élaboré par le CEP a cependant été bien reçu à Washington, et le général Avril s'est empressé de lancer un nouvel appel à l'aide financière des États-Unis après sa publication. D'ailleurs, que les États d'Amérique latine, a réuni le week-end dernier 2 300 délégués venus de toutes les régions de la République. Un événement dans la politique haïtienne dominée jusqu'à présent par les leaders autoproclamés et le clientélisme.

La grève générale organisée le 27 septembre contre les mesures prises en accord avec le FMI a complètement paralysé la capitale et perturbé l'activité dans les provinces.

« La veille de la grève, un émissaire de la chambre de commerce est venu me demander discrètement de fermer boutique », raconte un commerçant de Port-au-Prince. Dans un communiqué qui a fait grand bruit, la chambre de commerce critique sévèrement « les mesures inflationnistes et ponctuelles » du gouvernement « qui déboucheront nécessairement sur une explosion sociale ».

## Pénuries et hausses des prix

Les commerçants, qui ne trouvent plus de dollars pour régler leurs importations, suggèrent au gouvernement de lutter contre la contrebande et la corruption administrative pour dégager de nouvelles ressources au lieu d'accroître le poids de la fiscalité indirecte.

Pour la population, l'aggravation de la crise se traduit par la pénurie de produits tels que le sucre, l'huile, la farine ou le savon, et par la hausse constante des prix. Relativement épargnée jusqu'à présent, la classe moyenne voit son pouvoir d'achat rongé par l'inflation. Il a fallu retarder la rentrée des classes, qui, pour les familles pouvant se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école, représente une dépense importante en frais de scolarité.

La réussite du premier congrès du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PAMPRA), fondé il y a trois ans par Serge Gilles, constitue cependant un encouragement pour les partisans du changement démocratique. Le PAMPRA, membre de l'Internationale socialiste depuis juillet, a réuni le week-end dernier 2 300 délégués venus de toutes les régions de la République. Un événement dans la politique haïtienne dominée jusqu'à présent par les leaders autoproclamés et le clientélisme.

L'émergence d'un parti moderne se réclamant de la social-démocratie — qui a récemment marqué des points dans cette partie de l'Amérique latine avec l'élection de Michael Manley en Jamaïque et de Carlos Andrés Pérez au Venezuela — va sans nul doute contribuer à clarifier le paysage politique.

L'alliance du PAMPRA, dont 80 % des délégués sont d'origine paysanne, et du MIDH, mieux implanté chez les notables et dans la bourgeoisie urbaine, constitue une force qui, de l'avis de la plupart des observateurs, a de bonnes chances de remporter de prochaines élections.

JEAN-MICHEL CAROTT

ARGENTINE : Londres a autorisé le rapatriement des cadavres de l'ancien président Rosas. — Le rapatriement des cadavres de l'ancien président argentin Juan Manuel de Rosas, mort en exil, en Grande-Bretagne en 1871, a donné lieu, dimanche 1<sup>er</sup> octobre à Rosario, à une cérémonie présidée par le chef de l'État, M. Carlos Menem. Le retour des cadavres de Juan Manuel de Rosas, « caudillo fédéraliste », qui avait tenté d'unifier les pays de la Plata, est considéré comme un geste de bonne volonté de la part de Londres, dans le délit continué des négociations entre les deux pays après la guerre des Malouines de 1982. — (AFP, Reuters.)

## LA QUALITE DE VOTRE NE CHANGE LE PRIX DE VOTRE

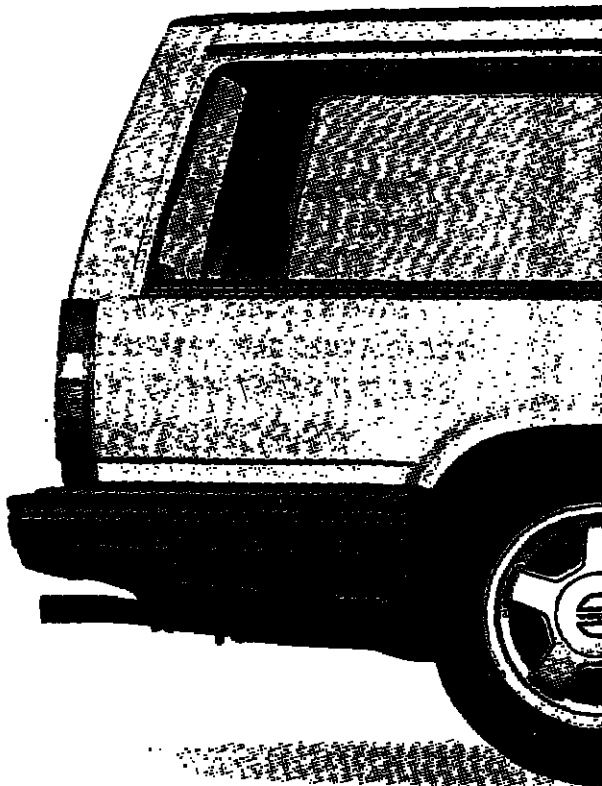
## NOUVEAU POT CATALYTICUE.

La nouvelle 740 ne change pas, elle évolue. Comme sa nouvelle ligne, ou son dernier moteur 16 soupapes, son pot catalytique va dans le sens de l'histoire, du progrès. Chez Volvo cette préoccupation n'est pas récente et fait l'objet d'études approfondies depuis des années. Aujourd'hui, la nouvelle 740 est équipée d'un pot catalytique auquel on a adjoint une sonde Lambda qui permet la réduction des émissions de gaz sans altérer la puissance, son comportement, ses qualités exemplaires. Du reste, tout ce qui a contribué à sa légende est intact.

Son élégance rare, avec sa ligne originale profilée pour améliorer à la fois l'aérodynamisme, la stabilité au vent et le silence. Son confort, avec 5 vraies larges places habillées de tissus exclusifs ou de cuir, avec un système de ventilation réglable séparément pour chacun. Son espace, avec un volume intérieur qui accueille cinq adultes et 1.110 litres de bagages pour un encombrement rigoureusement identique à celui de la berline. Sa sécurité, avec un habitacle protégé par une armature rigide d'acier, des zones avant-arrière déformables, des renforts de porcelaines ou une colonne de direction fractionnable en cas de collision. Sa robustesse et sa longévité, avec une carrosserie garantie anti-corrosion 8 ans, une durée de vie moyenne de 20,7 années et une valeur de revente supérieure à celles de la plupart de ses concurrents.

Et comme, pour Volvo, la protection de l'environnement n'est pas une idée nouvelle, l'équipement catalytique de la 740 millesime 90 ne souffre d'aucun supplément. Comme quoi l'évolution n'a pas de prix.

\* Modèle présenté: 740 GLT 16S. Tarif au 08.09.89: 179 800 F.  
Peinture métallisée en option. Garantie anti-corrosion 8 ans.





## DIPLOMATIE

La recherche d'un règlement au Cambodge

### Hanoï juge prioritaire

#### la normalisation des relations avec la Chine

Tandis que les combats se poursuivent dans l'ouest du Cambodge, où Khmers rouges d'une part, maquisards nationalistes de l'autre, tentent de profiter du repli vietnamien pour gagner du terrain face aux troupes de Phnom-Penh, les Etats-Unis s'inscrivent d'une possible recrudescence du conflit. « Nous assistons à une période au cours de laquelle les forces en présence se jaugent pour la première fois en l'absence des troupes vietnamiennes », a déclaré, lundi 2 octobre à Washington, un responsable du département d'Etat. « Nous allons probablement assister à une intensification des combats », a-t-il ajouté.

HO-CHI-MINH-VILLE  
de notre envoyé spécial

Une nouvelle négociation sur le Cambodge est imminente, estiment des sources vietnamiennes bien informées. C'est pourquoi, sans attendre la fin du retrait officiel de ses troupes, Hanoï a demandé à Paris, dès le 25 septembre, d'examiner la possibilité de réunir une deuxième conférence pour tenter d'aboutir à un règlement international.

Pour la diplomatie vietnamienne, la normalisation des relations avec la Chine demeure prioritaire. « La région est l'arrière-cour de la Chine, et nous n'avons pas les moyens de l'ignorer », explique-t-on de source officielle. Le désaccord sur le Cambodge reste, de loin, la principale pomme de discorde entre les deux pays. Mais il existe d'autres contentieux, en particulier celui ouvert en 1974, soit un an avant la victoire communiste au Vietnam, à propos des petits archipels de la mer de Chine.

Vietnamiens et Chinois se sont

officiellement rencontrés à trois reprises cette année, la troisième fois à Paris, juste après l'échec de la conférence sur le Cambodge. Depuis, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a assisté à la réception offerte le 1<sup>er</sup> octobre par l'ambassadeur chinois à Hanoï. En outre, le commerce officiel et la contrebande sont redevenus florissants sur la frontière entre les deux pays, où l'on s'était si violemment battu voilà dix ans. Mais aucune détente n'est envisageable tant qu'Hanoï et Pékin ne se seront pas entendus sur le Cambodge. Or la Chine accuse le Vietnam de maintenir trente mille soldats chez son voisin.

Pékin conserve d'importants moyens de pression sur un Vietnam qui cherche toujours à rompre son isolement. De Singapour à Bangkok, en passant par Kuala-Lumpur et même Djakarta ou Manille, une diaspora chinoise particulièrement dynamique joue, depuis vingt ans, un rôle crucial dans le développement rapide de la région. Ces Chinois d'entre-mer sont également les grands commerçants de Phnom-Penh et de Ho-Chi-Minh-Ville. S'ils n'ont guère de sympathie pour le régime de Pékin, ils entretiennent un tissu serré de relations économiques et commerciales avec leur pays d'origine.

Au Cambodge même, les Chinois disposent toujours d'une carte majeure avec les Khmers rouges, seule guérilla dangereuse pour l'armée de Phnom-Penh. Si la Thaïlande continue d'autoriser, ce qui est probable, le transit des armes livrées par Pékin aux Khmers rouges, ces derniers pourraient avoir les moyens de maintenir un niveau d'insécurité assez élevé pour empêcher la consolidation du régime de Phnom-Penh. Ce qui ne veut pas dire pour autant que la Chine les encourage à tenter des coups d'éclat, faiblement contre-productifs en raison de l'impopularité des Khmers rouges en Occident. Jusqu'ici, au contraire, Pékin a manœuvré pour que sa politique cambodgienne

bénéficie au moins de la neutralité occidentale et prive ainsi le régime de Phnom-Penh d'une reconnaissance internationale.

On s'attend donc, ici, que Pékin favorise le pourrissement de la situation au Cambodge, ainsi que le laissent déjà envier les attaques de la guérilla dans l'ouest du pays. C'est pourquoi Hanoï n'a pas attendu pour tenter de reprendre ouvertement un dialogue qui n'est d'ailleurs pas entièrement rompu. M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, s'est notamment rendu, il y a deux semaines, à Bangkok pour s'entretenir avec les dirigeants thaïlandais. Phnom-Penh aurait également eu des contacts indirects avec les Chinois.

Le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge, dont la réalité est contestée par leurs adversaires, n'a pas mis fin à une partie de bras de fer entre Pékin et Hanoï, qui promet de se poursuivre dans les chancelleries comme sur le terrain. Le refroidissement très sensible des relations sino-vietnamiennes était intervenu dès 1972, quand M. Nixon avait été reçu à Pékin alors que les Etats-Unis continuaient de bombarder le Vietnam du Nord.

JEAN-CLAUDE POMONTI

### Tokyo accueille favorablement l'annonce d'une visite de M. Gorbatchev en 1991

TOKYO  
de notre correspondant

L'annonce faite à New-York par le ministre des affaires étrangères soviétiques, M. Chevardnadze, à son homologue japonais, M. Nakayama, d'une visite de M. Gorbatchev au Japon en 1991 a été perçue à Tokyo comme le signe que Moscou entend faire entrer les relations entre les deux pays dans une « phase décisive ». Au ministère des affaires étrangères japonais, on ne s'attendait nullement à ce que cette visite soit annoncée sans aucune condition préalable.

M. Gorbatchev sera le premier secrétaire général du PC soviétique à se rendre au Japon. Quatre premiers ministres japonais (M.M. Hatoyama en 1956, Tanaka en 1973, Suzuki en 1982 et Nakasone en 1985) ont fait le voyage de Moscou, mais aucun dirigeant du Kremlin n'est encore venu à Tokyo.

Le délai à sa visite s'explique, pense-t-on à Tokyo, par un calendrier chargé qui comporte entre autres un sommet avec le président des Etats-Unis et le congrès du PCUS, mais aussi par le désir des Soviétiques d'attendre une clarification de la situation politique au Japon après les élections législatives prévues avant l'été 1990. Au cours des prochains mois, Japonais et Soviétiques auront une série de

rencontres, parmi lesquelles la visite à Tokyo de M. Chevardnadze en mars qui permettront de préparer le terrain.

Avec la perspective de la visite de M. Gorbatchev, la grande question qui bloque les relations nippo-soviétiques — celle des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles occupées par l'URSS depuis 1945 et revendiquées par le Japon — revient d'actualité. Bien que Moscou n'ait donné aucune indication d'un assouplissement de sa position, il est clair que si M. Gorbatchev veut donner une impulsion décisive aux relations entre les deux pays, il doit faire un geste de conciliation. En même temps, les responsables japonais sont conscients que M. Gorbatchev est dans une situation trop délicate pour faire un grand pas à propos de ce que l'on surnomme à Tokyo les « territoires du Nord » : des concessions impliquant une remise en cause des frontières définies en 1945, ne pourraient qu'encourager les mouvements autonomistes dans les Républiques baltes, par exemple.

Si les Soviétiques, désireux d'obtenir une plus grande coopération du Japon pour développer la Sibérie, doivent trouver une formule acceptable pour Tokyo, les Japonais sont aussi amenés à revoir leur position sur les « territoires du Nord ». Ils doivent décider s'ils entendent continuer à insister pour une restitution des quatre îles, ce qui signifie la stagnation des relations nippo-soviétiques ou bien s'ils souhaitent les développer et donc faire preuve de flexibilité.

Les quatre îles ne sont pas pour les Japonais une Alsace-Lorraine. C'est une question politique, en grande partie montée en épingle par Tokyo dans les années 50, qui pourrait fort bien être l'objet d'un compromis à partir du moment où existerait une volonté politique d'y parvenir. Ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent ni de la part des Japonais ni de celle des Soviétiques.

PHILIPPE PONS

En voyage officiel dans la capitale nipponne

### M. Arafat met le Japon en garde contre le développement de son commerce avec Israël

En visite officielle à Tokyo, le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a demandé, lundi 2 octobre, au Japon de jouer un rôle actif dans le processus de paix du Proche-Orient tout en le mettant en garde contre un développement rapide de son commerce avec Israël (qui a triplé au cours des quatre dernières années pour atteindre 1,1 milliard de dollars en 1988), estimant qu'une telle évolution n'était pas dans l'intérêt du Japon qui dépend de pays arabes pour l'essentiel de son approvisionnement en pétrole.

Une visite du ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens est prévue à Tokyo pour le mois de novembre. L'ambassadeur israélien au Japon avait vivement protesté contre la venue de M. Arafat, estimant que cette visite ne pouvait que servir à « renforcer le terrorisme ».

Bien que considérant l'O.L.P. comme le représentant légitime du peuple palestinien, le Japon n'a pas reconnu l'Etat palestinien. Lundi après-midi, M. Arafat a présidé une cérémonie au cours de laquelle les couleurs palestiniennes ont été hissées au siège de la représentation de l'O.L.P. à Tokyo. Cette représentation, ouverte en 1977 sous l'appellation de « bureau de l'O.L.P. », a officiellement pris le nom de « mission générale permanente de Palestine ». — (AFP.)

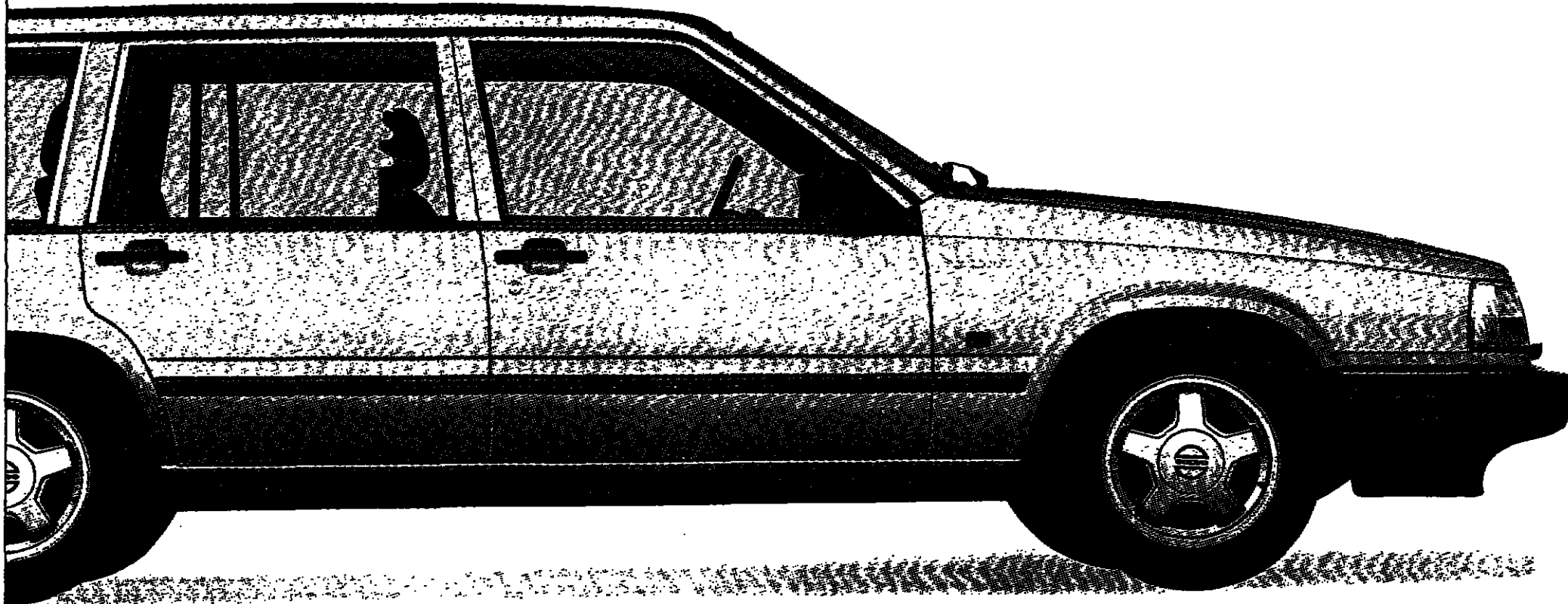
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

TE DE VOTRE  
NE CHANGE  
IX DE VOTRE

ENVIRONNEMENT  
PAS  
ENVIRONNEMENT.



NOUVELLE VOLVO 740 5 PORTES:  
A PARTIR DE 140700F\*

270 concessionnaires et agents  
**VOLVO**  
Volvo France S.A. - 49 avenue d'Alma - 75116 Paris  
Tél. 47.23.72.62

## ASIE

### Les syndicats japonais du crime

Suite de la première page

A l'éventail traditionnel des activités (trafic des amphétamines, jeux clandestins, extorsions, prostitution), l'organisation a ajouté, comme les autres gangs nippons, une nouvelle forme de délinquance qui préoccupe la police : les crimes économiques (chantages, arbitrages divers, avec à la clé des menaces de violence, extorsions).

Selon le dernier Livre blanc sur la criminalité, ces délits sont en augmentation rapide, au point qu'en mai dernier a été formée une commission nationale chargée de coordonner les activités des conseils préfectoraux de protection des entreprises.

Le Yamaguchi-gumi, qui est né dans les années 20 sur les docks de Kobe, sort renforcé d'une sanglante bataille de succession (25 morts et 71 blessés) déclenchée à la suite de la mort, en 1981, du grand « parrain » de l'après-guerre, Kazuo Taoka, qui avait fait de sa bande le plus grand syndicat du crime du Japon.

#### Ancienne et nouvelle manière

Ce que l'on nomme la « guerre d'Oseka » fut notamment marqué par l'assassinat, en 1985, du successeur de Taoka, Masahira Takenaka, tué dans la grande tradition du gangsterisme avec trois gardes du corps dans l'ascenseur de l'immeuble de sa maîtresse. Le Yamaguchi-gumi s'était alors scindé en deux : ceux qui s'opposaient à la désignation de Takenaka par la veuve du « parrain » avaient formé une autre organisation, Ichikawa, qui après cet assassinat fut battue à plate couture et dissoute en mai 1989.

Fédération de 740 bandes, réunies en une organisation de type pyramidal, le Yamaguchi-gumi a pratiquement doublé ses effectifs à la faveur de cette victoire. Un renforcement symptomatique du phénomène récent de regroupement de la délinquance en super-organisations. Près de la moitié des 86 500 gangsters connus de la police appartiennent désormais à l'un des trois grands syndicats du crime : Yamaguchi-gumi dans la région d'Oseka (Kansai), Sumiyoshi-riego et Inagawa-kai dans la région de Tokyo (Kanto).

La police du Kansai est sur le qui-vive et beaucoup plus « gênée » que par le passé, disent nos interlocuteurs yakuza. Dans ce bureau moderne aux parois de bois et aux profonds fauteuils de cuir fauve d'un petit immeuble blanc tout neuf trônent les portraits de l'actuel chef du Yamaguchi-gumi et de ses prédécesseurs. L'homme qui dirige ce gang, dont le siège est en plein centre de Namba, un des quartiers nocturnes d'Oseka, passe pour le « faiseur de roi » qui a placé Watanabe à la tête de l'organisation. Ce « conseiller », à l'avant-garde des affaires d'homme d'affaires que de yakuza tel qu'on se l'imaginerait traditionnellement. Comme le nouveau parrain qui n'a que quarante-huit ans, il est représentatif d'une nouvelle génération de truands, sans folklore et sans scrupules, mettant davantage l'accent sur l'efficacité que sur les traditions.

« Comme ailleurs, sous le vernis d'une sous-culture de bandits d'honneur qui s'estompent, le monde des yakuza a toujours été régi par le principe de violence. Aujourd'hui, l'argent et la force dominent », commente l'avocat Yukio Yamamuchi, qui pendant plusieurs années fut le conseiller juridique du Yamaguchi-gumi.

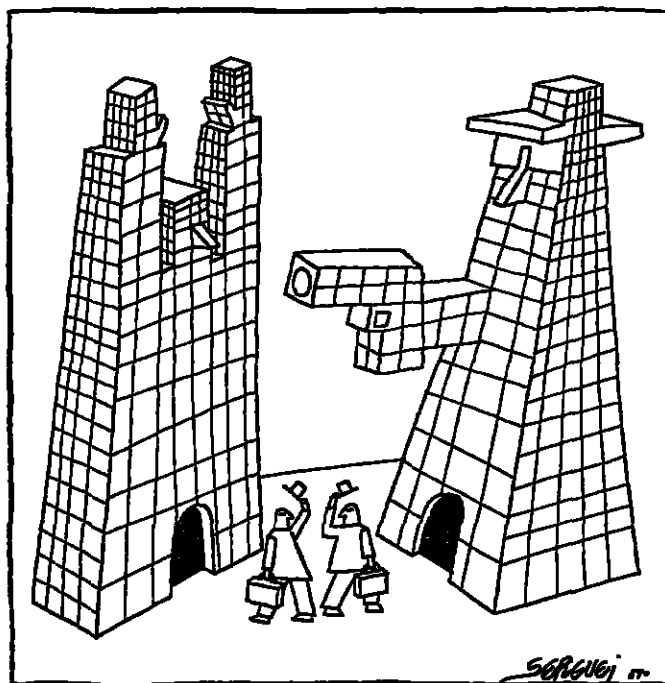
Un film, tiré de l'un de ses livres, *Kanashiki Hitman* (le Tueur solitaire), qui vient de sortir à Tokyo, retrace la vie d'un des hommes de main de l'organisation.

Le petit doigt coupé en signe de repentir pour une erreur, les tatouages et autres signes caractéristiques des yakuza tendent à appartenir au passé. Le parrain devient un patron. Le vieux yakuza privilégiait la puissance. Il recherchait moins le profit pour lui-même que la prime du pouvoir. S'il reste l'esprit de famille et un certain formalisme, les codes d'honneur ont vacillé. La quête du profit et du pouvoir sont désormais les priorités, comme le montre l'évolution du

délits (notamment des *saraki*, ou usuriers). Désormais, leur médiation s'étend aux arbitrages dans les accidents de la circulation (la plupart du temps au Japon, ils se règlent à l'amiable), à la liquidation de sociétés en faillite (en se substituant aux créanciers et en encaissant au passage une commission). En outre, ils interviennent, par l'intimidation, dans certaines transactions commerciales ou affaires boursières (achetant par exemple des actions d'une société puis demandant un solide « dédommagement » pour se retirer).

#### Truands et extrême droite

Le plus souvent les truands exercent leur chantage par le biais de pseudo-associations (de consommateurs par exemple) ou de partis politiques fantaisistes. L'extrême droite vociférante est liée à la pègre et constitue un instrument de chantage privilégié auprès des entreprises ou des



Yamaguchi-gumi. La guerre de succession qu'il vient de traverser illustre le conflit entre les deux « âmes » - traditionnelle et moderniste - de la pègre. La seconde l'a emporté.

#### Les fruits de la prospérité

Dans le bureau de l'inspecteur Itsuo Hakozaki, chargé de la lutte contre le banditisme à Kobe, est déployé un grand organigramme avec photos, noms et fonctions. Y figurent les 90 membres du Yamaguchi-gumi proprement dit : c'est-à-dire la bande mère, qui est au sommet de la pyramide et dont les membres sont eux-mêmes chefs de « familles », subdivisées en sous-groupes.

L'une des caractéristiques de la pègre nipponne est que les organisations criminelles sont parfaitement connues de la police. Toutes ont pignon sur rue. Officiellement, ce sont des associations d'entraide. La police arrête régulièrement leurs membres, mais parvient difficilement jusqu'aux chefs et ne peut en tout cas démanteler les organisations (selon la loi, seules celles qui ont un caractère subversif sont passibles d'une telle mesure).

Selon M. Hakozaki, la stabilisation du pouvoir au sommet de l'organisation, le rajeunissement des chefs (en particulier de l'état-major qui entoure Watanabe) et le gonflement des effectifs rendent le Yamaguchi-gumi plus dangereux. Surtout, l'organisation pénètre un « marché », celui des crimes économiques, qui rend l'action de la police plus difficile.

La nouvelle prospérité du Japon et l'énorme quantité de liquidités qui circule, l'amoralisme d'une nouvelle génération de brasseurs d'affaires pressés de réussir et talonnée par la concurrence ont favorisé le rôle de la pègre.

S'il ne faut pas exagérer la portée du phénomène, il se traduit néanmoins dans les statistiques : de 8 000 en 1980, le nombre des plaintes de victimes de « crimes économiques » est passé à 20 000 en 1988. Les truands sont traditionnellement partie prenante dans la spéculation foncière (soit comme hommes de main de promoteurs, soit directement sous couvert d'entreprises de construction). Ils sont aussi actifs dans la récupération des

banques. La victime qui craint que ce charivari, organisé devant son siège sous des prétextes divers, ne compromette sa réputation préfère payer. Les déboursés, certes, sont sous la contrainte, prenant la forme de « contributions politiques », la police peut difficilement intervenir.

Jusqu'à présent, les truands ne s'en prennent guère aux citoyens (les vieux yakuza avaient pour règle de ne pas troubler l'ordre social). En outre, ils étaient relativement peu, ce qui facilitait leur acceptation par l'opinion qui voyait en eux un mal inévitable. Les liaisons de la pègre avec le monde politique (auquel elle fournissait des briseurs de grève) et son « patriotisme » après la guerre dans la lutte contre les truands coréens et chinois ont été d'autres facteurs à l'origine de la tolérance dont elle bénéficiait.

Bien que ce passé s'estompé et que les liens avec la politique soient moins étroits, l'intégration sociale de la pègre n'en demeure pas moins profonde, car des citoyens ordinaires ont recours à ses « bons offices ». Récemment, le vice-président d'une entreprise importante a été arrêté pour avoir payé 100 millions de yens à des truands afin qu'ils empêchent un rival de prendre une participation dans le capital de sa société.

La loi, entrée en vigueur au milieu des années 80, destinée à éliminer les *sokai ya*, organisations qui contrôlent en sous-main les assemblées d'actionnaires des sociétés anonymes, a sans doute réduit leur rôle mais elle a aussi contribué à les « gangstériser » davantage. Dans leur cas aussi, il existe une complicité latente des entreprises, qui y ont parfois recouru afin d'assurer le « bon ordre » des assemblées d'actionnaires.

Il tend à se créer ainsi dans la société une zone grise, à la limite de l'illégalité, constituée par une clientèle potentielle et occasionnelle de la pègre, celle-ci jouant un rôle de « lubrificateur social » : aux yeux de ceux qui sont pressés et peu scrupuleux, elle pallie les insuffisances légales ou les lenteurs bureaucratiques.

La pègre nipponne s'internationalise encore relativement peu comparée à ses homologues étrangères, et le « marché » du crime, au Japon demeure fermé.

PHILIPPE PONS

## EUROPE 93

Eurochèques et transferts transfrontaliers

### Les banques ignorent tout code de bonne conduite

La libération des mouvements de capitaux dans la CEE au 1<sup>er</sup> juillet 1990 va grandement faciliter les activités des entreprises. Les services bancaires devront s'adapter afin d'améliorer et d'accélérer les transferts financiers. Ce formidable changement pourrait-il aussi bénéficier au consommateur européen ? La situation actuelle incite plutôt au pessimisme.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Quel est le ressortissant communautaire qui n'a pas eu des difficultés à utiliser ses eurochèques dans un autre Etat membre ? Qui ne se plaint du coût et de la lenteur des virements d'un pays européen à un autre ? Les exceptions doivent être rares. Seules quelques récriminations parviennent à Bruxelles tant l'obstacle paraît insurmontable et, surtout, tant la Commission européenne, ne disposant pas de moyens juridiques adaptés, est désarmée.

L'exécuteur des Douze tente pourtant, mais de manière sporadique, d'apporter un peu de clarté dans les arcanes des banques. Une procédure pouvant conduire à la saisine de la Cour européenne de justice vient d'être engagée à l'encontre de l'Italie, à la suite d'une plainte d'Eurochèque International. Bruxelles reproche à Rome de percevoir une taxe fiscale sur l'encaissement des eurochèques par les touristes étrangers.

En réalité, c'est à propos des pratiques des banques françaises que les responsables communautaires ne décollent pas. Opposés au système eurochèque - parce que concurrent de celui du groupement de cartes bancaires (CV) - les banquiers de l'Hexagone l'ont finalement accepté, mais à la condition de pouvoir prélever une commission. Cet arrangement - que Bruxelles dit ne connaître que depuis quelques mois - est illégal.

#### Des délais très difficiles

Le mécanisme Eurochèque repose sur le principe selon lequel il appartient au compte débiteur de supporter les frais de l'opération jusqu'à concurrence d'un montant de 200 écus (1 400 francs). Les banques françaises perçoivent par ailleurs des commissions comme elles l'entendent : les consommateurs refusent, le plus souvent, les eurochèques des touristes étrangers car il leur est appliqué, en règle générale, une taxe comparable aux cartes de crédit (American Express, Diners Club, etc.) de 5 à 7 % de la valeur de l'achat, contre 0,8 % à 1,2 % pour les cartes bancaires. Pour illustrer le tout, la revue *Banque* - la publication de l'Association des établissements français - refuse le paiement d'un abonnement par eurochèque.

La situation est d'autant plus paradoxale que le système Eurochèque est déjà une dérogation aux règles de concurrence en vigueur dans la CEE, puisqu'il s'agit d'une entente sur les commissions bancaires. L'objectif européen a l'intention de régler le problème français à l'occasion du renouvellement de l'exemption. Pourra-t-il se montrer exigeant alors que le mécanisme est jugé très commode dans tous les pays du nord de la Communauté, en Grèce et au Portugal ? Comment expliquer aux consommateurs de ces Etats membres que la Commission interdit,

par souci de juridisme, le système Eurochèque ?

Il existe une règle commune à tous les organismes financiers : la fameuse « date de valeur ». Cette clause, contenue dans les conditions générales d'ouverture d'un compte courant - mais qui la connaît ? - permet aux banquiers de décaler la somme perçue le jour avant le retrait effectif, et les espèces versées vingt-quatre heures après l'opération. Cette pratique suscite souvent des excès : les banques remontent à plusieurs jours pour les débits et attendent des délais comparables pour les crédits.

Ces abus ont fini par susciter la réaction de l'Association des consommateurs du Bade-Württemberg, qui a saisi le Tribunal constitutionnel de RFA. Les juges de Karlsruhe affirment, dans l'arrêt rendu en janvier dernier, contre la caisse d'épargne de Heidelberg, que les banques doivent désormais créditer les comptes à vue de leurs clients le jour même où les versements en espèces sont effectués. Ils vont jusqu'à estimer qu'il s'agit de rémunération « camouflée » pour des opérations réputées gratuites.

Pour l'instant, la Commission n'est pas intervenue dans des cas similaires, probablement faute de plaignants. De toute façon, les experts européens se montrent circonspects, faisant valoir que les « conditions générales », acceptées

cinquante-six pays. Comme rien ne justifie le coût des transferts, même en tenant compte des opérations de change.

Selon l'étude du BEUC, un paiement normal d'un montant de 100 écus (700 FF) supporte des frais de 9 %. Ce taux n'inclut pas les coûts supplémentaires prélevés sur le bénéficiaire, même si le donneur d'ordre prend la précaution d'effectuer un virement dit « franco », c'est-à-dire que les coûts de la banque d'arrivée sont délibérément pris en charge par l'ordonnateur.

#### Harmoniser les coûts

Toujours d'après les consommateurs européens, les Français, les Allemands et les Néerlandais perçoivent « systématiquement » des frais pour les paiements « franco ». « Comme si les banques appliquaient pour les transferts internationaux, note un haut fonctionnaire de Bruxelles, le régime qu'elles souhaitent pour les opérations internes ». Tout le monde se souvient de la bataille en France, mais aussi en Belgique, à propos du paiement du traitement des chèques.

N'avez pas la naïveté de poser la question du coût des transferts transfrontaliers pour les entreprises. La réponse est évidente pour les experts : « Les sociétés négocient les conditions en faisant

### Cartes de crédit : chacun pour soi

Selon une enquête conduite par le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), la concurrence ne joue pas, dans les pays de la CEE, dans le domaine des cartes de crédit. Le BEUC cite une foule d'exemples dont le plus significatif est celui du montant de la cotisation annuelle pour l'acquisition d'une Eurocard : 13 écus (1 écu = 7 francs) en Irlande, 19 écus en France, 38 écus en Belgique et aux Pays-Bas, 48 écus en RFA et 59 écus au Danemark. Par ailleurs, Eurocard accorde des facilités de crédit en Belgique et au Royaume-Uni mais pas

en RFA, au Danemark, en Irlande et aux Pays-Bas.

De leur côté, American Express et Diners Club exigent un revenu du double de celui demandé par Visa. Un dernier exemple : en cas de perte ou de vol d'une carte de crédit, le détenteur est responsable en Irlande, en Belgique (Eurocard) et aux Pays-Bas (Diners Club) de toute utilisation frauduleuse jusqu'à la déclaration de perte ou de vol. Dans les autres pays, cette responsabilité est toujours limitée.

M.S.

en principe par le client, couvrent les habitudes prises par les banques.

Cette manière de jouer avec les délais prend de l'ampleur avec les transferts transfrontaliers. Les résultats produits par le Bureau européen des consommateurs (BEUC) à l'issue d'un sondage récent sont à peine croyables : un paiement d'Espagne vers la France, deux mois et demi ; un virement de la France vers le Portugal, cinq mois. Globalement, les cent quarante-quatre cas étudiés montrent qu'après l'Espagne et le Portugal ce sont les organismes français et allemands qui sont les plus lents (deux jours en moyenne). Pour les autres pays (Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas, Irlande), les délais sont sensiblement plus courts (de un à trois jours). Ce qui est vrai pour les virements l'est aussi pour l'encaissement des chèques étrangers (plus d'un mois pour les banques françaises).

A l'ère de l'informatique, rien ne justifie de longs délais. Les banques ont à leur disposition, entre le téléx, le système SWIFT, qui permet les transmissions électroniques entre deux mille banques de

jouer la concurrence. Aussi la Commission songe-t-elle à formuler, d'ici à la fin de l'année, une « recommandation » aux Douze afin que la transparence des frais et des délais soit assurée par les établissements au bénéfice du consommateur.

Il faut espérer que Bruxelles se montrera moins souple et plus convaincante que dans le cas de l'entente entre les banques néerlandaises sur le cours des devises. Ces dernières ont accepté de ne plus arrêter des taux de change communs mais d'établir tous les jours un fixing indicatif. Les organismes financiers belges exercent des pratiques comparables mais n'ont pas été inquiétés jusqu'à présent.

Avec l'Europe de 1993, qui invite à la mobilité des salariés, au libre établissement des professions libérales, au développement des échanges d'étudiants, les transferts d'argent entre Etats membres vont sans doute augmenter de manière très sensible. La Commission et les gouvernements des Douze pourront-ils faire accepter aux banques un code de bonne conduite ? Dans le cas contraire, le citoyen européen continuera de payer.

MARCEL SCOTTO

#### EN BREF

Comment entreprendre au-delà des frontières ? A l'occasion du Salon de la création, de l'innovation et du développement de l'entreprise, plusieurs débats auront lieu, du 6 au 10 octobre, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, sur les chefs d'entreprise face au marché européen : « Comment déclencher une procédure d'affiliés des PME-PMI en Europe », le 6 ; « Casier-riche pour les créateurs : est-ce mieux ailleurs ? » et « Pourquoi et comment une entreprise doit-elle trouver des partenaires européens », le 7 ; « Pourquoi attaquer rapidement le marché européen lorsque vous créez votre entreprise ? », le 10. Programme complet : tél. : 06-08-45-45 (numéro vert).

Conférence des experts-comptables. La Fédération européenne des experts-comptables (FEE) tiendra sa première conférence, du 17 au 19 octobre, à Bruxelles. La réflexion portera sur la préparation à l'échéance de 1993. Renseignements : FEE, 49, rue du Congrès, 1 000 Bruxelles. Tél. : 19-322-218-58-28.

Colloque sur les régions. Le groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI) organise à Louvain-la-Neuve (Belgique), les 20 et 21 octobre, un colloque sur « les trajectoires régionales de développement et l'achèvement du marché intérieur européen ». Renseignements : RIDER, place Montaigne 1/14, B-1348 Louvain-la-Neuve.

**Le Monde**  
EN BANQUE  
DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE  
INDEXE DEPUIS JANVIER 1987  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL  
OU VOTRE MINTEL  
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG C.A.M.  
SERVEUR

Tél. : 1 45 36 70 72





# ROPE 93

## of Windows Translating

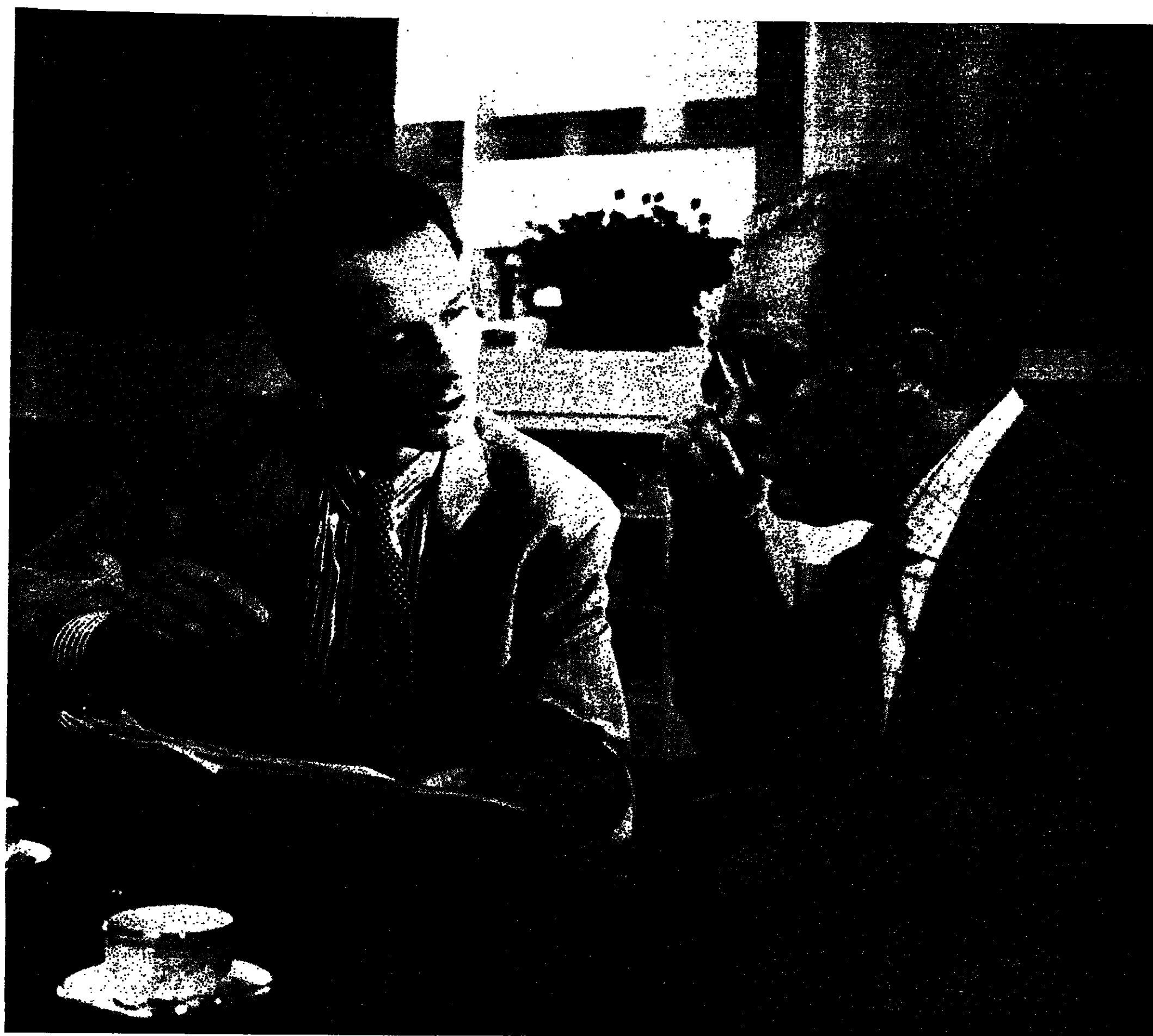
**Les jeunes ignorent  
de bonne conduite**

[illegible]

Cartes de crédit :  
chacun pour soi

[illegible]

1990

[illegible][illegible][illegible]

«Pour bien placer son argent,  
il faut d'abord bien  
savoir où placer sa confiance.»  
(U.F.F.)

Et placer sa confiance dans l'Union  
Financière de France, c'est rejoindre 100 000  
clients.

Spécialisée dans la gestion des patrimoines, l'Union Financière de France est une banque du groupe Suez.

Ses conseillers, répartis dans toute la France, savent se rendre disponibles. Ils vous rencontrent, vous écoutent et vous proposent des solutions personnalisées dans tous les secteurs d'investissements. Ils établissent

avec vous des relations durables.

Avec l'Union Financière de France, vous comprendrez que pour bien placer son argent, il faut d'abord bien savoir où placer sa confiance.

Groupe de l'Union Financière de France.  
32 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

Union Financière de France.

## Des placements et des hommes.

# POLITIQUE

## La rentrée parlementaire

### Débat difficile pour le gouvernement sur la réactualisation de la loi de programmation militaire

M. Michel Rocard va-t-il devoir engager la responsabilité du gouvernement (49-3), d'entrée de séance, sur le projet de réactualisation de la loi de programmation militaire ? Le débat, qui commence à l'Assemblée nationale, mardi 3 octobre, devrait confirmer une hostilité générale des oppositions au projet de M. Jean-Pierre Chevènement, arrêté, après arbitrage du chef de l'Etat.

A Europe 1, le ministre de la défense a expliqué, mardi 3 octobre, qu'il assumait « en conscience » l'arbitrage rendu avant l'été par le chef de l'Etat sur le montant global de 437,8 milliards de francs de la programmation militaire (le Monde du 23 septembre). M. Chevènement a ajouté que le gouvernement utiliserait « sans problème » l'article 49-3 de la Constitution. « Il y a une conjonction des extrêmes, a-t-il dit, ceux pour lesquels on n'en fait jamais assez, comme les amis de M. Chirac, et ceux pour lesquels on en fait trop, comme les amis de M. Marchais ».

Les députés centristes, encore disposés à se montrer conciliants, envisagent de repousser ce projet. M. Raymond Barre, député apparenté UDC, aurait convaincu le groupe de s'opposer à la loi de programmation qui refusait de faire des « choix » pour se contenter d'une baisse de crédits de tous les grands programmes. « Il y a un risque de médiocrité générale », estime le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie.

Les experts consultés par l'UDC sur ce texte ont été particulièrement critiques. On sait, en outre, que le RPR et l'UDF, d'une part, et le PCF, d'autre part, ne voteront pas cette loi-programme.

L'opposition est d'autant plus ramassée contre le gouvernement, que celui-ci n'a prévu qu'une toute petite journée de débat. « Ce n'est pas très sérieux de mener un débat à la sauvette sur un projet de cette nature », estime M. Pierre-André Wiltzer (UDF-barrieste). Pour faire face à cette conjonction des

contraires, qui menace ce projet, le gouvernement pourrait être conduit à recourir pour la première fois de cette session au 49-3. Pour ce faire, les débats devraient être prolongés jusqu'à mercredi 4 octobre, après le conseil des ministres, habilité à autoriser le premier ministre à engager la responsabilité de son gouvernement.

Une autre solution, très délicate, consisterait à tenter de passer par le vote en jouant sur une poignée de députés non-inscrits, UDC et UDF, qui opteraient pour l'abstention ou un vote favorable. Le vote individuel, sans discipline de groupe, ayant été admis dans l'opposition, cela pourrait libérer certaines consciences.

Enfin, le ministre de la défense pourrait tenter de donner quelques satisfactions à l'UDC pour s'assurer de son abstention. Mais sa

marge de manœuvre est étroitement encadrée par l'arbitrage élyséen. Bref, la session s'engage difficilement, notamment pour le conseiller de Matignon chargé des questions parlementaires, M. Guy Carcassonne (voir son portrait).

Pour l'heure, le président du groupe centriste repousse l'idée du vote d'une éventuelle motion de censure en riposte à un 49-3. Il attend d'ailleurs de l'intergroupe UDF-UDC-RPR, qu'il clarifie l'attitude de l'opposition vis-à-vis de la censure, afin que cette procédure ne soit pas banalisée. Une première réunion préparatoire de l'intergroupe — réunissant MM. Pierre Méhaignerie, Charles Millon et Bernard Pons — a eu lieu à l'Assemblée lundi 2 octobre, dans l'après-midi. Dès mardi, l'intergroupe devrait être opérationnel.

P. S.

### Les députés adoptent la réforme de la protection maternelle et infantile

Les députés ont adopté, lundi 2 octobre, le projet de loi relatif à la protection de la famille et de l'enfance, présenté par M<sup>me</sup> Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargée de la famille. Ce projet adopté en première lecture par le Sénat, le 2 mai dernier, réorganise les dispositions relatives à la protection maternelle et infantile afin de tenir compte des compétences nouvelles accordées aux conseils généraux par les lois de décentralisation.

Le texte prévoit également le renforcement de la surveillance de la grossesse — notamment le dépistage précoce des handicaps — et de la naissance, afin de « limiter les inégalités sociales qui demeurent en France face aux soins et à la politique de prévention », comme l'a souligné M<sup>me</sup> Dorlhac.

La France connaît un taux de mortalité périnatale (décès à moins de sept jours) de 10,5 pour mille naissances (contre 7,9 en RFA et 7,4 en Suède), mais avec une forte variation selon les régions (de 13,2 pour mille à 7,4).

### Nouveau carnet de maternité

Le taux de naissances prématurées, en diminution, reste élevé chez les femmes très jeunes ou de catégories sociales défavorisées. Le projet de loi instaure l'obligation d'un nouveau carnet de maternité dès 1990, afin de regrouper toutes les informations médicales et d'assurer un meilleur suivi de la femme enceinte.

Il réforme et simplifie le dispositif financier de remboursement obligatoire des examens pratiqués dans les services de protection maternelle et infantile : par ailleurs, il prévoit explicitement la participation des services de PMI à la prévention des mauvais traitements et la prise en charge des mineurs maltraités.

Les députés PS, RPR, UDF et UDC ont voté pour. Seul le groupe communiste a voté contre.

### Guy Carcassonne, le « joueur » de Matignon

Depuis plus d'un an, le Palais-Bourbon est son tapis vert. L'hémicycle sa roulette, la confiance du premier ministre sa mise de départ... Conseiller du premier ministre pour les questions parlementaires, Guy Carcassonne, trente-huit ans, ne quitte jamais de l'œil la balle de Matignon quand elle tourne dans le cylindre du Parlement. Il ne part qu'une fois le bon numéro sorti. Au cours des deux dernières sessions, cette balle a parfois dû tourner longtemps avant de s'immobiliser enfin sur le numéro gagnant.

Mais deux sessions de suite, le pari a été gagné : Matignon est sorti sans dommage de la partie. Alors qu'il s'annonçait difficile il y a un an — faite de joueurs socialistes en nombre suffisants pour dominer numériquement — la balle s'est arrêtée seulement à trois reprises sur le 49-3.

Il est vrai que ce professeur de droit public non conformiste — mais pas anticonformiste — n'a jamais hésité à user de ses talents de technicien et de psychologue du jeu parlementaire pour accompagner un peu le sort... Ses marionnettes ? Les relations humaines, le contact direct avec l'opposition, le tout appuyé sur une connaissance du Parlement qui n'a rien à envier à celle de son ex-maître Chirac. Son goût pour les montages subtils permettant à chacune des parties de conserver la face lui a permis de résister jusqu'à présent à ses fautes.

L'homme est ficelles mais quand il « tape » la main d'André Lajoinie ou de Pierre Méhaignerie cela vaut le spectacle de voir en un clin d'œil un paysan sur un marché de Bretagne.

### La jubilation intérieure

Poursuivi par une entêtante odeur d'eucalyptus qui s'échappe d'inévitables cigarettes indiennes Beedies, il a l'habitude de débouler, l'air cavalier, dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Les habitudes ne s'y trompent pas, la partie qui se joue alors dans l'hémicycle s'annonce sérieuse. Carcassonne est venu tourner l'air. C'est le meilleur moment, les jeux ne sont pas faits, les mises commencent à tomber.

Dans les heures qui suivent, il va tenter de réduire au maximum le degré d'incertitude qui pèse sur le texte en discussion : négociation, persuasion, séduction et pression constituent son arsenal. Le plaisir et la jubilation intérieure commencent à frémir doucement avant l'édification. Les rôles se distribuent, les comparses se mettent en place. Pour un peu, Guy Carcassonne rédirigerait les dialogues des uns et des autres, pour que, en séance publique rien ne vienne trahir la course de la balle de Matignon.

C'est un « flambeur », mais les deniers qu'il a en main étant ceux de « son » premier ministre préféré, il n'est pas question de les dissiper. Il mise avec précaution, sans prendre des risques et réfléchit souvent la mise en prenant soin de réserver une partie du gain à l'opposition. Si c'est nécessaire, il bluffe et joue au poker menteur avec les hommes politiques comme avec les journalistes, pour lesquels il nourrit une admiration des plus mesurées. C'est un esthète du pouvoir, un raffiné, un joueur qui ne répugne pas à savourer seul — ou presque — le trait décisif, subtil, imperceptible qui entoure un montage parlementaire qu'il a soigneusement conçu, en faisant parfois la catastrophe... Délicieuse impression.

Il cultive avec soin les signes extérieurs d'une marginalité avouée, qui ne cachent pas complètement un doute existentiel. Feux d'été, il est effacé mais pas « polar ». Un visage à la Gabin d'avant-guerre, des yeux qui ont gardé intacte la leur inconscience du chahuteur qui fut viré de trois lycées parisiens, d'invariables tenues d'un mauvais goût soigneusement entretenu (chaussettes multicolores, cravates ornées de monstrueuses vaches, tandis qu'une cocarde brodée court sur le col de la chemise...), Guy Carcassonne n'aime rien tant que la liberté.

### La galère au premier rang

Liberté du scooter, qu'il n'a pas abandonné contre une voiture de fonction en arrivant à Matignon. Liberté chérie conquise avec l'application de droit public (premier en 1983



devant son ami Olivier Duhamel). Liberté de continuer d'enseigner à ces « chères têtes blondes ». Plaisir d'emmener ses étudiants de troisième cycle à Matignon pour leur faire toucher du doigt l'un de ces lieux du pouvoir qu'il aime critiquer comme pour mieux s'efforcer de garder la distance ; mais lieu du pouvoir au sein duquel — parfois avec un brin de puerilité — il est ravi d'être, avec ce premier ministre auquel le lien des liens privilégiés liasse notamment quand il était à son cabinet au ministère de l'Agriculture. Liberté de vivre avec Claire Bretecher, de s'évader du Paris politique avec elle pour Venise ou Belle-Ile : une forme d'hygiène de vie pour ne pas être « cocoré » à la vie politique.

Guy Carcassonne est devenu rocardien presque par hasard. Entré au PS en février 1974, il est recruté comme juriste par le groupe socialiste quatre ans plus tard. Un rocardien, Alain Richard, après l'avoir rencontré, l'avait recommandé chaudement. Cela avait suffi pour l'acquiescer « rocardien ». Une étiquette pas toujours facile à porter à cette époque. Il en déduisit qu'un homme comme Michel Rocard, objet de tant d'opprobres au sein de son propre parti, ne pouvait pas être complètement mauvais. Il accepta et revendiqua l'étiquette qu'on lui avait collée à son arrivée. La conversation fut d'autant plus facile qu'il avait été nourri au lait mendeïste par sa mère (son père est mort des suites de sa déportation). Au groupe PS, « Carcassonne » pioche le règlement de l'Assemblée nationale, prépare des « coups » et des recours devant le Conseil constitutionnel, tout en faisant mille autres choses en même temps. Ce sera ensuite les cabinets ministériels avec Michel Rocard et l'arrivée à Matignon un 10 mai 1988. Guy Carcassonne a alors, au cours d'une première réunion des principaux collaborateurs du tout nouveau premier ministre, cette phrase passée à la postérité : « Ça va être la galère, mais c'est quand même bien d'être au premier rang des renaissances ».

PIERRE SERVANT

### « La représentation nationale ne peut rester sans réagir... »

« Mais il ne se passe rien ici » commentait M. André Santini (UDF) en arrivant à l'Assemblée lundi 2 octobre en début d'après-midi. Un peu désemparé au profit du Sénat en ce jour d'ouverture de session, l'Assemblée ne fut toutefois pas oubliée des agents des impôts en grève venus manifester devant le Palais-Bourbon. Une occasion pour les dirigeants des groupes parlementaires qui retrouveraient avec délices la tribune solennelle de l'hémicycle, de commenter les conflits sociaux.

Evoquant la grève des ouvriers de Peugeot, MM. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, André Lajoinie, président du groupe communiste, et Bernard Pons, leur homologue du RPR, ont renouvelé leur demande

d'ouverture de négociations. M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, a exprimé, la « préoccupation » de son groupe face à la grève des fonctionnaires des impôts. Une délégation de manifestants fut d'ailleurs repue par M. Le Garrec en fin d'après-midi.

« La représentation nationale ne peut rester sans réagir face à la revendication salariale », a estimé M. Lajoinie, qui a présenté en séance une proposition de loi tendant à porter le SMIC à 6 500 francs. Une initiative spectaculaire mais vaine puisque M. Lajoinie ne pouvait ignorer que si les modalités du SMIC relevaient de la loi, son montant était fixé par voie réglementaire et échappait donc à la compétence du Parlement...

## Le champ de manœuvre social

par Jean-Louis Andréani

A première vue, et même si l'auto-critique est permise, l'annonce de virage social effectuée par le RPR lors de ses journées parlementaires d'Arcachon peut susciter un certain scepticisme. A l'époque où M. Jacques Chirac disposait, à l'hôtel Matignon, d'une certaine marge de manœuvre pour déterminer la politique économique du gouvernement, de 1986 à 1988, le RPR n'a pas vraiment encouru le risque d'être pris pour le « parti du salariat ». Quitte à s'attirer les foudres des « compagnons », M. Michel Noir l'a reconnu sans ambages à Arcachon : « Vous savez, a-t-il dit, vendredi 29 septembre aux parlementaires du RPR, que le monde du

travail a une mauvaise image du RPR ».

Pourtant, les socialistes auraient tort de prendre à la légère l'esquive d'une éventuelle nouvelle ligne du RPR. Qui aurait dit, en 1980, quand la majorité de droite adoptait le projet de loi « sécurité et liberté » que, devenue opposition, quatre ans plus tard à peine, cette même droite pourrait se poser, avec succès, en championne des libertés, face à une gauche accusée d'être « liberticide » ?

Il est vrai que, par les maladresses dont il a usé, à l'époque, le secret, les socialistes, alors alliés au PCF dans le gouvernement, avaient offert à leurs adversaires cet argument sur un plateau d'argent.

Depuis, les socialistes ont un peu appris. Mais la fermeté de M. Michel Rocard dans le traitement des conflits sociaux de la fonction publique, les insatisfactions persistantes que véhiculent les socialistes eux-mêmes, offrent, si le gouvernement n'y prend garde, un vaste champ de manœuvres aux oppositions de gauche et de droite.

Bien qu'il s'agisse de scrutins très locaux, la sévérité du recul socialiste dans les deux élections cantonales partielles (en Vendée et dans l'Eure) du dimanche 1<sup>er</sup> octobre, n'est peut-être pas qu'anecdotique ou ponctuelle. Même si M. Rocard, trois jours avant, se félicitait que la majorité progresse à toutes les élections depuis 1988.

Dimanche, sur une petite échelle, les revers socialistes se sont accompagnés d'une légère progression du PCF. Mais pourquoi le RPR, lui aussi, ne tenterait-il pas de récupérer une partie du mécontentement social ? D'autant que s'ils décident de « mettre le paquet » sur ce terrain, certains des amis de M. Chirac savent comment mener une bataille sans s'embarrasser de chiffres inutiles et sans se priver de promesses elles, bien utiles.

Comme l'a dit, à Arcachon, M. Gabriel Kasperit, député RPR de Paris : « Notre attitude doit être motivée par des impératifs politiques et par ces impératifs seulement... »

### DÉFENSE

#### Le Chili veut acheter des missiles et des torpilles à la France

Le Chili discute avec la France de l'achat de missiles sol-air Mistral à très courte portée et de torpilles légères Marlin, qui peuvent éventuellement être tirées à partir d'un hélicoptère.

Conçu par le groupe Matra, le missile anti-aérien Mistral est un système de défense contre des avions et des hélicoptères à très basse altitude. Il peut être monté sur des véhicules, des hélicoptères ou des navires de surface. Conçu par la direction des constructions navales à la délégation générale pour l'armement

et par la société Thomson-Cintra, la torpille légère Marlin est destinée à la lutte contre les sous-marins d'attaque modernes et elle peut armer des hélicoptères (comme le Super-Puma, dont est déjà équipé le Chili), des avions de la marine ou des navires de surface.

Le Chili n'est pas placé sous embargo total de la part de la France. Des matériels défensifs peuvent lui être vendus. En revanche, la France a interrompu, il y a plusieurs années, des livraisons de chars AMX-30.

**BAC, BAC + 2**

**4 ANNEES D'ETUDES EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX USA :**

- Une Ecole Internationale de Commerce et de Gestion
- 12 mois d'études en Europe et aux USA ; 18 mois de stages dans des entreprises françaises et étrangères
- Des débouchés professionnels dans la finance, l'exportation, le marketing.

**Concours d'entrée 1989 : 11 octobre**

INSTITUT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES  
24, rue Léon Frot - 75011 PARIS - Tél. : 43 79 45 29  
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

**CETTE ANNÉE JE DÉDUIS DE MES IMPÔTS  
LE PRIX DE LA RENTRÉE SCOLAIRE.**

ELLES ASSURENT EN **RODIER**





## POLITIQUE

### La huitième élection de M. Alain Poher à la présidence du Sénat

Pour la huitième fois consécutive, M. Alain Poher a été élu président du Sénat le mardi 3 octobre à 4 heures du matin, après une longue séance de douze heures au palais du Luxembourg. Mais, pour la première fois, il n'obtient sa réélection qu'au troisième tour. Jamais il n'a pu approcher la majorité absolue des suffrages exprimés. Il a donc dû se contenter d'une majorité relative. Surtout, sa victoire a été acquise contre ses propres amis de l'UDF, et du groupe

de l'Union centriste, dont il est toujours membre. Ceux-ci ont non seulement ne l'ont pas soutenu, mais ont présenté contre lui des candidats de poids, à l'allure parfaitement « présidentielle » : M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, sénateur de Paris, maire du seizième arrondissement, et M. René Monory, sénateur de la Vienne, ancien ministre.

Sa réélection, M. Poher ne la doit qu'à son président du groupe M. Pasqua RPR, qui lui a

apporté tout au long des trois tours un soutien sans faille, malgré quelques réticences chez ceux qui ne pouvaient oublier le rôle joué par le président du Sénat, dans le départ du général de Gaulle en 1969, et chez ceux, qui comme leurs amis de l'UDF, espéraient une rénovation de la seconde chambre du Parlement. M. Charles Pasqua a su maintenir la discipline dans son groupe, montrant ainsi, que celui-ci est le plus puissant du palais du Luxembourg.

Il devrait maintenant faire sentir cette puissance dans la répartition des autres postes de direction du Sénat (vice-présidences, questure, présidences de commission), qui doit avoir lieu avant la fin de la semaine. Les conditions de la réélection de M. Poher sont telles qu'elles laissent présager de nombreux règlements de comptes au sein de l'Union centriste, entre les différents groupes composant l'UDF, et dans l'ensemble de la majorité sénatoriale.

### La « vraie-fausse » victoire de M. Pasqua

par Anne Chaussebourg

M. ALAIN POHER avait fait de sa candidature une question d'honneur. Il est tout à son honneur d'avoir mené une bataille affective, psychologiquement et physiquement éprouvante. Moins glorieuse est la manière dont il a conservé une présidence qu'il détestait depuis vingt et un ans. Ironie de l'histoire : M. Poher avait été élu, en 1968, grâce à l'appui socialiste contre les gaullistes, accusés de menacer la seconde chambre du Parlement.

Cette fois, il l'a emporté grâce au RPR, contre les socialistes et la grande majorité de l'UDF avec un argument inattendu. Lundi 2 octobre, ne se présentait-il pas « pour aider l'institution qui est attaquée », en ajoutant : « La resta, c'est de la fantaisie » ?

Les attaques et critiques dont le Sénat est la cible sont de deux ordres : d'une part sont mis en cause son fonctionnement interne, ses méthodes de travail et son déficit de communication ; d'autre part, le mode d'élection de ses membres, la surreprésentation des ruraux, qui fait du Sénat un conservatoire d'une France datée, et l'absence de

réflexion sur son rôle et ses fonctions.

Une partie de la majorité sénatoriale se retrouve avec la gauche pour partager ces griefs : mieux même, elle a tenté de lui redonner un sang neuf. Que la présidence du Sénat soit restée sourde à ces revendications explique en grande partie la fronde qui s'est manifestée dans les rangs de l'UDF.

Les contestataires ont perdu la bataille de la rénovation, mais le combat anti-Poher qu'ils ont mené ne peut manquer de laisser des traces. Le président sortant donnait comme principale raison à sa nouvelle candidature les risques de division de la majorité sénatoriale que son retrait ne manquerait pas de créer.

Ce ne sont pas des divisions qui se sont produites lundi, c'est une cassure. Celle-ci traverse sa propre famille politique : les centristes, déjà affectés par leur recul lors du renouvellement du 24 septembre, ne peuvent plus légitimement revendiquer comme étant l'un des leurs le troisième personnage de l'Etat. C'est pour eux un échec

d'autant plus grave que leurs différents candidats ont systématiquement été dévotement par leurs alliés des Républicains et indépendants.

En apparence comme le candidat du RPR en général et de M. Charles Pasqua en particulier, M. Poher a tout simplement provoqué un phénomène de rejet au sein de l'UDF. Cette réaction négative aurait dû, pour devenir portuse, faire abstraction des ambitions et rivalités personnelles. Sans doute, était-ce trop demander à la confédération que préside M. Valéry Giscard d'Estaing de trouver un bon porte-parole. Mis en semi-sommeil depuis plusieurs mois, l'intergroupe de l'UDF au Sénat a révélé son impuissance. Un échec de plus à inscrire au passif de l'UDF.

#### Un bastion de l'opposition

Apparemment, M. Charles Pasqua s'en sort beaucoup mieux. Il a pris le risque de jouer Poher jusqu'au bout pour mieux lui succéder le jour venu, que ce soit dans six mois, dans un an ou dans trois ans. L'ancien ministre n'a pas ménagé

ses efforts auprès de ceux des sénateurs RPR qui, se sentant sans doute plus sénateurs que RPR, n'étaient guère tentés par cette stratégie. Reste que son ambition de faire du Sénat un bastion de l'opposition n'apparaît pas facilitée par les résultats des scrutins. Si tel était le cas, il s'agirait, pour M. Pasqua, d'une « vraie-fausse » victoire.

Les sénateurs de droite qui n'ont pas voté pour M. Alain Poher ont une autre conception de la place de leur assemblée. Sa mission est de servir de garde-fou de ceux de leurs amis quand ceux-ci sont majoritaires à l'Assemblée nationale, ils ne veulent pas non plus, quand ces derniers y sont minoritaires, jouer le rôle de locomotive.

Il n'est pas finalement si surprenant qu'une opposition en plein désarroi sur le plan national cherche encore ses marques dans une assemblée parlementaire. Certains sont las d'attendre : ce qui s'est passé au palais du Luxembourg les incite à envisager de passer des paroles aux actes, par exemple en organisant un courant rénovateur transversal à tous les groupes du Sénat.



### Soutien du RPR et division des centristes

Suite de la première page

Jean Arthuis ne se présente pas pour être élu, mais pour manifester que la propre famille du président Poher le rejette, et souhaite une modernisation de l'institution. La troupe centriste joue la provocation. Celle des républicains et indépendants présente un ballet plus classique. Première scène : son ancien président, Philippe de Bourgoing, se lance. Il n'a jamais rien demandé à personne. Difficile d'écrire la même chose d'Etienne Dailly : depuis plusieurs semaines le vice-président se distinguait par de jolis pas de deux. Il se veut se transformer en une singulière valise : quand il hésitait à se présenter, son collègue de groupe Jean François-Poncet, l'encourageait à y aller. La démarche n'était pas suicidaire. La preuve : « Si tu n'y vas pas, j'y vais ». Brutal changement quelques minutes avant l'ouverture du scrutin : le dévoué Etienne Dailly laisse sa place à Jean-François-Poncet.

L'ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing en est plus que troublé ; il se réservait pour les tours suivants, quand devenait « enfin » apparenter les « vrais candidats » à la succession. A son corps défendant, le vote associé à ceux qui ne devaient faire que le lever de rideau.

#### « La guerre permanente des droites »

Candidat à rien mais attentif à tout, Charles Pasqua a invité des ouailles à déjouer à la main du système ardoisier. Il leur a dit, ensuite, trois quarts d'heure de sa façon de penser, avant de déclarer close une discussion qui n'a pas été ouverte. Pasqua-Poher, même combat ! Les états d'âme des « gaullistes », des rénovateurs, sont assésés à résidence. Ici, c'est la guerre permanente des droites, le reste est sans importance, ironisera un nouvel inconnu, Yves Guéna (Dordogne). « Le reste », s'amuse, il est vrai, en bon ordre. Tous derrière Charles Lederman au PC. Tous avec Claude Estier au PS.

La comédie se donne dans l'immense salle des conférences, devenue, plus que jamais, salle des conférences, des commences, des turbulences.

Sous les ors séculaires du palais de Marie de Médicis, sur la large moquette cramoisie, se côtoient dans une atmosphère très IV<sup>e</sup> République, sénateurs, anciens ou nouveaux, et tous les autres : familles montées à Paris, collaborateurs et collaboratrices rêvés de s'aérer, et de soutenir leur « patron », journalistes attirés en nombre par cette révolte de palais annoncée.

Ainsi honorés, comme rarement, les locataires du palais du Luxembourg, offrent au public une galerie des plus variées. Il y a les blâmes, les tentes-doux qui ont déjà vécu pareil événement en 1968. Il y a les nostalgiques, tel ce historien de la franc-maçonnerie : « Sous la Troisième, tout était réglé dans les loges, maintenant que celles-ci sont vides, voilà où l'on en est ». Il y a les réalistes, comme Jean-Claude Gréhin : « On se rue avant qu'à l'Assemblée nationale, mais cela fait moins de bruit parce que là-bas, la moquette est moins épaisse ».

Il y a les indignés, tel Marcel Fortier (Indre-et-Loire) : « Schiété a osé me démarcher pour que je ne vote pas Poher. Cela me fait encore une raison de plus de voter Poher ». Il y a les laudateurs, comme Charles de Cossé-Brissac (Loire-Atlantique) : « C'est pas brillant pour notre image ». Il y a les pressés, comme Louis Philibert, le socialiste orthodoxe sauvé des eaux maraichières. Il débarque au Sénat, mais ne tient pas à y passer longtemps. A son côté dans la salle François Autain, il demande un certificat médical. A son « ami » Robert Vigouroux, il confie sa procuration. La guerre des Bouches-du-Rhône efface par une pagode-lade !

16 heures : court passage dans l'hémicycle. La jaquette solennelle est un peu vaste mais dignement portée par le doyen d'âge, Geoffroy de Montalembert. Le discours est d'usage, le propos est traditionnel de défense et illustration du Sénat. On peut passer au vote. L'épée au côté, les ministres apportent respectueusement dignement l'urne et la déposent pieusement sur la tribune des orateurs. Le tirage au sort permet à Pierre-Christian Taittinger d'être le premier à glisser son bulletin dans une enveloppe, estampillée « président », déposée dans la salle des conférences, et à la porter jusqu'à l'urne. L'opération va durer une heure. Le dépouillement motivé moins.

#### « Ils veulent me tuer »

A 17 h 30, le résultat peut être proclamé. Votants : 319 ; blancs ou nuls : 3 ; exprimés : 316. Alain Poher : 115 ; Claude Estier : 66 ; Philippe de Bourgoing : 30 ; Jean Arthuis : 40 ; Jean François-Poncet : 21 ; Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) : 16. Ont aussi obtenu des voix, sans être candidats, Christian Poncelet (RPR, Vosges), Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine) : 2 ; Geoffroy de Montalembert (RPR, Seine-Maritime) : 1 ; Maurice Schumann (RPR, Nord) : 1.

Comme aux abords du passage, chacun compte, recompte et com-

mente. Pour les uns, Alain Poher, avec 115 voix à la majorité de la majorité sénatoriale (230). Pour les autres, qui additionnent toutes les voix éparpillées sur les candidats non élus, 119 voix. Les manifestes contre lui, oubliant que les radicaux de gauche ont voté pour l'UDF Jean François-Poncet. Chacun a le temps d'y réfléchir, puisque, après cette mise en bouche le deuxième tour n'est fixé, qu'après le dîner, à 22 heures.

Alain Poher, lui, a vite fait ses comptes. A la sortie de l'hémicycle il se cache pas sa satisfaction ; il embrasse ses proches ; il tombe dans les bras de Geoffroy de Montalembert. « Vous avez été formidable ! On tient à vous garder pour la prochaine fois ». Sa réélection est une affaire de famille. Sa fille, Marie-Agnès, ses trois petits-enfants sont constamment à ses côtés. Précieux soutien car, contrairement à ce qu'il espère, le plus d'un des votes va à Alain Poher. Devant ses intimes, enfoncés, après le dîner dans le cabinet des députés, à quelques pas de l'hémicycle, il dénonce l'« acharnement » de ses vrais-faux amis centristes. « Ils veulent me tuer », laisse-t-il tomber. L'ancien ministre réagit : « Il y a des choses que l'on peut comprendre, mais il y a des méthodes que l'on ne peut admettre ». On promet déjà des représailles. On assure qu'en cas de défaite « le président » restera sénateur. A un photographe qui le presse, Alain Poher réplique : « Arrêtez de glacer de la pellicule, tout cela ne sert plus à rien ».

Dinant, comme ils avaient déjeuné, chez « leur » questeur, André Fosset, poheriste ancien et actuel, les centristes passent au plat de résistance. Satisfait pour

Jean Arthuis, à la fois cheveu-léger et kamikaze, qui lui-même est tout content d'avoir pris date. C'est maintenant au tour des candidats dits sérieux. René Monory se lance. Des voix se font entendre : « Pour qui pas Daniel Hoefel ? ». Jean Lecanuet ajoute : « Il y aura trois candidats : René Monory, Daniel Hoefel et moi-même ». Ils recueillent, dans l'ordre, 30, 19 et 9 suffrages. Le vote est sans appel. Après Jean François-Poncet, un groupe en groupe, les connaissances appréciant : « Les choses sérieuses commencent ». A l'UDF, on rêve : « Et si les socialistes venaient nous aider ? » — et on espère : Claude Estier arrache Pierre-Christian Taittinger à un importun, pour l'entraîner dans un salon discret.

#### « Un discrédit mérité »

Dans une affaire aussi torpide, il faut bien qu'il y ait quelque chose de salé bien baissé : cette formule de portée générale d'un sénateur RPR, connaît bien des applications. Les républicains et indépendants, eux aussi passent aux choses sérieuses, heureux d'avoir manifesté l'unité de leur groupe au premier tour. Christian Bonnet (Morbihan) l'explique tout à trac : « Nous avons été les premiers à voter pour la chute de la maison Poher, nous avons présenté un candidat de principe qui ne blessait personne au premier tour, notre candidat du second ira jusqu'au bout. On nous gagnons, ou nous ne serons pour rien dans le discrédit mérité du Sénat ».

Pour déterminer ce candidat, il faudra deux tours : Marcel Lucotte, le président du groupe présente : Pierre-Christian Taittinger (Paris) aussi, puis Jacques Larché (Seine-et-Marne) et Jean-Pierre Fourcade (Hauts-de-Seine). Au premier tour, ils obtiennent respectivement 16, 24, 6 et 5 voix. Au second, le sénateur de Paris l'emporte par 32 voix contre 19 à son président.

Dans le groupe Centre gauche du Rassemblement démocratique et européen, l'échec de Jean François-Poncet interdit de concourir au second tour. Même Jacques Feller, leur ancien président, qui depuis le début de l'après-midi, délaisse le ministère de la coopération, préférant arperter les couloirs d'une maison où il a siégé si longtemps, encourage ses amis à voter... une fois encore pour Alain Poher !

Charles Pasqua a enfoncé ses troupes autour d'un buffet froid. Et de répéter inlassablement : il y a eu des « imbéciles », au premier tour qui n'ont pas voté Poher, il ne doit plus y en avoir au suivant ; l'important c'est l'unité du groupe ; chacun est donc à nouveau invité à se taire dans les couloirs. René Monory, lui, frêle, « Pour moi, c'est maintenant ou jamais ! ». Ses amis centristes veulent créer une « dynamique anti-Poher ». Il leur faut retarder le vote de trois quarts d'heure. Michel Pomatozaki, ex commissaire, constate : « Le cercle se resserre, et le centre s'obscurcit ».

22 h 30 : deuxième long défilé à la tribune. Mimik : un nouveau

tour pour rien. Votants : 320 ; blancs ou nuls : 1 ; exprimés : 319. Alain Poher : 108 ; Claude Estier (qui a bénéficié du retrait de Charles Lederman) : 85 ; Pierre-Christian Taittinger : 66 ; René Monory : 57 ; Geoffroy de Montalembert, Philippe de Bourgoing et Christian Poncelet, non candidats, ont chacun une voix.

Il y a toujours deux façons de compter. C'est pathétique, relève Etienne Dailly : « Poher devrait nous épargner la suite ». De groupe en groupe, les connaissances appréciant : « Les choses sérieuses commencent ». A l'UDF, on rêve : « Et si les socialistes venaient nous aider ? » — et on espère : Claude Estier arrache Pierre-Christian Taittinger à un importun, pour l'entraîner dans un salon discret.

#### « On a tout perdu »

Centristes ainsi que républicains indépendants usent du même escalier pour gagner chacun leur salle de réunion. Chez les premiers, l'ambiance est délétère : « On a fait battre un des nôtres, c'est un de nos amis qui va en profiter ; nous, on a tout perdu ». Dernier vote au sein du groupe, 31 voix pour Pierre-Christian Taittinger ; 19 pour Alain Poher.

Retour au RPR. Le conclave est continu. Pour tenter de calmer la gruge de sa base, Charles Pasqua tente, auprès des présidents des groupes UC et URJL, une possible candidature de Maurice Schumann, ancien président du MRP. L'appel tombe à plat. Mais ce changement de pied du RPR alourdit un peu plus le climat. N'ayant pas réussi à abuser ses troupes,

Charles Pasqua descend chez Alain Poher, en compagnie de Christian Poncelet. Au « président », il propose deux candidatures susceptibles de faire l'union : Maurice Schumann et Christian Poncelet. La réponse est nette : « J'ai été engagé dans cette affaire, j'ai jusqu'au bout ».

Jusqu'au bout il ira donc. Le troisième tour sera le bon. Les socialistes, surveillés du coin de l'œil par Guy Carraussonne, l'homme de Matignon, et par le directeur de cabinet du ministre des Relations avec le Parlement, en discutent longuement : qu'il ou non faut-il empêcher la réélection d'Alain Poher. Trois ou quatre voix sont hésitantes, mais Claude Estier, fait remarquer : « comment, dans le contexte actuel, apporter nos voix à un grand capitaliste ? » L'affaire est entendue, la droite devra régler ses comptes seuls.

2 h 35, troisième et dernier défilé pour voter. 4 heures : le résultat est proclamé. Votants : 320 ; blancs ou nuls : 3 ; suffrages exprimés : 317 ; Alain Poher : 127 ; Pierre-Christian Taittinger : 111 ; Claude Estier : 79. A la majorité relative, le président du Sénat se succède à lui-même pour la huitième fois.

Dans les couloirs Charles Pasqua exulte, éreint les collaborateurs du mirasol. Les centristes, eux, contentent mal leur ansternement, eux qui avaient espéré qu'un Sénat, la rénovation puisse manquer des points.

Contrairement aux apparences, un nouveau président du Sénat a peut-être été élu au cours de cette longue nuit : Charles Poher !

Résumé du service politique

### Intérim

Dans le système bicaméral tel qu'il est régi par la Constitution de la V<sup>e</sup> République, le Sénat n'est pas sur un plan d'égalité avec l'Assemblée nationale (vote des lois, impossibilité de mettre en cause la responsabilité du gouvernement, etc.). Mais le président du Sénat, troisième personnage de l'Etat, peut jouer dans certaines circonstances exceptionnelles un rôle décisif.

En cas de vacance de la présidence de la République ou d'empêchement dûment constaté par le Conseil constitutionnel, la plupart des fonctions du chef de l'Etat sont, en effet, provisoirement exercées par le président du Sénat.

L'enjeu symbolique de cet intérim, l'avantage politique direct que peut tenter d'en tirer le président du Sénat, rehausse considérablement la consistance de cette fonction.

Le Sénat trouve ainsi l'exécutoire contrepartie, autorisée par sa prééminence, de son incapacité de mettre en jeu l'existence du gouvernement.

M. Alain Poher a exercé deux fois l'intérim du chef de l'Etat : durant cinquante-trois jours (28 avril - 19 juin 1969), après la démission du général de Gaulle, et pendant cinquante-six jours (2 avril - 24 mai 1974), après la démission de Georges Pompidou.

L'hypothèse de l'élection à la présidence du Sénat de M. Charles Pasqua lors des derniers scrutins avait mobilisé l'attention de l'Elysée en raison même de l'importance de ce rôle rare et capital du président de la Haute Assemblée.

M. K.

## POLITIQUE

## Robert Vigouroux imperator !

Élu sénateur, le maire de Marseille impose son style. Cela ne va pas sans grincements de dents...  
M. Pierre Mauroy essaie, lui, de remettre de l'ordre chez les socialistes locaux.

M. Mauroy a affirmé, jeudi 28 septembre, que lors de la prochaine élection législative partielle rendue nécessaire pour remplacer M. Jean-Claude Gaudin, élu au Sénat, le PS soutiendrait « un seul candidat, ou socialiste, ou majorité présidentielle ». Dans son discours de clôture des journées parlementaires socialistes, à Chartres, le premier secrétaire du PS a déclaré qu'il fallait faire un geste. « Je propose ce geste : que le maire de Salons-de-Provence, M. André Vallet, élu sur la liste Vigouroux, soit membre à part entière du groupe socialiste au Sénat et non pas apparenté », a-t-il déclaré. C'est chose faite depuis samedi (Le Monde daté 1-2 octobre.)

MARSEILLE  
de notre envoyé spécial

Une seconde d'hésitation, une seule, et ils se sont tous levés. Cela tient de l'arrivée du proviseur dans une classe de système ou du chef de l'Etat au conseil des ministres. Entré à pas lents sur la scène, Robert Vigouroux, d'un geste, a fait rasseoir « ses » élus. Ensuite, comme un seul homme, tous ont frisé le torticolis pour contempler sur l'écran géant, situés derrière eux, les diapositives illustrant — quand la technique, ce soir-là déficiente, voulait bien le permettre — les propos de M. le maire de Marseille, sénateur des Bouches-du-Rhône.

En cette soirée du mercredi 27 septembre, entassés sur de raides gradins, sur la scène de l'Odeon de Marseille, les quatre-vingts élus de la majorité municipale vigouriste sont consumés de curiosité, et on les comprend : pour la première fois depuis sa triomphale ré-

lection de mars dernier, le maire, leur maire, a décidé de dévoiler ses « cinquante projets pour Marseille ». A qui ? Aux « décideurs » économiques, généralement invités dans la salle trop étroite. Et, accessoirement, à ses propres troupes qui, le matin encore, ignoraient le teneur du programme municipal et l'écouteront religieusement énumérer les rocade, parkings et autres tunnels qui formeront leur horizon dans les six ans qui viennent.

Rien de très nouveau, certes, dans les projets ainsi énoncés par Robert Vigouroux et qui amalgament sans distinction ce qui sort à peine du cerveau des fonctionnaires et ce qui commence déjà à sortir de terre. Rien d'autre, en fait, de la réhabilitation de la Canebière à l'agrandissement du port autonome, que les excellentes idées bloquées depuis des années dans les cartons de la mairie par l'asphyxie financière de la ville et, accessoirement, par le psychodrame social-socialiste de trois ans, dont ils émergent à peine.

Non. La nouveauté, c'est dans la manière qu'il faut le chercher ; dans cette méthode vigouriste qui n'a pas mis six mois à se trouver et qui semble pouvoir se résumer d'un mot : impériale. Marseille, en mars dernier, pouvait-elle craindre d'avoir élu un maire sous influence ? Ces craintes sont aujourd'hui dissipées et de quelle manière ! Non seulement Robert Vigouroux est affranchi de la vieille garde defferriste qui l'avait assis dans son fauteuil, renvoyant Edmonde Charles-Roux à sa littérature et Charles-Emile Loo à d'incertaines tentatives de sauvetage du « radeau de la Méduse » qu'est devenue la fédération socialiste. Mais il semble déployer une énergie inattendue à se défaire de ses propres amis.

Car la nouvelle majorité est aussi composée d'hommes et de femmes qui doivent tout au maire et à qui celui-ci s'ingénie à le rappeler jour après jour.

Ainsi, le premier adjoint, Albert Hini, a qui revient la lourde tâche de faire fonctionner la mairie lors des fréquents déplacements de Robert Vigouroux à l'étranger, ne possède-t-il en propre aucune délégation. Autre représentante éminente de la « génération Vigouroux », Jeanne Laffite, éditrice marseillaise bien connue et troisième adjointe, chargée du tourisme, se plaint de n'avoir pu approcher le maire en tête à tête que deux fois en six mois, « dont une fois vingt minutes à l'aéroport de Tokyo ».

Ressemblant encore sans doute douloureusement les avanies que lui ont fait subir les pezzistes avant son élection de mars dernier, Robert Vigouroux a tout fait pour éviter que, dans son équipe actuelle, puissent se reconstituer baronnies et féodalités. Ainsi la délégation à l'économie est-elle partagée entre pas moins de quatre élus, de même que celle de la communication et... celle de l'urbanisme, manière aussi de tenter d'éviter que ressurgissent les fâcheuses pratiques du passé.

#### « Comme à Roland-Garros »

Le maire a catégoriquement refusé que naissent des groupes au sein de sa majorité. Les quatre-vingts élus de « Majorité Marseille » continueront donc de constituer un seul et même « super-groupe ».

On imagine sans peine que les séances du conseil municipal ne brillent plus guère par la turbulence. Le maire parle. Pour la forme, les communistes et les gaudinistes lui donnent une réplique languissante. Michel Pezzet est plongé dans son journal. Quant aux vigouristes, « ils sont comme à Roland-Garros », raconte Charles-Emile Loo, ils regardent passer les balles.

Pour parvenir à neutraliser parfaitement sa propre majorité, le maire a continué d'appliquer la stratégie qui lui

a si bien réussi lors de sa réélection : le mutisme. On lui demande des rendez-vous : pas de réponse. On lui envoie lettres et notes — certains, croyant même rusé d'aller déposer leurs missives dans la boîte aux lettres de son domicile personnel : pas davantage de succès. « On a parfois l'impression d'avoir affaire à un autiste comme dans le film Rain Man », soupire un adjoint de la « génération Vigouroux ».

Pour mieux préserver sa sérénité, le maire a d'ailleurs prié tous ses adjoints, à l'exception du premier d'entre eux, de libérer les bureaux qu'ils occupaient traditionnellement dans la mairie centrale et leur a fait aménager des locaux, agrémentés d'une cafétéria, dans un bâtiment annexe. Fonctionnaires municipaux et collaborateurs directs du cabinet se sont précipités dans les emplacements ainsi libérés. Ils occupent désormais sans partage le premier rôle, aux côtés d'un maire qui rêve de gérer sa mairie « comme une entreprise » et dont le tout récent succès aux sénatoriales n'a rien fait pour diminuer la tendance naturelle à l'autoritarisme.

Une tendance dont vient de faire les frais le président du conseil général, l'excellent Louis Philibert, soixante-dix-sept ans, qui s'est cabré après que le maire eut paru lui dicter, comme à un conseiller municipal débutant, le montant de la contribution départementale à la construction d'une rocade à Marseille.

#### Tardif élan de vertu

Comment le mandarin silencieux ne se sentirait-il pas conforté dans son allergie aux débats, vite assimilés aux bavardages ? La déroute de la liste socialiste « orthodoxe », pourtant conduite par le même Louis Philibert, defferriste historique — et qui ne se connaît guère d'ennemis dans le dépar-

tement, — est venue confirmer la leçon des municipales : comme leurs électeurs, les notables préfèrent encore un autocrate mutique à ce nœud de vipères qu'était devenue la fédération socialiste.

Cette fédération, aujourd'hui, n'existe plus. Son siège, rue Montgrand, est un vaisseau fantôme, où une poignée de permanents désenchantés protègent d'improbables visites plusieurs étages de bureaux désertés. Dans la perspective du congrès socialiste, les pezzistes d'hier se sont déchirés entre jospinistes et fabiusiens, et, sur leur radeau, ils s'entre-accusent amèrement de porter la responsabilité du naufrage. « Encore heureux que Vigouroux n'ait pas de fils en âge de lui succéder », soupire, pour se consoler, un secrétaire fédéral.

Dans un tardif élan de vertu, la fédération vient aussi de décider de faire réadhérer individuellement tous les militants du département, en les obligeant à acquitter leurs cotisations par chèques, directement adressés à la fédération, méthode censée barrer la route aux adhésions de complaisance. Sur les dix-huit mille socialistes que comptait théoriquement le département, seuls deux mille cinq cents, à ce jour, ont réadhéré selon ces nouvelles normes.

Que faire de cette maison maudite ? Curieusement, les médecins ne manquent pas autour de la table d'opération. De Charles-Emile Loo, un demi-siècle de socialisme dans les poches, jadis exclu pour cause de vigourisme et qui rêve d'une spectaculaire réintégration, à Philippe Sammarco, ex-dauphin de Gaston Defferra, qui s'obstine, comme toujours, à lancer dans le désert des appels à la raison et au dialogue avec le maître du jour. Mais, de quoi parler ? Savourant sa revanche, le neurochirurgien de la mairie se contente, pour l'instant, d'observer. Il est vrai, qu'il sait, lui, ce que come dépassé veut dire.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Un suivi régulier de vos clients réguliers vous évitera bien des irrégularités de paiement.

Janvier : Monsieur B. fax pour se connecter des données de développement industriel. Conseil SCRL : on peut traiter à terme normal.

Avril : les ventes du 1<sup>er</sup> trimestre sont inférieures aux prévisions. Conseil SCRL : évolution à suivre.

Juillet : le principal client de Monsieur B. veut de nouveau son bilan. Conseil SCRL : surveiller de près, comptant contesté.

Octobre : l'octroi d'un prêt de 5 MF veut renforcer le capital de Monsieur B. Conseil SCRL : traiter avec prudence, à court terme.

Première société française d'information économique, SCRL crée aujourd'hui l'« AS » : une analyse de solvabilité complète directement accessible par minitel, accompagnée d'un contrôle trimestriel systématique qui vous permet d'être in-

formé régulièrement pendant toute une année, de l'évolution de la solvabilité de vos clients. Le contrôle trimestriel « AS » de SCRL, c'est l'assurance d'avoir en main toutes les cartes pour bien connaître vos clients tout au long de l'an-

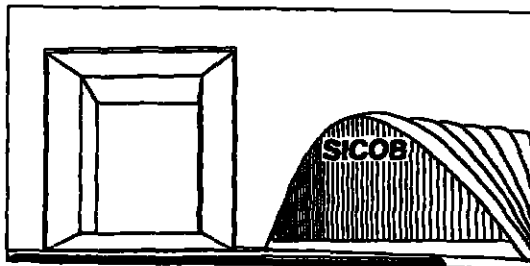
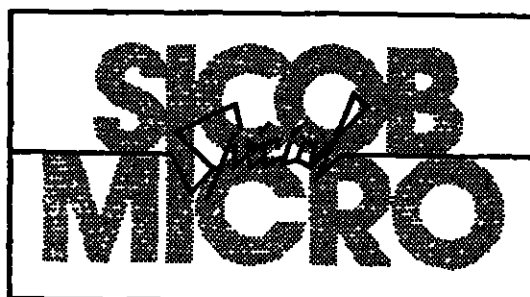
née et rester, en affaires, maître du jeu. Pour en savoir plus, tapez 3614 SCRL ou contactez-nous : SCRL, 5 quai Jaffé, 819 0061, 69255 LYON Cedex 09. Tél. : 72.20.10.00 (Province) ou 40.11.25.25 (Paris).

Pour que vos affaires restent des affaires.

CNIT PARIS LA DEFENSE

9-13 OCTOBRE 1989

## LA MICRO INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE AU



#### SPECIAL SICOB MICRO

Le rendez-vous d'automne des Constructeurs, Editeurs de logiciels, Sociétés de Services,

Distributeurs et Utilisateurs professionnels, pour faire le point sur l'offre d'un marché en évolution constante.

#### SPECIAL SICOB MICRO

L'événement de la Distribution avec les Assises Européennes de la Distribution Informatique Professionnelle, les 10 et 11 octobre

Pour tout renseignement : (1) 42.61.52.42

مكتبة ابن رشد



14 Théâtre : La Scène de la Grande  
15 Les conflits dans les prisons

16 L'art contemporain à Dijon  
17 « Disgraces » par R. Poiré-Delach

17 Les Assises européennes de l'audiovisuel  
28 Un entretien avec Yves Lenoir

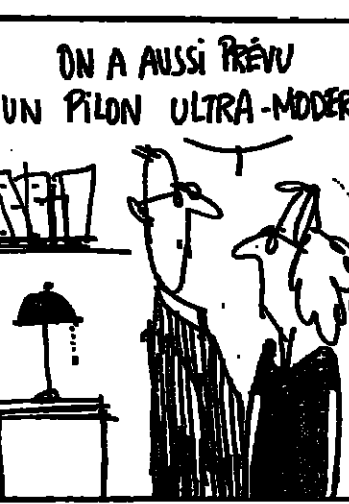
Onze millions de livres dans les tours de Dominique Perrault

# Bibliothèque de France : la querelle des chercheurs et des amateurs

Le public pourra juger sur pièces les vingt maquettes des architectes qui ont travaillé sur le projet de la future Bibliothèque de France sont exposées à l'Institut français d'architecture. Le président de la République a choisi d'un site — Tolbiac — et d'un bâtiment ne calme pas pour autant la querelle qui oppose les tenants du « tout livre » d'abord destinée aux chercheurs et les partisans d'une médiathèque ouverte au plus vaste public. Mais cette année du Bicentenaire est aussi l'occasion d'évoquer les rêves architecturaux de la Révolution : le goût d'un ordre colossal, des ambitions démesurées, qui restent dans les cartons.

Les architectes, lauréats des grands travaux, ont presque tous vu leurs cheveux blanchir dans les mois qui ont suivi le démarrage de leur chantier. C'est du moins ce qu'ils affirment. Les problèmes que rencontrent le plus jeune d'entre eux, Dominique Perrault — trente-six ans — sont immédiats. D'abord parce que le programme lui-même, mal ficelé au départ, est à géométrie variable. Il était prévu de loger dans la future Bibliothèque de France (l'abréviation TGB — pour Très Grande Bibliothèque — est désormais rigoureusement bannie par le ministère de la culture) de 3 à 4 millions de volumes. C'est aujourd'hui le triple qui vont quitter leurs rayonnages de la rue de Richelieu. Attention ! Rien n'est moins sûr.

Les partisans de la mise en site d'un certain nombre d'ouvrages, peu ou jamais demandés, sont nombreux. En particulier M. André Miguel, l'ancien administrateur de la Bibliothèque nationale aujourd'hui chargé d'une mission de réflexion sur l'ensemble des bibliothèques universitaires, et M. Emile Bianchi, le secrétaire d'Etat aux grands travaux. Ces sels seraient implantés à proximité de Paris. Les délais pour faire sortir un ouvrage en fermant dans l'un de ces bunkers seraient de quarante-huit heures environ.



Mais si onze millions de livres doivent être logés sur le site de Tolbiac, les quatre tours prévues par l'architecte seront-elles suffisantes ? Et le maître qui propose pour leur construction — le verre — est-il adapté aux critères de conservation maximale qui doivent être ceux de la Bibliothèque de France ? L'informaticien, panacée qui doit résoudre tous les problèmes de communication, sera-t-elle capable de répondre à toutes les exigences ?

France provoque chez certains de nos voisins, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, interrogations et même sarcasmes. Les Anglais, qui construisent à Londres, près de Saint-Pancrace, une nouvelle bibliothèque, sont particulièrement vifs.

## L'architecture des quatre coins du monde

Le président de la République a visité, lundi 2 octobre, l'exposition consacrée au concours de la Bibliothèque de France, présentée à l'Institut français d'architecture (IFA) jusqu'au 28 octobre. Il s'est entretenu avec les architectes présents et notamment avec le lauréat Dominique Perrault dont le projet — quatre tours de verre en forme de livres ouverts aux quatre coins d'une place centrale d'un vaste jardin — a rencontré une étonnante unanimité. Et cela tant parmi les membres du jury présidé par l'architecte Pei qu'auprès du public et des professionnels. Si bien, d'ailleurs, que ce concours ou plutôt ses résultats apparaissent par trop parfaits, par trop attendus.

Comme si toutes les consultations dont a été, jusqu'à présent, marquée l'épopée des grands travaux n'avaient été que les répétitions de cette grande première.

Cette impression est encore renforcée à l'IFA par la présentation des vingt finalistes et lauréats de la compétition internationale à laquelle avaient initialement participé deux cent quarante-quatre candidats, individuellement ou en équipes, dont cent trente-neuf étrangers. La marque présidentielle a manifestement permis de donner, même si c'est sans excès, le coup de pouce financier qui était le bienvenu, rendant possible le projet de spectacle qui fait passer l'austérité d'un concours. Ainsi l'uniforme plan imposé aux maquettes, la taille régulière des esquisses présentées, devenant en elles-mêmes source de plaisir visuel, donnant à la théorie des projets une chair à la fois fantomatique et aimable. Ils restent, en fait, le représentant d'un idéal d'architecture supraséculaire, pour les professionnels dans cette course à la commande que beaucoup trouvent trop parsemée de concours trop souvent mal rétribués. Mais un tel problème ne s'est pas posé pour la Bibliothèque, bien sûr, le grand projet auquel le président paraît accorder la plus grande importance.

Si blancs soient-ils, ou parce qu'ils sont blancs, si sculpturaux soient-ils, ou parce que la présentation magnifie désormais, sauf pour Perrault (et encore...), le gratuit de leurs formes, ces projets seront sans doute difficiles à lire et à analyser par le public non familier des techniques de préservation architecturale. Il risque alors de regretter les formes simples qui sembleront lui donner une échelle acceptable, ou les formes complexes, parce qu'il percevra l'échelle de la maquette comme l'échelle de l'édifice. Mais, en public, se mesure, l'erreur est si naturellement humaine que le jury lui-même — et Dieu sait qu'il était griné ! — a préféré, devant l'énigme de la création contemporaine, donner au sphinx de l'architecture l'échantillon le plus complet de ce qui se fait aux quatre coins du monde. En somme, un catalogue des tentatives quasi exhaustif qui, au fond, définit l'entrée en son vainqueur, le seul projet estimé évident — terme dont on ne saurait pourtant assez se méfier tant il est relatif.

L'éclectisme s'opposant naturellement à l'évidence, nous n'utiliserons pas non plus ce terme pour qualifier ces résultats finalistes du concours, ne serait-ce que parce que plusieurs des projets étaient « évidemment » incompatibles avec Paris et plus encore avec la population parisienne.

Ainsi, parmi les quatre projets « sélectionnés » finalistes parmi les finalistes avant le dernier round, deux projets, à côté de l'évidence de Perrault et la grâce de Chareix et Morel, étaient impossibles à accepter et à faire accepter. Ceux de Future Systems et de James Stirling, deux équipes qui ont pour point commun d'être britanniques. Et qu'on nous fasse la grâce de croire que ce serait là un hasard, non l'effet d'un respect particulier pour les goûts architecturaux du prince Charles. D'ailleurs, comme le prouve le concours de la Bibliothèque de France, nous sommes toujours en République...

## Les monuments de la Révolution

« Les architectes de la liberté » aux Beaux-Arts  
Une exposition sous le double signe de la terreur et de la félicité

« Ah, Monsieur Ledoux, vous êtes un terrible architecte ! » s'exclame Louis-Sébastien Mercier dans ses *Tableaux de Paris*. Ce n'est pas là un compliment. L'homme de lettres précise d'ailleurs sa pensée en se lamentant de « voir les auteurs du fac métemorphosés en palais à colonnes, qui sont de véritables forteresses ». Malgré cette impression, qui n'évoque pas précisément l'idée de liberté, les barrières de Ledoux sont élevées en 1792 au rang de « Monument de la République », tandis que leur maître d'œuvre est emprisonné (de 1793 à 1795) et que leur commanditaire, Lavoisier, est guillotiné par la Terreur en 1794. On l'a perçu que le titre affiché par l'Ecole des beaux-arts, « Les architectes de la liberté », n'est pas franchement à l'abri des ambiguïtés, et que l'architecture est elle-même la chose la plus hypocrite qui soit.

De cette ambiguïté, Jean-Pierre Mouillesseaux, commissaire de l'exposition avec Annie Jacques, est parfaitement conscient : « Il n'y aurait pas eu le Bicentenaire, nous aurions sans doute abouti à un titre plus sévère. » Ne serait-ce donc qu'une manière d'attirer le public ? Pas tout à fait, nous répond-il en égrenant, le sourire en coin, toutes les raisons d'exalter le thème de la liberté. A commencer, car une raison vaut mieux que plusieurs, par la liberté rendue à tous, dès 1790, de faire profession d'architecte. Reste que le thème est complexe, qui se donne comme

date-cadre d'un côté la destruction de la Bastille, un monument qui serait aujourd'hui classé, de l'autre l'année de la mort de Boulle qui, après Blondel, incarne en cette fin de siècle l'esprit de l'Académie et l'enseignement de l'architecture durant la fin de la royauté.

L'exposition, pour déployer tous les aspects de l'architecture avant-garde décorative (dispositif architectural de Christian Germann), et pour accumuler les dessins les plus prestigieux venus des fonds les plus glorieux (Beaux-Arts, BN, Carnavalet, etc.), n'a pas été non plus conçue pour masquer de faiblesse pédagogique la difficulté du propos. C'est vrai qu'il est difficile de se retrouver entre ces traces anciennes, quelques 250 gravures, dessins et maquettes, souvent montrés, parfois édités, jamais rassemblés en si grand nombre. L'exposition est concentrée autour des projets nés des concours, mais jamais construits, de novations dessinées à l'occasion des fêtes. Elle est axée sur le rêve de grands prédateurs de l'imaginaire comme Lequeux ou sur l'utopie pédagogique d'un grand enseignant comme Boulle.

Mais posons dès à présent ici la question principale sur laquelle est fondée cette affaire. Existe-t-il une architecture spécifique de la période de la Révolution ? Question subsidiaire, existe-t-il une architecture qui soit elle-même révolutionnaire, autrement dit qui

soit de nature à changer le cours de la vie et le comportement des hommes ? Ce double dossier avait été ouvert par l'Allemand Emile Kaufmann en 1933, et surtout en 1952, dans un ouvrage fondamental intitulé *Le temple de la République* traduit en français qu'en 1978 : *Trois architectes révolutionnaires : Boulle, Ledoux, Lequeux*.

CE MOIS-CI DANS

# CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES ÉCONOMIQUES

## IL FAUT AVOIR PEUR DES ALLEMANDS

ILS POURRAIENT NOUS MANGER TOUT CRUS DANS LE GRAND MARCHÉ DE DEMAIN. A MOINS QUE D'ICI LÀ, ILS NE NOUS LACHENT POUR UNE EUROPE QUI PENCHE À L'EST.

Et aussi :  
EXCLUSIF : 1992 PAR GIOVANNI ACNELLI ■ BATAILLE : POUR QUOI LA FNAC A PEUR DE VIRGIN ■ REVANCHE : LE RETOUR DE STEVE JOBS ■ PARI : Y A-T-IL UN CLIENT EN EUROPE ? ■ POLICE : LE SECRET INFORMATIQUE DU CAPITAINE BARRIL ■ ICONOCLASTE : LE MILLIONNAIRE QUI AMÈNE LA PUB À L'ÉCOLE ■ STANDING : LES VOITURES DES CADRES...

FRÉDÉRIC EDELMANN  
Lire la suite page 14





## CULTURE

### PHOTOGRAPHIE

## Les maîtres de l'incroyable

Visions de l'enfer ou fables visuelles,  
Molinier et Duane Michals plient le réel à leur image

Pierre Molinier naît à Agen le 13 avril 1900. C'est un vendredi saint. Il étudie chez les jésuites qui le destinent à la prêtrise. Vite révolté contre la religion, il suit des cours de dessin et investit son énergie dans la peinture qu'il pratique en autodidacte.

Après un court séjour à Paris, il s'installe à Bordeaux en 1923. Il fréquente les surréalistes, devient ami d'André Breton, Belmer et Clovis Trouille. À partir de 1960, il traite par la photographie son fantasme d'être à la fois un homme et une femme. Sa première série réunissant sa poupée et des tableaux s'intitule « L'œuvre, le peintre et son fétiche ».

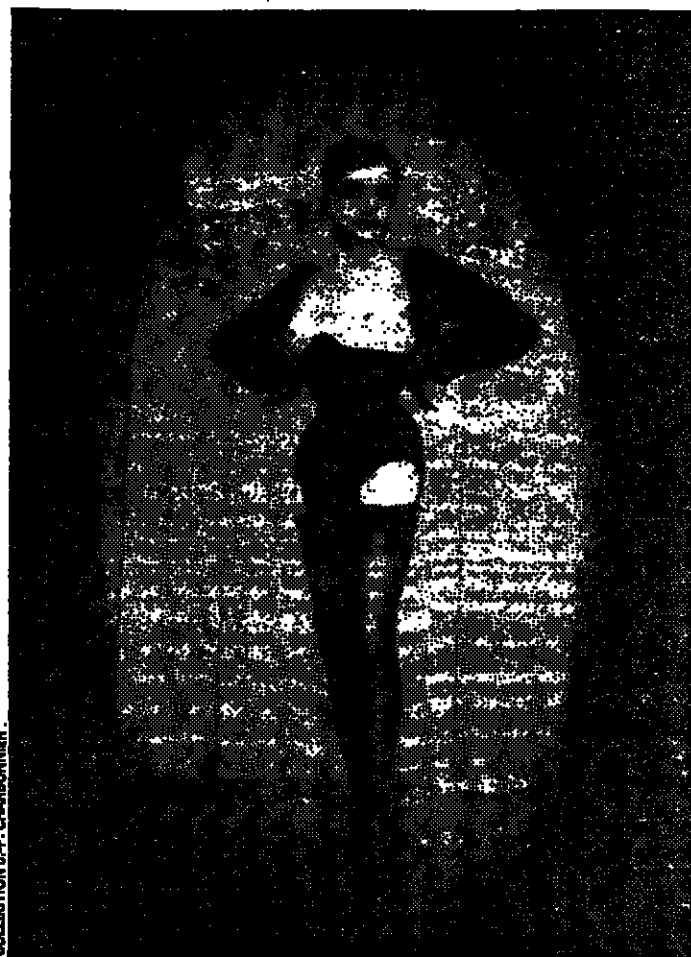
À la fois boudoir, chambre et atelier, la pièce où il vit lui sert de studio. Ses accessoires sont un paravent, un fauteuil, un lit de velours et un tabouret de bar. Talqué, masqué, entièrement rasé, mêlant travestissement et fétichisme, comme sur une scène de music-hall, il accomplit à l'envers un strip-tease où il apparaît corseté, gainé de cuir, en bas résille.

### Des intermédiaires accomplis

Silhouette aux longues jambes soyeuses, perché sur des escarpins vernis, à talon aiguille, il se mme en pare apparence. Violant tabous et interdits, il s'élève de lui-même et libère en un rituel narcissique, sado-masochiste, les démons fabuleux de son inconscient.

Il a pour partenaire un mannequin de vitrine, grandeur nature, dont il assemble les membres selon sa fantaisie. À l'occasion, il engage aussi des modèles, travestis à son image, qui jouent à être lui et sur le corps desquels il monte sa propre tête.

Mythe androgyne, Molinier poursuit jusqu'au bout sa quête de l'absolu. Transfigurant la réalité, il use du photo-montage, retouche, contretype ou émascule, et utilise jusqu'à cinq intermédiaires qu'il accouple. Même dans ses compositions les plus hardies, il opère une distance entre sa réalité physique et la représentation de son image. Cette réflexion tragique sur l'iden-



« Moi en 1925 », par Pierre Molinier

tité est d'abord un fantastique travail sur l'illusion.

Ces visions obscures, choquantes, ou bouleversantes, sont d'autant plus sidérantes que Molinier était un sexagénaire, un physiologue quelconque, plutôt insignifiant comme le révèle un portrait fait par Jean-Philippe Charbonnier. Le 3 mars 1976, il met fin à ses jours en se tirant une balle dans la tête. Sur sa porte, au troisième étage, il avait épinglé ces simples mots : « Je me tue. La clé est chez le concierge ».

On peut voir chez Samia Saouma les dernières créations de Duane Michals, « Hommage à la partie de moi-même qui, jusqu'à aujourd'hui, a su rester enfant ». Des créatures dessinées, évadées d'un album d'images ou croquées par l'auteur, dialoguent avec des personnages vrais.

Cette exploration poétique réussie qui mêle poèmes, surimpressions et gravures découpées procure un bonheur égal à celui de la lecture des « fimericks » nonsensiques d'Edward Lear.

PATRICK ROEGERS

**SADE**  
CONCERT D'ENFERS  
Enzo Corman  
Philippe Adrien

Salle 1  
du mardi au samedi 20 h,  
dimanche 15 h 30

**CARTOUCHERIE**  
*la Tempête*  
LOC 43 28 36 36

Attention, les portes seront fermées  
dès le début du spectacle.

Son œuvre photographique est estimée à environ quatre cent cinquante images, non signées mais tirées par lui et tamponnées. On peut en voir quarante, au format 13 x 18, sur chamois Agfa, aux tons crémeux, dans les deux salles du bel espace blanc récemment aménagé par Gilles Dusein (1). Pour changer de cette épreuve, on

(1) Pierre Molinier, Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turin, 2<sup>e</sup> étage, escalier B, Paris-3, jusqu'au 12 octobre. A lire aussi « Molinier, cent photographies érotiques » texte de Pierre Bourgoise, Images obliques.

(2) Duane Michals, « Upside down, inside out and backwards », Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais, Paris-1<sup>er</sup>, jusqu'au 30 octobre.

## 12<sup>e</sup> FESTIVAL D'ART SACRÉ DE LA VILLE DE PARIS

6 OCTOBRE - 24 DÉCEMBRE  
12 concerts - 3 offices 3 auditions... d'orgue. Envoi gratuit du programme détaillé sur demande.  
Renseignements : 42-77-19-90  
ou 3615 MUSIK et 3615 BILLETTEL



## ACTUELLEMENT

**I WANT TO GO HOME**

ADOLPH GREEN  
GERARD DEPARDIEU

REALISATION  
**ALAIN RESNAIS**

SCÉNARIO ET DIALOGUES  
**JULES FEIFFER**

**UN FILM**

## ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE

MAREK JANOWSKI DIRECTEUR MUSICAL

DIRECTION  
**MICHIYOSHI INOUE**

VENREDI  
6 OCTOBRE  
20H30

## THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES

日仏現代音楽祭

CONCERT FRANCO-JAPONAIS DE MUSIQUE CONTEMPORAINE

**DEVY ERLIH**, VIOLON

**MINORU NOJIMA**, PIANO

MAITRISE DE RADIO FRANCE

**DUTILLEUX**

L'ARBRE DES SONGES  
CONCERTO POUR VIOLON  
ET ORCHESTRE

**MATSUMURA**

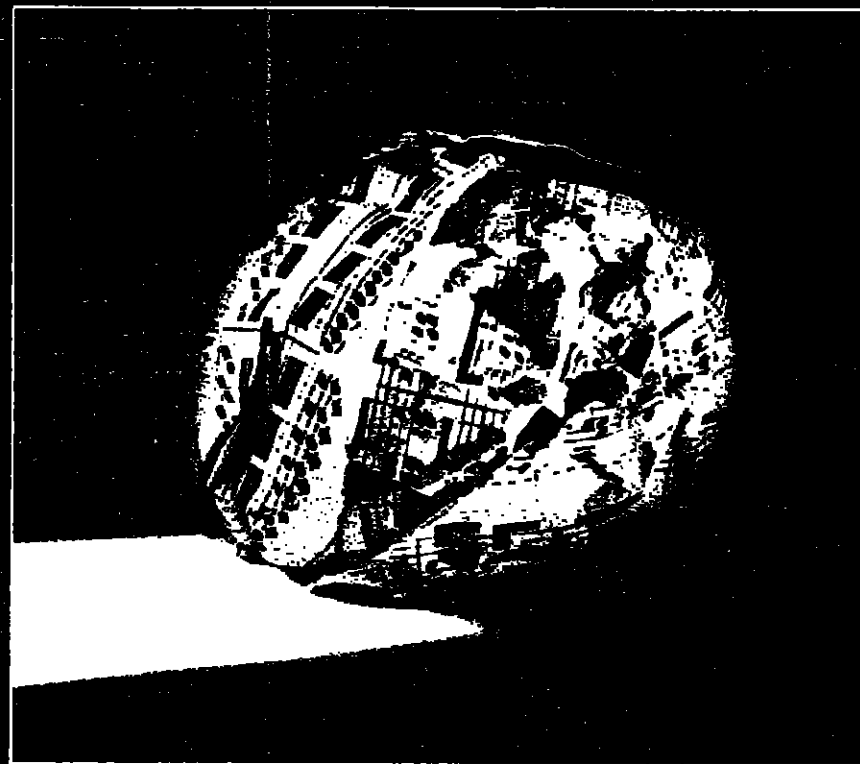
CONCERTO POUR PIANO  
ET ORCHESTRE N°2  
(1<sup>re</sup> AUDITION EN FRANCE)

**MIYOSHI**

KYOMON POUR ORCHESTRE  
ET CHOEUR D'ENFANTS  
(1<sup>re</sup> AUDITION EN FRANCE)

### RENSEIGNEMENTS, LOCATION ET VENTE DES PLACES

RADIO FRANCE 42.30.23.08  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 47.20.36.37  
PASTEL 42.33.43.00



## LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE ET LE FESTIVAL D'AUTOMNE 1989

Cycle de créations

La commémoration du bicentenaire de la Révolution Française a fait peu de place aux commandes d'œuvres artistiques nouvelles. La Fondation Total pour la Musique a souhaité honorer l'acte de naissance d'une société renouvelée, par un geste qui souligne que l'avenir de notre culture est toujours, dans sa continuité et ses ruptures, en gestation.

Partageant cette approche avec le Festival d'Automne à Paris, la Fondation Total pour la Musique a décidé de s'associer à lui dans un important programme de commandes et de créations d'œuvres nouvelles, de quelques-uns des plus marquants parmi les compositeurs d'aujourd'hui : Pierre Boulez (*Explosante-Fixe*) Jean-Claude Eloy (*Ross, Mira... chants de libération pour deux voix solistes de femmes*), Helmut Lachenmann (*Quatuor à cordes*), Philippe Manoury, et Marco Stroppa.

La Fondation donne ainsi une ampleur plus grande, mais aussi plus de visibilité à une politique déjà éprouvée en faveur de la musique contemporaine.



**Vous vous interrogez  
sur votre avenir :**

Secrétariat d'État au Plan

**X<sup>e</sup> PLAN**

1989-1992

LA FRANCE / L'EUROPE

Préface de  
Michel Rocard

Des réponses précises sur :

- La croissance
- Le partage social
- L'éducation
- La recherche
- L'aménagement du territoire
- La protection sociale
- Le rôle de l'État.

**Le  
LIVRE  
de  
POCHE**

Vient de paraître

VENTF

## CULTURE

### L'art contemporain à Drouot

*La peinture et la sculpture modernes ont de nouveau la cote... mais les Français ne sont pas joueurs*

Considérée financièrement comme peu sûre, la peinture européenne des trente-cinq dernières années est aujourd'hui en passe de combler son retard à Paris comme à Londres. La vente de Sotheby's en juin dans la capitale britannique l'a confirmé : le produit total s'est élevé à plus de 104 millions de francs, un record pour une vente de ce genre en Europe avec seulement 4,7 % d'augmentation. Fait nouveau, les Japonais s'y sont intéressés.

À Paris, à l'occasion de la Foire Internationale d'art contemporain, les ventes aux enchères d'œuvres contemporaines vont se multiplier à Drouot. M<sup>re</sup> Charbonneau présente surtout des œuvres de peintres confirmés tandis que M<sup>re</sup> Bristel a judicieusement réparti sa vente entre « classiques » et valeurs montantes. L'étude Hoebeux et Contrier, sous l'égide de Paris Auction, continue de défendre la jeune sculpture même si, de l'aveu de l'expert Roberto Ponzzone, « nous sommes obligés de nous orienter vers des ventes plus classiques par

obligation et non par goût, car il faut pouvoir entrer dans ses frais ».

Les toiles froissées de Simon Hama et les œuvres de l'Italien Valerio Adami s'arrachent presque aussi cher en galerie qu'aux enchères. Les laïcs pour compte des années 50 retrouvent la faveur d'un public laissé K.O. par les prix d'un Atlas, ou d'un Soulages. Même Mathieu voit sa cote s'emballer. Il y a dix ans, un format moyen ne dépassait guère les 40 000 francs. Aujourd'hui ses prix ont été multipliés par cinq. Les compositions de Roger Bisière qui valaient aux alentours de 10 000 francs en 1979, se négocient autour de 200 000 francs, voire 500 000 francs !

Les œuvres de Benys, star de l'art conceptuel allemand, s'arrachent à Londres comme à Paris ou à New-York. En juin à Londres, Christie's lui a entièrement consacré une vente. 80 % des lots ont trouvé preneurs. Les Japonais ont

acheté la célèbre photo en couleur Kunst = Kapital où Benys posait devant le squelette d'un dinosaure (plus de 352 000 francs). Il y a un an, Marie-Hélène Grinfeder, expert à Drouot en art contemporain, avait toutes les peines du monde à convaincre des collectionneurs français à acquérir une de ces œuvres pour 1 000 francs ! « À l'inverse des Allemands, des Belges ou des Américains, l'investisseur français n'est pas joueur », explique-t-elle. « Il attend que l'artiste soit reconnu pour commencer à spéculer. »

Pourtant, le marché parisien peut receler quelques surprises. La peinture américaine contemporaine, inabordable aux États-Unis, est encore sous-cotée à Paris. Les sculptures de Louise Nevelson ou les toiles de Julian Schnabel, star, il est vrai déclinant, de la jeune peinture américaine, ne rencontrent que très peu d'intérêt de ce côté-ci de l'Atlantique. Pour le plus grand bonheur d'une poignée de marchands américains, qui y voient

l'occasion de faire de belles affaires. L'un d'eux en a fait récemment l'expérience en achetant une toile de Larry Rivers pour 660 000 francs dans une vente aux enchères à Paris. Ce tableau devrait se négocier aux États-Unis aux alentours des 880 000 francs.

ALICE SÉDAR

► Ventes : M<sup>re</sup> Charbonneau, le 7 octobre à Drouot-Montaigne, à 20 h 30 ; M<sup>re</sup> Loudmer, le 8 octobre, à Drouot-Richelieu à 11 heures et à 14 heures ; M<sup>re</sup> Rogeon, le 8 octobre à Drouot-Richelieu, à 14 h 30 ; M<sup>re</sup> Bristel, le 9 octobre à Drouot-Montaigne, à 21 heures ; Paris Auction (sculptures) à Drouot-Richelieu, à 14 h 30 ; M<sup>re</sup> Chayette-Carmet, le 11 octobre à Drouot-Richelieu, à 14 h 30 ; M<sup>re</sup> Cornette de Saint-Cyr, le 11 octobre à Drouot-Montaigne, à 20 heures ; M<sup>re</sup> Perrin Royere Lajeunesse, 22 octobre à Versailles.

ARTS

### Henri Goetz, alchimiste de la gravure

*Inventeur d'une nouvelle technique de gravure  
il est aussi un alchimiste de la couleur*

Tout s'annonçait sous les meilleurs auspices pour fêter, le 29 septembre, les quatre-vingts ans d'Henri Goetz. L'artiste avait même contribué à la préparation de la triple exposition prévue dans trois galeries, voire à l'illustration d'une monographie monumentale (1), lorsqu'il a brusquement devancé l'appel.

On pourra se demander pourquoi ces manifestations, désormais hommages funèbres, sont, pour au moins les deux tiers, consacrées au Goetz graveur, alors que, dans sa production, ne transparaît nul hiatus formel entre ses huiles, ses pastels, ses dessins et ses estampes, de la même venue, des mêmes fournées. L'œuvre gravée est, il est vrai, d'une richesse folle. Et d'autres raisons militent en faveur de cette relative préférence, surtout celle de l'invention par Henri Goetz de la gravure au carborundum, ce puissant abrasif fixé sur la surface de la planche et permettant de substituer la composition en relief à la composition traditionnelle en creux.

Mais Goetz n'est pas seulement le père du procédé, qui dorénavant porte son nom, initié par son épouse Christine Boumeester à tous les secrets de l'estampe, il aimait aussi se coller avec les exigences de la pointe sèche, du burin, de l'eau-forte, de l'aquatinte. Au vu des fruits de tant d'expériences, on ne le comprendra plus d'autres raisons d'être que celles, d'ordre expressif, qui ont poussé cet alchi-

miste à mettre tout son savoir et tout son savoir-faire au service d'un *peintre-graveur* à part entière, à rivaliser avec l'éclat de ses toiles, à voir ses estampes, ses « multiples », de tons incantés, adoucis, plus subtils, plus veloutés, plus suaves que ceux mêmes de son favori, le pastel.

Il n'a poursuivi en effet ses travaux d'inventeur que pour les utiliser en faveur d'une inspiration plus inventive encore dans sa gestation de formes et de couleurs, avec le refus de toute virtuosité. Qu'on en juge devant les œuvres exposées, qui mettent au jour un monde grouillant d'objets insolites non identifiables, d'une inépuisable diversité, baigné d'une lumière infuse.

Héritage d'un passé surréaliste (ou apparenté), cette « cosmologie intérieure » en gravation perpétuelle, cet univers parallèle conçu et réalisé au contact de la vie, fait coexister les formes rigides, les arêtes coupantes, les pointes acérées et les formes molles, l'arsenal

► Galerie AA, 39, avenue Junot (entrée 2, rue Juste-Métivier), jusqu'au 14 octobre.

Galerie L'Œil dense, 4, Rue Campagne-Première, jusqu'au 31 octobre.

Galerie Artuel, 31, Rue Guénégaud, jusqu'au 21 octobre.

(1) « Goetz », par Jean-Pierre Gessy, 208 pages. Éditions du Cercle d'Art.

### HORACE

DE PIERRE CORNILLE  
PRÉCÉDÉ DE  
HORACE DE REINER MÜLLER  
MISE EN SCÈNE, BRIGITTE LAQUES

CO-PRODUCTION  
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT  
COMPAGNIE PANDORA

LOCATION/RENSEIGNEMENTS  
47.27.81.15  
SALLE GEMIER  
DU 4 OCTOBRE  
AU 11 NOVEMBRE  
1989

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

RESERVEZ  
VOS PLACES

THEATRE

LA MORT DE DANTON

GEORG BUCHNER  
KLAUS MICHAEL GRÖBER  
THEATRE DES AMBASSADES  
10 OCTOBRE 1989

DIE AFFÄRE RUE DE LOURCINE

EUGÈNE IONESCO  
KLAUS MICHAEL GRÖBER  
SCHAUINSLAND THEATRE  
10 OCTOBRE 1989

LE CHEMIN SOLITAIRE

WILFRIED SCHNITZER  
LUC BONDY  
THEATRE DES AMBASSADES  
10 OCTOBRE 1989

POISSONS QUI HANTENT LE TEMPS

VILFREDO NOVARINA  
THEATRE DE LA BASTILLE  
10 OCTOBRE 1989

DIEMARQUESE VON O

JOHANNES KEPLER  
HANS-JÜRGEN CYRENUS  
SCHAUINSLAND THEATRE  
10 OCTOBRE 1989

DAKE

TANCO ARGENTINO  
LUCAS SELVIA - HECTOR OREZZOLI  
THEATRE ARGENTIN  
10 OCTOBRE 1989

BOLIGAS DUNK AND DANCERS

THEATRE DES AMBASSADES  
10 OCTOBRE 1989

MUSIQUE

PIERRE BOULEZ  
THEATRE DU CHATELET  
10 OCTOBRE

LOCATION/RENSEIGNEMENTS : 42.96.96.94  
ADRESSE : 10, rue de Valenciennes, 75013 PARIS

مكتبة الامانة



## COMMUNICATION

L'adoption de l'Eurêka audiovisuel

### L'ensemble des pays européens décident de soutenir leur production d'images

Eurêka Audiovisuel est né, mardi 2 octobre, lancé solennellement à Paris par vingt-six pays européens décidés à doter le vieux continent d'une stratégie offensive dans la bataille mondiale des images. Une déclaration commune signée le même jour par les ministres compétents et le président de la Commission de Bruxelles lui a donné l'indispensable onction politique, tandis que trois cents professionnels en jetaient les bases concrètes. L'aboutissement attendu des premières Assises européennes de l'audiovisuel.

Aux trois cents experts rassemblés, samedi 30 septembre, pour la séance inaugurale, le président François Mitterrand avait lancé un défi : « Je fais l'inventaire des problèmes. A vous de trouver des solutions. Vous êtes là pour cela. » Alors se sont ouverts les débats. Débats arides, techniques, difficiles, consacrés aux « structures du marché », aux « instances de régulation », aux « technologies avancées » ; débats passionnés aussi, houleux parfois, à la limite de l'invective.

Les points de vue les plus opposés se sont affrontés, aiguillés par les rivalités nationales, compliqués par les problèmes linguistiques, sous-tendus par les intérêts corporatistes et les enjeux financiers. Quelle tournure pouvait donc prendre la synthèse de ces travaux.

prévus pour la cérémonie de clôture ?

En jouant sur la fibre européenne, une touche d'anti-américanisme et d'attachement au patrimoine linguistique et culturel, la politique a repris ses droits. Tranchant avec l'image libérale de la Commission de Bruxelles, M. Jacques Delors, son président, a pris fermement position contre l'abandon de l'audiovisuel aux seules lois du marché. « La culture n'est pas une marchandise comme les autres. (...) La politique de l'audiovisuel doit être traitée comme un problème de société. (...) Il n'y aura pas de protection du marché européen, mais pas davantage de laissez-faire. Je dis aux Etats-Unis : Avons-nous le droit d'écarter, de perturber nos traditions ? Certes, il n'y a pas une, mais plusieurs identités européennes, mais chacune de nos pays doit pouvoir défendre sa culture. Qu'au moins, on nous laisse le temps de la faire. » Et d'annoncer son intention de proposer, lors du prochain conseil européen de Strasbourg en décembre, l'adoption d'une enveloppe de 250 millions d'écus (1,7 milliard de francs) sur cinq ans pour soutenir une stratégie audiovisuelle européenne.

La salle, qui venait d'accueillir avec une certaine réserve le discours industriel des rapports des trois groupes de travail, applaudit. Le cinéaste Elia Kazan allait le séduire plus encore avec ses appels lyriques pour la défense de la création, son souhait — irréaliste — d'un ministère de la culture européenne et son feu vert inattendu pour la directive « Télévision sans frontières ».

Qui peut l'oublier, cette directive — si décrite au printemps dernier — dont l'inspiration a hanté les assises et qui suscite mille rumeurs ? Passera, passera pas ? Les pronostics, mendiés, étaient bien incertains et variaient selon les interlocuteurs.

Les plus optimistes parlaient sur le retour en grâce d'un texte-compromis. Les pessimistes, eux, croient savoir que le président Bush a personnellement écrit à M. Thatcher pour que les Britanniques torpillent le texte ; et murmurent que les Portugais vacillent à leur tour, séduits par une offre opportuniste d'investissements américains.

#### Favoriser la coopération

Ce vote, auquel le conseil des ministres européens devait procéder le 3 octobre, M. Roland Dumas l'a évoqué à son tour. Visiblement satisfait du ton pris par la cérémonie de clôture et heureux que « les acteurs de l'audiovisuel européen aient fait revenir la balle dans leur camp », le ministre a assuré que la France consacrerait 100 millions de francs par an au financement d'Eurêka audiovisuel. Sans prétendre faire la liste de toutes les initiatives conçues par les groupes de travail, M. Dumas en a cité deux ou trois : les accords cinéma-télévision, le renforcement des ententes entre chaînes publiques, les projets de télévisions européennes thématiques (Euronews, Musica), les rapprochements entre

les écoles spécialisées ; enfin, la création d'un Observatoire européen de l'audiovisuel, capable de collecter les informations et statistiques existantes pour favoriser la coopération entre les professionnels des différents pays.

La structure Eurêka ? C'est elle qui veillera au suivi des différents projets, animée par un secrétariat permanent et formée par un comité de coordinateurs issus de chaque pays. Des Douze, bien sûr ; et des autres adhérents du Conseil de l'Europe, rejoints par la Hongrie, la Pologne et l'Union soviétique.

ANNICK COJEAN  
et PIERRE-ANGEL GAY

#### La déclaration commune du 2 octobre

Les objectifs d'Eurêka audiovisuel sont d'encourager :

« L'émergence d'un marché audiovisuel plus transparent et dynamique à l'échelle européenne ;

« Le lancement d'actions et de projets concrets de coopération intéressant l'avenir de l'industrie audiovisuelle européenne de programmes, y compris sous ses aspects technologiques, avec pour objectif de renforcer la capacité de création et de production des entreprises européennes et de promouvoir leur compétitivité ;

« La distribution la plus large des programmes européens, la multiplication des échanges intra-européens et l'accroissement de la place de l'Europe sur le marché mondial ;

« Le développement et le rayonnement le plus grand de la production des pays à aire géographique ou linguistique restreinte en Europe ;

« La promotion des technologies européennes, notamment la TVHD, pour la production et la diffusion des films et programmes audiovisuels ; »

Est créé :

« Un Comité des coordinateurs Eurêka audiovisuel, composé des représentants des gouvernements des Etats participants et de la Commission des Communautés européennes ; »

« Il lui appartient de proposer, en tant que de besoin, la convocation de conférences ministérielles en vue d'adopter de nouvelles orientations ou mesures susceptibles de promouvoir Eurêka Audiovisuel. »

### Face aux sirènes américaines et japonaises

par Jean-François Laccan

La Communauté européenne a ouvert ses guichets pour répondre au grand défi audiovisuel. 1,7 milliard de francs seront distribués aux cinq ans à l'ensemble des pays qui, au-delà des Douze, adhèrent à Eurêka et veulent renforcer leur production. C'est moins, sans doute, que les 7 milliards souhaités par M. François Mitterrand mais déjà quatre fois plus que l'actuel programme Media 92. La somme n'est pas négligeable, surtout si s'y ajoutent d'éventuelles contributions nationales. Elle devrait permettre au Vieux Continent de défendre ses images et ses cultures face à l'hégémonie américaine et à la nouvelle offensive japonaise dans les médias.

Mais l'accès aux guichets ne se fera pas sans conditions. L'Europe audiovisuelle est un tout. M. Jacques Delors l'a fermement rappelé le 2 octobre à Paris : l'aide à la production ne se conçoit pas sans le soutien aux normes européennes de la télévision haute définition et l'adoption des règles communes de la directive.

L'avertissement du président de la Commission de Bruxelles s'adresse à tous ceux qui seraient tentés de se laisser séduire par les sirènes américaines et refuseraient leur soutien aux efforts des industriels européens sur un marché de la haute définition évalué à plus de 70 milliards de francs par an.

Mais il s'agit surtout d'un pressant appel à l'unité autour de la

directive « télévision sans frontières » qui subit son ultime examen de passage le mardi 3 octobre à Luxembourg. Gouvernement et groupes de communication américains multiplient leurs pressions pour que les Européens ne se dotent pas de règles communes protégeant leur marché. La promesse d'une alliance privilégiée avec Hollywood peut faire des ravages dans les rangs des Douze. Il suffit de quelques défections pour que le troisième pilier de la construction audiovisuelle européenne s'effondre compromettant largement l'ensemble du projet. Après deux ans de rêves, de débats et de polémiques, les Douze sont aujourd'hui au pied du mur.

En butte à un procès intenté par Salman Rushdie

#### L'existence de « Passages » menacée

Le mensuel *Passages* est assigné en justice le 4 octobre par l'auteur des *Versets sataniques*, Salman Rushdie, et par son éditeur français, Christian Bourgois. Ce procès a pour origine la publication en juillet dernier par *Passages* d'extraits des *Versets*, illustrés de manière scatologique par le dessinateur Willem.

A la suite de plaintes déposées par Christian Bourgois, qui n'avait pas délivré d'autorisation de publication d'extraits d'un livre qui était alors sur le point d'être mis en vente, et de plaintes déposées par Salman Rushdie, « profondément choqué par les dessins de Willem » selon les termes de son avocat, M. Jean-Claude Zylberstein, *Passages* avait retiré des kiosques les exemplaires qui s'y trouvaient encore et en avait fait enlever les pages incriminées (le *Monde* du 31 juillet). Il avait aussi fait retirer trois mille affichettes publicitaires. Le bilan de cette opération a coûté 250 000 F au mensuel.

Le magazine avait fait constater par huisserie que le retrait des pages mises en cause avait bien été réalisé. Et à la suite de discussions entre Christian Bourgois et Alain Touraine, président des lecteurs de *Passages*, ainsi que de la publication d'articles reconnaissant l'erreur commise, le mensuel pensait en rester là. Une assignation à jour fixe courait cependant toujours.

Le 4 octobre, l'éditeur des *Versets* demandera un franc symbolique à *Passages*. Salman Rushdie quant à lui réclamera 150 000 F de dommages et intérêts ainsi que la publication du jugement dans cinq titres, ce qui représenterait une charge de 100 000 F pour le jour-

nal, à laquelle s'ajoutent 25 000 F de frais.

Pour Emile Mallet, directeur du mensuel, « ce nouveau procès menace l'existence de *Passages* ». « Nous avons reconnu notre erreur, le livre n'est bien vu et aucune association mauritanienne ne nous a infligé de procès », plaide Emile Mallet. Il estime que, au-delà de la plainte de Salman Rushdie, « ce que l'on veut faire disparaître c'est la liberté de ton de *Passages* ». « Mensuel lancé fin 1987 et vendu à quarante mille exemplaires, désireux de « fêter un regard juif sur l'actualité », *Passages* a toujours adopté une position libérale qui, selon Emile Mallet, « heurte l'establishment juif et non juif ».

Un dialogue s'est engagé entre l'avocat de Salman Rushdie et de Christian Bourgois et celui de *Passages* qui pourrait déboucher le jour du jugement sur une solution à l'amiable.

Y. M. L.

Une journée « Presse-Europe » le 6 octobre à Paris. — Un colloque sur l'avenir de la presse et sur les conditions de développement d'un marché européen de la communication se tiendra le vendredi 6 octobre à Paris et permettra de nombreuses rencontres, entre éditeurs et représentants de l'administration française et de la CEE. Plusieurs thèmes seront discutés en ateliers parmi lesquels : le développement des groupes internationaux de la presse et les règles de concentration ; « le statut des journalistes » ; la construction d'un espace postal européen ; « les enjeux européens de la publicité » ; l'influence des nouvelles techniques sur le fonctionnement des

#### Pierre Bouteiller nommé directeur des programmes de France-Inter

Un journaliste subjectif

Le journaliste et producteur Pierre Bouteiller, cinquante-quatre ans, a été nommé directeur des programmes de France-Inter par le PDG de Radio-France, M. Jean Mahieu.

Tôt ou tard, il devait y arriver. Pilier de l'Inter, depuis vingt ans, Pierre Bouteiller a tout du baroudeur des ondes avec le sens (le goût ?) des responsabilités en plus.

Radio-France (après Europe 1 où il travaille de 1958 à 1969), Bouteiller connaît bien. Les concours tout d'abord, que pendant douze ans, de 1970 à 1982, il arpentait assiduellement pour présenter quotidiennement son magazine si réputé pour son impertinence et sa curiosité. Les placards aussi, où de 1982 à 1988 il paie justement cette impertinence caractéristique. Bon-

estrueries de presse... Cette manifestation à laquelle participera M. Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, est organisée à l'initiative du Syndicat de la presse parisienne, sous l'égide de la Fédération nationale de la presse française. Tél. : 46-24-98-30 (organisation), 40-71-05-40

« Aventure FM devient Maxximum. — Après un temps d'attente, de nombreuses études et tests de nom, RTL a décidé de rebaptiser la station FM acquise cette année et tête de pont d'un réseau en cours de constitution. Aventure FM (105,9 MHz à Paris) devient donc Maxximum (avec deux x).

che connue (fini les billets d'humour), on le retrouve relégué à la fin de semaine, hebdomadairement toujours, pour un magazine (au budget réduit) et sur France-Musique. Il succède aussi en 1982 à François Régis Bastide au « Masque et la Plume » où il imprime sa marque.

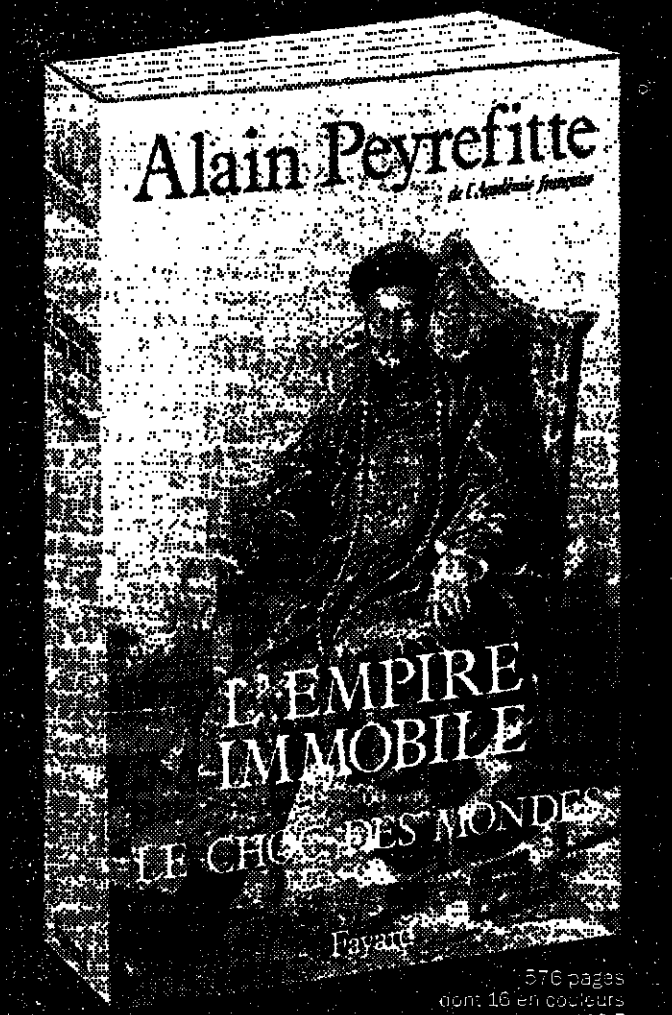
En 1981-1982, période découlée tourmentée, on le retrouve à la direction des variétés de TF 1. Il boucle les règles établies, fait tout haut ce que tout le monde dit tout bas : il supprime par exemple les sacro-saints concours de l'Eurovision, déplace les barons du samedi soir (les Carpentier à l'époque), fait revenir Jean-Christophe Averty, mène une politique de coproduction active « au service du public », loin « des intérêts mercantiles ». L'expérience ne durera qu'un an, écourtée par Hervé Bourges. En 1988, Bouteiller retrouve son magazine radio quotidien et, depuis 1987, il anime également « Club 6 », sur M 6.

Le style, la griffe de Pierre Bouteiller c'est avant tout l'éclectisme culturel. Aux traditionnelles rubriques théâtre, cinéma, littérature, il ajoute volontiers celle de la mode, de la table et, plus récemment encore, celle des coulisses de la politique. Toujours en marge de la stérification audiovisuelle, il se définit comme « journaliste subjectif ». Un Don Quichotte face à ce qu'il mettrait à jour dans « les Voix de la France » (1) : le « règne de l'instigifiant ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Un livre écrit avec Alain Seday.

Une fabuleuse somme, un livre-clé, un tour de force.  
Pierre-Jean REMY, *Le Monde*



Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.  
Bernard PIVOT, *Apostrophes*

Exceptionnel... splendide.  
Jean-Robert ARMOGATHE, *La Croix*

Superbe! Extraordinaire!... Fantastique... Inouï.  
Lucien BODARD, *Le Point*

M'a ébloui.  
Pierre-André BOUTANG, *Océaniques, FR3*

De cet ouvrage dense, passionnant et précieux, le lecteur sort éberlué.  
Hélène CARRIERE d'ENCAUSSE, *Le Figaro Littéraire*

Une main de maître. On reste stupéfait.  
Jean CAU, *Paris-Match*

La réussite est totale. Ce qui est vraiment sans pareil, c'est marier à ce point la science et l'art de conter.  
Pierre CHAUNU, *France Catholique*

Extraordinaire histoire, d'un bout à l'autre passionnante.  
Jean-Pierre ELKABBACH, *Europe 1*

Voilà le livre le plus fort sur le Bicentenaire : celui de la liberté en acte, de l'énergie créatrice de l'Occident.  
FAVILLA, *Les Echos*

Peyrefitte choisit l'altitude... La théorie impressionnante.  
Philippe FRANCHINI, *L'Express*

Ces pages, aussi denses que lumineuses, émerveillent.  
Marcel JULLIAN, *Le Parisien*

Scintillant d'anecdotes... Fascinante plongée... Eblouissantes variations.  
Jean LACOUTURE, *Le Nouvel Observateur*

Une prodigieuse aventure... Un immense talent.  
Jean d'ORMESSON, *La Revue*

Un extraordinaire coup de projecteur sur une merveilleuse et surprenante histoire.  
Georges SUFFERT, *Le Figaro Magazine*

**FAYARD**

## SOCIÉTÉ

Le conflit des personnels pénitentiaires

## La laborieuse recherche d'une issue honorable

Ajors qu'aucune amorce de dialogue ne semble près de s'établir entre les personnels pénitentiaires et le ministère de la justice, soixante-sept établissements étaient touchés par le mouvement de protestation (contre vingt-deux la veille). Dans quinze prisons, les forces de l'ordre et l'armée ont été requises. Le mouvement a gagné Bastia, Ajaccio, Perpignan et Mende et s'est aggravé aux Baumettes où une soixantaine de surveillants ont déposé les clés. On souligne, au ministère de la justice, que sur 206 révocations envoyées, 57 agents ont repris le travail après avoir utilisé le délai de réflexion de 12 heures qui leur était accordé.

« En sortir le plus vite possible » : dans un bel ensemble, tout le monde est d'accord. Le ministère de la justice, drapé dans une fermeté qui lui pèse, les syndicats, qui aimeraient bien mettre un terme à un conflit explosif — on ne peut jamais exclure un incident grave lorsque la tension est aussi vive en prison. — Les surveillants qui ont déposé les clés et tournent autour de leur boîte aux lettres en attendant leur révocation, ceux qui travaillent normalement et se font traiter de « jaunes » par leurs collègues, et les détenus qui ne s'habituent pas toujours au rythme « newlook » de la vie carcérale imposée par la plus grave crise qu'aient connue les prisons depuis 1957.

En sortir, mais comment ? La fièvre contestataire ne s'est pas calmée : 66 prisons sur 180 sont touchées. Dans 15 d'entre elles, ce sont les forces de l'ordre qui ont pris la place des surveillants. A une dizaine de reprises, dans les dernières vingt-quatre heures, la police ou les gendarmes mobiles

ont dû intervenir pour rétablir l'ordre.

Les révocations continuent de pleuvoir, et les congés de maladie de complaisance se multiplient. Dans un brait de botte, l'armée, les CRS et les gendarmes, souvent sous les quolibets, ont pris la place des surveillants. Le GIPN (groupe d'intervention de la police nationale) a même dû intervenir à Douai pour débloquent la porte de la prison, souillée dans la nuit par des surveillants. L'un d'eux s'était enchaîné aux grilles. Les policiers ont utilisé l'échelle des pompiers pour entrer dans la prison. Au cri de « Libérez le milliard », des détenus de Strasbourg se sont emparés des CRS et ne sont remontés dans leurs cellules que pour fuir les gaz lacrymogènes. A Marseille, un syndicaliste de FO et un gradé se seraient battus à coups de combiné téléphonique.

Dans le même temps, place Vendôme, les structures de crise une fois mises sur pied, on continue de marteler que « l'on est ouvert au dialogue sans préalable ». En

signe de bonne volonté, M. Pierre Arpaillange a reçu lui-même, le 2 octobre en fin de matinée, une vingtaine de gradés de Fresnes. Courtois comme à son habitude, le ministre de la justice a dit être si conciliant que les gradés sont sortis en affirmant que le ministre était prêt à lever les révocations. La nouvelle a couru tous les établissements pénitentiaires, dopant les énergies. Mais il y avait malentendu : et l'on ne saura jamais si M. Arpaillange s'est mal exprimé ou si les gradés ont seulement entendu ce qu'ils voulaient bien entendre. Mais le mal était fait. Un nouveau « contact » entre le ministre et ses fonctionnaires.

« Comme un poisson dans un champ de blé »

A Matignon, même si l'on est plus préoccupé du conflit des impôts, on regarde cette nouvelle crise d'un mauvais œil : comment envisager d'accorder aux surveillants la parité avec la police, lorsqu'ils s'engagent dans une révolte aux allures de mutinerie et

se débrouillent pour faire faire leur travail... par des policiers ?

La gestion de cette crise, que l'on a laissée au ministre de la justice, y est considérée comme l'exemple parfait de ce qu'il ne fallait pas faire : monter la barre si haut que l'on ne peut revenir en arrière sans bafouer l'autorité de l'Etat. Mais les syndicats, eux aussi, sont « coincés ». M. Jacques Vialettes, secrétaire général de FO, a beau écrire au ministre pour lui demander de mettre fin à son détachement syndical et de le révoquer lui aussi, il ne peut se réjouir — alors qu'il est, lui, épargné — de voir ses « petits gars », comme il dit, se retrouver par centaines au chômage. M. Désiré Deransy, le représentant de la CGT, a beau dire que les surveillants « ont une pêche terrible » et que « le rapport de forces n'a jamais été aussi bon », lui qui était hostile au blocus des parloirs, à la prise d'otages des détenus, est bien obligé de « couvrir » l'attitude de ses troupes sur le terrain : par exemple à l'hôpital des prisons de Fresnes, bastion de

la CGT, où le piquet de grève fait la loi, en refusant les admissions...

Alors, en sortir, mais comment ? Selon le joli mot du directeur d'un important établissement de la région parisienne, aujourd'hui, dans cet « état de crise » jamais vu, en prison « on est comme un poisson dans un champ de blé ». Et l'on s'installe dans l'invraisemblable. Dans cette prison, l'encadrement a pris le soin de donner une « formation accélérée » aux gendarmes mobiles. La situation a été expliquée aux détenus et à leurs familles, qui n'ont pas rechigné.

Dans quelques jours, les forces de l'ordre seront rodées et remplaceront les surveillants : preuve incontestable que si vraiment ceux-ci vont trop loin, on pourra se passer d'eux. Le temps qui s'écoule joue contre tout le monde : contre les surveillants, qui, avec les moyens qu'ils utilisent, ne parviennent pas à convaincre de la sincérité de leur détresse ; contre le ministre, qui, une nouvelle fois, s'enlise dans une crise — et c'est la troisième en un an — qu'il n'a pas su désamorcer.

AGATHE LOGEART

## A la Santé par temps de crise

Ceux qui remplacent les surveillants « grévistes » assurent, avec difficulté, dans un calme précaire, le fonctionnement minimal de la prison.

Lundi 2 septembre, la nuit tombe sur la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. Il est 19 h 30. Les 1 855 détenus sont désemparés en cellule et plus rien ne bouge dans les deux quartiers de détention. Réunis dans le bureau du directeur de l'établissement M. Jean Macé, les directeurs et sous-directeurs qui se sont occupés des détenus toute la journée se laissent aller à quelques instants. Soulignés. Malgré la désertion de plus d'une centaine de surveillants le matin même, la journée s'est, une nouvelle fois, déroulée sans incidents. Un véritable tour de force : sur les 201 agents qui devaient prendre le service lundi, à 7 heures, 42 seulement se sont présentés devant les portes de la maison d'arrêt. A peine un quart des effectifs habituels.

Directeurs et sous-directeurs passent en revue les petits accros du jour : les consignes mal transmises, les phrases mal interprétées, les cohabitations difficiles. Tous sont épuisés : depuis les premiers dépôts de clés, le mercredi 27 septembre, ils ont travaillé quinze heures par jour sans s'accorder la moindre pause : arrivés à 6 heures, le matin, en compagnie des rares surveillants présents, pour « ouvrir » la détention une heure plus tard, ils ont organisé les promenades, distribué les repas, mis en place les parloirs du début de l'après-midi, surveillé les allées et venues, et « fermé » la détention, le soir, après les derniers mouvements. Sans compter ceux qui attendent les fourgons du Palais de justice, qui amènent, tous les soirs, après 20 heures, les nouveaux arrivants et les « extraits » de la maison d'arrêt. « Nous sommes fatigués, disent-ils simplement. Il faut s'occuper de la détention dans des conditions très difficiles, avec des gens qui n'ont pas l'habitude de travailler en prison. »

Les premiers « renforts » sont arrivés dès le déclenchement du mouvement, il y a maintenant cinq jours : 16 élèves sous-directeurs de la promotion en cours de formation à l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP), 3 agents de la brigade de sécurité pénitentiaire (BSP), six directeurs et sous-directeurs venus de la Chénodière ou d'autres établissements, 15 militaires arrivés lundi matin et bien sûr, des CRS. Une et parfois deux compagnies veillent, depuis mercredi dernier, sur la « sécurité » de l'établissement.

Une mise en place à 7 heures, une relève à 13 heures : les CRS sont parfois plus de 200 derrière les murs de la maison d'arrêt.

Regroupés dans les couloirs des bâtiments de détention, ils ont gardé leurs uniformes bleu marine et leurs matrasques à portée de main. Les CRS ont refusé de se séparer de leurs armes : depuis leur arrivée à la Santé, ils accompagnent les mouvements des détenus avec leurs pistolets au ceinturon, ce qui leur interdit de circuler seuls dans les couloirs de la maison d'arrêt. Ils ne sont jamais moins de trois. La souplesse du système de surveillance mis en place depuis les premiers abandons de postes n'en est pas améliorée et le port de ces armes en fait trembler plus d'un.

## Un air d'improvisation

CRS, élèves sous-directeurs, militaires : tous ces nouveaux venus dorment à la détention un curieux air d'improvisation. Beaucoup ont eu du mal à se repérer les premiers jours et les derniers arrivants se promènent encore dans les couloirs avec des mines de visiteurs. « En temps normal, les gens vont et viennent en détention mais ils savent ce qu'ils ont à faire et cela se voit, explique un sous-directeur. Maintenant, je crois tous les jours dans les couloirs des gens qui ont l'air de chercher leur chemin. » Les grilles sont, désormais, ouvertes par des sous-directrices de l'ENAP, vêtues de blouses blanches marquées d'un badge « Administration pénitentiaire » et des commissaires de police en civil circulent dans les bâtiments. Lorsqu'ils remontent de promenade, les détenus croisent parfois des militaires en tenue kaki chaussés de solides rangers : ce sont eux qui distribuent les médicaments dans les cellules en compagnie des infirmiers de la prison. Les uniformes, eux-mêmes, sont parfois trompeurs : les élèves sous-directeurs de l'ENAP enfilent la veste bleue des surveillants tous les matins avant de partir accomplir leur tâche dans les étages. « Il est difficile de garder ses anciens repères », conclut un sous-directeur. Il faut bien se dire qu'ils ne correspondent plus à grand-chose. »

Peu à peu, les tâches ont été réparties entre tous. Aux surveil-

lants présents les « grilles » et les « tables », les postes de surveillance du rez-de-chaussée. Aux CRS, la « présence dissuasive en détention ». Les quinze militaires arrivés lundi, dans la matinée, se sont chargés de la distribution du courrier, de la saisie de données informatiques, et de l'organisation des « entrées » des détenus. Les élèves de l'ENAP, eux, remplacent les surveillants absents aux grilles et dans les étages en compagnie des directeurs et sous-directeurs. Quant au personnel socio-éducatif, il a été chargé, samedi dernier, d'aller chercher le courrier des détenus au centre des PTT de Paris-Bruno. La maison d'arrêt « tient » grâce aux bonnes volontés : les surveillants non grévistes n'ont plus d'horaires et le directeur adjoint vient aider à fouiller les détenus avant et après les parloirs de l'après-midi.

Pourtant, ces derniers jours, « l'essentiel » a été préservé. « Nous faisons notre possible », explique le directeur, M. Jean Macé. Le fonctionnement se rapproche au maximum de la normale ». Les promenades sont parfois écourtées mais elles ont lieu tous les jours, le matin et l'après-midi. Le courrier a été distribué et surtout, les parloirs ont pu être maintenus. Samedi, les deux cents familles venues à la Santé ont toutes pu entrer et le système des rendez-vous téléphoniques centré ce week-end a été rétabli lundi dans la journée : une vingt-cinq familles ont ainsi pu se rendre aux parloirs. Mais l'état d'urgence ne peut aller sans sacrifices : depuis le dépôt des clés, les douches sont rares et l'infirmerie ne répond qu'aux urgences et aux « cas lourds ». Les stelliers ont tous été interrompus et la maison d'arrêt n'offre plus d'activités socio-éducatives ou culturelles. Cellules, promenades, parloirs : les allées et venues sont désormais réduites au minimum.

L'ensemble « tient », mais l'édifice reste fragile. Comment enclencher la fatigue et l'épuisement ? Comment demander aux rares surveillants qui prennent leur service de venir des journées et parfois des nuits entières sous les quolibets de leurs camarades, qui patientent à l'entrée de la Santé afin de décourager les non-grévistes à coups de sifflets ? Tous sont à bout : les surveillants, qui travaillent souvent de sept heures du matin à sept heures du soir, les élèves

sous-directeurs de l'ENAP, qui auront une petite matinée pour se reposer mardi, mais aussi les directeurs et sous-directeurs qui vont devoir continuer à organiser les promenades et fouiller les détenus quinze heures par jour si le mouvement se poursuit. Dans les couloirs de la maison d'arrêt, la tension est parfois très vive : la moindre maladresse est source de conflit et tous savent qu'ils ne pourront tenir ainsi des semaines. Quant aux problèmes de sécurité, en particulier la nuit, ils rendent bon nombre de responsables fort inquiets.

Depuis l'envoi des cinquante-neuf premières lettres de révocation visant le personnel de la Santé, dix-neuf agents sont revenus travailler. Mais souvent, leur retour ne règle pas grand-chose : beaucoup continuent à protester à l'intérieur des murs de la prison en traitant volontairement les pieds ». Ils sont à leur poste, c'est vrai, mais certains en profitent pour tenter de convaincre, une dernière fois, leurs collègues non grévistes de les rejoindre en déposant eux aussi les clés. La « reprise » quand elle a lieu se fait à reculs.

Les détenus, eux, n'ont pas bougé, ou presque. Tout juste une soirée de vacance contre les portes des cellules jeudi dernier, alors que les parloirs n'avaient pu être rétablis. Samedi, à l'approche des visites, la détention était à nouveau « tendue », mais la fièvre est retombée dès que les rencontres avec les familles ont pu avoir lieu. « Le calme est toutefois précaire », commente un sous-directeur. Nous sommes à la merci d'un incident ». Un mot de tort, un geste vil, un refus mal accepté, et la détention pourrait brutalement s'enflammer. D'autant que la face-à-face détenus-CRS n'est guère rassurant. Même si l'administration veille à ce qu'ils ne travaillent jamais seuls face aux détenus. Les CRS sont pourtant là, à deux pas, tous les jours avec leur casque et leur matrasque au ceinturon. Comment se prémunir contre les incidents ? A la Santé, il est désormais des images étranges : depuis le dépôt des clés, il y a maintenant cinq jours, Philippe Bizard, qui est accusé d'avoir tué deux gendarmes et deux CRS, fait, tous les matins, sa promenade sous le regard de CRS armés postés le long des murs de la cour.

ANNE CHEMIN

Dans « le Quotidien de Paris »

## M. Chalandon : « Les surveillants sont allés trop loin... »

M. Albin Chalandon, garde des sceaux du gouvernement de M. Jacques Chirac, a défendu, mardi 3 octobre dans le *Quotidien de Paris*, le programme de quinze mille places supplémentaires engagées alors qu'il dirigeait la chancellerie. Critiqué par le député socialiste, M. Gilbert Bonnemaison, qui voit dans ce programme l'une des sources du conflit actuel (le Monde du 3 octobre), M. Chalandon a estimé : « M. Pierre Arpaillange devrait se féliciter de mon action. » « J'ai enfin réglé un problème qui s'est aggravé au fil des décennies, a-t-il expliqué. J'avais affirmé, à l'époque, que l'état de nos prisons violait les droits de l'homme. Je le maintiens.

Mon projet des quinze mille places devait y remédier. »

M. Chalandon affirme qu'il percevait déjà, chez les surveillants, « un certain malaise » lorsqu'il était garde des sceaux. « J'avais des contacts fréquents avec les personnels pénitentiaires, souligne-t-il, et je pense que je leur avais donné le sentiment de les comprendre. Aujourd'hui, les gardiens doivent avoir l'impression que le gouvernement s'intéresse davantage aux détenus qu'à eux. C'est dommage. Cependant, je trouve que les surveillants sont allés trop loin dans la manifestation de leur mécontentement en s'assurant plus un service minimum. Ils avaient certes d'autres moyens d'action. »

## Les attentats racistes contre les foyers SONACOTRA

## Le responsable d'un syndicat policier lié à l'extrême droite placé en garde à vue

Secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FFIP), l'inspecteur principal Serge Lecanu a été interpellé, lundi 2 octobre, dans le courant de l'après-midi, dans le cadre de l'enquête sur les attentats racistes commis, en mai et décembre 1988, contre deux foyers SONACOTRA à Cannes et à Cagnes-sur-Mer. Placé en garde à vue dans les locaux de la 6<sup>e</sup> section de la direction centrale de la police judiciaire, à Paris, l'inspecteur Lecanu pourrait être rapidement déferé devant M. Jean-Pierre Mucchi, juge d'instruction chargé, au tribunal de Grasse, du dossier SONACOTRA.

Quatorze personnes, toutes militantes d'extrême droite, sont déjà inculpées et, pour la plupart, écrouées, pour ces attentats (deux morts et treize blessés). M. Claude Cornilleau, président du Parti nationaliste français et européen (PNFE), groupuscule néo-nazi auquel appartiennent plusieurs des inculpés, a été écroué le 17 septembre dernier.

L'inspecteur Lecanu était recherché par le juge d'instruction depuis le 17 septembre, date à laquelle M. Mucchi, après avoir ordonné une perquisition dans les locaux de la FFIP, avait délégué à son encontre une commission rogatoire afin de l'entendre sur ses liens avec le PNFE. Il semble que l'inspecteur Lecanu, naguère proche du Front national, était, depuis plus d'un an, l'un des responsables du parti de M. Cornilleau. A ce titre, il aurait participé à plusieurs des séminaires organisés par le PNFE au château du Corvire, à Vézou (Loir-et-Cher) (le Monde du 26 septembre). C'est, d'après les enquêteurs, au cours de ces réunions qu'aurait été donné le conseil d'attribuer les attentats contre les foyers SONACOTRA à des organisations juives et sionistes. A Cagnes-sur-Mer, des tracts indiquant que « l'islam périsse par le sang versé d'Israël » et portant la

croix de David avaient effectivement été retrouvés après l'attentat revendiqué par un mystérieux « Groupe Massada ». Les enquêteurs n'avaient, à l'époque, accordé aucun crédit à cette revendication.

D'autres interpellations, notamment dans les milieux policiers proches de la FFIP, pourraient suivre celle de M. Lecanu.

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt contradictoire, rendu le 10 décembre 1988, devenu définitif, la cour d'appel d'ALIX-EN-PROVENCE, 9<sup>e</sup> chambre, a déclaré MOROSINI Franco, né le 29-10-1924 à BUSTO ARSIZIO (Italie), demeurant 27, bd Albert-1<sup>er</sup> à MONACO (Principal), coupable d'avoir entre 1974 et 1979 commis le délit de NON RESPECT DES LOIS et REGLEMENTS concernant les relations financières à l'étranger, en vertu des art. 1, 2, 3 du décret du 24-11-1968 et 459 du code des douanes et l'a condamné à la peine de 18 mois d'emprisonnement, avec sursis et a ordonné la publication de l'arrêt dans *Nice-Matin* et le *Monde*. Pour extrait conforme.

Cour d'appel de Beaune, Chambre correctionnelle. — Par arrêt contradictoire du 9 juin 1988, pourvoi en cassation rejeté le 17 mai 1989, M. SAYAG Claude, né le 27 octobre 1950, demeurant 37, rue Traversière à Paris (12<sup>e</sup>), a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis — action domaniale : 269 229 F d'amende et 269 229 F pour tant lieu de confiscation — Incompétence d'exercer les fonctions d'agent de change, d'être directeur des auxiliaires de commerce, tribunaux de commerce et conseils de prud'hommes et à l'insertion dans les journaux : *Est-Républicain*, *Pays de France-Côté*, *le Progrès*, *le Monde* pour le délit de : INFRACTION à la législation et à la réglementation des relations financières avec l'étranger, en ne respectant pas les obligations de rapatriement de valeurs détenues à l'étranger, péna et régularisées par l'article 459 du Code des douanes. Pour extrait conforme LE GRIFFIER EN CHEF.

Le Monde  
PUBLICITE LITTÉRAIRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

هذه امانة الامل



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

En marge de l'affaire Bruno Dassac

### Un avocat proche de M<sup>me</sup> Cons-Boutboul suspendu par le conseil de l'ordre

Le conseil de l'ordre du barreau de Paris a récemment suspendu un avocat, M<sup>me</sup> Pierre Delphy, pour une durée de un an. La sanction a été prise dans la plus parfaite discrétion. M<sup>me</sup> Delphy a fait aussitôt appel.

M<sup>me</sup> Delphy n'est pas un tueur du barreau. Efficace et plaidant peu, il préfère rester dans l'ombre. Pourtant, un dossier judiciaire à multiples facettes, l'affaire Perrot-Boutboul, pourrait porter son nom sous les feux de l'actualité. M<sup>me</sup> Delphy était, en effet, le défenseur de M<sup>me</sup> Marie-Elisabeth Cons-Boutboul lorsque, en 1981, alors avocate et accusée d'escroqueries par les Missions étrangères de Paris, ses anciens clients, elle fut poursuivie devant le conseil de l'ordre et radiée. L'affaire, à l'époque, ne fit guère de bruit. Le parquet, pour des raisons mystérieuses, omit d'ouvrir une information pour escroquerie et le conseil de l'ordre s'abstint, lui, de faire la publicité de sa décision. Mais l'on devait repérer de M<sup>me</sup> Delphy après le meurtre de Jacques Perrot, gendre de M<sup>me</sup> Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, le 27 décembre 1985.

Stagiaire auprès de M<sup>me</sup> Delphy lors de ses débuts professionnels, dans les années 60, M<sup>me</sup> Cons-Boutboul était devenue l'une de ses proches, s'installant dans le même cabinet, que son ancien patron. C'est d'ailleurs là qu'elle travailla, pendant plus de dix ans, le dossier des Missions de Paris qui devait lui valoir sa radiation. Les relations entre les deux avocats auraient pu en rester là. Mais tous deux étaient déjà amis et le durent.

Le soir de l'assassinat de Jacques Perrot, M<sup>me</sup> Cons-Boutboul était en compagnie de sa fille Marie-Elisabeth. Raison pour laquelle le juge d'instruction en charge du dossier, M. Alain Verleone, interrogea les deux et les autres puis procéda à une perquisition dans le cabinet de l'avocat. Ce fut le début de ses ennuis actuels.

Alors que le magistrat, accompagné, pour la bonne règle, d'un membre du conseil de l'ordre, M. Roger Dommit, perquisitionnait, le 11 février 1986, dans le cabinet de M<sup>me</sup> Delphy, ce dernier tenta de camoufler un dossier. Le juge s'en aperçut et saisit les documents. Il s'agissait de relevés mensuels de comptes bancaires suisses au nom de M<sup>me</sup> Cons-Boutboul et de sa fille Marie-Elisabeth. La stupéfaction du représentant du conseil de l'ordre, la suite de la perquisition devait révéler que le cabinet de M<sup>me</sup> Delphy, en contradiction avec les règles déontologiques, était en fait le siège d'une société commerciale, l'Ascom, aux activités fort diversifiées. L'Ascom louait, achetait et vendait des véhicules automobiles, du matériel de génie civil et militaire, des pièces détachées pour machines agricoles en anglais de travaux publics. Elle se livrait aussi à des opérations de courtage national et international, notamment avec l'Algérie.

#### Conseil de discipline

Le 21 mars 1986, le conseil de l'ordre ouvrait une information disciplinaire à l'encontre de M<sup>me</sup> Delphy. Neuf mois plus tard, en janvier 1987, un rapport concluait au renvoi de l'avocat devant le conseil de discipline qui se réunissait le 17 février 1987. Tout accusé a le droit de faire valoir les éléments qu'il juge utiles, pour sa défense et la règle vaut encore plus lorsqu'il s'agit d'un avocat jugé par ses pairs. Ce jour-là, M<sup>me</sup> Delphy demanda un sursis à statuer pour pouvoir présenter à ses juges de nouvelles pièces. Sursis accordé : le conseil de l'ordre, particulièrement scrupuleux, fit procéder à l'audition de nouveaux témoins et à l'examen détaillé de la comptabilité de M<sup>me</sup> Delphy. Des vérifications qui durèrent deux bonnes années et qui permirent à l'avocat de continuer ses activités.

La décision de le suspendre vint finalement d'être prise plus de trois ans après le début des premières poursuites disciplinaires et l'appel qu'il a formé doit prolonger la procédure.

De son côté, M<sup>me</sup> Cons-Boutboul, emprisonnée à la maison de Rouen et inculpée, depuis le 8 juin 1989, de complicité dans le meurtre de Bruno Dassac, truant retrouvé assassiné dans les eaux du port du

Havre le 5 mai 1988, se défend, elle aussi, pied à pied, opposant de fortes et constantes dénégations à tous les éléments avancés par les policiers chargés de l'enquête. Une pugnacité encore illustrée par un récent exemple : alors que les enquêteurs, outre la déposition formelle d'un proche témoin, possèdent plusieurs enregistrements des conversations téléphoniques qu'elle a eues avec Bruno Dassac, il faudra deux mois au juge d'instruction du Havre, M. Michel Beaulier, pour que l'inculpée admette enfin avoir connu Bruno Dassac.

#### Chercher l'argent

Ne rien céder et jouer de toutes les ressources de la procédure. Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, après un premier refus, confirmé en appel, d'une demande de mise en liberté, a engagé aussitôt un pourvoi devant la Cour de cassation. Puis elle a entrepris une action en suspension légitime contre le juge saisi, au motif que ce dernier aurait manqué d'éléments pour justifier son inculpation et sa mise en détention.

Dans le dossier de l'assassinat de Jacques Perrot, confié à M. Alain Verleone, juge d'instruction à Paris, M<sup>me</sup> Cons-Boutboul n'est que témoin. Un témoin qui ignore, comme d'ailleurs Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, partie civile que pour cette raison le juge Verleone se garde de convoquer, ce que contiennent les procès-verbaux.

Les investigations des enquêteurs pourraient, dans cette affaire, se résumer en une formule : chercher l'argent. Depuis quatre ans, c'est en tout cas la seule méthode qui ait donné quelque résultat. Dernière découverte : un compte en Suisse ouvert au nom d'un ancien médaillé olympique, mais utilisé surtout par Marie-Elisabeth Cons-Boutboul. Marcel Rozier, champion olympique de saut d'obstacles à Montréal, en 1976, et titulaire d'un compte ouvert à la Allgemeine Bank Nederland de Genève, a assuré, à la sortie de son audition par les policiers du SRPJ de Rouen, que « les gens sont mal informés », mais les liens entre M<sup>me</sup> Cons-Boutboul et lui demeurent.

Cette découverte est due à la perspicacité de la justice suisse qui a accepté d'en faire bénéficier le juge d'instruction français. Entre 1985 et 1989, Marie-Elisabeth Cons-Boutboul avait fait, sur son compte, une dizaine d'opérations d'un montant de près de 2 millions de francs suisses. Un citoyen suisse, ancien fondé de pouvoir à la banque Clariden de Genève, Michel Constantin, avait joué les intermédiaires. Sous le nom de code de Nitram, il avait fait plusieurs retraits et versements au bénéfice de l'ancienne avocate. Il semble bien que Marcel Rozier n'ait prêté son compte bancaire que par complaisance, pour permettre à une amie de continuer ses affaires. Particulièrement surveillé depuis le meurtre de Jacques Perrot, Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, en effet, avait solé ses comptes bancaires qui risquaient d'être découverts par la police.

Le médaillé de Montréal n'a pu, en revanche, expliquer les motivations psychologiques qui l'ont poussé à faire confiance à une femme déjà convaincue d'escroquerie par ses pairs.

Fondé de pouvoir dans une banque genevoise privée, Michel Constantin n'avait, jusqu'en juillet dernier, jamais manqué de fidélité à Marie-Elisabeth Cons-Boutboul. Régulièrement, il lui apportait en France de l'argent frais, sans même que ses frais de voyage soient remboursés. Dès le lendemain du meurtre de Jacques Perrot, les enquêteurs, qui avaient découvert l'un des comptes de M<sup>me</sup> Cons-Boutboul, avaient fait interroger Michel Constantin à Genève. A quatre reprises, ce dernier avait nié connaître l'ancienne avocate. Récemment une cinquième fois, après le meurtre de Bruno Dassac cette fois, il a finalement reconnu avoir versé, sur la demande de Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, quelque 140 000 francs sur le compte de Bruno Dassac.

Michel Constantin qui est, depuis, inculpé de faux témoignage n'a pas fourni d'explication sur ce transfert de fonds.

GEORGES MARION

## FAITS DIVERS

Huit jeunes gens interpellés dans l'Isère pour piratage informatique

### « Le passage du jeu au vol »

Depuis le début de l'année, les gendarmes de Saint-Marcellin (Isère) ont interpellé huit jeunes âgés de dix-sept à vingt ans. Il leur est reproché d'avoir piraté plusieurs centaines de jeux informatiques. L'un d'eux a été inculpé de contrefaçon et placé sous contrôle judiciaire. Alors que le piratage bénéficie d'une certaine indulgence auprès du public, qui ne déteste pas voir des « petits génies » triompher des verrous industriels, cette affaire, dont le préjudice s'élève à plusieurs centaines de millions de francs, vient rappeler que l'on ne badine pas avec le droit d'auteur, même en matière de jeu.

LYON

de notre bureau régional

« Ils ne pensaient pas à mal ! protestent les parents des jeunes pirates interpellés par l'unité de recherche de la gendarmerie de Saint-Marcellin. De toute façon, la copie de disquettes est courante : il suffit d'ouvrir la presse spécialisée pour découvrir des conseils de piratage. » De fait, certains journaux n'hésitent pas à tirer « Crackes avec plus d'astuce ! » et à fournir des indications permettant de « débloquer » les protections posées sur les disquettes. Tous les lecteurs de ces revues savent que les

annonces proposant des échanges de logiciels sans prédiser la mention « originaux » concernent des copies.

C'est « surtout pour s'amuser », estiment les enquêteurs, que Cyrille s'est livré à un piratage qui lui vaut, aujourd'hui, d'être inculpé de contrefaçon, importation et exportation d'ouvrages contrefaits, et d'encaisser une peine allant de trois mois à deux ans de prison. Ce jeune homme, âgé de dix-neuf ans, élève « sans histoires », selon ses professeurs, en CAP d'imprimerie dans un lycée professionnel de Grenoble, est un passionné d'informatique. Il passait un certain nombre d'heures sur son ordinateur, à l'Albonc, une commune de 850 habitants proche de Saint-Marcellin, où habitent ses parents.

Cyrille achetait des jeux coûtant entre 300 F et 4 000 F, faisait sauter leur protection, les dupliquait et les revendait au chèque de leur prix à d'autres « mordus » de l'informatique. Presque tous équipés d'un ordinateur Atari 820-ST, au prix relativement modeste. Sept d'entre eux se trouvaient dans la région, en Isère et en Savoie. Mais les jeunes pirates ne se contentaient pas de copier : ils communiquaient surtout par l'intermédiaire de revues spécialisées.

La vente des disquettes dupliquées semble avoir fait bouillir de la neige : les enquêteurs ont retrouvé au domicile de Cyrille des correspondances

avec des Suisses, des Belges, des Allemands, des Danois ou des Suédois. Ce sont d'ailleurs des douaniers suisses qui, après avoir repéré un colis suspect, ont alerté la police française. Le paquet, expédié de Vinay, dans l'Isère, contenait 18 disquettes et une lettre portant l'en-tête de « the CKD-international », nom du réseau animé par Cyrille. Par la suite, les enquêteurs ont retrouvé plusieurs centaines de disquettes piratées, mais ils pensent qu'ils en auraient découvert bien plus s'ils avaient suivi toutes les ramifications du réseau.

#### Pas de génie dans la copie

Quatorze sociétés françaises de conception de jeux informatiques auraient fait les frais de l'opération, estiment les gendarmes de Saint-Marcellin. L'une d'elles, Infogrames, établie à Villeurbanne, a reconnu ses propres logiciels, bien que leur en-tête ait été modifié. Celui-ci était le plus souvent remplacé par la mention « CKD-international » et accompagné d'un message en anglais indiquant : « Le groupe des crackers CKD est fier de vous présenter le jeu Y. Jeu cracké par Z. Remerciements à N. pour la fourniture du programme original... »

Infogrames estime avoir subi un très lourd préjudice financier : les logiciels, dont le développement coûte environ 1 million de francs et demande un an de travail, étaient, en effet,

copiés dès leur lancement et vendus sur un marché parallèle. « Notre industrie risque de mourir du manque de protection », indique le PDG d'Infogrames, M. Christian Bonnell. Si la loi autorise la reproduction d'une disquette, à des fins de sauvegarde, elle interdit de refaire la matrice d'une disquette et de commercialiser les duplicatas.

Pour refaire une matrice, il faut isoler la protection mise sur la disquette, la supprimer et lui substituer un programme-matériau. Ce démontage demande une bonne quarantaine d'heures de travail, estime M. Bonnell. « Il est exigé une bonne connaissance des systèmes informatiques, mais il n'y a pas besoin d'être génial pour faire ça. C'est dans la création que s'exerce le génie, pas dans la copie. »

Infogrames s'est portée partie civile pour rappeler qu'il existe un droit d'auteur en matière de création informatique. « Nous sommes désolés que des jeunes se retrouvent dans cette situation. Nous ne souhaitons pas qu'ils aillent en prison. Nous proposerons, par exemple, qu'ils fassent un travail d'intérêt général dans notre société. Et s'ils sont vraiment géniaux, nous n'hésiterons pas à les embaucher, déclare M. Bonnell. Mais nous voulons que les parents, les éducateurs et les enseignants prennent enfin conscience qu'en piratant des programmes on passe du jeu au vol. »

RAFAËLE RIVALS

## DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

### Il y a toujours moyen de dialoguer

LE PRÉSENTATEUR. — Bienvenue sur le plateau de l'« Échange », STI, a une chaîne qui donne l'exemple, en cette rentrée difficile, c'est bien la nôtre, en montrant qu'il y a toujours moyen de dialoguer... Qu'est-ce qu'il y a encore ?

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Un ouvrier comme mon mari gagne 4 800 francs par mois. On peut vivre avec ça, je vous pose la question, on peut vivre ?

LE PRÉSENTATEUR. — Vous l'avez déjà dit. Il faut que nous avançons.

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — 4 800 francs pour cinq personnes, je voudrais vous y voir !

LE PRÉSENTATEUR. — Vous aurez la parole... Sont donc réunis pour débattre, et je les en remercie, un cadre non gréviste, M. La-voix-de-son-maitre, un conseiller « managérial », un philosophe « nouveau », un pay « d'industrie », un représentant du gouvernement, et un économiste « distingué », qui nous dira si une augmentation massive comme celle qui est demandée ne risque pas...

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — 4 800 francs par mois, vous trouvez ça juste ?

LE PRÉSENTATEUR. — ... Si cette augmentation, dis-je, est compatible avec l'état du marché mondial. Qui veut prendre la parole ?

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Même pas 5 000 !

LA VOIX-DE-SON-MAITRE. — Je voudrais juste faire observer au commencement que l'atelier HC1 a été entièrement repeint en vert pâle et que...

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Je reconnais Monsieur, c'est lui qui est venu chez nous le lendemain que mon mari a été blessé, pour lui dire de retourner tout de suite à l'usine, sinon... et aussi de « bien voter » aux élections syndicales, c'est lui...

LA VOIX-DE-SON-MAITRE. — Je venais prendre des nouvelles, et voilà le remerciement !

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Si on parlait chiffres ?

LE PRÉSENTATEUR. — Vous vous êtes largement exprimé, là-dessus : il n'y a pas que les chiffres, dans le monde en mutation où nous sommes.

LA VOIX-DE-SON-MAITRE. — Je vous remercie de la souligner. Tenez : la direction du personnel a été remplacée par une direction des relations humaines. Ce n'est pas une révolution, ça ?

CONSEILLER MANAGERIAL. — L'idée est même venue de notre cabinet ! Il n'y a pas de doute que l'avenir n'est plus aux relations nées du passé. Une structure dialogale doit être mise en place, et...

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Ce ne changera rien au fait que 4 800 francs, c'est 4 800 francs !

LE PSY-INDUSTRIEL. — Ces revendications quantitatives cachent en réalité une pulsion parricide, qui prend chez Madame un caractère répétitif, compulsif, quasi hystérique. A travers le patron qu'elle accuse de la honte de trop gagner et de la faillite, c'est le père que Madame veut supprimer. Et à travers le père, bien sûr, c'est la rationalité industrielle qui est visée, l'institution sociale tout entière.

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Ça veut dire quoi, tout ça ? 4 800 francs, je voudrais vous y voir !

LE PHILOSOPHE NOUVEAU. — Je remercie notre psychologue de déceler les vrais enjeux sous-jacents, les non-dits de cette crânerie numérale. A entendre Madame, à voir le ridicule que ses chiffres jettent sur nos analyses post-modernes, on se croirait revenu au temps maudit de Brecht, dont je croyais pourtant avoir prouvé, dans Brecht est mort, qu'il menait droit au totalitarisme. Vous désirez résumer la lutte des classes, Madame, c'est ça ? C'est le Goulag que vous voulez ? Dites-le !... Voilà ce que c'est, Monsieur le Ministre, de décorer les marxistes Dort et Garra !

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — C'est qui ? Nous, c'est les salaires qui vont pas, un point c'est tout.

LE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT. — Je tiens à préciser que je ne suis pas ministre, seulement attaché de cabinet. Nous voilà loin du vrai débat, n'est-il pas vrai ? L'Etat ne saurait intervenir dans une négociation privée. Nous sommes pour le dialogue, c'est pour nous une ardente obligation ; mais nous sommes aussi pour les grands équilibres économiques et pour le respect des règles. Nous sommes dans un pays de droit, et...

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — C'est un pays comme vous dites, quand une famille doit se débrouiller avec 4 800 francs ? Si j'avais eu, j'aurais pas voté pour vous. 4 800 francs, c'est décent, ça ?

LE PRÉSENTATEUR. — Nous allons devoir retourner à Cognac-Jay pour les résultats du Loto, alors, vous qui êtes économiste, un mot de conclusion.

L'ECONOMISTE DISTINGUE. — Je vais vous surprendre, mais quoi ! il n'y a pas d'avancée vers l'Europe, qui est à nos portes, ni vers la fin du siècle, qui, je ne crains pas de le dire, est pour demain, il n'y a pas d'avancée significative, et je pleure mes mots, si on n'admet pas que 4 800 francs, bon, d'accord, c'est pas beaucoup...

PLUSIEURS. — Quel courage !

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Qu'est-ce qu'il dit ?

L'ECONOMISTE DISTINGUE. — Mais il est vrai aussi qu'un bon patron, c'est d'abord une question de talent, et le talent, comme l'a reconnu un très haut personnage de l'Etat, ça se paie ! Ainsi, moi, je ne rougis pas de...

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Il faut du comme vous dites, pour poser des rivières ! 4 800 francs, ça veut dire quoi ? Qu'on est des moines que rien, des merdes ?

L'ECONOMISTE DISTINGUE. — Je ne vous ai pas interrompu. Il est vrai aussi que nous ne pouvons faire abstraction de l'environnement international. Nous sommes en état de guerre économique. Ce n'est pas de ma faute si l'augmentation des faillites coûte plus cher que celle des foras. Les pauvres ont contre eux d'être trop nombreux...

PLUSIEURS. — Quelle objectivité !

L'ECONOMISTE DISTINGUE. — Si nous lâchons sur les bas salaires, l'inflation annule l'effet produit, le marché tombera aux mains des japonais, et des dizaines de milliers d'emplois disparaîtront. C'est cela que vous voulez, chère Madame ?

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Ça que je veux, c'est plus de 4 800 francs ; le reste...

LE PRÉSENTATEUR. — Eh bien voilà, je crois que nous avons fait le tour de la question et que tout le monde a pu largement s'exprimer. Je vous donne rendez-vous mardi prochain pour un nouveau « Parloir » consacré aux huiles solaires. En attendant, voici votre journal, avec, je crois, deux bonnes nouvelles pour nos téléspectateurs...

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — Pour nos salaires ?

LE PRÉSENTATEUR. — La Bourse enregistre une hausse sensible, et l'anticyclone des Aigres nous promet un week-end ensoleillé. C'était : « Des augmentations de salaires, pour quel faire ? ». Bonne nuit à tous. A vous les studios !

LA FEMME - QUI - NE - PEN - SAIT - QU'A - L'ARGENT. — 4 800 francs, c'est normal, ça ?

UNE VOIX. — Coupez !

## SOCIÉTÉ

## SCIENCES

Coup d'envoi en Californie d'un projet colossal

## Des centaines de généticiens vont mettre en carte le patrimoine héréditaire de l'humanité

Le premier congrès international sur le projet américain « Génome humain » est réuni à San-Diego (Californie) du 2 au 4 octobre. L'objectif de ce programme est de dresser la carte du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine, avec des conséquences médicales, scientifiques et éthiques encore incalculables.

SAN-DIEGO (Californie)

de notre envoyée spéciale

La plus grande aventure biologique du siècle se joue sans doute là, à quelques kilomètres du désert mexicain. Plusieurs centaines de généticiens y sont venus du monde entier pour jeter les bases d'un des programmes les plus ambitieux que la science ait jamais conçus : localiser, identifier et, à terme, analyser l'ensemble de nos gènes, ces fragments d'ADN (acide désoxyribonucléique) qui forment l'alphabet de la vie tout au long de nos quarante-six chromosomes.

Il y a vingt ans, l'idée même d'une telle entreprise relevait de la science-fiction. Aujourd'hui, grâce au formidable développement de la biologie moléculaire, le décryptage du livre des gènes humains n'est plus qu'une question de temps, et de moyens. A la clé, la compréhension et le dépistage, voire la prévention, des milliers de maladies génétiques humaines répertoriées à ce

jour, et un outil d'une puissance sans précédent pour mieux connaître – de la différenciation sexuelle au vieillissement, en passant par l'évolution des espèces – les mécanismes moléculaires du vivant.

Aux Etats-Unis, d'où tout est parti, institutions gouvernementales et privées se déclarent prêtes à investir, pour les quinze années à venir, quelque 3 milliards de dollars (plus de 18 milliards de francs) pour l'exploration du génome humain. Mais le pari sera tenté à l'échelle planétaire. Passés les premiers tâtonnements et les innombrables hésitations, les communautés scientifiques du monde entier se sont lancées dans la course, comme en témoigne la présence de quelque cinq cents congressistes cette semaine à San-Diego.

Cancer, diabète, hémophilie...

Cent millions de dollars (650 millions de francs) distribués pour la seule année 1989 par le National Institute of Health (NIH) et le département pour l'énergie américaines. 15 millions d'euros (plus de 150 millions de francs) proposés pour les trois ans à venir par la Commission des Communautés européennes, dans le cadre du grand programme « Médecine prédictive ». Un projet à long terme étudié par le gouvernement japonais, tablant sur l'investissement d'au moins 10 milliards de

yens (520 millions de francs) pour les dix prochaines années. 20 millions de roubles (plus de 200 millions de francs) consentis par les autorités soviétiques... L'exploration de notre hérité sera longue, coûteuse et internationale, mais l'enjeu est colossal, et les connaissances déjà acquises sont en croissance exponentielle.

Sur les 50 000 à 100 000 gènes contenus dans nos chromosomes, seuls 64 étaient identifiés en 1973. Douze ans plus tard, on en comptait plus de 1 000. A ce jour, 4 500 ont été identifiés et 1 500 localisés de façon plus ou moins précise. Et les recherches s'accroîtront encore dans les années à venir, puisque chaque gène repéré sur un chromosome permet d'en découvrir un autre à proximité.

Du cancer au diabète, en passant par l'hémophilie, la myopathie de Duchenne ou la maladie d'Alzheimer, on recense actuellement trois mille cinq cents maladies humaines dans lesquelles sont impliqués des défauts génétiques. Pour le moment, seuls les gènes correspondant à quelques dizaines d'entre elles ont été localisés, isolés et étudiés. Mais, là encore, les recherches s'accroîtront, comme en témoigne l'identification, annoncée il y a quelques semaines, du gène de la mucoviscidose.

Or connaître la structure du gène responsable d'une maladie signifie pouvoir déchiffrer la fonction pour laquelle il est programmé. Et donc, à plus ou moins long terme, déchiffrer les rouages biochimiques de la pathologie dans laquelle il est impliqué. La cartographie et l'analyse des gènes humains apparaissent ainsi particulièrement prometteuses pour le diagnostic et le traitement d'innombrables maladies héréditaires devant lesquelles la médecine se trouve aujourd'hui désarmée.

Six mille hommes pendant dix ans

Reste l'ultime étape, le plus ambitieux avant de ce gigantesque pari : le séquençage intégral de l'ADN humain – autrement dit, le décryptage, une à une, des trois

milliards et demi de paires de bases (les composants élémentaires de l'ADN) contenues dans nos chromosomes. De quoi remplir deux mille volumes de cinq cents pages chacun, et mobiliser, au rythme actuel des techniques, près de six mille hommes à temps plein pendant dix ans... Le projet va, cette fois, bien au-delà de la cartographie des gènes proprement dite, puisque ces derniers ne représentent, en l'état actuel des connaissances, que 10 % de la totalité de l'ADN. Quant au rôle des 90 % restants... il est pour l'essentiel inconnu.

Proposé en 1986 par les Etats-Unis, le projet de séquençage du génome, contrairement à la cartographie physique des gènes, n'est pas encore véritablement sorti des cartons. Sans même parler de sa finalité – à quoi servirait le listing de ce programme informatique dont on ne connaîtrait pas les instructions ? – de nombreux obstacles techniques entravent encore sa réalisation. Mais les congressistes réunis à San-Diego s'accordent à penser qu'il ne s'agit là encore que d'une question d'années, quelques décennies au plus. En Europe comme aux Etats-Unis, plusieurs équipes commencent déjà à « se faire la main » sur de petites portions de chromosomes humains, ou encore sur l'ADN de micro-organismes, tels la levure ou le colibacille. Enfin, le projet de séquençage de génomes humains s'est déjà officiellement, en septembre 1988, d'une structure internationale, Human Genome Organization (HGO), qui se chargera de favoriser la communication et la coordination des travaux mondiaux dans ce domaine.

Tout cela n'ira pas, on le devine, sans poser d'innombrables problèmes éthiques et moraux. Quelle politique de santé, quelles discriminations professionnelles et sociales risquent de surgir si chaque individu se retrouve doté d'une carte génétique ? Aux plans légal, éthique et philosophique, les portes de nos chromosomes s'ouvrent sur un monde encore inconnu.

CATHERINE VINCENT

## CATASTROPHES

Un an après la catastrophe qui l'a frappée

## La ville de Nîmes étudie un plan anti-inondations

Le 3 octobre 1988, Nîmes était inondée par un torrent furieux. Le bilan de cette catastrophe a été de onze morts, cinquante blessés, et 4 milliards de francs de dégâts.

Commentant ce bilan, le lundi 2 octobre, M. Jean Bousquet, maire (UDF) de Nîmes, a rendu hommage à la solidarité des Français : cinq mille personnes sont venues de toute la France pour aider à remettre en état la commune et plus de 70 millions de francs sont arrivés sous la forme de plus de cent quarante mille chèques. En revanche, M. Bousquet attend toujours le décaissement de l'aide de 100 millions de francs accordés par l'Etat : seuls 30 millions ont été perçus.

Une polémique oppose le maire au président du conseil général, M. Gilbert Bannet (maj. prés.). Le premier reproche au second une mauvaise répartition des aides financières, d'un montant de 16,8 millions de francs, reçues par l'assemblée départementale. M. Bousquet a saisi le procureur de la République en juillet dernier. Le président du conseil général a affirmé que toutes les « affectations d'argent avaient été faites en séance publique et votées à l'unanimité » et qu'il allait « saisir la Cour régionale des comptes afin qu'elle vérifie la destination des sommes recueillies par le conseil général, mais aussi par la ville de Nîmes ».

## RELIGIONS

La visite de l'archevêque de Cantorbéry au Vatican

## Anglicans et catholiques constatent leurs désaccords

Le mariage n'est pas pour demain. Les « deux fiancées », catholique et anglicane – pour reprendre l'image employée au Vatican par le Dr Robert Runcie – se sont séparés, lundi 2 octobre, sur un constat de désaccord, malgré une volonté de dialogue et des progrès dans le rapprochement entre les deux Eglises.

ROME

de notre correspondant

Après quatre jours d'échanges et six entretiens privés, « la question de la pratique de l'admission des femmes à l'ordination dans quelques provinces de la communion anglicane empêchant la réconciliation entre nous », ont déclaré dans un communiqué conjoint le primat anglican, archevêque de Cantorbéry, et Jean-Paul II. Certes, reconnaissent-ils, « des progrès ont été faits en direction d'un accord sur la signification de l'Eucharistie et de l'ordination ». Mais « ces différences dans la foi reflètent d'importantes différences théologiques et nous encourageons les membres de la commission internationale anglicane-catholique [chargée d'étudier et d'expliquer les divergences doctrinales entre les deux Eglises...] à ne pas les minimiser ». Simultanément, poursuit le communiqué, « nous les exhortons aussi à n'abandonner ni leur

espoir ni leur travail pour l'unité. Au début du dialogue, établi ici à Rome en 1966 (...), personne n'avait vu clairement comment les longues divisions héritées du passé seraient dominées et comment l'unité dans la foi pourrait être atteinte ».

Le Dr Runcie et Jean-Paul II l'avaient humblement : « Nous n'apercevons pas nous-mêmes une solution à cet obstacle » (l'ordination des femmes). Mais ils affirment « solennellement » se « réengager personnellement », « ainsi que ceux que nous représentons, à la restauration de l'unité visible et d'une pleine communion ecclésiale ».

Accusé de « trahir le protestantisme » par le pasteur irlandais Ian Paisley – qui a bruyamment manifesté sa colère à Rome durant toute la visite de l'archevêque anglican –, le Dr Runcie, au cours d'une brève conférence de presse, a précisé qu'en se prononçant dimanche pour la « primauté universelle du pape » sur tous les chrétiens, il n'avait pas l'intention de violer la constitution du Royaume-Uni. Celle-ci fait en effet de la reine l'autorité suprême de la confession anglicane. « Je me réfère à un leadership spirituel du pape », a répété le Dr Runcie. Dans son esprit, cela n'implique pas une suprématie temporelle et ne suggère pas non plus que le pape doive administrer les affaires de l'Eglise d'Angleterre.

P. C.

## Un œcuménisme par le haut

APRÈS quatre siècles d'ignorance et d'anathèmes, le dialogue a progressé entre les héritiers d'Henri VIII et l'Eglise romaine, mais la réconciliation n'est pas pour demain. La visite officielle du docteur Runcie au Vatican – la première du chef de l'Eglise anglicane depuis douze ans – a confirmé le rapprochement œcuménique amorcé par la rencontre de 1986 entre son prédécesseur, le docteur Ramsey, et Paul VI. Mais elle a aussi montré la fragilité et les limites de ce dialogue.

Jean-Paul II avait fait, le premier, le pèlerinage de Cantorbéry, en 1982. Le primat de l'Eglise anglicane, qui vient de lui rendre la politesse, a accompli à son tour un geste riche en symboles en assistant, à la basilique Saint-Pierre, à la messe du pape. Sur sa lancée, il a exprimé le souhait de voir l'évêque de Rome, comme au temps de l'Eglise indivise, joindre d'une « primauté universelle » sur l'ensemble du monde chrétien, comme signe visible de restauration de l'unité.

de Léon XIII déclarant, en 1896, invalides toutes les ordinations anglicanes, est restée en vigueur.

La déclaration commune publiée lundi prend acte de ces divergences et même de leur aggravation. La communion anglicane reconnaît à chacune de ses Eglises membres le droit d'ordonner des femmes prêtres et même, depuis un an, des femmes évêques. Parce qu'elles contredisent les traditions catholique et orthodoxes, ces ordinations féminines constituent un obstacle majeur sur la route de l'unité. Jean-Paul II vient de le rappeler avec fermeté, mettant ainsi l'archevêque de Cantorbéry dans une situation encore plus intenable qu'avant : attaqué sur sa droite par les extrémistes protestants anti-papistes, le docteur Runcie l'est aussi sur sa gauche par les partisans de l'ordination des femmes dans l'Eglise d'Angleterre.

HENRI TINCQ

## EN BREF

□ Un astronaute européen sur la navette américaine en 1991. – Claude Nicollier, quarante-cinq ans, astronaute de l'Agence spatiale européenne (ESA), de nationalité suisse, a été désigné pour embarquer comme « spécialiste mission » sur le vol STS 46 de la navette spatiale américaine. Au cours de cette mission prévue en principe à partir du 15 mai 1991, et qui devrait durer sept jours, l'équipage larguera dans l'espace la plate-forme automatique Euroca de l'ESA destinée à la réalisation d'expériences en microgravité.

□ Restaurant scolaire en grève à Saint-Germain-en-Laye. – Mille sept cents élèves du lycée Marcel Roby de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) sont mis à la diète forcée, à partir de mardi 3 octobre, par suite de la grève des agents cuisiniers de cet établissement. La grève ne concerne pour l'instant que le restaurant scolaire, mais le malaise touche trente-six agents du service chargé de l'entretien, de la sécurité et du chauffage de cette cité scolaire qui compte plus de deux mille deux cents élèves. Trois postes d'agents ont été supprimés à la dernière rentrée, alors que cent soixante-dix élèves supplémentaires étaient accueillis. Les élèves ont été priés d'apporter un « repas froid ».

## CAMPUS

## L'Observatoire prend forme

Annoncé en fanfare, le 29 septembre 1988, par le premier ministre et le ministre de l'éducation, l'Observatoire national de la vie étudiante ne s'est pas vu. Créé, sur le papier, par un arrêté de février 1989 qui en fixait la mission et la composition, confirmé dans son principe par la loi d'orientation sur l'éducation votée en juin dernier, cet Observatoire émerge lentement des limbes.

M. Lionel Jospin vient seulement de signer l'arrêté nommant, pour trois ans, les vingt et un membres de son conseil. Il sera présidé par M. Etienne Tromé, ancien président de l'université Strasbourg II et ancien premier vice-président de la Conférence des présidents d'université. Autour de lui, on compte dix représentants du monde étudiant nommés sur proposition de leurs syndicats (quatre de l'UNEF-ID, deux de l'UNEF-SE, un du CELF, un de l'UNI et deux des associations indépendantes), deux représentants des mutualités étudiantes (MNEF et SMEREP) et sept personnalités de l'enseignement supérieur (parmi lesquelles M. Georges Bertrand, président de l'université Toulouse-La Mirail, M. Nadine Forest, présidente de Paris-VII Jussieu, et M. Hubert Couderne, ancien président de Paris-XI-Orsay). MM. Robert Poujade, maire de Dijon et Bernard Derosier, président du conseil général du Nord, représenteront les collectivités locales.

Il reste à nommer les douze membres du conseil scientifique qui sera chargé de lancer des appels d'offres auprès d'organismes de recherche susceptibles de réaliser des études sur la vie étudiante. Un crédit de 2 millions de francs est inscrit au projet de budget de 1990, notamment pour financer ces enquêtes.

G. C.

## Francophonie

Parallèlement au Festival théâtral de francophonie, l'université de Limoges organise jusqu'au 14 octobre plusieurs colloques, sur un thème francophone, ou réunissant sur des thèmes généraux des enseignants et des chercheurs francophones. Au programme : « L'Espace juridique francophone et les droits de l'homme » ; « La terminologie et le vocabulaire littéraire francophone » ; « La français au Moyen-Orient » et un rassemblement d'écrivains de langue française d'une vingtaine de pays, en présence du ministre de la francophonie, M. Alain Decaux.

\* Université de la francophonie, UER de lettres et sciences humaines ; campus de Vauxcelles, 87000 Limoges. Tél. : 55-01-26-19.

## Droit de l'agriculture

Un DESS de droit de l'agriculture est créé à l'université de Paris-I. Il prépare notamment à des emplois dans les chambres d'agriculture, les syndicats de gestion, le notariat, les avocats et experts agricoles, les groupements professionnels...

\* Université Paris-I, Centre panthéon. Bureau 308, 12, place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 46-34-97-52 (14 heures à 17 heures).

## ISTH INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954.

"Aux étudiants BACHELIERS, en TERMINALES ou en UNIVERSITÉ, HK" qui se destinent à l'entrée en AP de SCIENCES PO l'ISTH propose deux nouvelles formules de préparation méthodologique adaptées en "COURS DU SOIR" à partir du 15 novembre prochain.

## RÉUNIONS D'INFORMATION ET DE CONSEILS PERSONNALISÉS

les 4, 9 octobre et 7 novembre au Centre AUTELIL, 6, avenue Léon-Helzey, 75016 Paris à 18 h 15. Tél. pour participer à 45.55.59.35 et 42.24.10.72

## Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138



# SCIENCES • MEDECINE

## Radioactivité : les académiciens ne suivent pas les verts

Malgré l'incertitude des chercheurs, l'Académie des sciences estime que les normes françaises sur les faibles doses donnent « une marge de sécurité appréciable »



Mine d'arandam à Pery (France)

**Q**UELS sont les effets des « faibles doses » de radioactivité ? Existe-t-il un seuil à partir duquel on peut considérer le risque comme négligeable ou, éventuellement, nul ? Ces questions divisent les experts depuis près de quarante ans. Mais la polémique a rebondi, il y a peu, avec la publication de données scientifiques nouvelles, qui amènent certains spécialistes à préconiser un abaissement des limites légales d'exposition aux radiations. La CIPR (Commission internationale de protection contre les rayonnements ionisants), qui émet les recommandations sur ces normes – généralement adoptées ensuite par les différents pays – se penche à nouveau sur le sujet pour sa réunion annuelle, cette semaine, à Oxford (Grande-Bretagne).

En France, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a demandé il y a quelques mois à l'Académie des sciences de se livrer à un exercice similaire. « Il nous fallait un avis de scientifiques indépendants sur une question très complexe », explique-t-il au ministre. Un point de vue précieux dans la mesure où un débat sur l'énergie devrait avoir lieu fin novembre à l'Assemblée nationale, alors que M. Curien doit préparer avec M. Roger Fauriol, ministre de l'Industrie, une communication sur l'avenir de l'électromécanique et du CEA. Des sujets qui provoqueront probablement des questions sur la sécurité.

L'Académie des sciences a constitué une commission composée de médecins et de physiciens, présidée par le professeur Jean Bernard, et composée de MM. André Blanc-Lapierre, Raymond Castaing, Pierre Galle, Raymond Latarjet et Maurice Tubiana. Dans leur projet de rapport, soumis pour avis à plusieurs

spécialistes français et étrangers, les académiciens rappellent les incertitudes qui pèsent sur les effets réels des faibles doses de radiation. En attendant d'autres études plus précises, écrivent-ils, « il nous paraît prématuré d'accepter des à présent une révision des normes actuelles qui « donnent déjà une marge de sécurité appréciable ». Cependant, concluent les académiciens, « il apparaît dès maintenant justifié de limiter, autant qu'il est raisonnablement possible, les irradiations des travailleurs, et plusieurs mesures pourraient être prises en ce sens ».

### Un seuil de nocivité ?

Les dangers des radiations sont connus depuis le début de ce siècle, dès que les rayons X, découverts par Röntgen en 1895, furent utilisés. Ce sont même les sévères atteintes cutanées et les leucémies découlant des premières radiographies qui ont convaincu les autorités de la nécessité d'instaurer des normes, et de créer la CIPR en 1928. Cela dit, la radioactivité – les scientifiques parlent de « radiations ionisantes » – fait partie de la nature. Entre rayons cosmiques, radioactivité du sol et radon (1), un individu « moyen » reçoit chaque année une « dose » de 2,5 millisieverts (2), plus de trois dans certaines régions granitiques.

Ce « fond de rayonnement naturel » représente 2/3 des rayonnements reçus chaque année par l'homme de la rue. Ces statistiques concernent évidemment un hypothétique « individu moyen » dont l'existence est purement abstraite. Et, entre un villageois de la brousse africaine, un riverain de Tchernobyl, un travailleur du nucléaire ou un médecin radiologue, les doses reçues varient considérablement.

La désintégration des atomes des substances radioactives produit en

effet des particules qui « bombardent » les cellules vivantes et, selon les cas, les tuent, cassent l'ADN de leur noyau et les rendent éventuellement cancéreuses, ou les traversent sans causer de dommages. L'effet des radiations ionisantes dépend donc du nombre de cellules touchées, donc de l'intensité du « bombardement ». Si les dégâts causés par les fortes doses sont bien connus – et incontestés –, il n'en est pas de même des faibles doses. Pour certains experts, ils ne peuvent pas être nuls. D'autres soutiennent, comme nous l'avons vu, qu'ils pourraient donc exister, selon que l'ADN possède une certaine capacité (limitée) de « réparation spontanée ». Un « seuil » de nocivité pourrait donc exister, selon eux. Certains vont même jusqu'à affirmer qu'une irradiation légère pourrait avoir des effets bénéfiques, c'est l'« hormésis ». Une hypothèse qui n'a jamais été considérée comme vraiment sérieuse et qui a été très peu étudiée, malgré certains phénomènes curieux, observés en laboratoire.

### Les « cobayes » d'Hiroshima

Pour tenter d'éclaircir le débat, les scientifiques ont lancé la plus grande enquête épidémiologique jamais réalisée dans le monde, sur les deux cent cinquante mille survivants des explosions atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Environ quatre-vingt-dix mille d'entre eux, soigneusement sélectionnés, sont suivis médicalement depuis maintenant plus de quarante ans. Une étude particulièrement soignée : à la fin des années 50, on est allé jusqu'à faire explorer des bombes nucléaires dans le désert du Nevada pour mesurer en « vraie grandeur » les doses qu'elles avaient reçues en fonction de leur distance au centre de l'explosion, et pour tenir compte de l'absorption des

murs. Deux maisons japonaises remplies de capteurs furent construites spécialement sur le champ de tir. Des « modèles » informatiques prennent en compte la position des individus (d'après leurs souvenirs) au moment de l'explosion, la distance de la source, l'environnement dans lequel ils se trouvaient, le taux d'absorption des différents organes du corps selon le type de rayonnement, etc. Au total, trois minutes de traitement par personne suivi sur un gros ordinateur !

C'est à partir de ces données, confrontées à celles d'autres études, sur les travailleurs exposés professionnellement, ou les malades traités par irradiation, par exemple, que les membres de la CIPR ont établi leurs normes. Ces dernières ne sont cependant que le résultat d'une série d'estimations. Premier problème : les rescapés d'Hiroshima et de Nagasaki ont subi une irradiation forte ou moyenne, ou faible mais courte. Qu'en est-il des effets des irradiations faibles mais prolongées, ou fragmentées (comme pour les travailleurs intervenant sur des réacteurs) ? On n'en sait trop rien, sinon qu'elles sont moins nocives.

« Le facteur de correction est sans doute compris entre un demi et un dixième », lance un expert, désabusé. Dans le doute, la CIPR a extrapolé linéairement la droite indiquant la relation dose-effet pour les irradiations fortes, estimant se donner ainsi une bonne marge de sécurité.

Le « coefficient de risque d'induction d'un cancer entraînant la mort » ainsi obtenu a été ensuite comparé aux taux de mortalité par accident dans les industries réputées « sûres », comme la métallurgie par exemple, considérée comme un « niveau de risque acceptable ».

Les limites ainsi tracées ne constituent donc nullement un seuil au-dessous duquel le danger est nul. Elles délimitent, en revanche,

un risque qui, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, peut être considéré comme statistiquement nul ou infime à celui des activités industrielles courantes. On peut en déduire ainsi, que, tant que ce seuil n'est pas dépassé, la fabrication d'électricité dans les centrales nucléaires ou la radiographie qui permet de détecter une fracture ne sont pas plus dangereuses que la plupart des activités quotidiennes de l'homme de la rue. Les normes proposées par la CIPR sont actuellement de 50 mSv par an pour les travailleurs, et de 1 mSv par an pour la population générale. (La différence s'explique par le fait que la population est susceptible de subir ce niveau toute une vie vingt-quatre heures sur vingt-quatre, alors que les travailleurs ne sont exposés que huit heures par jour pendant quarante ans, au maximum.)

### L'effet Tchernobyl

Jusqu'en 1987, la CIPR préconisait que la limite de 1 mSv pour le public pouvait être dépassée temporairement jusqu'à 5 mSv en cas d'accident (c'est le seuil à partir duquel les populations de Tchernobyl ont été évacuées). Mais cette précision a disparu de ces dernières publications, et la tendance est actuellement à un abaissement des normes. De nouvelles études ont en effet montré que la marge que les membres de la CIPR avaient voulu se donner est probablement inférieure aux premières estimations. Ces dernières sont, de plus, basées sur des observations du pucier d'Hiroshima et de Nagasaki datant de 1976. Or des résultats récents montrent que, si les effets tératogènes (malformations à la naissance) sont probablement moins importants qu'on ne l'avait craint, le coefficient cancérogène pourrait être multiplié par quatre avec l'apparition des cancers tardifs. Pour tenter de recouper ces résultats, le CIRC (Centre international

de recherche sur le cancer, dépendant de l'OMS) a entrepris une étude portant sur plusieurs milliers de travailleurs du nucléaire, dont les résultats devraient être publiés fin 1990 ou début 1991.

Soulignant les incertitudes qui pèsent sur les observations d'Hiroshima et de Nagasaki, les académiciens français estiment qu'il conviendrait d'attendre la publication de travaux comme ceux du CIRC, et d'autres portant, par exemple, sur les suites de Tchernobyl, avant d'envisager une modification de normes déjà dotées, selon eux, de solides marges de sécurité. Un certain nombre d'experts internationaux réclament, en revanche, une réduction de ces seuils d'un facteur d'au moins 2,5. S'ils ne contestent pas le flux scientifique qui continue de régner sur les effets réels des faibles doses malgré les nouvelles données, ils refusent de voir réduire ces fameuses marges, jugées raisonnables en 1977. De plus, soulignent-ils, la mortalité due aux risques professionnels a diminué de près de moitié en France, passant de 1,4 décès pour 10 000 en 1976 à 0,72 en 1987. Il est donc logique, selon eux, de considérer que la notion de « risque acceptable » a évolué dans les mêmes proportions.

L'Académie des sciences reste à contre-courant de la tendance générale, et ce rapport ressemble fort à une arme de guerre du « lobby » nucléaire pour faire pression sur la CIPR. « L'expert en radioprotection doit rester anonyme. Avant de reconnaître qu'il s'agit là d'un débat « philosophique, ou plutôt politique au sens large » beaucoup plus que scientifique. Mais, face à la rousse des partisans de la révision des normes, portés par la montée des Verts et l'« effet Tchernobyl », les industriels ont des intérêts économiques sérieux à défendre. Car, si les ouvriers et les techniciens du nucléaire, dans leur grande majorité, restent en deçà des doses maximales (2,2 mSv en moyenne à EDF), certains travaux, comme les réparations de réacteurs et, surtout, l'extraction dans les mines d'uranium, deviendront beaucoup plus coûteux et difficiles si les normes étaient révisées à la baisse. Cela pose, quelle que soit son issue, l'existence même de ce débat constitue déjà un point extrêmement positif. Et il serait souhaitable que des discussions aussi chaudes aient lieu autour des dangers d'autres substances cancérogènes et tératogènes, en chimie par exemple.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Les radiations d'origine naturelle se décomposent comme suit (pour un « individu moyen ») : radioactivité de certaines substances se trouvant naturellement dans le corps 0,3 mSv ; rayons cosmiques 0,3 mSv ; rayonnement tellurique (venant du sol) 0,7 mSv ; inhalation du radon, un gaz rare exhalé par certaines pierres utilisées pour la construction, 1 mSv. Selon la nature du sol, les radiations telluriques, et surtout les taux de radon dans les habitations, peuvent varier considérablement.

(2) Le Sievert (anciennement rem, le rem : 1 rem = 10 millisieverts) mesure l'équivalent de dose « biologique ». Il permet de comparer l'effet produit sur l'organisme d'une même dose délivrée par des rayonnements ionisants de nature différente.

## Les habits neufs du diabète

Après des années d'immobilisme, plusieurs découvertes importantes ont amené à une approche nouvelle du diabète. La vie des malades s'en trouve-t-elle modifiée pour autant ?

**C'**ÉTAIT une maladie vieillotte, et même un peu honteuse, figée dans des traitements qui rien ne semblait pouvoir bouger. Une série de découvertes ont transformé cette image du diabète, qui bénéficie aujourd'hui des méthodes diagnostiques les plus avancées, issues de la biologie moléculaire. Des techniques ambitieuses de traitement sont à l'étude, et l'approche traditionnelle de la maladie est en pleine révision. Cette impression était particulièrement nette au vingt-cinquième congrès de l'Association européenne pour l'étude du diabète, qui s'est tenue à Liège, une ville de trois mille habitants.

L'histoire du diabète est calquée sur celle d'une hormone, l'insuline, indispensable au métabolisme des glucides et sécrétée par le pancréas. Dès 1923, année où elle est isolée, les diabétiques peuvent, grâce à l'insuline, échapper à une mort certaine. Pour révolutionnaire qu'il soit, ce traitement s'écrite pourtant pas les complications catastrophiques de la maladie, et, pendant de longues années, les diabétiques moururent d'insuffisance rénale, aveugles et amputés des membres inférieurs.

Ce tableau est aujourd'hui obsolète. Une série d'étapes, fondamentales, pratiques et technologiques ont marqué l'histoire moderne du diabète et changé son image.

Ce fut d'abord la mise en évidence du rôle de l'élevation du glucose sanguin dans l'apparition des complications du diabète. Cette découverte, qui ouvrait la voie à la surveillance rationnelle de la glycémie et des apports de glucides, mettait fin à des années de traitement empirique. Ce fut aussi l'industrialisation, dans les années 60, d'un diabète longévité silencieux, indépendant de l'insuline (diabète de type II). Moins grave que le diabète insulino-dépendant, cette maladie n'en est pas moins soumise aux mêmes contraintes de surveillance et de régime.

Plus près de nous, plusieurs avancées allaient radicalement transformer la vie des diabétiques. Il s'agit notamment de l'accès mis par les médecins sur l'éducation de leurs malades. Une véritable révolution silencieuse où les Américains ont investi des budgets considérables sans parvenir, jusqu'à présent, à définir une méthodologie satisfaisante. Plus encore, c'est l'apparition d'appareils permettant

aux diabétiques de surveiller eux-mêmes leur glycémie quotidienne, et donc d'adapter leurs doses d'insuline, qui va bouleverser les conceptions d'un traitement pratiquement impossible pendant cinquante ans. Cette découverte technologique, qui fait du malade un acteur de sa maladie et un partenaire de son médecin, ouvre, pour certains, l'ère de la diabétologie moderne.

Parallèlement, l'insuline, et plus précisément son mode de production, bénéficiait de la révolution du génie génétique. Cette hormone, dont certains craignaient l'épuisement des stocks mondiaux, est aujourd'hui produite en quantités infinies à partir d'une bactérie au patrimoine génétique modifié. Le groupe américain Lilly va d'ailleurs implanter prochainement en Alsace la première usine européenne produisant de l'insuline par génie génétique.

### De l'insuline sans injection

Reste le problème des voies d'administration de l'insuline sur lequel s'opposent parfois médecins et malades. Si le malade rêve d'échapper aux contraintes de la piqûre d'insuline et des contrôles

sanguins quotidiens, les spécialistes, quant à eux, exigent des contrôles stricts et des injections d'insuline fréquentes. Ces exigences sont moins incommodes qu'il n'y paraît, et les pompes à insuline pourraient bien, dans un avenir proche, satisfaire à la fois médecins et malades.

Pourtant force est de constater que les obstacles à une large diffusion de ces pompes sont loin d'être levés : sur 200 000 Français traités à l'insuline, 1 200 seulement sont porteurs d'une pompe. Dotée d'un système mécanique ou électronique, insérée sous la peau ou accrochée en bandoulière, la pompe permet d'injecter au patient des médicaments – et notamment de l'insuline – par quantités programmées. Dernier cri technologique en matière d'administration médicamenteuse, « la pompe à insuline n'est pourtant, souligne le professeur Gérard Cathelineau (hôpital Saint-Louis, Paris) qu'une seringue améliorée. On attend encore le système perfectionné qui saura mesurer la glycémie et, en fonction de ce taux, programmer automatiquement les doses d'insuline à injecter ».

Lire la suite p. 22

cinquante ans de recherche

**CNRS**

**FORUM CNRS - ENTREPRISES**

organisé par  
LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

à la  
Maison de la Chimie  
28 bis, rue Saint-Dominique  
75007 PARIS

**Les 6 et 7 Novembre 1989**

**LES RELATIONS CNRS - ENTREPRISES  
UNE REALITE, DES PERSPECTIVES**

Recherche et compétitivité des entreprises  
Le dialogue Recherche - Industrie  
PME et Création d'Entreprise, Les Grandes Entreprises et le CNRS.

Renseignements : **DVARFORUM**  
CNRS - ISQUAL Anstole France 75700 PARIS

BULLETIN D'INSCRIPTION à retourner à l'adresse ci-dessus :

NOM	SOCIETE
Adresse	

Je m'inscris au FORUM CNRS - ENTREPRISES, les 6 et 7 Novembre 1989  
Je joins un chèque de ..... FFTC comprenant les frais d'inscription et de dépenses  
SOUTIEN CNRS et Associés. SOUTIEN Entreprises

## Une alimentation de bon sens

Pour réduire les risques de cancer, les spécialistes ont peu de certitudes. Ils conseillent surtout de manger de façon équilibrée et sans excès.

Le public américain commence à y être habitué, les Européens un peu moins : chaque année ou presque, outre-Atlantique, une grande institution médicale ou scientifique — l'Académie des sciences, le National Cancer Institute, le Surgeon General, l'American Cancer Society, etc. — publie des recommandations alimentaires visant à réduire le risque de cancer. Largement médiatisées, ces documents préconisent surtout de réduire la consommation de matières grasses et de consommer davantage de fruits, de légumes frais et d'aliments riches en fibres. Il s'agit en général des contre-venances, certaines médecins, diététiciens ou professionnels de l'industrie alimentaire faisant valoir que ces recommandations se fondent plus sur des présomptions que sur des preuves.

Les 21 et 22 septembre dernier, à l'Institut Karolinska de Stockholm, quelques-uns des meilleurs spécialistes mondiaux de ces problèmes se sont réunis pour faire le point sur l'état d'avancée des recherches en matière de nutrition et de cancer. Leur constat est unanime : les certitudes sont rares. Le grand épidémiologiste anglais Richard Peto a beau répéter que 10 à 70 % des cancers pourraient avoir une origine alimentaire, force est de constater que rien aujourd'hui de scientifique n'est établi ne permet d'établir pareille affirmation.

A vrai dire, deux coupables seulement ont été reconnus : l'alcool tout d'abord, surtout lorsqu'il est combiné à l'usage de la cigarette, accroît le risque de cancer de la cavité buccale, du larynx et de l'œsophage en particulier ; l'obésité ensuite, qui semble tout particulièrement exposer au cancer de l'utérus et à celui de la vésicule biliaire.

Pour le reste, il ne s'agit donc que de présomptions. La preuve scientifique de l'existence d'un lien de causalité entre ces composantes alimentaires — qui favorisent ou au contraire qui préviennent l'apparition d'un cancer — n'a jusqu'à présent pu être apportée. On peut

néanmoins les classer par ordre de présomption décroissante :

— les fruits et les légumes frais : leur consommation régulière protégerait, tout au moins en partie, contre l'apparition de plusieurs cancers comme par exemple ceux de l'estomac et du larynx ;

— même chose pour les vitamines A et C ainsi que pour le carotène, qui auraient un rôle protecteur contre les cancers du poumon et de l'estomac ;

— une alimentation riche en fibres (céréales en particulier) serait susceptible de diminuer le risque d'apparition des cancers du côlon ou du rectum.

Reste enfin le difficile problème des matières grasses : pour de nombreux spécialistes, forts de plusieurs études de corrélation, il n'y a pas de doute : c'est dans les pays

où l'on mange le plus gras (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Danemark, Nouvelle-Zélande) que l'incidence des cancers du côlon, du rectum et du sein est la plus forte. A Stockholm, plusieurs chercheurs, à commencer par W. Willett (Boston), n'ont pas de cet avis. Selon ce dernier, études à l'appui, il n'y aurait en particulier aucun lien entre la quantité de matières grasses consommées et le risque de cancer du sein.

### Alcool et tabac

Dans ces conditions, on pourrait penser qu'il est extrêmement difficile, en termes de santé publique, d'élaborer un message à la fois précis et scientifiquement fondé. La chance, si l'on peut dire, veut qu'en matière de prévention il

existe une certaine cohérence entre le cancer et les maladies cardiovasculaires. C'est-à-dire que ce qui vaut pour les uns vaut sans doute pour l'autre. Par exemple, si le rôle néfaste des graisses est sujet à caution dans le cancer, en revanche il ne fait plus de doute que le cholestérol est un des facteurs de risque principaux des maladies cardiovasculaires. On pourrait dire, bien entendu, la même chose du tabac et de l'alcool. Faut-il donc de prévenir spécifiquement, et à coup sûr, l'apparition de certains cancers par une alimentation appropriée, on peut, sans risque de se tromper, faire d'une pierre deux coups et, en mangeant d'une manière équilibrée et sans excès, réduire les risques de deux des pathologies les plus fréquentes.

Cette situation, qui du point de vue de la santé publique ne pose

guère de vrais problèmes, est pour les chercheurs peu satisfaisante. « Nous aimerions, explique le docteur R. Saracci (Centre international de recherche sur le cancer, Lyon), pouvoir établir avec certitude à la fin du siècle toutes les recommandations alimentaires pour tous les types de pathologies chroniques. En outre, il serait souhaitable d'affiner nos données quantitatives, ce qui suppose la mise en œuvre de vastes études prospectives, très coûteuses et dont les résultats ne seront connus que dans plusieurs années. »

La question vaut à tout le moins d'être posée : les études expérimentales ou épidémiologiques ne permettant pas d'apporter la preuve absolue que l'on doit manger moins de graisses, consommer plus de vitamines, de fruits, de légumes, faut-il mettre en œuvre de vastes études prospectives sur différents

régimes et l'apparition des maladies chez des individus normaux, sachant que de telles études nécessitent le suivi de plusieurs dizaines de milliers de personnes pendant au moins dix ans ? Faut-il même aller plus loin et réaliser des études d'intervention qui consisteraient par exemple à prescrire à un groupe de personnes un régime très pauvre en graisses et à un autre groupe un régime très riche en graisses ? On voit bien les problèmes, en particulier d'ordre financier et éthique, que cela pose.

Dans l'attente de résultats de plusieurs études en cours aux Etats-Unis, on se contentera donc des « recommandations » publiées ici ou là, en sachant que si elles ne reposent pas forcément sur des faits scientifiques étayés, elles sont tout de même de bon sens que l'on a tout intérêt à respecter.

FRANCK NOUCH



### Néfaste « food »

Il ne faut pas se faire trop d'illusions : la disparition des fast-foods n'est pas pour demain. Chaque seconde, environ deux cents personnes aux Etats-Unis avalent un hamburger. Au total, outre-Atlantique, 45,8 millions de personnes, soit un cinquième de la population américaine, ont choisi ce type de restauration. De 1970 à 1980, le nombre des fast-foods est passé de 30 000 à 140 000 et leur chiffre d'affaires a augmenté de 300 %. Des écoles, des collèges, des lycées, des bases militaires ont maintenant leur fast-food. En France, mais avec retard, un phénomène similaire est en train de se produire.

Cette civilisation du « Mc-Do », qui va de pair, selon les sociologues, avec l'augmentation du nombre des personnes vivant seules et avec l'accroissement de la proportion des femmes qui travaillent, peut-elle avoir des conséquences sanitaires néfastes ? Va-t-on bientôt s'apercevoir que fast-food rime avec athérosclérose, cancer, obésité ou déficit en vitamines ?

Dernièrement, les plus hautes autorités médicales américaines, à commencer par l'US Surgeon General et le National Institute of Health, ont incité les Américains à réduire dans leur alimentation le teneur en matières grasses et en sel et à accroître les apports

en fibres, en vitamines A et C, et en calcium.

La Société médicale du Massachusetts a voulu se rendre compte, en allant enquêter dans différents fast-foods, de l'apport sur le terrain, de ces consignes (1).

Les résultats, comme on pouvait le craindre, ne sont guère encourageants. Ainsi, 40 à 55 % des calories contenues dans les hamburgers proviennent des matières grasses (l'American Heart Association recommande que cette proportion n'excède pas 30 %). Autre exemple : les « mets » typiques des fast-foods ont une faible teneur en calcium, ce qui, explique le rapport américain, pourrait à la longue exposer au risque d'ostéoporose.

Face à un tel constat, les médecins américains en appellent à la responsabilité des fabricants, en leur demandant d'améliorer la qualité nutritionnelle de leurs produits. En outre, ils souhaitent voir afficher la composition exacte des différents « plats » proposés, de manière que les consommateurs puissent choisir en connaissance de cause.

F. N.

(1) Ce rapport fait l'objet d'un long article dans le *New England Journal of Medicine* daté 14 septembre.

### PARIS-LONDRES

1h45  
entre Roissy  
et Victoria Station?  
Si j'avais su  
je n'aurais pas acheté  
"A la recherche  
du temps perdu."



HORAIRE VALABLE JUSQU'AU 28.10.1989 INCLUS			
PARIS CDG / LONDRES GATWICK		LONDRES GATWICK / PARIS CDG	
JOURS	HEURE	JOURS	HEURE
DU LUNDI AU VENDREDI	06H45	DU LUNDI AU VENDREDI	06H45
DU LUNDI AU VENDREDI	09H00	DU LUNDI AU VENDREDI	09H00
DU LUNDI AU VENDREDI	11H15	DU LUNDI AU VENDREDI	11H15
DU LUNDI AU VENDREDI	13H30	DU LUNDI AU VENDREDI	13H30
DU LUNDI AU VENDREDI	15H45	DU LUNDI AU VENDREDI	15H45
DU LUNDI AU VENDREDI	18H00	DU LUNDI AU VENDREDI	18H00
DU LUNDI AU VENDREDI	20H15	DU LUNDI AU VENDREDI	20H15
DU LUNDI AU VENDREDI	22H30	DU LUNDI AU VENDREDI	22H30

**air europe**

La Business Class de ceux qui savent.

### Les habits neufs du diabète

Suite de la page 21

Ces systèmes, les « sensors », sont actuellement à l'étude, et des pompes totalement automatisées ont été implantées avec succès chez l'animal.

L'implantation d'une pompe automatique régnant en maître absolu sur le métabolisme des glucides suscite cependant des inquiétudes quant à sa fiabilité et à sa sécurité : une panne du système et une fuite d'insuline mettent en effet le malade en danger de mort par coma hypoglycémique. C'est sans doute l'obstacle majeur qui reste à surmonter.

Enfin, pour améliorer le confort des patients, les spécialistes étudient actuellement la possibilité d'administrer de l'insuline sans injection par simple passage à travers la peau : la voie nasale (par pulvérisation) semble prometteuse, encore que son action paraît plus brève et moins précise que la voie injectable.

Comme d'autres maladies, le diabète a également bénéficié des progrès des transplantations. Très spectaculaires, les greffes de pancréas — un millier réalisées à ce jour dans le monde — et les injections de cellules sécrétant de l'insuline ont pour objectif de pallier définitivement le déficit en insuline. La plus séduisante de ces techniques consiste à greffer des cellules des îlots de Langerhans, la zone du pancréas qui sécrète l'insuline. Elle soulève néanmoins de nombreuses difficultés pratiques. Comment isoler et purifier ces cellules ? Où trouver des donneurs ? Enfin, bien que partiellement résolvant les problèmes de rejet, les greffes de cellules sécrétant de l'insuline ne sont pas exemptes de complications. Elles entraînent en effet des réactions de rejet, des infections, des diabètes secondaires, des diabètes indomptables, des diabètes diabétiques, etc. Il s'agit de méthodes encore expérimentales, explique le professeur Catbelleu, en ces lieux du jour où un

diabétique ira sans souci se faire greffer un pancréas.

Alexis que progressivement les techniques thérapeutiques, de nombreuses équipes se sont attachées à découvrir l'origine du diabète. Le professeur Jean Dausset mettait en évidence, grâce au système HLA A, un marqueur génétique de la maladie. Par ailleurs, on sait aujourd'hui que le diabète met en jeu des anomalies immunitaires semblables à celles des maladies auto-immunes, où les cellules toxiques sont plus nombreuses que les cellules protectrices : ce déséquilibre serait responsable de la destruction, par le système immunitaire, des îlots de Langerhans, et du tarissement de la sécrétion d'insuline.

De ces travaux découlent les expérimentations thérapeutiques de cyclosporine, un médicament utilisé pour bloquer les réactions immunitaires précoce et le rejet des greffes. Les expérimentations, commencées dès 1984, sont aujourd'hui interrompues : personne ne connaît les effets à long terme de l'administration prolongée de cyclosporine. De nouveaux protocoles, utilisant des substances moins toxiques dérivées des huiles de poisson, devraient débiter très prochainement.

Greffes, traitements immunosuppresseurs, les enjeux de demain sont clairs. Il s'agit, ni plus ni moins, d'émanciper les diabétiques de leur dépendance à l'insuline. Pourrait les capotir mis en ces nouveaux traitements tardent à se concrétiser.

Pour un temps encore, les diabétiques doivent se contenter des progrès accomplis dans d'autres domaines, certes moins spectaculaires mais qui n'en constituent pas moins une révolution : la maîtrise des complications, et plus particulièrement la prévention de la cécité, des atteintes rénales et des membres inférieurs, ont changé le pronostic et le cours de la maladie. La meilleure preuve en est la récente décision de l'UAP de modifier les contrats d'assurance-vie des diabétiques : depuis avril 1989, les diabétiques indemnes de complications ne sont plus astreints à une surprime.

BÉATRICE BANTMAN

### CE MOIS-CI DANS

SCIENCE **S** Avenir

DOSSIER SPECIAL

**NEPTUNE**

ADIEU VOYAGER-2

Toutes les photos  
et le bilan de douze années  
de découvertes

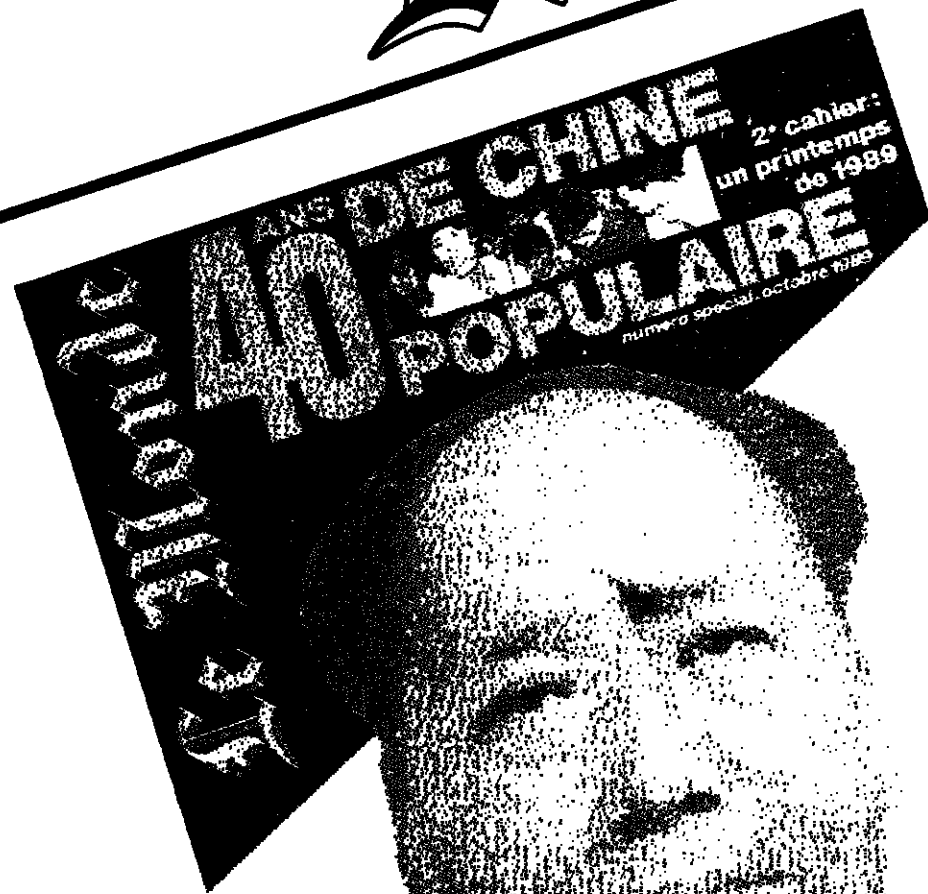
AU MEME SOMMAIRE

ARCHEOLOGIE : SUR LA PISTE  
DU PREMIER AMERICAIN





# Le Monde



# 40 ANS DE CHINE POPULAIRE



**NUMÉRO HORS SÉRIE**  
**48 PAGES — 28 F**

**L** E MONDE a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages sur le vif, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux au moment des faits restituent avec précision le climat de l'époque: de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cent Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les Etats-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

nombreuses  
photos  
et les  
meilleurs articles  
de Robert GUILLAIN

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

**40 ANS DE CHINE POPULAIRE**

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_  
Nbre d'ex. \_\_\_\_\_ X 33 F (frais port inclus) : \_\_\_\_\_ F  
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter à :  
Bulletin et règlement à retourner à :

**LE MONDE**  
Service vente au numéro  
7, rue des Italiens  
75427 Paris Cedex 09

مكتبة المصطفى





## AGENDA

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Le professeur et M<sup>me</sup> Joseph-Marc BAILEZ sont heureux de faire part de la naissance de leur petite-fille

Marie,  
au foyer de  
Bernard et Anne.  
47, avenue du Docteur-Arnold-Nestor,  
75017 Paris.

## Décès

— M. et M<sup>me</sup> Meyer Amram, Casablanca, M. et M<sup>me</sup> Joseph Amram, Casablanca, M. et M<sup>me</sup> Joe Cohen, Paris, Les familles Amram, Bettan, Levy, Hatzidimitriou, Cohen, Kanafo, Salama, Zouari, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, petit-fils, frère, neveu, cousin, parent et allié

M. Fred Ephraïm AMRAM, survenu subitement le 2 octobre 1989, à Neuilly, à l'âge de trente-deux ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 octobre, à 10 h 45, au cimetière nouveau de Neuilly-sur-Seine.

Mise en bière à 10 h 15, au domicile, 100, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le présent avis tient lieu de faire-part.  
4, place Maréchal, Casablanca (Maroc).

— M<sup>me</sup> Bourzeix, son fils, Sa sœur, Et sa famille, font part du décès, à l'âge de soixante-neuf ans, de

André BOURZEIX.  
La cérémonie d'inhumation aura lieu le jeudi 5 octobre, à 15 h 45, en l'église de Saint-François-d'Assise, 92, rue Saint-Carnot, à Vanves (Haut-de-Seine).

— Madeleine Braunan, son épouse, Hugues et Anne-Catherine Ardonin, ses enfants, Luc, Olivier, Laurent et Claude Ardonin, ses petits-enfants, Natacha et Alice Ardonin, ses arrière-petits-enfants, Luc Hachmy, son fils, Cosette et Julien, Jean et Marie-Louise Devonge, son beau-frère et sa belle-sœur, Antoine Rana, Dominique Devonge, Patrick et Geneviève Devonge et leurs enfants, ses neveux et nièces, Marcelle Zouckerman, sa belle-sœur, ont le chagrin d'annoncer le décès de

Pierre BRAUMAN, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 28 septembre 1989.  
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale à Châteauneuf (Loiret).  
29, place de l'Église, 89430 Châteauneuf-les-Tombes.  
4, rue Pierre-le-Grand, 75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Guy Brocard, M. et M<sup>me</sup> François Brocard et leurs enfants, M<sup>me</sup> Cécile Brocard, ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy BROCARD, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier du Mérite agricole, survenu le 28 septembre 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église réformée de l'Annonciation, Paris-16<sup>e</sup>.  
46, rue Cortambert, 75016 Paris.  
4, Park Place Villas, Londres W2 1 SP.  
4, square Gabriel-Fauré, 75017 Paris.

— Paris. Toulon.  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Casanova, M. et M<sup>me</sup> Dominique Casanova, Jean-Laurent, Lucrèce, Pierre, ses enfants et petits-enfants, Ses parents, Alliés et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean CASANOVA, avocat honoraire, survenu le 25 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.  
Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Louis de Toulon, dans l'intimité, le 26 septembre.

— Thionville. Paris.

M<sup>me</sup> Louis Chopin, sa mère, M<sup>me</sup> Odette Chopin, son épouse,

Michelle et Nicolas, M. Jean Doux et M<sup>me</sup>, née Marie-Françoise Chopin, M. Jean-Louis Chopin, M. Chip Phinney et M<sup>me</sup>, née Isabelle Chopin, Le docteur Denis Hohenberg et M<sup>me</sup> le docteur née Claire Chopin, ses enfants,

Marjolaine, Hortense, Ambroise, Florian et Rémi, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Serge Makot, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jacques CHOPIN, ancien chef de service de réanimation médicale polyvalente de l'hôpital Bel-Air de Thionville, médecin colonel, médaillé du combattant volontaire de la Résistance, médaille des évadés, croix du combattant, survenu le 29 septembre 1989, dans sa soixante-septième année, des suites d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 4 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Maximin de Thionville.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Graustrange, dans la plus stricte intimité.  
Le corps reposera au hall mortuaire de l'hôpital Bel-Air, à partir du lundi 2 octobre, à 14 heures, 3, boulevard Charlemagne, à Thionville.

— M<sup>me</sup> Garnier, son épouse, Toutes sa famille Et ses amis, font part du décès de

M. Michel GARNIER, ingénieur général (ex.), directeur technique de la SNCMA, survenu le 22 septembre 1989, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 16 octobre, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

— M. et M<sup>me</sup> André Geffré, Le RP Claude Geffré o.p., M<sup>me</sup> Monique Geffré, M. et M<sup>me</sup> Patrick Geffré et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> François Geffré et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Bruno Picard et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Etienne GEFFRÉ, née Geneviève Bostelle, rapplée à Dieu le 2 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 6 octobre, à 10 h 30, en la chapelle de la Maison Marie-Thérèse, 92, avenue Desferrière-Rochereau, Paris-14<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation à Niort (Deux-Sèvres).

44, rue de la Martinière, 44300 Nantes.  
29, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris.  
20, rue de Condé, 75006 Paris.

— Henriette Grunberg, son épouse, Marc Vermont, Eddy et Arlette Grunberg, Nisa et Jean-Pierre Chevènement, Marie-Annie Grunberg, ont la douleur de faire part du décès de

Ildoro GRUNBERG, survenu le 30 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 octobre, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les personnels du département de sociologie, de la section des, du centre audiovisuel de l'université Paris-X-Nanterre, ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de leur collègue et amie

Jane GUÉRONNET, survenue le 27 septembre 1989.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 5 octobre, à 8 h 30.

Sociologie, 92001 Nanterre Cedex.

— Le SNE-SUP, Ses amis et collègues, Enseignants-chercheurs Et ATOS de l'université Sorbonne- Nouvelle Paris-III, ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 24 septembre 1989, à l'hôpital de la Pitié, de

Joëlle GUYOT, agrégée de l'Université, maître de conférences à l'UER d'études ibériques.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Passy, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>, le jeudi 5 octobre, à 10 h 30.

Selon ses vœux, Joëlle sera incinérée.

— M<sup>me</sup> Roger Hauser, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jacques Hauser, ses frères et belle-sœur, ont le chagrin de faire part du décès de

Roger HAUSER, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire, docteur en droit, survenu le 8 septembre 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— M. Maurice Lamy, son épouse, Ses enfants, Et petits-enfants, M<sup>me</sup> Georgette Crigny, sa sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Simone LAMY, survenue le 15 septembre 1989, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Priez pour elle !

La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière du Montparnasse, à Paris, ont eu lieu le jeudi 21 septembre.

63, rue d'Agnesseau, 92100 Boulogne.

— M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Lorimy, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Philippe Lorimy, Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre Morand, Le docteur et M<sup>me</sup> François Lorimy, Ses petits-enfants, Les membres de la famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean LORIMY, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur civil des Mines, ancien directeur général des Houillères de Bassin de Lorraine, survenu le 27 septembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité, à Beaulieu-en-Caux.

Un service religieux sera célébré le vendredi 13 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris-17<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue Alfred-de-Vigny, 75017 Paris.

— Les docteurs Suzanne et Georges Godier, ses enfants,

Le docteur Jean-Louis Godier et M<sup>me</sup> Françoise Godier, Les docteurs Jean-Jacques et Sylvie Godier, ses petits-enfants, Anne, Antoine, Guillaume et Juliette Godier, ses arrière-petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Roger Lallemand, ses neveux et nièces, M<sup>me</sup> Nelly Godier-Hanon, ont le chagrin d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-septième année, de

M<sup>me</sup> Lucienne MARLIN, née Grellaud, survenue le 27 septembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la sépulture familiale, au Vieux Cimetière de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).  
25, rue Carnot, 93130 Noisy-le-Sec.

— Les familles Marella et Fragnaud, ont la douleur de faire part de la disparition tragique de

Véronique MARELLA, hôtesse de l'air de la compagnie UTA,

en service commandé le 19 septembre 1989, dans le décollage du Ténéré (Niger).

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 6 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe, place de Biche, Paris-19<sup>e</sup>, suivies de l'inhumation au cimetière parisien de Pantin.

M. et M<sup>me</sup> Carlo Marella, 75019 Paris.

— M. Jacques Michon, Ses enfants, Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques MICHON, née Denyse Labat, inspecteur principal de l'information et orientation scolaire et professionnelle, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, survenu le 29 septembre 1989, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Vincennes, 82, rue Raymond-du-Temple, à Vincennes, le jeudi 5 octobre, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Nogent-sur-Marne, dans la sépulture de famille.

18, allée Georges-Pompidou, 94300 Vincennes.  
— Flavien et Dominique, Sylvère et Annie, Blaise et André, Martin et Marie-Louise, Et Sergio, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part de la mort de

Richard MONOD, survenue le 1<sup>er</sup> octobre 1989.

La levée de corps aura lieu le jeudi 5 octobre, à 9 h 45, 22, rue Brune, Paris-13<sup>e</sup>.

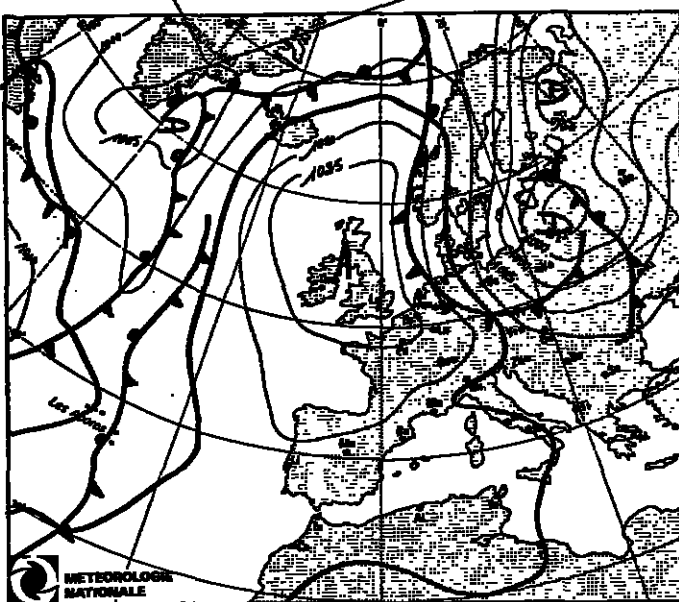
Notre chers, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

STERN GRAVEUR depuis 1840

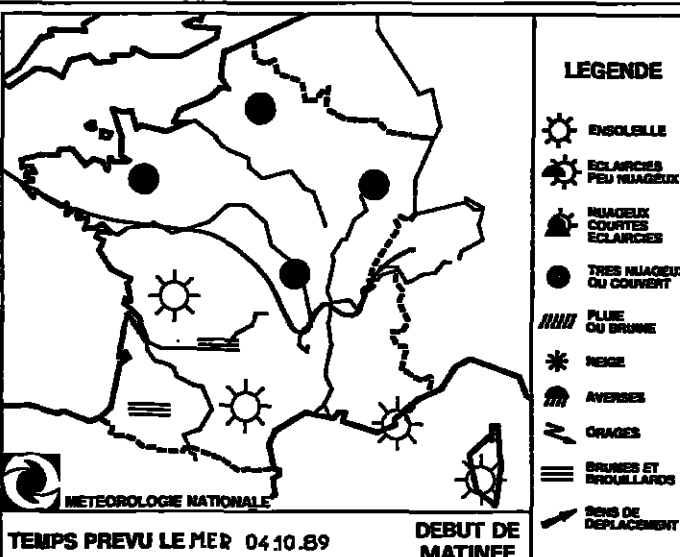
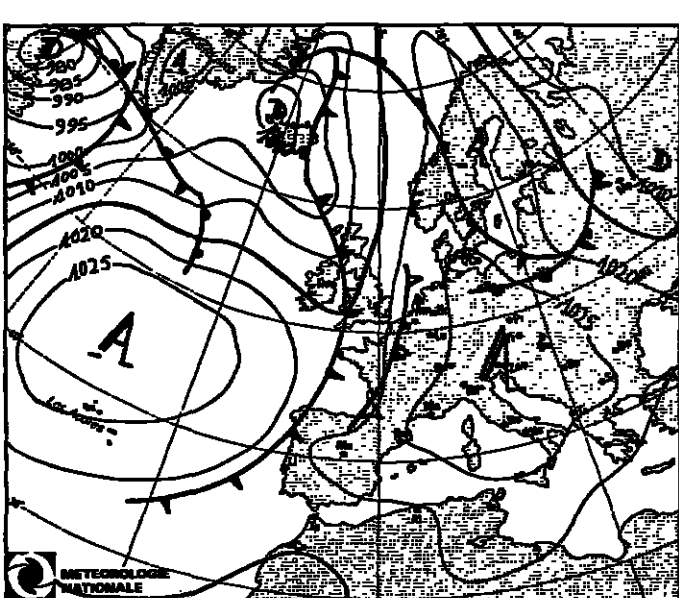
Chevalières armoriaires Cartes de visite le prestige de la gravure 47, Passage des Panoramas, 75002 PARIS Tel. : 42.36.94.48 - 45.88.96.45

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 OCTOBRE 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 OCTOBRE 1989 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

le 2-10-1989 à 8 heures TU et le 3-10-1989 à 8 heures TU

FRANCE			TOURS			17	8	C	LOS ANGELES			24	18	A
MARSEILLE			TOULOUSE			23	7	B	LIVERPOOL			13	9	C
NANTES			NANTES-BRETAGNE			-	-	-	MADRID			27	7	F
BORDEAUX			STRASBOURG			ÉTRANGER			MADRID			30	18	D
LYONS			ALGER			25	13	D	MOSCOW			27	10	C
PARIS			AMSTERDAM			27	15	F	MILAN			22	8	B
NICE			ANTWERP			26	16	F	MONTREAL			21	12	C
MONTPELLIER			BRUXELLES			26	16	C	MOSCOW			27	10	C
LIMES			COPENHAGEN			24	14	D	NARVON			27	14	N
LILLE			DUBLIN			16	9	B	NEW-YORK			22	17	N
NANCY			BERLIN			15	5	C	OSLO			16	3	B
NIMES			BRUXELLES			15	12	B	PARIS			25	16	D
NORANT			LE CANS			37	21	N	PEKIN			25	16	D
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	RIO-DE-JANEIRO			25	25	D
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	ROME			23	10	D
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	SINGAPOUR			31	24	A
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	STOCKHOLM			11	3	A
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	STUTTGART			16	15	D
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT			LUXEMBOURG			31	26	F	TOKYO			29	17	C
NORANT</														



# AGENDA

## CARNET DU Monde

— Le président  
Et le conseil d'administration de  
l'université de la Sorbonne-Nouvelle.  
Le directeur,  
Le conseil  
Et tous ses amis de l'Institut  
d'études théâtrales,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Richard MONOD**,  
maître de conférences  
à la Sorbonne-Nouvelle,  
survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1989.

— Le conseil  
Et le secrétaire du département  
LAEC de l'université Paris-II,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur ami et collègue

**Richard MONOD**  
qui y a consacré de toute sa générosité et  
de toute son intelligence en tant  
qu'enseignant et membre du conseil  
pédagogique.

— M. et M<sup>me</sup> Fernand Pfend,  
M<sup>me</sup> Isabelle Dubreuil,  
Le conseil d'administration,  
Le directeur,  
Le personnel  
Et les élèves de l'Institut national des  
jeunes aveugles.  
Le conseil d'administration de  
l'Association des jeunes aveugles,  
Le conseil d'administration de la  
Société de placement et de secours  
en faveur des élèves et anciens élèves  
de l'Institut national des jeunes aveugles.

informent qu'une messe sera célébrée  
le samedi 7 octobre 1989, à 10 heures,  
en la chapelle de l'Institut national des  
jeunes aveugles, 56, boulevard des  
Invalides, Paris-7<sup>e</sup>, à l'intention de

**Daniel PFEND**,  
administrateur de l'Institut national  
des jeunes aveugles,  
vice-président de l'Association  
des jeunes aveugles,  
ancien vice-président  
de la Société de placement  
et de secours en faveur des élèves  
et anciens élèves  
de l'Institut national  
des jeunes aveugles,  
décédé le 8 août 1989.

— Paul et Albert Bonnet,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Andrée RADUREAU**,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier des Palmes académiques,  
inspectrice honoraire  
de l'éducation nationale,  
survenue le 2 octobre 1989, en son domi-  
cile, 65, boulevard Saint-Louis, à Paris-12<sup>e</sup>.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
en l'église de Saint-Sauveur, Paris-12<sup>e</sup>, le  
mercredi 4 octobre, à 8 h 30.

Lycée Pierre-de-Coubertin,  
1, chaussée de Paris,  
77100 Meaux.

— M<sup>me</sup> Jean-Louis Tixier-Vignancour,  
née Lecerrier,  
M. et M<sup>me</sup> René Tixier-Vignancour  
et leurs enfants,  
Flavie et Jean-Louis,  
M. et M<sup>me</sup> Gilbert Tixier  
et leurs enfants,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean-Louis  
TIXIER-VIGNANCOUR**,  
avocat à la cour d'appel de Paris,  
ancien membre du conseil de l'ordre,  
ancien député,  
croix de guerre 1939-1940,  
survenu à Paris, le 29 septembre 1989,  
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 5 octobre, à 10 h 30, en  
l'église Saint-Nicolas-de-Charonne,  
Paris-5<sup>e</sup>.

« J'ai mené le bon combat,  
j'ai achevé ma course,  
j'ai gardé la foi. »  
Saint-Paul.  
(Le Monde daté 1<sup>er</sup> octobre.)

**Anniversaires**  
— Le 3 octobre 1983  
**Pierre BERTIN**  
(XSS)  
nous quitte.

Il est demandé une pensée amicale à  
ceux qui l'ont connu, aimé, aidé et  
démentent fidèles à son souvenir.

— Pour le vingt-neuvième anniver-  
saire de la subite disparition de  
**Boris LEBOVIC**,  
ingénieur publicitaire FTP  
dans la Résistance en Auvergne,  
une pensée est demandée à tous ceux  
qui l'ont connu, en associant à son sou-  
venir celui de sa sœur

**Engèle**,  
morte à Moscou en 1988.

— A la mémoire de  
**Georges-Alexandre OLIVETTI**  
qui nous a quittés le 4 octobre 1983,  
une messe a été célébrée à Rouen dans  
l'intimité.

**Communications diverses**  
— Carole Bernard-Lazare. « Des  
jeux polonais en quête de leur passé ».  
La projection du film de Robert Robet,  
« Réfugié polonais d'Alsace », ap-  
préhension d'origine polonaise », sera suivie  
de la présentation de l'ouvrage de  
Nicole Lapierre, « Le silence de la  
mémoire, histoire des juifs de Ploetz ».  
Les auteurs participent aux débats  
qui seront dirigés par Pascal Nasson,  
psychanalyste. Jeudi 5 octobre, à  
20 heures, 10, rue Saint-Clément, 75003  
Paris.

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 5101**

**VERTICALEMENT**

I. Endroits où l'on dépense  
beaucoup en faisant les  
courses. — 2. Fait des nœuds  
solides. Agent de transmis-  
sions. — 3. Rejoignit le troupeau.  
Cité italienne. — 4. Marquer un  
temps d'arrêt. Va droit au  
chœur. — 5. Était réservé aux  
grandes personnes. Réagit bête-  
ment. — 6. Donne la mauvaise  
exemple. Douche froide. — 7. Feu... rouge. Préposition. — 8. Tout de même pas de quoi se  
vanter la face ! — 9. Visibles au-  
dessus de certaines espèces. Qui  
peut donc en vouloir.

**HORIZONTALEMENT**

I. Ses piles font généralement  
long usage. — II. Sensible aux  
chocs. — III. Permet de prendre  
des mesures. Où l'on doit faire  
face à certaines charges. — IV. N'a  
pas une bonne place. Ennemie de  
la paix. — V. Fit démentir l'auto-  
mobile. Inutile de compter sur eux  
pour en savoir plus. — VI. Il peut  
être dangereux de les mener à  
l'équipement. — VII. Opère selon  
certains critères. Pronom. —  
VIII. De quoi faire des boulettes.  
Faites par celui qui est à côté de la  
plaque. — IX. En guerre. Casiers  
que l'on aime voir pleins. — X. A  
son approche, mieux valait faire le  
sourcil levé. Article. — XI. Va au  
diable.

**Solution du problème n° 5100**

**Horizontalement**

I. Tablier. — II. Ivre. Tifs. —  
III. Ris. Héros. — IV. Edme. Elu. —  
V. Bussard. La. — VI. Oïé ! Lal. —  
VII. Ut. Dura. — VIII. Créole. Ré. —  
IX. Hic. Etra. — X. Ocre. Robe. —  
XI. Neutron.

**Verticalement**

1. Tire-bouchon. — 2. Avicul-  
trice. — 3. Braies. Ecu. — 4. Le.  
Ma. Do. Et. — 5. Hercule. —  
6. Été. Réfro. — 7. Rire. Lâ.  
Non. — 8. Folle. Rab. —  
9. Oseaire. Eu.

GUY BROUTY

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; F Film à évaluer ; O Ou peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 3 octobre

**TF 1**

20.35 Cinéma : Attention bandits. ■  
Film français de Claude Lelouch (1987).  
22.30 Magazine : Ciel, mon mardi !  
0.00 Journal et Météo.  
0.20 Série : Intrigues.  
0.50 Série : Mémoires.  
1.10 TF1 nuit.

**A 2**

20.35 Les dossiers de l'écran :  
Le passage du Rhin. ■  
Film français d'André Cayatte (1960).  
22.40 Portrait : Charles Aznavour  
face aux télé-spectateurs.  
Le chanteur et acteur en direct de Nîmes.  
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.  
23.50 Météo.  
23.55 Soixante secondes.  
Nicolaï Todorov, historien.

**FR 3**

20.40 La dernière séance :  
1<sup>er</sup> film : L'arbre de vie. ■  
Film américain d'Edward Dmytryk (1967).  
Avec Montgomery Clift, Elizabeth Taylor.  
23.30 Dossiers animés.  
23.50 Journal et Météo.  
0.15 2<sup>e</sup> film :  
La chatte sur un toit brûlant. ■  
Film américain de Richard Brooks (1968).

**CANAL PLUS**

20.30 Sport : Football.  
Championnat de France : Toulon-Nice.  
22.35 Flash d'informations.  
22.40 Cinéma :  
Quelques jours avec moi. ■  
Film français de Claude Sautet (1988).  
0.45 Cinéma : Lucky 13. ■  
Film américain de Mark Griffiths (1983).

**LA 5**

20.40 Cinéma : Hombres. ■  
Film américain de Martin Ritt (1960). Avec  
Paul Newman, Frederic March, Richard Boone.  
Un western qui reste, curieusement, imper-  
sonnel.  
22.35 Rallye des pharaons.  
22.40 Série : L'enfer du devoir.  
23.30 Magazine : Nomades.  
0.00 Journal de minuit.

**M 6**

20.30 Feuilleton : La clinique  
de la Forêt-Noire.  
22.10 Magazine : Ciné 6.  
22.30 Cinéma :  
Le fils de Spartacus. ■  
Film italien de Sergio Corbucci (1962). Avec  
Steve Reeves, Gianni Maria Canonis.

0.10 Six minutes d'informations.

**LA SEPT**

20.30 Documentaire : Life string.  
22.00 Films d'animation : Images.  
22.30 Documentaire : Paroles d'écarts (2).  
23.30 Documentaire : Nathalie Sarraute,  
conversation avec Claude Regy.  
1.15 Documentaire : Le fantôme  
des Champs-Élysées.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Archipel sciences.  
La production à l'Opéra Bastille.  
21.30 Les nouvelles maisons de retraite  
(rediff.).  
22.40 Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (donné le 2 avril lors des Fêtes  
musicales à Aix-les-Bains) : Requiem en fa  
mineur, de Beethoven ; Histoire de la jeunesse et vic-  
torieuse résurrection de notre sauveur Jésus-  
Christ et Magnificat allemand, de Schütz, par  
l'Ensemble vocal Fauriol, Marseilles ; l'Ensemble  
vocal Heinrich et l'Ensemble 415, dir. Michel  
Dauchin.  
23.07 Club d'archives. Hommage à André  
Nivarna (1). Œuvres de Couperin, Schumann,  
Boccherini, Schubert, Fauré, Saint-Saëns.

## Mercredi 4 octobre

**TF 1**

17.45 Série : Hawaii, police d'Etat.  
18.40 Avis de recherche.  
18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.15 Jeu : La roue de la fortune.  
19.45 Tirage du TAO-Tao.  
19.55 Le bébé show.  
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.  
20.45 Variétés : Sacré soirée.  
Invité : Linda de Suza, Jean Moris. Variétés :  
Enrico Macias, Yves les fiers, Hervé, Sar-  
raute, Cold cut, Shéhé, Jean Donovin.  
Séquence : Jacques Brel.  
22.35 Magazine : Ex libris.  
Portraits de femmes. Explique-moi : Laura  
Betti (Madame), Isabelle Dufrene (Ultra vio-  
let), Chochana Douchkova (Les herbes  
aromatisées) ; Exotisme : A New-York, chez la  
romantique Toni Morrison ; Exploration :  
Piscine.  
23.30 Journal et Météo.  
23.50 Série : Mémoires.  
0.15 Série : Intrigues.  
0.40 Documentaire : Histoires naturelles.  
1.10 TF1 nuit.

**A 2**

17.15 Magazine : Graffiti 5-15.  
18.10 Série : Les voisins.  
18.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
18.55 NC.  
19.00 Série : Top modèle.  
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Sport : Rugby.  
Présentation du match France-Lions britanni-  
que avec Mireille Mathieu. Match à 20.45.  
22.25 Flash d'informations.  
22.30 Magazine : Place publique.  
Thème : Les meubles en France.  
23.50 Informations : 24 heures sur la 2.  
0.10 Météo.  
0.15 Soixante secondes.  
Gilles Pontecorvo, cinéaste.  
0.20 Magazine : Figures.  
Invité : Raymond Devos.

**FR 3**

15.00 Questions au gouvernement  
à l'Assemblée nationale.  
17.00 Flash d'informations.  
De 17.05 à 18.00 Amuse 3  
17.05 Petit ours brun.  
17.05 Inspecteur Gadget.  
17.10 Les petits malins.  
17.30 Auto vélo bravo.  
17.35 David le gnome.  
18.00 Magazine : C'est pas juste.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
19.55 Dessin animé.  
Dernier, le dernier dinosaure.  
20.05 Jeux : La classe.  
20.35 Spectacle : XIV<sup>e</sup> Festival interna-  
tional du cirque de Monte-Carlo.  
22.00 Journal et Météo.  
22.25 Magazine : Océaniques.  
Portrait souvenir : Georges Simenon  
(2<sup>e</sup> partie).  
23.20 Cinéma : L'air du crime. ■  
Film franco-allemand d'Alain Klier (1984).  
0.55 Musique, musique.

**CANAL PLUS**

En clair jusqu'à 21.00  
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.  
18.30 Top 50.  
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.  
21.00 Cinéma : Le dernier match. ■  
Film américain de John Hancock (1973).  
22.30 Flash d'informations.  
22.40 Cinéma : Savannah. ■  
Film français de Marco Pico (1987).  
0.20 Cinéma : Drôles d'espions. ■  
Film américain de John Landis (1985) (v.o.).  
1.55 Magazine : Journal de l'art.

**LA 5**

17.30 Magazine :  
En route pour l'aventure.

**FR 3**

15.00 Questions au gouvernement  
à l'Assemblée nationale.  
17.00 Flash d'informations.  
De 17.05 à 18.00 Amuse 3  
17.05 Petit ours brun.  
17.05 Inspecteur Gadget.  
17.10 Les petits malins.  
17.30 Auto vélo bravo.  
17.35 David le gnome.  
18.00 Magazine : C'est pas juste.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
19.55 Dessin animé.  
Dernier, le dernier dinosaure.  
20.05 Jeux : La classe.  
20.35 Spectacle : XIV<sup>e</sup> Festival interna-  
tional du cirque de Monte-Carlo.  
22.00 Journal et Météo.  
22.25 Magazine : Océaniques.  
Portrait souvenir : Georges Simenon  
(2<sup>e</sup> partie).  
23.20 Cinéma : L'air du crime. ■  
Film franco-allemand d'Alain Klier (1984).  
0.55 Musique, musique.

**CANAL PLUS**

En clair jusqu'à 21.00  
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.  
18.30 Top 50.  
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.  
21.00 Cinéma : Le dernier match. ■  
Film américain de John Hancock (1973).  
22.30 Flash d'informations.  
22.40 Cinéma : Savannah. ■  
Film français de Marco Pico (1987).  
0.20 Cinéma : Drôles d'espions. ■  
Film américain de John Landis (1985) (v.o.).  
1.55 Magazine : Journal de l'art.

**LA 5**

17.30 Magazine :  
En route pour l'aventure.

**FR 3**

15.00 Questions au gouvernement  
à l'Assemblée nationale.  
17.00 Flash d'informations.  
De 17.05 à 18.00 Amuse 3  
17.05 Petit ours brun.  
17.05 Inspecteur Gadget.  
17.10 Les petits malins.  
17.30 Auto vélo bravo.  
17.35 David le gnome.  
18.00 Magazine : C'est pas juste.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
19.55 Dessin animé.  
Dernier, le dernier dinosaure.  
20.05 Jeux : La classe.  
20.35 Spectacle : XIV<sup>e</sup> Festival interna-  
tional du cirque de Monte-Carlo.  
22.00 Journal et Météo.  
22.25 Magazine : Océaniques.  
Portrait souvenir : Georges Simenon  
(2<sup>e</sup> partie).  
23.20 Cinéma : L'air du crime. ■  
Film franco-allemand d'Alain Klier (1984).  
0.55 Musique, musique.

**CANAL PLUS**

En clair jusqu'à 21.00  
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.  
18.30 Top 50.  
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.  
21.00 Cinéma : Le dernier match. ■  
Film américain de John Hancock (1973).  
22.30 Flash d'informations.  
22.40 Cinéma : Savannah. ■  
Film français de Marco Pico (1987).  
0.20 Cinéma : Drôles d'espions. ■  
Film américain de John Landis (1985) (v.o.).  
1.55 Magazine : Journal de l'art.

**LA 5**

17.30 Magazine :  
En route pour l'aventure.

18.00 Dessins animés.  
18.50 Journal images.  
19.00 Série : Happy days.  
19.50 Le bar des ministères.  
20.00 Journal.  
20.35 C'est l'histoire d'un mec...  
20.40 Téléfilm : Trouble-fête.  
22.25 Rallye des pharaons.  
22.30 Série : La loi de Los Angeles.  
23.30 Magazine : Réussites.  
0.00 Journal de minuit.

**M 6**

13.45 Série : Docteur Marcus Welby.  
14.35 Magazine : Roxanne Roll.  
Avec, à 14.40 et à 15.50, Pass time.  
15.00 Jeu : Zap 6.  
16.05 Hît. hît. hît. hât. hât.  
17.05 Roxanne Roll (suite).  
17.10 Série : L'homme de fer.  
18.05 Variétés : Multitop.  
18.35 Série : Père et impaire.  
19.00 Série : Magnum.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.35 Téléfilm : Au-dessus de la loi.  
22.05 Série : Les années coups de cœur.  
22.35 Documentaire :  
Les chemins de la guerre.  
2. La Grande-Bretagne.  
23.25 Six minutes d'informations.  
23.30 Top of the pops.  
1.00 Rediffusions.  
Multitop : Les saintes chéries : Quand la  
science mène l'enquête.

**LA SEPT**

17.30 Cinéma : Perceval le Gallois. ■  
Film français d'Eric Rohmer (1979). Avec  
Fabrice Lucchini, André Dussolier.  
19.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil  
de ses films (6). De Denis Dorian.  
20.00 Documentaire : Préfaces.  
De Pierre Besson. 1. Sig Dagman.  
20.30 Feuilleton : Miroir magique (1).  
21.30 Feuilleton : La vengeance  
d'une orpheline russe.  
22.00 Magazine : Dynamo.  
22.30 Documentaire : Barbara Hendricks  
et le chœur Orphée Drangar.  
23.30 Danse : Giselle. Ballet de Metz Et.  
1.00 Concert Alpha Blondy.

**FRANCE-MUSIQUE**


20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-  
Élysées) : Intermèzzo op. 72, Quatre derniers  
lieder, Aus Italien, op. 16, de R. Strauss, par  
l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey  
Tata, sol. : Margaret Marjess, soprano.  
Jazz-club. En direct du Sunset (Paris) : la  
quintette du trompettiste Simon Goubert.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Tire ta langue. Spécial judaïsme.  
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la  
Belgique, de la Suisse et du Canada.  
22.00 Communautés des radios publiques  
de langue française.  
22.40 Nuits magnétiques. Les nuits du CNRS.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Des souris et du rock.

"Vous n'auriez pas un bon film X ? Ce n'est pas pour une amie, c'est pour moi."

ELLES ASSURENT EN RODIER



## SPORTS

## TENNIS

## Un entretien avec Ivan Lendl

### « Tout faire maintenant pour gagner Wimbledon »

Ivan Lendl a gagné, le 1<sup>er</sup> octobre, à Bordeaux, le quatre-vingt-unième titre de sa carrière. Mais cette victoire est sans doute la dernière acquise sur terre battue pour longtemps par le numéro un mondial. Le Tchèque, qui s'est engagé avec réticence dans le nouveau circuit ATP, fera l'impasse sur les internationaux de France 1990 pour mieux préparer Wimbledon.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

« C'est sur le central de Roland-Garros que j'ai disputé ma première grande finale en 1981, et c'est là que j'ai triomphé pour la première fois en grand chelem trois ans plus tard. Cela crée des liens », nous a dit Ivan Lendl, au château du Haillan, où Claude Beuz, le président des Girondins de Bordeaux, l'a accueilli pendant la durée de l'Open passingshot. « En lire simplement les comptes-rendus, l'année prochaine, chez moi, à des milliers de kilomètres sera sans doute une expérience déroutante. Paris me manquera. Mais j'ai toujours été prêt à accepter des sacrifices pour atteindre un but. Même si je vois la vie en termes nettement plus nuancés, la tentation somme toute de tirer à gorge déployée. »

Ivan Lendl a le don de lancer des rires qui décoinceraient ses interlocuteurs aussi sûrement que ses accélérations surprennent ses adversaires. Volontiers sarcastique voire blessant il y a quelques années, Lendl voit maintenant d'un œil narquois son propre personnage et s'en amuse.

Il vient d'épouser Samantha Frankel, qui était sa compagne depuis une demi-douzaine d'années : « La décision de me marier a été prise en dehors de toute considération sur ma carrière. Je voyais ma vie privée autrement à l'approche de la trentaine. Samantha et moi voulons des enfants. » L'absence de Lendl à Roland-Garros permettrait aux deux époux de rester ensemble pour un heureux événement au printemps...

Lendl s'est toujours penché sur les décisions stratégiques de sa carrière avec la minutie d'un avocat qui examine un contrat. Quelques considérations historiques ont également fait pencher la balance en faveur d'un printemps sur l'herbe.

#### Huit tournois dans l'année

En 1975, Borg n'avait pas atteint la finale à Paris, et l'année suivante il n'y participait pas. « Voilà les deux premières années de son double. Après, il pouvait viser bien plus tranquillement le simple cumulé des titres. Pour Wimbledon, le plus dur était fait. Santana ne joua pas non plus à Paris l'année de sa victoire à Wimbledon. Pour tous les joueurs de terre battue, l'adaptation à l'herbe est forcément plus longue. Techniquement, ce qui me manque encore ? Sans doute la vivacité des gestes et le déplacement en retour de service. Mon manque d'efficacité dans ce domaine est bien plus crucial qu'une quelconque faiblesse en service/volée. J'y travaillerai. »

On peut lui faire confiance. A partir de la mi-avril, en Nouvelle-Zélande et en Australie, où il espère retrouver Pat Cash pleinement rétabli, ensuite aux États-

Unis, en compagnie de quelques herbivores irréductibles comme Van Rensselaer et Annaccone, avant de participer à deux tournois britanniques dans le Queens, la longue quête de sa consécration sur gazon se déroulera ainsi sur deux mois et trois continents.

Elle sera reconduite - pour un an ou cinq, le temps qu'il ne faudra. Qu'est-ce que ça change dans le bilan d'un champion s'il a remporté Roland-Garros ou l'US Open trois fois ou cinq, l'Open d'Australie une fois ou deux, qu'il soit resté numéro un trois ou quatre ans, s'il lui manque, en fin de compte, le titre de Wimbledon ? L'essentiel est de réussir ce que vous n'avez jamais pu réaliser auparavant. »

Plus personne, en fait, n'est parvenu à un achèvement complet. « De Connors à Borg, de Vilas à McEnroe et Wilander, en attendant Becker et Edberg, aucun champion moderne depuis l'Australien Laver (à une époque où trois titres majeurs se gagnaient sur l'herbe) n'a pu acquiescer, même sur la durée de toute une carrière, les quatre volets du grand chelem. »

S'il avait le choix, Lendl ne jouerait au maximum que huit tournois officiels dans l'année en dehors des tournois majeurs. Pour 1990, année inaugurale du circuit dirigé par l'Association des joueurs (Tour ATP), les dix premiers mondiaux avaient espéré, milliardaires bagarres de la balle jaune, une « réduction de peine ». Le circuit actuel exige de chacun un minimum de quatorze tournois en tout. Appliquons un système d'ancienneté, l'ATP demandera, en dehors des quatre tournois du grand chelem, huit participations à Connors, neuf à McEnroe, dix à Lendl et onze aux « jeunots » Edberg et Becker.

« Le règlement ne me convient pas, mais je m'y plierai. Je considère

notamment que quinze tournois, c'est beaucoup trop. Mais, comme je l'ai répété maintes fois, il ne faut pas compter sur moi pour mener une révolte. On nous a présenté cela comme un engagement qu'il fallait honorer car le circuit en dépendait, et on nous a dit qu'il était trop tard pour faire marche arrière. Les jeunes ont compris qu'il faudra vivre en 1990. Pour la suite, on verra. L'idéal serait la liberté totale de choix, mais je crois aussi que l'on devrait au moins réfléchir sur la possibilité de circuits autonomes en Europe et aux États-Unis, comme pour le golf. »

#### L'ATP et le secret fiscal

L'échéance pour la signature des nouveaux contrats était fixée au 2 octobre. Elle a été repoussée pour pouvoir remanier quelques clauses. L'une d'elles avait provoqué une certaine effervescence : elle touchait au secret fiscal.

« L'ATP prétendait avoir le droit d'examiner nos déclarations d'impôt, d'exercer un contrôle continu sur nos finances personnelles. Ce que je fais de mon argent ne regarde personne. Pourquoi s'aurait-on les résumés ou les échecs de mes investissements dans l'immobilier ? J'ai refusé de signer. Imaginez seulement que cela tombe dans le domaine public ! Que je vote étaler dans les journaux les flux et les reflux de mes affaires. Grand Dieu ! Vous imaginez les procès ! Le boucan ! Cela ne vaut pas le coup. Pour personne. »

Derrière ce texte, n'y avait-il pas une tentative de l'ATP de traquer d'éventuelles garanties, théoriquement bannies d'un circuit où une vingtaine de tournois offriraient au moins un million de dollars de prix chacun ? « S'il s'agit de chercher des dessous-de-table, pourquoi n'auraient-ils pas le droit d'examiner plutôt la comptabilité des organisateurs ? »

MARC BALLADE.

## Hunt, le phénix

Le Grand Prix tennistique est mort. Ou plus exactement il sera mort après le Tournoi des maîtres, en décembre prochain. Tué par le nouveau circuit de l'Association des joueurs, le tour ATP. Cette disparition va avoir une conséquence surprenante : la renaissance des tournois WCT (World Championships Tennis).

Ces trois initiales avaient fini par devenir si discrètes qu'elles semblaient ne plus exister, complètement phagocytées par le Grand Prix. Pourtant elles avaient été l'occasion d'une des plus grandes batailles qui aient animé le monde du tennis professionnel au cours des années 70. Le milliardaire texan Lamar Hunt avait créé en 1967, à coups de dollars, un circuit parallèle et parasite que les instances officielles du jeu n'avaient eu de cesse d'éliminer avant de l'absorber en 1984.

Mais en 1988, à l'initiative de son nouveau directeur, Hamilton Jordan, conseiller à la Maison Blanche sous l'administration Carter, l'ATP a décidé de redistribuer les cartes du tennis professionnel en sa faveur. Le conseil professionnel va donc disparaître à la fin de l'année en même temps

que le circuit qu'il organisait, le Grand Prix.

Cela signifiait-il également le sabotage définitif de la WCT ? C'était mal connaître Lamar Hunt. Puisque l'ATP ne faisait pas de place à ses tournois dans son nouveau calendrier, il a tout simplement profité des dispositions plus souples que naguère à l'égard des exhibitions pour relancer son circuit personnel. Il y aura donc quatre tournois WCT en 1990, deux en simple (Forest Hills et Scottsdale) et deux en double (Dallas et Londres), dotés chacun de 300 000 dollars minimum, dont 100 000 au vainqueur.

Avant même d'avoir débuté, le tour ATP se retrouve ainsi confronté aux mêmes problèmes que le Grand Prix : comment obtenir des joueurs qu'ils participent à au moins onze tournois dans la saison (sans compter les quatre épreuves du Grand Chelem) quand il y aura des dollars faciles à prendre dans des compétitions sans conséquences sur leur classement ? En voulant innover, l'ATP risque de renvoyer le tennis professionnel dix ans en arrière.

ALAIN GRAUO

## DEMAIN DANS Le Monde

ENQUÊTE

### L'ALGÉRIE, UN AN APRÈS LES ÉMEUTES

Le 6 octobre 1988, l'état de siège était décrété à Alger après des affrontements entre jeunes manifestants et forces de l'ordre. Aujourd'hui, qu'en est-il des « réformes politiques » promises par le président Chadli Bendjedid ?

LE MONDE CAMPUS

### LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Conséquence logique de l'augmentation du nombre des bacheliers : les universités sont prises d'assaut. Campus présente les moyens mis en œuvre pour améliorer la situation.

LE MONDE ARTS-SPECTACLES

### « SEXE, MENSONGES ET VIDÉO » de Steven Soderbergh

Exclusif : rencontre avec les quatre interprètes principaux de ce film qui a obtenu la Palme d'or au Festival de Cannes 1988.

## L'Épargne préférée...

### par plus de 2 500 personnes chaque jour.

Rentabilité, souplesse, liberté... En matière financière, il est toujours possible de se surpasser. Le Crédit Agricole vous le prouve encore aujourd'hui avec Varius.

Varius, c'est l'assurance d'une bonne rentabilité (taux minimum garanti 7,25 %), l'avantage de pouvoir disposer de 50 % de votre argent dès la fin de la première année, la liberté d'épargner sans limite, le choix du rythme de versements de vos intérêts.

### Varius, c'est sûrement pour vous !

Pour en savoir plus et recevoir gratuitement une documentation Varius, appelez le : 05.30.10.10.

# N° Vert 05 30 10 10

APPEL GRATUIT



HDM

COPIES COULEURS  
Canon LASER  
COPIES DE PLANS  
JUSQU'À 84 x 120 CM  
RANK XEROX 2080 3080  
P.A.O.  
AVEC VENTURA  
ET ÉDITION LASER  
ETRAVE REPRO  
38, AV. DAUMESNIL - 43 47 21 32

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 286 136 F

Impression

à « Le Monde »

12, rue de Valenciennes

95010 NOISY-LESEC

Régistré

au Tribunal de Commerce

de Paris

SIRET 520 000 000

N° de TVA

206 136 F

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0393 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-51

#### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : nous informez nos abonnés sont invités à for-

muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS BP

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ملّة امّنا الأصل



39 M. Antoine Riboud : l'Antarctique  
Bâtiments, construction et ingénierie

37 Les médecins et les dépenses de santé  
42 Selon de la production à l'Alpiat

46 Marchés financiers  
47 Bourse de Paris

BILLET

Sans complexe

Il l'a dit ! Le montant de son salaire : 5 790 000 F en 1988 pour M. Antoine Riboud, PDG de BSN, sur le 5, M. Pierre Bérégovoy annonçait le sien : 4 100 000 F par mois, « dont 6 000 F pour le Parti socialiste ».

Au train où vont les choses, va-t-on désormais se présenter : « Un tel, tant par an », un peu comme aux États-Unis ? On n'en est pas encore là, mais, lundi soir, tout le monde, après l'affaire de la déclaration d'impôt de M. Calvet, attendait M. Riboud sur ce terrain brûlant.

Première remarque : à l'aune du PDG de BSN, M. Calvet, avec ses 2 200 000 F par an, n'est qu'un va-nu-pieds. Deuxième remarque : M. Riboud, qui s'empresse de rappeler le montant de l'impôt payé à l'État, 55 %, et ne possède que 0,2 % du capital de BSN, précise que son salaire est indexé sur les bénéfices de son groupe depuis vingt ans, et, là-dessus, « n'a aucun complexe ». Si d'autres patrons le suivent dans ce genre d'information, une ère nouvelle va vraiment s'ouvrir... Les questions brûlantes de salaire mises à part, le préfixant Antoine, avec ses sobriquets et ses printemps et sa prolongation de mandat jusqu'à quatre-vingts ans, a offert aux télespectateurs l'image d'un patron absolument atypique, primesautier, anticonformiste, bien différent du Jacques Calvet un peu compassé qui s'exprimait, il y a un an, à cette même « Heures de vérité ».

Son métier, BSN, c'est sa vie, sa religion. En deux heures d'émission, il a trouvé le moyen de citer cinq fois son yaourt Danone, six fois sa bière Kronenbourg, sans oublier plusieurs de ses « chers » produits : les champagnes Lanson et Pommery, l'eau d'Évian, la moutarde Amora, etc. « Chaque fois que je le peux, je vends ma carne », a-t-il courtoisement répété. Ce petit homme au visage tout plissé qui s'était fait afficher à Marseille, en 1972, par l'assemblée du patronat pour ses idées sociales « avancées », n'a cessé de plaider pour le dialogue, pour les négociations avec les syndicats, allusion au conflit Peugeot, qui le rend « malheureux ». Faisant preuve d'une supériorité habillée, il réussit, malgré les efforts de ses interlocuteurs, à ne jamais vraiment désavouer Jacques Calvet « qui aime Peugeot ». Sacré Antoine !

F. R.

Malgré la réunion entre M. Calvet et les syndicats

Les salariés de Peugeot poursuivent leur grève à Mulhouse et à Sochaux

Malgré la réunion organisée, le lundi 2 octobre à Paris, au siège de Peugeot, entre M. Jacques Calvet, PDG de PSA, et les syndicats, la grève a été reconduite à Sochaux et à Mulhouse où l'occupation de la forge se poursuit mardi dans la matinée. M. Calvet propose l'ouverture de discussions à condition que les grévistes cessent « leurs actes illégaux ».

Accueillie comme une concession (des cris de joie ont été entendus lundi 2 octobre au matin à Mulhouse et à Sochaux), la réunion à laquelle M. Jacques Calvet, PDG de PSA, a convié les syndicats le même jour au siège du groupe, à Paris, n'a pas vraiment permis d'entendre un dénouement négocié du conflit. M. Calvet a proposé à ses interlocuteurs un marché qui les a plutôt déçus : ouverture de « discussions » à condition que cessent « toutes les occupations illégales des locaux de travail » et que soit assuré le « respect de la liberté et du droit du travail ». En clair, on ne discutera que si la forge de l'usine de Mulhouse est évacuée par les grévistes. « Si ces conditions sont réunies et peuvent être garanties, j'ai demandé à M. Roland Vardame, directeur central du personnel d'Automobiles Peugeot, de recevoir les organisations syndicales dès mercredi pour les écouter et dialoguer avec elles », a précisé M. Calvet.

Toutefois, les explications avancées par le PDG de PSA — risques de violences, atteintes à la « liberté du travail » — ne sont pas très convaincantes. Durant la toute première semaine, les grévistes de Mulhouse n'ont, en effet, jamais bloqué les chaînes de montage et il a fallu attendre la troisième semaine pour qu'ils occupent la fonderie. Pourquoi, alors, M. Calvet n'a-t-il pas lancé son invitation plus tôt, lorsque les grévistes qu'il invoque n'avaient pas lieu d'être ?

En intervenant directement, M. Calvet a aussi tenté de retourner à son avantage la personnalisation d'un conflit qui, jusqu'alors, ne lui était guère profitable. Si le PDG lui-même reçoit les syndicats, n'est-ce pas de sa part le signe d'une authentique volonté de dialogue ? « Nous avons fait un pas et avons évité un pas de plus », a-t-il dit, invitant les grévistes à se rapprocher de la « ligne médiane », commentant d'ailleurs un syndicaliste, quelque peu impressionné au sortir de la réunion.

Néanmoins, les syndicats n'ont pas caché qu'ils étaient déçus et les premières réactions à Mulhouse, où nous correspondants nous signalons que l'occupation de la forge a été reconduite mardi, indiquent que les grévistes le sont également. « Nous sommes revenus à la case départ, il n'y a toujours pas de négociation », a estimé un représentant de la CFDT, alors que la CGT parle de « verrouillage ».

FO et la CFDT n'ont pas mieux accueilli les propositions du PDG. Il

est vrai que ce dernier, en faisant la forge de Mulhouse au rang de symbole de la grève, prend le risque évident de renforcer la détermination des salariés. Seule FO-Sochaux a décidé de suspendre le mouvement mercredi « pour laisser une chance au dialogue ».

Le changement d'attitude de M. Calvet — qui refusait jusqu'à présent de recevoir les syndicats — a été mesuré tantôt la veille : les participants à la réunion de 17 heures n'ont été avisés qu'à 10 h 30, alors que deux avions spécialement affectés les attendaient sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse, le retour de Paris étant programmé en début de soirée. Quant à la présence « en vedette américaine » du PDG, elle n'a, elle aussi, été annoncée qu'un tout dernier moment. Une mise en scène destinée à bien montrer que M. Calvet, devenu en quelques jours un « anti-modèle », reprendrait l'initiative pour débloquer le conflit.

Si l'on n'est pas encore parvenu à convaincre les grévistes, M. Calvet pourra au moins se consoler en constatant que M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, fait preuve de compréhension à son égard. Interrogé lundi soir sur la Cinq, M. Bérégovoy a souligné qu'il aurait « préféré qu'il n'y ait pas de grévistes de la part de Peugeot, mais a ajouté que « la liberté du travail doit être assurée » et que « celui qui n'est pas gréviste doit pouvoir travailler ». Il est vrai que M. Bérégovoy, aux prises avec ses turbulents agents des impôts, a lui aussi quelques soucis.

J.-M. M.

Le congrès du SCI à Venise

La chimie européenne doit se concentrer

Quelle industrie chimique pour l'Europe avec la création du marché unique le 1<sup>er</sup> janvier 1993 ? Tel a été le thème sur lequel ont planché, lundi 2 octobre, de nombreux chimistes européens, américains et japonais, réunis à Venise pour leur grand-messe annuelle organisée par le SCI (Society for the Chemical Industry, section européenne).

L'autre groupe chimique italien Enimont (1), s'est déclaré, lui, persuadé qu'avec la levée des barrières douanières de nouveaux marchés vont inévitablement se créer. L'environnement étant promis à devenir l'un d'entre eux et non des moindres.

Tous les orateurs ont cependant souligné que les industriels vont devoir d'abord achever leur restructuration, surtout en Italie et en France. « Les opérateurs sont encore trop nombreux », et les capacités dans la chimie sont encore excédentaires.

Avant que l'Acte unique ne devienne une réalité, la course au gigantisme va se poursuivre. En 1988, 240 opérations de fusion et d'acquisitions ont eu lieu en Europe, portant sur 134,2 milliards de dollars, dont 100 opérations à caractère domestique (59,6 milliards de dollars), 101 de nature transatlantique (Europe-Amérique du Nord pour 52,6 milliards de dollars), 24 seulement entre pays européens (13,2 milliards de dollars) et 15 concernant des opérations entre l'Europe et l'Asie (18,8 milliards de dollars).

ANDRÉ DESSOT  
Lire la suite page 30

(1) Enimont regroupe les intérêts de la chimie de l'ENI et de la chimie lourde de Montedison.

INSOLITE

Truelle-story

Contrairement à une idée largement répandue, les secteurs du bâtiment et des travaux publics, après plusieurs années de crise, sont en expansion et créateurs d'emplois. Les chefs d'entreprise ne trouvent pas sur le marché les spécialistes et les personnels qualifiés dont ils ont besoin en dépit d'un intense effort d'information et de formation auprès des jeunes.

Les éditions Nathan, dans leur collection *Le Guide métiers* essayent d'aller à l'encontre de ce courant et viennent de publier un livre intitulé *Bâtisseurs, des métiers d'avenir*. Et pour illustrer concrète-

ment l'ouvrage, la maison d'édition a eu recours à l'expérience, aux techniques et aux réalisations de la société CBC (Compagnie générale de bâtiment et de construction), l'une des principales sociétés françaises de cette branche. Pour être plus accessible, tout en restant technique, le livre est construit sous la forme d'un roman-photo qui met en scène plusieurs personnages (le promoteur, l'architecte, le chef de chantier, le conducteur de travaux, le coffreur, l'ingénieur contrôleur de qualité). L'ensemble immobilier, qui constitue le « noyau » du roman s'appelle *La Quirine*...

Désaccord sur le surcoût du tunnel sous la Manche

On savait depuis le milieu de l'été qu'Eurotunnel, le concessionnaire de l'ouvrage trans-Manche, les entreprises (Transmanche Link-TML) chargées de le creuser et les deux cents banques internationales ayant apporté un prêt géant de 50 milliards de francs n'étaient pas d'accord. Motif : le tunnel sous la Manche coûtera plus cher parce que le matériel roulant, qui y circulera, dépassera de la montant annoncé de 3,5 milliards de francs, et que les entreprises de

travaux publics estiment que l'équipement des tunnels et les gares terminales seront plus onéreux que prévu.

Dans un communiqué publié le lundi 2 octobre, Eurotunnel fait état d'un désaccord persistant sur l'estimation du surcoût qui pourrait dépasser, en 1993, date de mise en service du tunnel, les 10 milliards de francs, l'addition finale passant de 60 à 70 milliards de francs. Eurotunnel et

TML ont demandé au pool des cabinets de consultants, le maître-œuvre, de rapprocher leurs points de vue avant le 15 décembre.

Si un accord est atteint à la fin de l'année, les fonds complémentaires pourraient être apportés à 75 % par le syndicat bancaire et à 25 % par une augmentation de capital, qui interviendrait en 1990 ou en 1991, le tout étant complété par une dette « subordonnée », c'est-à-dire remboursable après les prêts principaux.

Lire, page 44, l'entretien avec M. André Bénard, président français d'Eurotunnel.

Extérieur, toutes...

Dopés par des profits retrouvés et la perspective du marché unique de 1993 les grands groupes français multiplient les acquisitions à l'étranger

Bull a annoncé, lundi 2 octobre, le rachat des micro-ordinateurs de l'américain Zenith pour 4 milliards de francs. Il y a une semaine, Michelin avait acquis Uniroyal-Goodrich, le deuxième fabricant américain de pneus pour 10 milliards de francs. Il y a deux semaines, Rhône-Poulenc engageait 8,5 milliards pour acheter les activités chimiques de RTZ et GAF puis, cela ne lui suffisait pas, soumettait sa filiale Mérieux dans la conquête des vaccins Connaught. C'est, l'assureur Victoire avait racheté l'allemand Colonia et Elf avait réussi une OPA sur l'américain Pennwalt. La liste n'est pas exhaustive et elle continue de s'allonger : Thomson est en quête d'une entreprise d'électronique militaire en Europe, Uzinor, d'un sidérurgiste américain... Les grandes entreprises françaises ont mené le lion.

D'après une étude de la Banque de France, 43 % des soixante-dix grands groupes français ont réalisé une opération d'acquisitions depuis deux ans (1). Si l'on ôte EDF, GDF, SNCF de la liste pour ne retenir que les groupes du secteur concurrentiel, le résultat est qu'ils sont en grande majorité passés à des offensives de vaste ampleur.

Après dix ans de restructuration et de coupes claires, les entreprises

ont retrouvé depuis deux ou trois ans des niveaux de profits qui leur donnent des moyens de songer de nouveaux développements. Or elles tirent de la crise la conviction qu'elles doivent se placer, chacune dans son métier, dans le petit peloton de tête, pour aborder les années 90, avec sérénité. Le chiffre d'affaires du chimiste Rhône-Poulenc, par exemple, n'est que le tiers de ses grands concurrents allemands. Sans acquisition, le français sera bientôt distancé.

Même constat pour Bull dans les ordinateurs ou pour Thomson dans l'électronique militaire. Cette recherche angoissée d'une « taille critique » se double d'une farouche volonté de s'internationaliser et de prendre pied dans les marchés développés européens et nord-américains. Les leçons sont tirées des années 70 pendant lesquelles les firmes françaises avaient profité des marchés ouverts par les pétrodollars, sans prévoir que le prix du brut pourrait retomber.

Il y a dix ans, la liste des firmes françaises, numéro un, dans un trois mondial dans leur secteur était toute faite : Pont-à-Mousson dans la fonte, Bic dans les stylos billes... Rapidement, on tombait sur le numéro un mondial du champagne, du camembert ou du bœuf

basque ! Aujourd'hui, Michelin, Pechiney, Thomson, CGE, Saint-Gobain, l'Air liquide, Lafarge... les médaillés français sont nombreux. En 1982, qui pouvait croire que Bull se hisserait au septième rang de l'informatique mondiale ? Les français rattrapent brillamment leur handicap et ont de moins en moins à envier Daimler, Siemens ou Philips.

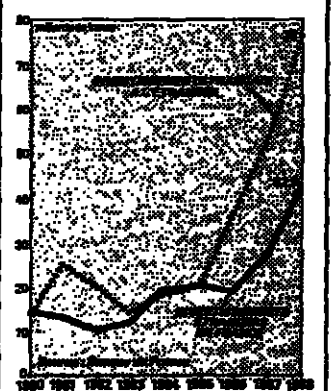
Les investissements de toutes les entreprises françaises à l'étranger ont crû de 80 % en 1986, puis de 44 % en 1987, et encore de 45 % l'an passé pour atteindre le record de 76 milliards de francs (voir graphique). En 1989 devrait s'achever sur une nouvelle progression. Il faut noter que les investissements étrangers en France progressent aussi (+ 54 % en 1988 à 42,3 milliards de francs).

Mais tandis que les flux s'équilibrent en 1980, désormais les firmes françaises rachètent plus les autres qu'elles ne sont rachetées ou dépensent plus hors des frontières que le pays ne reçoit.

ERIC LE BOUCHER  
Lire la suite page 44

(1) La croissance externe des entreprises françaises à l'étranger : diagnostic rapide de l'exercice 1988. Août 1989. Banque de France.

Le boom des investissements français à l'étranger



Depuis trois ans, les Français multiplient les investissements à l'étranger. Ces derniers sont passés de 20 milliards de francs en 1985 à 76 milliards de francs l'an dernier. Ce boom s'explique par les importantes acquisitions des groupes industriels. En 1988, la Banque de France en a recensées une dizaine ayant entraîné une mise de fonds supérieure au milliard de francs.

DYNASTEURS LE MENSUEL DES ECHOS

Débat

1990 la récession

Et aussi

- Faut-il vendre la Seita ?
- L'art de la compensation
- Le trafic des antiquités
- L'après-Boulez a commencé

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX





Société filiale d'un groupe industriel international  
leader sur son marché, recherche pour son  
Département Céramiques Industrielles

## CADRE TECHNICO-COMMERCIAL FRANCE ET EXPORTATION

Au sein du Service Commercial, en liaison étroite avec les services R&D et Fabrication, il assumera une double mission :

- entretien et amélioration d'un portefeuille existant ;
  - développement de nouvelles affaires auprès de la clientèle High Tech.
- Idéalement, ce poste conviendrait à un ingénieur de formation mécanique ou matériaux, ayant 5 ans d'expérience de la vente de produits techniques. Un ingénieur débutant - de valeur - pourrait toutefois remplir ce poste après une période initiale de formation.

Anglais courant indispensable, connaissance de l'allemand appréciée.

Poste ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. 40 C 1445-9M  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## L'EMBALLAGE : UN SECTEUR D'AVENIR

Un des "Grands" européens dans le domaine de l'emballage (800 personnes, CA 450 MF), doté d'équipements performants et ayant une politique d'investissement tournée vers la haute technologie (automatisme, robotique) offre un poste très formateur et évolutif au sein d'une de ses 3 usines à un

## JEUNE INGENIEUR AM, IDN, HEI, INSA...

désireux de faire carrière en production

Ce poste s'adresse à un candidat disposant d'une première expérience de 2 à 3 ans acquise en milieu industriel, éventuellement débutant s'il a pu, lors de ses stages, faire preuve de ses aptitudes aux réalisations concrètes et de son goût pour la vie en usine.

Directement rattaché au Directeur d'usine, il débute par le démarrage et la mise en route de nouvelles installations puis se verra confier la responsabilité d'un secteur de fabrication ainsi que celle de l'ensemble des investissements et des travaux neufs.

De larges perspectives d'avenir sont ouvertes au sein des différentes usines de la société pour un candidat dynamique et animateur alliant à des qualités de rigueur d'excellentes capacités relationnelles et souhaitant évoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Poste situé à proximité d'Orléans.

Ecrire sous réf. 39C 1470-9M  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Valeo

Eclairage  
signalisation

Notre branche est leader européen dans la fabrication de projecteurs et de feux de signalisation. Elle recherche, pour étoffer ses structures d'usines

## DEUX JEUNES INGENIEURS FORT POTENTIEL

### ASSURANCE QUALITE

Rattaché au responsable du service qualité de l'unité de Blois (800 personnes), il assurera la mise en œuvre de la démarche Assurance Qualité pour les produits destinés aux constructeurs français.

Son action s'exercera auprès des services Conception, Industrialisation et Présérie. En relation fréquente avec les clients, il sera également une force de proposition d'amélioration des outils et des méthodes.

Ingénieur diplômé (AM, UTC, INSA...) il possèdera une première expérience qualité et/ou méthodes. Rigoureux, pragmatique, il disposera de bonnes capacités relationnelles.

Réf. 40 B 1550 - 9M

### ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Au sein de l'unité d'Evreux, il participera dans une première période à un groupe "Analyse de la valeur" des produits existants afin d'en optimiser le coût et la fiabilité. Cette mission très formative pour un jeune ingénieur mécanicien diplômé débouchera à court terme sur une fonction études produits nouveaux ou méthodes.

Réf. 40 B 1551 - 9M

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais et un bon potentiel permettront des évolutions de carrières motivantes au sein de la Division en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.

Discrétion absolue

etap

Valeo

L'Equipe Automobile

Lafarge  
Coppee

ALLIA, l'un des premiers européens de l'équipement pour salle de bains et cuisine, filiale d'un des leaders de l'industrie Française (ciment, matériaux, bioactivités), CA 23 milliards, effectif 22 500 personnes.

Cette société connaît une forte croissance avec comme partenaire un grand groupe japonais. Dans notre usine de Vendôme, nous développons de nouveaux produits mettant en œuvre de nouveaux matériaux. Nous recherchons

## INGENIEUR 3-4 ANS D'EXPERIENCE POUR

## PILOTER L'INDUSTRIALISATION ET LES INVESTISSEMENTS

Notre responsable d'industrialisation sera chargé de :

- mettre en place les nouvelles fabrications (grammes, modes opératoires, choix des procédés et des matériels, implantation...);
- optimiser les procédés existants;
- réaliser les travaux neufs.

Ce poste est réservé à un ingénieur ayant une première expérience professionnelle réussie en industrialisation, optimisation de process, conduite de pilotes et ayant mis en œuvre des méthodes modernes d'optimisation et de productique. Il témoignera de dynamisme, de créativité et de sens du progrès.

Larges perspectives d'évolution dans un groupe qui sait gérer les carrières de ses cadres.

Poste basé à Vendôme.

Ecrire sous réf. 21B 1413-9M. Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## M-R FINANCE

L'établissement financier  
de la Société de Bourse,

MEESCHAERT-ROUSSELLE  
recherche

## RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT CLIENTELE ENTREPRISES

De formation Ecole de Commerce, (HEC, ESCAE, etc) à 27-28 ans, vous avez acquis une expérience significative de la vente (crédit, assurance...) et vous manifestez un intérêt tout particulier pour l'activité financière.

Dans un contexte de challenge à haut niveau, et dans le cadre d'une large autonomie d'action et de moyens, vous aurez pour mission de développer, d'animer une clientèle d'entreprises exigeantes (Directeurs financiers, trésoriers) et devrez satisfaire leurs attentes en matière d'ingénierie financière, à partir d'instruments sophistiqués tels que CAP, FLOOR, SWAP, etc...

La rémunération attractive est composée d'un fixe et d'un intéressement directement lié à vos résultats.

Envoyer C.V. + photo et salaire actuel à Bernard CEYROLLE s/réf. RD. - MEESCHAERT-ROUSSELLE 16, Bd Montmartre - 75009 PARIS

## WANG

## Vous offre un tour du monde de l'informatique en 90 jours.

pour les ESC DEBUTANTS, MIAGE, ECOLES D'INGENIEUR 1<sup>re</sup> EXPERIENCE

8<sup>e</sup> constructeur informatique

que américain, 28000 personnes

de C.A., 28000 personnes

une offre globale de

système de haute technologie

de la mini-informatique

l'imagerie électronique

des architectures

seaux. Wang, 28000

finance internationale

toute simplicité

3 mois de formation rémunérée avant d'intégrer l'une de nos agences à Paris et en province: voilà ce que nous vous proposons pour aborder votre avenir dans notre entreprise.

90 jours pour vous former de manière théorique et pratique au marché de l'informatique, aux solutions Wang, aux techniques commerciales et à notre entreprise. Les moyens de devenir rapidement un professionnel de haut niveau.

### Ingénieurs Commerciaux

Jeunes diplômés ESC, votre mission sera de rechercher et coordonner des grands projets auprès des sociétés les plus importantes.

### Ingénieurs Technico-Commerciaux

Miage, Ecole d'ingénieur, vous justifiez d'une première expérience acquise au sein d'une SSII. Vous apporterez une assistance technique indispensable à nos clients pour la concrétisation et le suivi de grands projets.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions à Françoise Bonne, Wang France, 78/80, avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex ou appelez notre numéro vert: (1) 05.30.50.00.

**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Banque régionale de l'Ouest de la France,  
nous appartenons au Groupe CREDIT MUTUEL  
5<sup>e</sup> réseau bancaire français et nous recrutons un

## RESPONSABLE du service juridique et fiscal

De formation juridique supérieure, type DESS droit des affaires ou fiscalité appliquée, après une expérience d'au moins 5 ans en entreprise (de préférence dans le secteur bancaire), vous souhaitez accroître vos responsabilités.

Votre autorité naturelle enrichie de votre technicité et de votre savoir faire de juriste, vous permettront de remplir avec succès une double mission :

- assurer, à la tête d'une équipe, la responsabilité du service juridique et fiscal (suivi des sociétés du groupe, règlement des problèmes de droit bancaire et de droit du crédit...)
- intervenir personnellement dans le domaine de l'ingénierie financière : montage d'opérations, optimisation de l'organisation juridique et fiscale du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et photo sous réf. MD 0210 à CREDIT MUTUEL Direction des Ressources Humaines - 43, bd Volney - 53002 LAVAL cedex

**Crédit Mutuel**  
une banque à qui parler

**Organisme Professionnel National**  
Quartier Etoile  
recherche

## un juriste débutant H/F pour son service des Prix et de la Concurrence

Votre formation juridique (DESS ou DEA) vous a permis d'acquérir de solides connaissances en droit de la concurrence et de la consommation, et vous voulez vous impliquer dans un poste où vous saurez vous faire apprécier pour vos compétences.

Efficace et dynamique, l'esprit curieux et ouvert, vous vous intégrez avec aisance et prendrez rapidement en charge le traitement des consultations écrites et orales relatives à la concurrence et à la consommation.

Vous acquerez progressivement les connaissances indispensables en matière de prix (index, révisions).

Ce poste est à pourvoir rapidement.

Pour nous rejoindre merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 288 à C.J. - 15, rue Pétrarque - 75116 Paris

**Chantal Kenvyn**

## DIRECTEUR COMMERCIAL

**VOTRE MISSION :** Véritable patron sur la France et rattaché à la Direction Europe, vous définissez en relation avec elle la stratégie commerciale spécifique au marché français et mettez en place de façon autonome les plans nécessaires à la dynamisation et au développement des ventes et de la rentabilité.

**VOTRE PROFIL :** Environ 35 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce, Gestion), vous avez acquis une expérience minimum de 4 ans dans une fonction commerciale pour des P.G.C. distribués en circuits G.M.S. (centrales, hyper, super...). Vous avez prouvé vos capacités d'homme d'affaire et d'homme d'encadrement. Votre anglais est courant.

**NOUS VOUS PROPOSONS :** Après une période d'intégration, d'importantes responsabilités liées à un nouveau challenge. La structure et les moyens d'un groupe multinational, un poste autonome dans lequel vous valorisez votre expérience et votre charisme pour réussir.

Intéressé par ce poste, adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 95833 RUEIL MALLMAISON CEDEX sous réf. 62.2724 LM portée sur la lettre et l'enveloppe.

**Mercuri Urval**

## INGENIEUR ou PHARMACIEN

à 30 ans... prenez en main un des services clés de notre site de production

Filiale d'un grand Groupe International nous employons 800 personnes en France. Nous devons notre réussite à notre capacité d'innovation mais aussi à l'engagement de nos collaborateurs impliqués.

A la suite de l'évolution du Responsable du Service Conditionnement de notre site de production (350 personnes) d'Orléans, nous recherchons aujourd'hui son remplaçant, notre nouveau

## RESPONSABLE SERVICE CONDITIONNEMENT

Animant une équipe de 80 personnes, vous assurez le conditionnement de nos produits dans le respect permanent du planning de production, des impératifs pharmaceutiques, des standards de qualité et optimisez les moyens mis à votre disposition.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation de Pharmacien ou d'ingénieur généraliste et une première expérience réussie de ce type de fonction dans le secteur pharmaceutique, chimique, cosmétique, agroalimentaire... Votre sens de l'organisation, votre goût pour la technique, votre savoir faire relationnel seront autant d'atouts pour réussir aujourd'hui dans cette mission et évoluer avec nous.

Christiane CHARBONNE, notre conseil, attend votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. ORSCILM à : R.P.C. - 74, rue de la Fédération - 75016 PARIS.

**Raymond Poulain Consultants**

## ETUDES et CONCURRENCE ...

un tremplin dans notre Groupe (5 Milliards de C.A.) n°2 Mondial d'un secteur en très forte croissance :

créer le Département analyse de la concurrence et études marketing, au sein de la Direction Marketing International.

Vous analyserez les différentes stratégies de développement international de la concurrence (produits, investissements industriels, données financières) et développerez la cellule études (définition et mise en place de nouveaux outils marketing).

Votre sens de la communication sera un atout pour animer une équipe jeune et motivée et jouer un rôle d'expert auprès de nos filiales étrangères.

Vous avez environ trente ans, une formation supérieure technique ou commerciale et êtes parfaitement Bilingue Anglais. Vous souhaitez valoriser une expérience marketing solide acquise en entreprise ou en cabinet comme consultant.

Merci de nous adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence 2002 à :

EUROPA - 12, rue Desaix - 75015 Paris  
qui le transmettra en toute confidentialité.

**ROCHE** Division F. HOFFMANN-LA ROCHE & Cie  
VITAMINES ET CHIMIE FINE.

## ingénieur agronome

### nutritionniste et formulateur

Rattaché au Responsable Assistance Technique Développement de notre Département Nutrition Animale, vous aurez pour mission :

- d'assurer la formulation et l'optimisation des aliments composés demandés par la clientèle (prémix et aliments minéraux, aliments composés)
- de proposer des améliorations ou des nouveautés dans le domaine de la diététique
- et d'apporter un appui technique en clientèle en collaboration avec notre équipe commerciale.

Ingénieur Agronome (ou Vétérinaire), Zootechnicien, vous possédez nécessairement une expérience de la formulation d'aliments finis et de prémix, acquise, de préférence, dans une firme service, ainsi qu'une connaissance approfondie de la nutrition animale.

Outre de solides connaissances scientifiques, vous devez faire preuve d'aisance dans les relations et la communication pour dialoguer avec vos clients et responsables commerciaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Division du Personnel PRODUITS ROCHE - 62, bd du Parc - 92631 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

**BRED**

## Spécialiste financements Immobiliers

Paris

1<sup>er</sup> Banque Populaire et 8<sup>e</sup> Banque française, nous avons avec 3 300 personnes et près de 200 agences en Région Parisienne, Normandie, Antilles et Réunion, multiplié par 5 en 10 ans nos résultats nets et nos dépôts.

Notre Département Immobilier au sein de la Direction des Grandes Entreprises renforce son équipe en intégrant un nouveau Collaborateur.

Chargé de créer des relations avec de nouveaux clients professionnels de l'immobilier et Responsable d'un Fonds de Commerce existant, vous en assurez le développement et la gestion. Directement rattaché au Responsable du Département Immobilier vous intervenirez à tous les stades de la relation commerciale, de l'étude de faisabilité au montage et à la mise en place des dossiers dans un souci de croissance, d'efficacité et de rentabilité.

30 ans environ, diplômé d'enseignement supérieur, (Sciences Po, E.S.C., Maîtrise de gestion...), vous avez acquis une bonne expérience des crédits immobiliers au sein d'une banque ou d'un établissement financier spécialisé.

De tempérament commercial, vous associez au sens du risque, des qualités de rigueur et de méthode.

Votre capacité d'adaptation, vos résultats vous permettront d'évoluer dans notre Groupe aux activités diversifiées.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence RC 248/3 (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.

**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

## Diriger une agence de publicité spécialisée à Lille, +300 KF

AVENIR-HMR, filiale des groupes de communication HAVAS et UNITED COMMUNICATION, recherche pour son agence COMMUNICO NORD le Directeur. Spécialisée dans la publicité de recrutement et la communication interne et institutionnelle d'entreprise, COMMUNICO NORD est une S.A. conviviale de 10 «pros». Très performante, notre agence a conquis en région Nord-Picardie, au terme de cinq années d'existence, la première place dans son domaine d'activité.

Si vous êtes un homme de communication motivé, diplômé d'études supérieures plutôt commerciales, âgé d'au minimum 30 ans et si vous possédez une expérience de trois ans ou plus dans un poste à responsabilités (agence, annonceur ou régie publicitaire), nous vous proposons la direction de notre agence à Lille. A terme, notre Président basé à Paris, vous sollicitera pour la DIRECTION GENERALE de ce centre de profits.

Merci d'écrire (lettre, C.V., photo) à : M. le Président, COMMUNICO-HMR, 159 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY - Confidentialité garantie.

**COMMUNICO**

LILLE - BORDEAUX - TOULOUSE - NICE

هذه امينة الأصل

INGENIEURS  
URBANISTES

302



**Le Monde**  
**CADRES**

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615

**SAVOIR CONCEVOIR**

Jeune société de conseil  
en organisation et informatique, spécialisée dans  
les marchés financiers (bourse et titres) recherche

**PLUSIEURS  
CONSULTANTS**

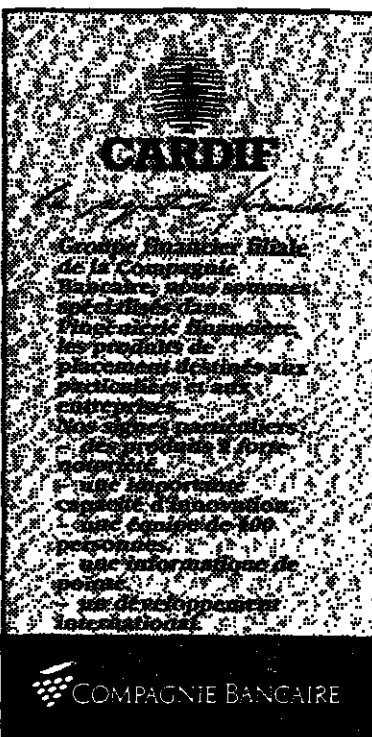
**PROFIL:** Formation supérieure (grandes écoles  
ou équivalent) débutant ou première  
expérience dans le domaine des titres

**MISSION:** Conception de systèmes d'information,  
mise en œuvre, maintenance.

Si vous souhaitez valoriser et élargir vos  
compétences, merci de prendre  
contact avec Camille PORCHER.



**CEBI CONSEIL**  
126, rue du faubourg St Honoré  
75008 PARIS



**Responsable des études**

Directement rattaché au Directeur de l'Informatique,  
vous serez chargé de la responsabilité de notre Service  
Etudes de Gestion.

Vos priorités s'organiseront autour de 3 axes :

- l'animation d'une équipe de 25 ingénieurs de bon niveau,
- la coordination des relations avec les utilisateurs,
- l'anticipation des besoins.

Nous donnerons la préférence à un ingénieur grande  
école à fort potentiel possédant une expérience de l'encadre-  
ment et voulant élargir le champ de ses responsabilités.

Des perspectives d'évolution sont possibles au sein de la  
société ou du groupe, soit dans la même filière, soit dans des  
filiales différentes.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candida-  
ture à Marie-Christine Barjolin - CARDIF - 56, avenue Charles  
de Gaulle - 92200 Neuilly-sur Seine, sous réf. 676.

**Responsable Commercial  
& Marketing**  
Secteur "Automobile"

**Freudenberg** Filiale d'un important groupe interna-  
tional (24 000 personnes au niveau  
mondial), nous possédons 3 usines  
en France et réalisons un chiffre  
d'affaires de 580 MF. Nous sommes spécialisés dans la production  
et la vente de pièces et ensembles techniques de précision  
en élastomère et matière plastique.

Responsable de la stratégie commerciale de votre secteur, vous  
êtes à l'écoute permanente de l'évolution des besoins et technolo-  
gies des Constructeurs automobiles et Équipementiers (V.I.E.T. P.L.).  
en liaison avec nos services techniques en France et en Allemagne.  
Vous développez et coordonnez les ventes, aujourd'hui supé-  
rieures à 250 MF, et animez votre équipe de technico-commerciaux.

Ingénieur de formation, vous avez à 40 ans acquis une expé-  
rience réussie du marketing et de la vente de composants indus-  
triels et techniques à la grande industrie. Vous parlez couram-  
ment l'allemand.

Vous serez basé à PARIS, ou à notre siège social de MACON.

Merci d'envoyer votre CV sous la référence 21031-5 à notre  
Conseil :



Tour du Crédit Lyonnais, 69431 LYON  
Cedex 3. Pour plus d'informations,  
consultez le 3616 code UGE \* ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

**AUTOMATICIEN EXPERT**

Vous bénéficiez de la spécialisation AUTOMATIQUE d'une grande école d'ingénieurs, confirmée par cinq ans d'expérience  
d'automatisation en entreprise industrielle et une pratique de l'informatique en temps réel et d'outils de génie logiciel.

**LA DIRECTION INFORMATIQUE  
du GROUPE PEUGEOT**

Vous propose de participer :

- A l'élaboration, puis de veiller à l'application de la stratégie Groupe en matière d'automatisme ;
- A l'expertise des composants d'automatismes ;
- A la représentation du Groupe auprès des instances nationales et internationales.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à PEUGEOT S.A. - Gestion du Personnel,  
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

**FOSTER WHEELER**  
**DIRECTEUR COMMERCIAL  
ADJOINT**

De formation commerciale ou ingénieur, vous possédez une  
expérience professionnelle de 3 à 5 ans acquise dans une  
société d'ingénierie ou dans une entreprise à vocation  
internationale.

Vos connaissances juridiques, votre parfaite maîtrise de  
l'anglais (allemand souhaité), ainsi qu'une grande autonomie  
et un réel goût des responsabilités, vous permettront d'assurer  
efficacement, les diverses missions que nous vous confierons.

En collaboration avec l'équipe de Direction de projets, vous  
participerez aux négociations de contrats nationaux et  
internationaux, dans les domaines pétrole, chimie,  
pétrochimie.

Avec l'administration et les organismes bancaires vous  
coordonnerez l'établissement des contrats  
de financement.

Adressez notre dossier de candidature sous  
réf. 103 M, à FOSTER WHEELER - BP 214 -  
75024 Paris Cedex 01.



**L'Animation commerciale  
au GAN, une assurance  
de réussite.**

Nous sommes l'un des tout premiers groupes dans  
l'assurance aux particuliers et aux entreprises.  
Comme première mission et pour connaître notre  
métier, nous vous proposons d'intégrer notre  
groupe comme

**Animateurs  
de réseaux**

Renforçant notre inspection technico-commerciale, vous serez basé dans le NORD, l'OUEST,  
le SUD-OUEST ou l'EST.

Après vous être familiarisé à nos produits et techniques, vous deviendrez rapidement le part-  
naire privilégié de nos agents généraux.

Contribuant au développement de leurs activités, vous aurez un rôle d'animation commerciale et  
de formation aux produits. Garant de l'application de notre politique, vous veillerez à la réalisation  
des objectifs et coordonnerez l'ensemble des actions menées auprès d'eux.

De formation supérieure (ESC ou équivalent), vous avez acquis une expérience d'au moins  
3 ans dans l'animation d'un réseau de vente, de préférence dans le tertiaire.

Dynamisme, qualités relationnelles et fort potentiel seront indispensables pour évoluer dans  
notre groupe, au siège ou dans les délégations, en France ou à l'étranger, à des postes fonctionnels  
ou opérationnels.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle en précisant la région choisie,  
à notre Conseil ALCANE, qui traitera votre dossier en toute confidentialité :  
ALCANÉ, 10 rue de la Paix 75002 Paris.



Importante filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, leader dans l'aménagement et le développement urbains, recherche  
pour son réseau de Sociétés d'Economie Mixte au service des  
Collectivités Locales des

**INGENIEURS  
URBANISTES**

POUR TOUTE LA FRANCE

Intégrés dans une équipe opérationnelle de maîtrise d'ouvrage,  
ils devront assurer la conduite d'opérations d'aménagement  
(centre ville, zones industrielles, bâtiments industriels, etc.).

Ces postes conviennent à des ingénieurs (ESTP, INSA, archi-  
tectes...) et/ou urbanistes, ayant de préférence une expérience  
confirmée dans ce domaine et attirés par des fonctions de  
généraliste et une carrière opérationnelle dans le groupe.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo,  
prétentions) à la SCET,  
Service Recrutement,  
4 place Raoul Daurry,  
75741 Paris Cedex 15  
en précisant la réf. IU/LM.



**SCET**

**GRANDE ECOLE + EXPERIENCE  
INGENIEUR D'AFFAIRES  
MANAGER UN C.A. DE 350 MF**

Groupe européen à taille humaine, 1,1 MMF de CA -  
1400 personnes, partenaire des grands constructeurs  
automobiles, nous fabriquons des prototypes, pièces  
de grande série et équipements.

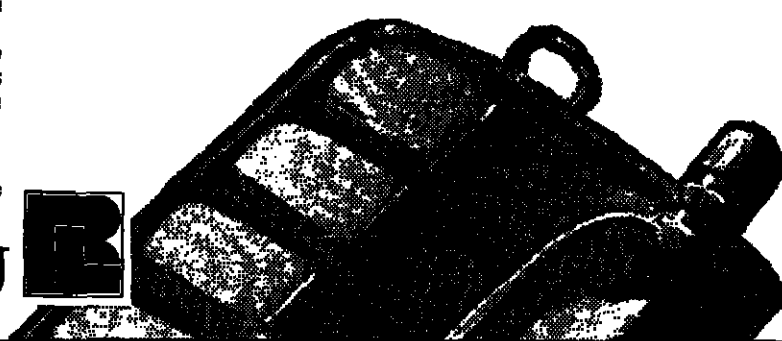
- Responsable d'un CA de 350 MF, vous disposez  
d'une large autonomie pour mettre en œuvre  
votre politique commerciale et développer les  
meilleures relations avec nos clients.
- Face à des interlocuteurs de haut niveau, vous  
êtes une véritable force de proposition et mettez au  
point de nouveaux projets depuis l'élaboration du  
cahier des charges jusqu'à la production en série.
- Ingénieur généraliste, vous souhaitez prendre  
aujourd'hui de réelles responsabilités, nous  
saurons vous proposer une évolution à votre  
mesure.

Ce poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence  
EMO/10 à Christine CHUZEL - LEBRANCHU S.A.  
271, Chaussée  
Jules César  
95250 BEAUCHAMP



**RIEN DE TEL  
QU'UN BON RESERVOIR  
POUR AUGMENTER  
SA CAPACITE.**



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

VAN DER LINDE

### INGENIEUR COMMERCIAL

Filière d'un Groupe européen (6 Sociétés, 375 MdF de CA) : notre vocation est la conception de systèmes automatisés de manutention dont nous réalisons les installations utilisées dans les grands secteurs industriels (Agro-alimentaire, Automobile, Electroménager) et dans le tertiaire (Aéroports, Messagerie, VPC). Pour étoffer notre force de vente, nous recherchons :

**Mission :** vous aurez à développer des relations auprès d'industriels, à analyser leur besoins d'équipements, à élaborer avec l'appui des Ingénieurs de notre Bureau d'Etude des propositions, à vérifier la faisabilité financière et à conduire les négociations jusqu'à la conclusion des contrats d'une valeur le plus souvent supérieure au million de francs.

**Profil :** votre formation technique ou votre expérience acquise dans les biens d'équipement contribuera à votre compréhension des problèmes posés par notre clientèle. Votre dynamisme commercial, vos qualités relationnelles, et vos talents de négociateur garantiront votre réussite. Vous n'avez pas moins de 28 ans et bénéficiez d'une première expérience; vous parlez convenablement Anglais.

**Nous offrons :** une opportunité de carrière passionnante, de larges délégations, une rémunération attractive. Le poste est basé dans le Sud Parisien et comporte de fréquents déplacements en France.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous référence RL/LM1 à

PARIS  
LILLE  
LYON  
NANCY



michel jouhannaud conseils  
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

### DEVELOPPEZ VOTRE SENS MARKETING !

Le Département TRANSMISSION d'ALCATEL CIT (3 500 collaborateurs dont 800 Ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (cuivre et fibre optique) pour liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câblés de vidéo-communications.

### ACHETEUR

Vous participerez activement à la politique des achats du groupe, en particulier avec nos filiales européennes (Allemagne, Espagne, Italie, Belgique). Diplômé d'une école supérieure, vous justifiez d'une première expérience réussie technique et/ou commerciale dans les Télécoms, les produits et logiciels informatiques, les composants électroniques ou les circuits intégrés. Vous avez une bonne pratique du marketing achat, de la vente et du management.

Votre sens commercial et votre esprit d'initiative vous mettent à l'aise dans la négociation et la prise de décisions.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo), sous réf. DCAM-01, à Catherine BONNIER - ALCATEL CIT - Département Transmission - B.P. 6 - Nozay - 91620 LA VILLE-DU-BOIS.



Groupe International, **AKZO** Division Peintures  
recherche dans le cadre de son expansion

### INGENIEURS DE RECHERCHE PHYSIQUE-CHIMIE

"Participez à la réalisation de projets et secondiez nos chefs de laboratoires"

Aujourd'hui, après une formation d'ingénieur chimiste valorisée ou non par une première expérience en industrie chimique de préférence, vous recherchez une mission à responsabilités aussi bien techniques qu'humaines.

Dans un contexte International, vous seconderez nos chefs de laboratoires R & D et participerez à la réalisation complète de projets, en liaison avec nos services commerciaux et nos clients.

Animateur d'une équipe de techniciens, vous veillerez aux bonnes relations avec les différents services notamment fabrication et qualité.

Ces postes, basés à proximité de Chantilly (60), sont ouverts à des perspectives de développement motivantes et sont également des étapes clés pour la maîtrise de votre carrière.



### INGENIEUR CHEF DE PROJETS TRAVAUX NEUFS

"Managez des projets techniques très variés"

Votre formation de type INSA, ou génie chimique, UTC vous pousse à rechercher un poste à larges responsabilités.

Responsable des projets qui vous sont confiés (construction de nouveaux ateliers, installation de nouvelles technologies) dans le cadre de l'extension de notre site industriel, vous établissez les cahiers des charges, réalisez les appels d'offres, assurez le suivi technique et financier des projets.

Vous bénéficiez dans cette mission de l'aide d'un BE spécifique. Autonome et homme de terrain, votre esprit rigoureux (détails et coûts) est complété par le sens de la communication.

La pratique de l'anglais est un atout. Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste de votre choix à Bernard JARRY AKZO Division Peintures BP 4 - 60160 MONTAIGNE.

### CONFORAMA

LE PAYS OU L'AVENIR EST OUVERT

Leader sur un marché porteur : l'Équipement de la Maison, CONFORAMA recherche dans le cadre de son développement, plusieurs

### ORGANISATEURS

Vous venez d'obtenir votre diplôme Grande École de Commerce, ou ingénieur + IAE, ESC, IESTO (niveau Bac + 4).

Nous vous proposons au sein de la Direction des Systèmes d'Informations des missions d'organisation et de formation.

Vous évoluerez vers la conception, la définition et la documentation d'applications informatiques et de procédures d'organisation.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec des utilisateurs et des informaticiens. Basé à MARNE LA VALLÉE, ce poste implique de fréquents déplacements en province. Pour l'un de ces postes, LA MAÎTRISE DE LA LANGUE ESPAGNOLE EST NÉCESSAIRE.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prêt à CONFORAMA Mme IACOSTE - 80 bd du Mandinet - LOGNES 77432 MARNE LA VALLÉE CEDEX 2.

### JM. BRUNEAU

LE N°1 DE L'ÉQUIPEMENT DE BUREAU PAR CORRESPONDANCE

400 PERSONNES - LES ULIS 91 (Banlieue Sud) recherche

### Directeur exploitation logistique

Occupant un des postes clés de l'entreprise, assure la réalisation des objectifs commerciaux définis avec la Direction.

Organise et supervise le traitement du flux "produits" dans son intégralité : Approvisionnement - Réception - Magasin - Préparation de commandes - Expédition ou Livraison.

Témoignant d'une grande ouverture d'esprit vis à vis des hommes et des techniques, il partage avec un encadrement motivé l'animation d'un ensemble de 170 personnes.

De formation supérieure, commerciale ou ingénieur - 40 ans environ - il bénéficie d'une expérience confirmée dans la distribution et a participé à des réalisations logistiques réussies. Ses capacités techniques et d'études lui seront nécessaires pour entreprendre des développements très prochains. Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 854, à :

Claudine GALLET  
Ressources Humaines  
3, rue Corneille  
75006 PARIS.

GEO



prima

Femme  
Actuelle

Tele  
Loisirs

Voci

prima recherche  
JOURNALISTE ET ANIMATRICE

### Chef de service "maison"

Vous avez au moins cinq ans d'expérience du journalisme pratique en décoration/bricolage/jardinage/cuisine.

Vous êtes une organisatrice, privilégiez le travail d'équipe et savez coordonner les relations entre les différentes fonctions qui concourent à la réalisation d'un journal.

Créative, vous êtes sensible au visuel et saurez faire valoir votre talent au sein de la rédaction du premier mensuel féminin.

Envoyez votre dossier (lettre manuscrite / CV, photo et prétentions) sous référence PRIO à PRISMA PRESSE - Direction des Ressources Humaines - 6, rue Daru - 75008 Paris.

Europcar

### Directeur organisation et informatique d'Europcar France

Rattaché au Directeur Général vous prenez en charge l'ensemble des projets "informatique et organisation" de la Société :

Le plan informatique (projets, moyens, structures...)

L'animation de l'équipe d'études (15 personnes)

La production

Le comité d'organisation de la Société...

et participez pour votre part au développement informatique du Groupe.

En fait, les orientations, les actions, les idées et les réalisations... c'est vous.

Vous avez 35 ans environ, un passé informatique très actuel à ce niveau de responsabilité, dans un environ-

nement international, gros systèmes IBM (3090 AS 400...).

Votre connaissance de l'activité de service et votre parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables.

De grands projets sont en cours... vous pouvez vous réaliser avec nous à partir de ST-QUENTIN-en-YVELINES.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous la réf. M 1157 P à Olivier

Chaumette, OC CONSEIL, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.



PARIS  
LONDRES

### Biens d'équipement industriels : directeur commercial à Reims

350 KF

Solidement implantés sur les marchés industriels de l'agro-alimentaire, en France et à l'étranger, nous concevons et fabriquons des matériels de manutention continue et des lignes de conditionnement de technologie avancée. Innovateurs et réputés, nos produits font appel aux techniques de pointe de la robotique et des automatismes. Notre développement nous conduit à renforcer notre organisation : nous recherchons le Manager à qui nous confierons la Direction de notre structure commerciale.

À la tête d'une équipe d'une quinzaine de personnes, vous déterminez les objectifs commerciaux. Homme de terrain et organisateur, vous orientez l'action de nos Ingénieurs Technico-Commerciaux. Taciturne et stratège, vous savez aussi analyser nos positions, prendre du recul pour mieux nous projeter sur les marchés futurs. Membre du Comité de Direction, vous définissez, en accord avec notre Président, la politique commerciale de l'entreprise dans un esprit marketing très opérationnel.

35 ans, voire un peu plus, diplômé d'une École de Commerce, vous avez acquis une solide expérience d'animation d'équipe et de développement de produits industriels dans le secteur des biens d'équipement. Homme de contact, convivial et très relationnel, vous savez vous impliquer au quotidien, mais aussi vous montrer prospectif et capable de percevoir l'évolution de notre marché. Nous attendons un homme désireux de s'investir pleinement et durablement dans ses fonctions. Anglais vivement souhaité. Véhicule de fonction.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. RC 210/1 LM (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

هذه امينة الأصل



هذا من اهل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 4 octobre 1989 35

Le Monde  
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 2M

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

## Jeune D.R.H. 300 KF+

Rattaché à une Compagnie Multinationale, CHEP-FRANCE gère des flux de matériel de maintenance adaptés aux contraintes de logistique des entreprises. CHEP-FRANCE est une jeune Société de Services, sans concurrence sur son marché, qui représente aujourd'hui un C.A. de 250 000 KF avec un effectif de 300 personnes (dont 20 % de Cadres).

Pour faire face à sa vitalité exceptionnelle (doublement tous les 3 ans), son Directeur Général, souhaite s'attacher un Jeune D.R.H., ayant une formation de base universitaire, 4 à 5 ans d'expérience dans la fonction et une bonne maîtrise



Chep France

de l'anglais. Acquis aux méthodes modernes : gestion prévisionnelle du Personnel/management de la performance/communication interne... il devra participer à l'élaboration d'une politique sociale et humaine et assurer sa mise en œuvre tout en maintenant sa propre équipe (4 à 5 personnes). Sa réussite professionnelle sera liée à son dynamisme et une adaptabilité exigée par l'expansion rapide de l'Entreprise.

Envoyer C.V., photo, salaire actuel, sous la référence 890508, à notre Conseil.

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

STRATEGIE,  
QUALITE, PRODUCTIVITE,  
COMMUNICATION,  
MANAGEMENT DES RESSOURCES  
HUMAINES

sont les axes essentiels des conseils qu'EUREQUIP met en œuvre auprès des entreprises industrielles, des banques, des compagnies d'assurances, des administrations, afin qu'elles puissent faire face aux mutations rapides qui résultent des technologies et des impératifs d'efficacité actuels. Aujourd'hui, au sein du Groupe CGI (Compagnie Générale d'Informatique), EUREQUIP connaît un fort développement. Pour faire face à cette croissance, nous recherchons :

## 15 CONSULTANTS H/F

28 - 32 ans

diplômés Grandes Ecoles

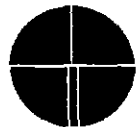
faisant preuve d'ouverture, d'une disponibilité géographique, intellectuelle, sociale et désireux de s'intégrer à des projets très divers où ils interviendront sur le terrain en apportant des solutions efficaces avec des méthodes spécifiques.

Nous recherchons en particulier :

- Des ingénieurs ayant une réelle expérience en milieu industriel. Compétents en matière de production et de qualité, une pratique de l'informatique serait un atout.
- L'un des consultants recrutés sera basé dans notre filiale de Lorraine.
- Des hommes de gestion ayant déjà abordé l'entreprise sous l'aspect stratégique.
- Des hommes de sciences humaines et de communication possédant une expérience significative de Gestion de personnel.

Si vous êtes motivés par la diversité et la complexité des interventions qui vous attendent auprès de nos clients et prêts à réussir l'évolution des organisations qui nous consultent, venez rejoindre nos équipes.

Merci d'adresser à : EUREQUIP - Service du Personnel - 19, rue Yves du Manoir 92420 VAUCRESSON. Nous étudierons ensemble votre projet en toute confidentialité.



EUREQUIP

## Marketing bancaire



Nous sommes un important groupe financier, spécialisé dans le financement automobile. Nous souhaitons étoffer notre Direction du Marketing et recherchons pour son Département Etudes et Recherches un jeune

### CHARGE D'ETUDES HEC, ESSEC, ESCP...

Vous réalisez des études de marché, analysez l'environnement national et international, étudiez le positionnement de nos produits et intervenez dans la conception de certains projets pour lesquels vous élaborez des prévisions de rentabilité. La forte dimension relationnelle de la fonction nécessite d'excellentes qualités de contact.

Vous avez acquis pendant 2/3 ans une première expérience marketing vous permettant de maîtriser les techniques d'analyse de marché et souhaitez intégrer un groupe jeune, riche en perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 9097 M à notre conseil SENANQUE - 103, rue La Fayette - 75010 Paris.

Sénanque

BOSSARD  
CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

étend ses activités de MAINTENANCE INDUSTRIELLE dans les secteurs de l'industrie, des hôpitaux et des collectivités locales.

Pour faire face à ce développement, nous recherchons un

## CONSULTANT DE HAUT NIVEAU EN ORGANISATION ET MANAGEMENT INDUSTRIEL

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, environ 35 ans, avec une expérience réussie dans le domaine de la maintenance (de préférence en cabinet de conseil). Vous serez dans un premier temps associé au "business-plan" Maintenance. A terme, vous pourrez prendre la direction du Département Maintenance ou créer un département connexe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) s/réf. BCI/GSM à : Florence HADJAB - BOSSARD CONSULTANTS 12 bis, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX CEDEX.

## DIRECTEUR DE SALON HAUTE TECHNOLOGIE

**Sud de la France** - Ce salon de la haute technologie de renommée internationale recherche son directeur d'exploitation. Rattaché au commissaire général, il sera le négociateur privilégié des grands comptes français et étrangers. Homme de marketing, il déterminera la stratégie commerciale, afin de favoriser au mieux le développement et l'évolution du salon. Il supervisera l'ensemble de la logistique. Il dynamisera une équipe de 13 personnes composée de commerciaux France et export, de responsables techniques et communication. Il effectuera de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure type ingénieur, il possède une bonne connaissance de la haute technologie ainsi qu'une expérience significative du management et de l'export. Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. La connaissance d'une deuxième langue est vivement souhaitée. La rémunération sera de l'ordre de 325.000 francs + avantages en fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à Brigitte LEMASSON en précisant la référence A/T7307M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.64. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

Logiciels  
**Microsoft**  
Nous civilisons la micro-informatique.

## Responsable des Services Généraux

1<sup>er</sup> éditeur mondial de logiciels, la croissance soutenue de MICROSOFT en France implique notamment la construction d'un ensemble immobilier intelligent de 9 000m<sup>2</sup>, opérationnel en 1990. Prendre en charge les achats, gérer les bureaux actuels et la logistique nécessaire aux fonctions d'accueil et de communication, accompagner la nouvelle implantation en contrôlant l'avancement des travaux, telles sont les principales missions que recouvrent la création du poste de Responsable des Services Généraux, rattaché au Directeur des Opérations. De formation supérieure, votre expérience dans une fonction similaire vous a préparé à rejoindre un groupe international pour lequel la pratique de l'anglais est nécessaire.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez votre dossier de candidature et votre rémunération sous réf. 329 à :

ALPHA CDI  
181, avenue Charles de Gaulle  
92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA CDI



Groupe FINALP

Nous créons le poste de

## INTERNATIONAL BUSINESS EXECUTIVE MANAGER

Directeur des affaires internationales

Ce collaborateur direct de la Direction Générale du Groupe sera responsable du développement de nos activités hors de France. Il sera d'emblée chargé de guider et superviser l'expansion de nos filiales commerciales implantées en RFA et aux USA ainsi que de notre société d'exportation. Il épaulera leurs jeunes dirigeants auprès desquels il sera le relais opérationnel de la Direction Générale du Groupe. Il valorisera avec eux nos savoir-faire et les fruits de notre recherche. Il sera intéressé aux résultats des sociétés placées sous sa responsabilité.

Pour ce nouveau poste à haute visibilité, nous recherchons un candidat de formation supérieure apportant son expérience réussie du développement d'un Centre de Profit à l'étranger. Son autonomie, sa disponibilité et sa rigueur seront particulièrement appréciées. Bien entendu, la maîtrise de l'allemand et de l'anglais est indispensable.

Si notre projet vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M<sup>re</sup> Daniel Larché ALPIA S.A. 2, rue Jacquard - BP 1359 - 25006 BESANCON CEDEX - France.

FULMEN  
Compagnie Européenne  
d'Accumulateurs

N<sup>o</sup>1 FRANÇAIS - Notre objectif : N<sup>o</sup>1 EUROPEEN  
Fabricant d'accumulateurs au plomb - 3300 p. - CA 2,1 mds  
Poste basé Gual de Clichy (PONT D'ARNHEIM)

## RESPONSABLE COMMUNICATION



CIGIE  
L'Esprit de Conquête

30 ANS MIN. DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE REUSSEE DANS UN POSTE ANALOGUE ET VOUS MAITRISEZ L'ANGLAIS.

Relevant du Directeur des Ressources Humaines et de la Communication, vous bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE pour CREER le poste.

Vous élaborerez et proposerez la politique de communication interne et externe. Vous mettrez en œuvre et coordonnerez toutes les actions de communication en veillant à leur cohérence et au renforcement de l'identité du GROUPE C.E.A. Vous assurerez l'interface avec la Direction de la Communication du GROUPE C.E.A.

Courts déplacements en France et en Europe.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION DANS UN GROUPE EN PLEIN DEVELOPPEMENT INTERNE ET EXTERNE.

Merci d'écrire, sous référence CEA/COM/67 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BENAOUIL - GROUPE BEC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Description absolue et réponse assurées.

50 ANS :  
L'AGE D'UN  
NOUVEAU DÉFI.DIRECTEUR ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER

Vos responsabilités seront doubles :

- FINANCIÈRES : en charge d'une trésorerie importante (300 MF d'investissements annuels), utiliser tous les mécanismes financiers modernes ayant pour but d'améliorer les coûts de refinancement.
- ADMINISTRATIVES : direction des services gestion et comptabilité • maîtrise complète du contentieux en liaison avec la direction commerciale et notre avocat conseil • assurances • amélioration permanente de notre outil de gestion informatique (sur mini) en liaison avec une importante société de conseil en informatique.

Votre profil : de formation supérieure, ESC ou IEP, votre expérience en matière d'administration et de finance dans une banque d'affaires ou une PME vous a convaincu de l'importance de la personnalité à ce poste : sens du contact, esprit d'innovation, flexibilité.

Adressez C.V., photo et rémunération actuelle s/réf. 58.2922 M à MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92663 RUEIL MALMAISON CEDEX.

Mercuri Urval

## Avec nous. Allez au bout de vos idées

Tout comme vous, nous avons ressenti un jour en entreprise, le besoin d'avoir plus d'initiative, une écoute plus grande de nos propositions, une vue plus large des choses. Habité par la passion d'entreprendre, nous avons alors choisi le métier de consultant et rejoint Bernard Julhiet Conseil. Pour faire face à notre important développement, nous recherchons aujourd'hui deux :

Consultants  
«produits grande consommation»

qui nous ressembleront. Véritables «Conseillers opérationnels» vous aiderez les entreprises de ce marché à maîtriser l'évolution de leur environnement et à accroître leurs performances marketing et commerciales. Vous développerez vos actions tant au plan de la réflexion qu'à celui de la mise en œuvre des solutions retenues, à travers : étude stratégique, diagnostic commercial/marketing, schéma d'organisation et structure pour favoriser le management des entreprises.

Après des études commerciales supérieures, vous avez depuis 5 ans minimum des responsabilités opérationnelles commerciales ou marketing dans une entreprise de produits de grande consommation où vous avez en particulier démontré votre sens de l'autonomie et du résultat. Notre message vous a convaincu que le passage de l'entreprise au Conseil est une ouverture séduisante.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous réf. CPCC/M (à noter sur courrier et enveloppe) à l'attention de Monique LEVERT - 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois Peret Cedex.



BERNARD JULHIET CONSEILS

## CHARGEURS S.A.



est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéromatime, Cause-Walon, Delcor, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novapet, Paquet, P.J.T., Peignage Arméda, Proust Lefebvre, Roudière, U.T.A.

INTISSEL S.A. Entreprise en croissance, spécialisée dans le nettoyage, recherche son

## Chef du personnel

Votre mission :

- assurer l'intégralité de la fonction du Personnel (Administration et Gestion) pour l'ensemble de l'effectif de la Société : 135 personnes dont 28 cadres (certains basés à l'étranger).
- développer tous les aspects de la Gestion du Personnel que sont : la formation, la gestion des carrières, la gestion des rémunérations.

Vous relèverez hiérarchiquement du Directeur Général de la Société et fonctionnellement du Directeur du Personnel des Activités Entolage de CHARGEURS S.A.

Votre profil : Agé de 27/35 ans, de formation Universitaire type DESS ou diplômé Sciences-Po, vous possédez une expérience de 4 ans minimum dans la Gestion des Ressources Humaines. La connaissance de la langue anglaise serait un plus.

Homme de dialogue, vous êtes attiré par la culture industrielle dans un contexte faisant appel à des techniques avancées.

L'évolution de carrière est prévue au sein des Sociétés de CHARGEURS S.A.

Envoyer C.V. photo et lettre manuscrite de candidature à : INTISSEL S.A. Directeur Général - BP 107 - 21 La Martinière - 59383 WATTRELOS.

LEADER dans le monde et n°1 en France, OTIS (5 400 pers. et 2,7 Mds C.A.) poursuit son développement.



Dans le cadre de la mise en place de notre schéma directeur, nous recherchons de

OTIS DESTINATION FUTUR

Jeunes chefs de projet  
"organisation"

auxquels seront confiées des missions de grande envergure. A l'interface entre les informaticiens et les utilisateurs, ils seront chargés de :

- l'analyse et l'identification des besoins des utilisateurs (déplacements en Province nécessaires).
- la rédaction du cahier des charges et le suivi du développement du projet en collaboration avec le service informatique.
- la formation des utilisateurs.

Ils seront donc entièrement responsables du projet depuis sa conception jusqu'à sa réalisation.

Vous êtes diplômé (e) d'une Ecole d'Ingénieur ou de Commerce et pouvez justifier d'une première expérience qui a développé votre intérêt pour les questions d'organisation.

Vos qualités relationnelles et pédagogiques se conjuguent avec votre rigueur et votre esprit d'analyse.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, s/réf. J.83.LM, à notre Conseil.

15, rue Dampier

75016 PARIS.

METROPOLE NORD

## ACHETEURS EN CENTRALE

## LA SOCIÉTÉ

Leader de la grande distribution, nous fondons notre développement sur une politique délibérée axée sur l'innovation et l'excellence. Notre Centrale d'Achats intervient comme une société de services auprès de magasins autonomes et se caractérise par l'importance de sa force de proposition.

## LE PROFIL

Nous souhaitons rencontrer des candidats de 28/32 ans, de formation supérieure (BAC + 4 ou 5), maîtrisant l'anglais et possédant une expérience commerciale et marketing réussie de 3 à 4 ans, au sein d'une société de 1<sup>er</sup> plan (de préférence en produits de grande consommation).

## Nous recherchons :

- leur goût à communiquer et à transmettre,
- leur talent de négociateur,
- leur envie d'intégrer une équipe à forte éthique.

## LA MISSION

Après une intégration de plusieurs mois en unité opérationnelle, ils auront à :

- négocier à haut niveau les accords de partenariat et les conditions de référencement,
- proposer des évolutions stratégiques,
- assurer la liaison avec les unités opérationnelles (région-magasins),
- prendre en charge la conception, la gestion et le suivi des "marques".

Pour rejoindre un univers qualitatif, adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 321 LM à FFP CONSEIL - 124 bis, avenue de Villiers - 75017 PARIS Tél. 48 88 93 58.

IMPORTANT GROUPE  
DE PRESSE ÉCONOMIQUE  
rechercheUN SECRÉTAIRE DE  
RÉDACTION CONFIRMÉ

- ◆ Expérience supérieure ou égale à 6 ans, dont presse quotidienne

Env. CV + lettre manuscrite + photo sous n° 6023 à  
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy,  
75007 PARIS

GENERAL MOTORS  
FRANCE  
AUTOMOBILES S.A.recherche pour son service distribution automobiles OPEL  
RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS  
ET SYSTEMES  
(CADRE)

Au sein d'une équipe de trois personnes dont vous serez responsable, vous aurez à gérer les approvisionnements de véhicules en provenance des usines OPEL et GME, à contrôler les inventaires, à obtenir et diffuser les informations correspondantes.

Vous aurez également à participer à la mise en place d'un nouveau système de communication électronique entre les concessionnaires, les usines et GME le DCS (Dealer Communication System).

Avec 2 à 3 ans d'expérience minimum vous avez un Niveau Ecole de Commerce et parlez l'anglais couramment (allemand apprécié).

Votre fort intérêt pour l'informatique, votre dynamisme et votre esprit de méthode vous permettront de réussir à ce poste.

Adressez CV et prêt. au Service du Personnel - Mme LAIGNEZ - 56 à 58, av. Louis Roche - 92231 GENTVILLIERS CEDEX.

ROUEN

UN CHARGE  
DE RECRUTEMENT  
DE COMMERCIAUX  
AIMANT LES VOYAGES

200.000 F+.

Une importante société de services recherche un chargé de recrutement. Il assurera le recrutement des commerciaux : définition de postes, rédaction d'annonces, tri de candidatures, entretien, présentation des dossiers à la hiérarchie.

Ce poste basé à ROUEN, nécessite une grande disponibilité (missions de courte durée sur tout le Nord de la France : 60 à 70 % de son temps). La trentaine, diplômé de l'enseignement supérieur commercial, il aura nécessairement 4 à 6 ans d'expérience dans un poste commercial si possible dans une entreprise de services.

Merci d'adresser votre dossier (lettre motivée de candidature, C.V., photo, prétentions) en précisant la référence 4635 à RSCG Carrières 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.



هذا من اقص

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 4 octobre 1989 37

Le Monde  
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 38

**STEIN HEURTEY**  
LA VOLONTÉ DE L'EXCELLENCE

conçoit, étudie, réalise et met en service sur le marché mondial des équipements thermiques industriels (CA : 800 MF, Effectif : 600) recherche pour son siège à Evry (91) un(e)

## JURISTE

240 KF

Agé d'environ 30 ans, diplômé de droit privé (minimum Maîtrise), ayant une très bonne pratique de l'anglais et si possible de l'allemand, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel.

Vous assisterez le Chef du Service Juridique et serez chargé plus particulièrement de la gestion des contrats d'assurance et des accords de licence, de la préparation des dossiers contentieux, de l'analyse des contrats négociés par les ingénieurs, notamment à l'exportation. Disposant d'une large autonomie, vous devrez faire preuve de rigueur dans l'étude des dossiers, d'une bonne capacité relationnelle et d'esprit d'équipe.

Martine FAURE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. OSH/ML à : Raymond Poulain Consultants - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

**GROUPE FIVES-LILLE**  
LE MONDE EN DIRECT

Participez à notre développement mondial

## JEUNE ACHETEUR INTERNATIONAL

Leader dans notre domaine d'activité, filiale d'un Groupe américain international, nous développons, fabriquons et commercialisons des matériaux composites de haute technologie.

Rattaché au Directeur Général, vous concevez et appliquez une politique d'achats performante pour assurer à l'entreprise un approvisionnement international de qualité. Vous collaborez avec nos services intérieurs (commercial, production, qualité...) et tenez compte des exigences de l'entreprise et du marché.

Agé de 28-30 ans, ayant de préférence une formation supérieure en chimie, vous possédez une première expérience du métier d'acheteur en milieu industriel. Naturellement vous pratiquez l'anglais et avez de bonnes bases en allemand.

Les conditions offertes et évolutions possibles motiveront un candidat de valeur.

Poste basé en région parisienne (Val d'Oise - 95)

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 31/2869 D à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Belfort - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.25.71.07

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

## Campus manager

SSII à dimension internationale de 2500 personnes, notre croissance de 40% par an s'appuie sur le recrutement de jeunes diplômés. Nous avons de quoi attirer les meilleurs : l'intérêt de nos métiers et notre souci de la gestion des hommes.

Nous voulons renforcer nos relations avec les élèves des écoles et les étudiants des universités.

### Responsable de la communication Ecole/Université.

vous serez le relais entre eux et nous :

- vous gèrerez toutes les manifestations déjà existantes : forums, rencontres sportives, culturelles, etc.
- vous concevrez et mettez en place de nouveaux événements.
- vous prendrez en charge les publicités institutionnelles en matière d'emploi.
- vous disposerez de moyens importants.
- vous travaillerez en collaboration avec la Direction de la Communication tout en étant rattaché au Responsable des Ressources Humaines.

Vous êtes de préférence ingénieur, si vous n'êtes pas informaticien, votre ouverture d'esprit vous permettra d'adhérer vite à leur culture. Votre expérience a été celle d'un homme de relation.

Pour prendre contact, merci d'adresser lettre, CV et prétentions, en précisant la réf. LM/31, à Agnès Chauvin.



**TEMPS dense**  
INGÉNIEUR DES CARRIÈRES  
3, rue de Liège 75009 Paris.

## Un Ingénieur, Responsable des Ressources Humaines au **SEFOP**

Notre projet, en définissant ce poste, est d'ajouter aux tâches classiques de gestion et d'administration du personnel une dimension nouvelle permettant, d'une part, à l'établissement de disposer des hommes hautement qualifiés et spécialisés dont il a besoin et, d'autre part, aux ingénieurs, chercheurs, techniciens, employés de trouver des opportunités de carrière et des moyens pour enrichir leurs compétences et préparer leur avenir.

Et nous souhaitons un ingénieur à ce poste parce que nous sommes tous des scientifiques et que nous pensons avoir un dialogue et une compréhension plus faciles avec quelqu'un qui partage notre formation.

Pourvu tout de même qu'en plus de la fréquentation, dans votre parcours professionnel, de labo de recherche ou de centre de développement technologique, vous ayez une forte expérience de la direction des Ressources Humaines du droit social et de la formation. Entre 30 et 40 ans, c'est l'expertise que nous aimerions trouver chez vous et qui vous permettrait de réaliser notre projet. Réf. LRH 1060 M

## Et son Adjoint, spécialiste de la formation continue

L'élaboration du plan de formation continue, sa mise en place, son suivi, voilà votre première mission. Vous avez appris ce métier en entreprise, en Cabinet ou en établissement de formation. Vous avez fréquenté une population d'ingénieurs et de techniciens dans des labos de recherche. Vous savez traduire leurs attentes en actions originales et efficaces.

Parallèlement, vous assistez le chef de service dans ses autres fonctions, assurez le cas échéant son intérim, précisez ainsi votre connaissance des hommes dans les différents Centres du CSTB et préparez du même coup votre propre développement professionnel. Vous avez aujourd'hui la trentaine, une formation scientifique supérieure et vous apporterez à notre projet la contribution d'une compétence bien reconnue. Réf. LFC 1061 M

Merci à ceux qui envisagent de nous rejoindre d'adresser leur dossier sous référence correspondant à notre Conseil, SEFOP, qui vous donnera les premières réponses à vos questions et organisera ensuite nos rencontres.

**SEFOP** 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

## UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHÉ.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de CA, consolidés dont près de 20 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous réaliserons de nouveaux défis.

## Jeunes diplômés ESC, Maîtrise de gestion... Optez pour un secteur en pleine mutation.

Si vous recherchez un poste de Responsable Commercial dans un secteur d'avenir, nous devrions nous entendre...

Nous vous proposons, après une solide formation, une fonction à larges responsabilités qui fera appel tant à vos compétences techniques (marketing, plans d'action...) qu'à vos qualités personnelles (organisation, animation...). A la tête de 20 agences, vous serez responsable du développement de votre territoire. Vous participerez ainsi activement à la vie économique de votre région. Vous bénéficierez, cela va sans dire, des moyens techniques et logistiques nécessaires pour mener à bien votre mission et de réelles perspectives de développement.

Postes offerts dans les régions suivantes : EST, NORD, CENTRE, SUD, RHONE-ALPES.

Prenez contact en adressant lettre, CV et préférences géographiques sous référence MD3 à Christine LABBE Département Ressources Humaines.

AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS

**AGF**

**Valeo**

Thermique  
Habitacle

Leader européen dans le domaine du chauffage et de la climatisation automobile. Partenaire des plus grands constructeurs, recherche pour son site de NOGENT LE ROTROU (88)

### Responsable du Développement des Ressources Humaines

**PROFIL RECHERCHÉ :** Grande Ecole de Commerce avec spécialisation RH, Sciences Po ou DESS Ressources Humaines, dévoué de fort potentiel ou première expérience.

**MISSION :** Rattaché au Responsable du Personnel de l'Etablissement, vous aurez la responsabilité de la Formation, du Recrutement des collaborateurs et du suivi de la Gestion du Personnel.

De larges perspectives de carrière vous seront offertes au sein d'un groupe à vocation internationale (90 % du C.A. à l'étranger) et qui pratique une politique de mobilité inter-fonction.

Dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) à adresser au Service Recrutement - Valeo Thermique Habitacle - 8 rue Louis Lormand - La Verrière - 78320 LE MÉSNIL SAINT DENIS.

**Valeo L'Équipement Automobile**

### Grande École Paris

RECRUTE

pour son département formation continue

### UN FORMATEUR

Il aura à concevoir, monter et animer des stages et des cycles de formation pour ingénieurs et cadres au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Une expérience confirmée du métier de formateur est requise. La connaissance du secteur du Génie civil et/ou du transport sera appréciée.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 8560  
**LE MONDE PUBLICITÉ**  
8, rue de Montessuy, 75007 Paris.

**GROUPE PAMA**  
ASSURANCES

L'un des tout premiers Groupes d'ASSURANCES Français vous propose un poste de :

### CHARGÉ DE RELATIONS MARKETING DEVELOPPEMENT AVEC LES ENTITÉS RÉGIONALES

Vous aurez à :

- favoriser l'adhésion de ces entités à la stratégie marketing nationale
- négocier les programmes de développement régionaux et aider à leur mise en place
- apporter un savoir faire en matière d'organisation avec des réseaux de distribution par rapport aux plans de développement et fournir aux directions régionales, des propositions de solutions adaptées.

Motivé, vous avez : « une formation supérieure » un bon esprit d'analyse et de synthèse » de très bonnes capacités relationnelles et un sens de la négociation » de la disponibilité pour des déplacements fréquents de courte durée.

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, C.V., photo et prétentions sous référence MCRI à notre conseil :



**ceforpe marc forges et associés**  
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## INGENIEURS DEVELOPPEMENT

Première société d'études de marchés au plan mondial, leader en France avec un CA de 100 millions en forte progression chaque année, NIELSEN conseille plus de 400 clients, analyse plus de 500 marchés et adapte ses systèmes de production en fonction des besoins de ses clients et de l'évolution technologique.

NIELSEN propose des postes d'ingénieurs : développement et mise en place de systèmes de traitement et validation de données de l'entreprise (panels détaillants, consommateurs, média...).

Suivant les postes, NIELSEN offre une réelle opportunité à des candidats, soit avec une première expérience, soit confirmés dans un des domaines suivants :

- études quantitatives macro et micro-économiques,
- système de traitement de l'information,
- projets intégrant des techniques informatiques, statistiques, transmission de données.

Ouvert aux nouvelles technologies, vous manipulez les chiffres avec aisance et vous possédez des connaissances en informatique et micro-informatique (environnement IBM). Anglais indispensable.

Ce poste est basé à CERGY (95).

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions à A.C. NIELSEN - Direction des Ressources Humaines - Alain MAROT - 9, avenue des 3 Fontaines 95007 CERGY-PONTOISE CEDEX



L'intelligence de la décision.

**Nielsen**  
Recherches Marketing

**Lafarge  
Coppee**

Un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités), CA : 23 milliards - effectifs : 22 500 personnes, recherche pour son groupe opérationnel CEMENTS LAFARGE - CA 7 milliards et 4700 personnes, un

## RESPONSABLE D'ETUDES STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT

Votre mission :

Intégré à la Direction du Plan et du Développement vous effectuerez des missions d'exploration du marché des BTP alliant études économiques, financières et l'initiation de partenariat en vue de nouveaux développements.

Ce poste convient à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieur (Mines, ECP, TP...) ou de commerce (HEC, ESSEC, Sciences Po...), 32-35 ans, disposant d'une expérience dans la banque ou dans un cabinet d'audit ou encore dans un organisme d'étude de forte notoriété avec une solide expertise de l'analyse et de la proposition de solutions économiques et financières dans le secteur industriel (les interventions dans le BTP seront fortement appréciées).

La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Poste basé à ST-CLOUD, siège de la société.

Ecrire sous réf. 39 B 1487-9 M  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

## Télécommunications RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

Nous employons 1.000 collaborateurs, réalisons près d'un milliard de francs de CA, et connaissons une croissance régulière et soutenue, en particulier sur le marché des Fils et Câbles électriques. Nous souhaitons intégrer à notre équipe EXPORT un CADRE COMMERCIAL de bon niveau.

Basé à PARIS, ce diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur de préférence) doit parfaitement maîtriser l'Anglais et l'Allemand et posséder une solide expérience du Commerce International dans le domaine des Télécommunications voire celui des biens d'équipements ou des produits industriels. Sa zone d'activité : l'Europe d'influence germanique et le Moyen-Orient.

Une bonne aptitude au travail en équipe et une grande disponibilité sont indispensables.

Placée sous l'autorité directe du Chef de Service EXPORT, cette fonction peut offrir de réelles possibilités pour un élément de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 2/3053 A à notre conseil :

**EGOR CARRIERES INTERNATIONALES EGOR**  
8, rue de Berr - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

## CABINET DE CONSEIL EN RECRUTEMENT

Recherche

## DIRECTEUR H/F

Filiale d'un important groupe international, nous sommes un cabinet de recrutement de cadres et dirigeants par approche directe et annonce. Notre réussite est liée autant au sens du service que nous témoignons à nos clients, qu'à l'intérêt que nous portons aux candidats. Afin de poursuivre notre croissance, nous cherchons un Directeur.

A la tête d'une équipe de consultants confirmés, vous assurerez la politique de développement et de gestion du cabinet ; stratégie, action commerciale, recrutement.

De formation supérieure, vous avez déjà fait preuve de talents de manager, soit en conseil, soit en entreprise. Vous savez gérer un centre de profit, avez l'esprit d'innovation et le sens commercial.

Les perspectives internationales du réseau impliquent la pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence RM 405 57, boulevard de Montmorency - 75016 Paris.

**ECCO**  
CONSULTANTS

SOCIÉTÉ  
DE DISTRIBUTION  
PAR RESEAUX

EN FORTE  
EXPANSION  
RECHERCHE SON

## DIRECTEUR RESEAUX ET DEVELOPPEMENT

- Vous êtes un fédérateur d'hommes et d'énergies, doté d'un véritable charisme, vous savez faire vivre un "discours" sur un produit renouvelable et sur un service-conseil.

- Votre mission : recruter et animer un réseau de concessionnaires, mettre en place une véritable stratégie d'entreprise, former et assister sur le terrain les concessionnaires de toute la France, fixer et contrôler les objectifs.

- Basé à Paris et directement rattaché au Président, nombreux déplacements toutes régions, votre rémunération sera très motivante et variable, 300 à 600 KF selon résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à DIFFRACTION - 16, rue St-Victor - 75005 PARIS

**doka**

Banlieue PARIS OUEST

Filiale du N° 1  
EUROPEEN (1700 p.)  
des COFFRAGES B.T.P.

Jeune INGENIEUR - ESTP, A & M, INSA, ENSTA... débutant ou 1ère expérience, parlant Anglais ou Allemand

## INGENIEUR rattaché au DIRECTEUR BUREAU D'ETUDES

Dans un premier temps, vos connaissances en RdM et Informatique vous permettront de prendre en charge les CALCULS de STRUCTURES pour nos études de coffrages des grands chantiers (OPERA BASTILLE, TUNNEL sous la MANCHE...)

Par la suite, des responsabilités nouvelles, techniques ou technico-commerciales, pourront vous être confiées, dans la Société ou le Groupe, selon vos compétences et aspirations.

Un marché porteur, une technologie renommée, une croissance dynamique (25 p. en 1987, 50 p. en 1988), tels sont nos atouts.

Faites-nous connaître les vôtres en adressant votre C.V. + prétentions avec photo et enveloppe à l'adresse, sous référence DK/ING/MO à

PARIS  
LILLE  
LYON  
NANCY

**michel jouhannaud conseils**  
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

à Grenoble

Nos équipements robotisés de traitement des surfaces par procédés électrostatiques sont bien connus des industriels du monde entier. Notre PME (280 MF/an de ventes, en forte croissance) propose à

## un ingénieur d'affaires

de venir orchestrer, souvent en anglais, la conduite de nos contrats jusqu'à leur installation. Pour cette mission difficile et passionnante, vous êtes ingénieur technico-commercial ou ingénieur d'affaires dans une industrie proche de la nôtre.

Heureux de joindre votre enthousiasme réfléchi au nôtre, écrivez vite à Daniel MARTINON (réf.3941 LM)

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE  
PARIS - LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

**satelec**

Filiale d'un groupe important, notre Société (1000 personnes, 400 MF) est spécialisée dans l'entreprise électrique nous recherchons pour participer au développement de notre Agence Ile-de-France basée à Viry-Chatillon.

## Responsables d'Affaires de formation Electricité ou Travaux Publics

Dans un environnement motivant et professionnel vous aurez la responsabilité technique, commerciale et de gestion des affaires qui vous seront confiées. Une rémunération attractive et des perspectives d'évolution existent pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV et prétentions à SATELEC - direction du Personnel BP 91 - 24, avenue du Général de Gaulle 91171 VIRY-CHATILLON



هذه امينة الأصل



**Lafarge Coppee**

Responsable des affaires industrielles et commerciales pour la région de Paris.

**RESPONSABLE STRATEGIQUES DEVELOPPEMENT**

Responsable des affaires industrielles et commerciales pour la région de Paris.

**etap**

Responsable des affaires industrielles et commerciales pour la région de Paris.

**DIRECTEUR GENERAL**

Responsable des affaires industrielles et commerciales pour la région de Paris.

**satelec**

Responsables d'affaires

Responsable des affaires industrielles et commerciales pour la région de Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

Filiale française d'un important groupe multinational, nous sommes leaders dans le matériel de T.P. Nous recherchons pour une de nos unités de production (850 personnes) située à 50 km au Nord-Est de Paris, un :

## CHEF DE SERVICE METHODES

Rattaché au Directeur Technique, il a en charge l'ensemble des moyens industriels. Dans un environnement de production fortement automatisé, il optimise les processus des lignes de fabrication des nouveaux produits. Il conduit les plans d'investissement dans un souci de rentabilité et de réduction des coûts de revient. Il supervise une équipe de 30 personnes. Environ 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur (grande école ou université). Vous avez une première expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire dans l'industrie. Ce poste très évolutif implique la maîtrise de la langue anglaise. Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence 5003 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Persée - 75017 Paris

**Actiman**

## CHEF DU SERVICE FORMATION

Nielsen, première société d'études de marchés sur le plan mondial, leader en France avec un effectif de 850 personnes et un chiffre d'affaires de 400 MF en forte progression. Directement rattaché à notre Directeur des Relations Humaines, le patron de notre Service Formation aura pour mission de poursuivre notre politique de formation visant à accompagner l'ensemble des évolutions technologiques, économiques et sociales de notre société. Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis une expérience de quelques années dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de la formation consultant, ou en entreprise. Une bonne connaissance de la législation sociale et de l'anglais seront des atouts appréciés pour réussir votre mission. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. C.F./M., à NIELSEN - Alain MAROT - 9, av. des Fontaines 95000 CERGY.

**Nielsen**  
Recherches Marketing



L'intelligence de la décision.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT ET RESSOURCES HUMAINES (RP OUEST)

## CONSULTANT FORMATION

De formation supérieure (commerciales, DESS psycho du travail, F.I., sciences de l'éducation... ou équivalent), vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans la conception, l'animation et le suivi d'actions de formation. Vos domaines de compétences : management et communication, négociation commerciale, méthodologie de la qualité, développement personnel.

## FORMATEURS VACATAIRES

Susceptibles d'intervenir de façon ponctuelle dans l'un ou l'autre des domaines ci-dessus + économie.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions, en précisant votre choix (consultant ou vacataire) à :

**Patrick Denys Conseil**  
5, place Maurice Berteaux (Ecs5) - 78400 CHATOU

CENTRE FRANCE

## INGENIEUR

RESPONSABLE CENTRES DE PROFIT

A 35-40 ans, Ingénieur de formation, vous avez affirmé vos compétences techniques avec une solide expérience dans les domaines des travaux publics.

Aujourd'hui, développer et valoriser vos réelles capacités de gestionnaire au rythme de votre réussite et de vos ambitions.

Grand Groupe Industriel largement implanté en France et à l'étranger, nous recherchons un excellent manager pour lui confier à court

terme, la responsabilité de centres de profits regroupant 8 sites d'exploitation.

En véritable patron, vous développez nos activités et gérez l'ensemble des opérations sur les plans technique, commercial et humain.

Entreprenant, vous évoluerez au rythme de votre réussite et de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, Curriculum-vitæ et photo) sous réf. 6338/LM à

**Communiqué**  
50-64 rue de Sily  
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex

## Conseil opérationnel et ... "animateur"

Notre société de conseil intervient auprès des entreprises en matière de communication, organisation et formation. La trentaine accomplie, de formation IEP, ESC... vous avez exercé vos talents au sein d'une direction marketing ou organisation.

Vous souhaitez maintenant évoluer dans une structure plus souple, plus autonome et à terme participer à la création d'une nouvelle entité dans le domaine de la formation commerciale. Nous vous en donnerons les moyens.

Pour réussir dans ce poste, vous devrez faire appel à vos facultés d'adaptation, à votre savoir-faire en animation de groupe et posséder un goût certain du challenge. Evidemment, vos capacités d'analyse et de synthèse ne sont plus à prouver.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. A82101MO à NERVET PONT Conseil 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

**nerwet pont conseil**



1<sup>er</sup> Laboratoire pharmaceutique français (3,5 milliards de C.A., 1960 personnes)  
1<sup>er</sup> Groupe pharmaceutique mondial

recherche

## CHEF DU SERVICE ADMINISTRATION CENTRALE DU PERSONNEL

- Répondant au Directeur des Affaires Sociales et ayant autorité sur une équipe de 5 personnes, vous aurez pour principales missions : d'assurer le suivi et l'application de la législation sociale, de superviser la bonne marche de l'outil informatique de gestion du personnel, de recommander et de mener toutes études nécessaires, en particulier en matière de salaires - retraite - prévoyance, de participer à la préparation et à la tenue des comités centraux d'entreprise et des réunions de négociations avec les partenaires sociaux.

- Comme Conseil auprès de la Direction Générale, de la Direction des Affaires Sociales et des Chefs du Personnel, vous contribuerez à la définition des stratégies et politiques sociales, au niveau de la filiale et du Groupe en France.

- A 35 ans environ, de formation supérieure (bonne école de gestion, maîtrise/DEA), doté d'un bon bagage juridique et ayant de solides connaissances en matière de régimes de protection sociale et de retraite, vous maîtrisez les statistiques et l'outil informatique.

- Bien entendu, vous savez communiquer... en français et en anglais !

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. + 1 photo, rémunération actuelle, sous réf. CACP/L.M.

4, avenue Jules-Jaen - 75116 Paris



**MSD**  
MERCK  
SHARP &  
DOHME  
CHIBRET

Pour une de ses Directions Régionales du secteur eau (400 personnes) située en banlieue Sud-Est de Paris, la Lyonnaise des Eaux recherche un(e) :

## Responsable du personnel

Assisté(e) d'une équipe de 4 personnes, vous assurerez l'administration du personnel et la gestion des carrières, élaborerez et développerez des actions de formation et de communication interne. (Projets d'Entreprise, Groupes de Progrès...). Vous apporterez également votre compétence en droit social à la Direction et participerez aux réunions avec les partenaires sociaux. De formation BAC + 4 minimum en gestion des ressources humaines et droit social, vous possédez une expérience d'au moins 2 ans. Professionnel chaleureux, diplomate et rigoureux vous faites preuve de créativité, de dynamisme et d'autonomie.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence RPS à Ghislaine Violet, 52 rue de Lisbonne Paris 75008.

**lyonnaise des eaux**

## Promouvoir, sur le terrain, notre politique d'Assurance Qualité

Équipementier automobile (4000 personnes, un CA supérieur à 2 milliards de Francs) notre expansion s'appuie sur un "management qualité" initié il y a 3 ans.

Les structures mises en place comportent une cellule centrale "organisation de la qualité" et ses correspondants sur chacun de nos sites industriels.

Ingénieur Mécanicien (Centrale, AM, ENSI, INSA, UTC...) à la tête de cette cellule, vous faites évoluer les systèmes de vérification et de contrôle vers un système d'Assurance Qualité : mise en place et suivi des paramètres et procédures, animation des nouvelles actions de promotion de la qualité (audits, PAQ...) et formation du personnel aux outils AMDEC, SPC...

Fort de votre première expérience industrielle (qualité, organisation...) vous rejoignez une équipe pluridisciplinaire, basée à notre Centre Technique (300 personnes) près d'une ville universitaire de l'Est de la France.

Ce poste, qui implique des déplacements réguliers dans les usines, constitue un excellent tremplin vers de plus larges responsabilités.

SEFOR, notre conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous réf. BIM 1058 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE POUR SA DIVISION CONSEIL

## CONSULTANT EN ORGANISATION

Formation Ingénieur Grande Ecole

Une première expérience industrielle vous aura permis de développer vos qualités d'analyse et de synthèse, ainsi que votre goût pour les contacts humains.

Vous participerez à des actions basées sur :

« l'optimisation du fonctionnement d'unités industrielles (gestion de production, qualité totale, simulations, contrôle de gestion, systèmes d'informations),  
« la participation à la conception de nouvelles unités,  
« l'apport d'outils logiciels spécifiques, vous apporterez de nouvelles méthodes et mènerez les actions auprès de groupes industriels. Anglais apprécié.

Merci d'adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite sous réf. M 21 à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

Très active dans le secteur immobilier et en rapide expansion, développe sa structure de contrôle et crée le poste, pour base à Paris 16<sup>e</sup>, de :

#### RESPONSABLE JURIDIQUE ET DES ENGAGEMENTS

Placé sous l'autorité de la Direction Générale, il aura en charge le contrôle de l'établissement des actes juridiques et l'assistance aux responsables d'exploitation. Garant et arbitre de la bonne application des procédures et du suivi des actes, il instaurera un contrôle de qualité.

Ce poste évolutif requiert un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, Sc. Eco) : la trentaine, expérience de 3/5 ans minimum de préférence en secteur bancaire, avec habitude des schémas d'engagement. Excellentes connaissances de droit bancaire, hypothécaire et si possible immobilier.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV dét., rémunér. et photo) sous réf. 9082 à notre Conseil :

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

### Nantes CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES HF

Avec 70 consultants en recrutement, effectuant plus de 4500 missions chaque année en France, le Groupe EGOR se place au premier rang des Cabinets Conseil en recherche et sélection de cadres. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de Nantes, réunissant déjà une dizaine de collaborateurs, un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PMI et PME régionales, soit d'établissements décentralisés. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils en ressources humaines.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle, acquise en entreprise ou dans la prestation de ses services, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de bien connaître le tissu industriel de la région. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des facteurs importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle, extrêmement attractive.

La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M/GM/EOA à :

**EGOR OUEST ATLANTIQUE**  
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

### DIRECTEUR JURIDIQUE

#### Maîtrise en Droit DESS ou DEA apprécié

Juriste confirmé ayant déjà acquis 5 années d'expérience au moins dans la fonction ou en cabinet juridique ou étude de notaire.

Il devra notamment :

- prendre en charge directement une partie importante des problèmes juridiques de la maison-mère et/ou des sociétés sœurs,
- travailler en étroite collaboration avec la Direction Comptable et, de ce fait, comprendre et étudier les documents comptables de base,
- superviser le travail des collaborateurs juridiques et, en outre, plus spécialement : - suivre le contentieux privé et administratif, - faire des études et rédiger les synthèses, - rédiger les procès-verbaux des assemblées et des conseils d'administration, ainsi que les contrats et protocoles en tout domaine, - suivre les demandes de permis de construire.

Envoyer CV, photo et prétentions à l'attention de Mlle DA ROCHA :

**SEPARFIMO**

46, rue de la Tour  
75016 PARIS

### ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE recherche pour son DEPARTEMENT COOPERATION INTERNATIONALE

#### assistant H/F Bilingue Français - Espagnol

De formation Bac + 2 (UT Techniques de Commercialisation - Export ou BTS de Secrétariat de Direction), vous disposez d'une première expérience acquise en entreprise.

Votre esprit méthodique et votre sens de l'organisation vous permettront d'assister efficacement le responsable d'un programme de transferts de technologies entre entreprises françaises et étrangères, et de prendre la pleine mesure de ce poste évolutif basé à Paris.

Vous serez plus particulièrement chargé d'assurer :  
- des recherches documentaires succinctes  
- des prédiagnostics des besoins des entreprises  
- le suivi administratif des données (traitement de texte, gestion de fichiers...)  
- la gestion des communications (téléphone, télex, télécopie...)

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 238 à C.I.C. - 75, rue Pétrarque 75016 Paris.

**Chantal Kenvyn**

### VILLE DE NANTERRE (HAUTS-DE-SEINE)

recrute

#### 3 TECHNICIENS TERRITORIAUX pour son service urbanisme

##### 1 TECHNICIEN TERRITORIAL

- chargé de la gestion de la publicité,
- élaboration de la réglementation communale,
- suivi de la taxe sur les emplacements publicitaires.

##### 1 TECHNICIEN TERRITORIAL

- chargé de la gestion du droit des sols, certificat d'urbanisme,
- gestion des documents d'urbanisme (POS-ZAC).

##### Pour son service architecture

##### 1 TECHNICIEN TERRITORIAL

- chargé de l'élaboration des budgets de travaux d'entretien,
- bonnes connaissances du bâtiment TCE exigées.

Adresser candidature et C.V. à : M<sup>me</sup> le sénateur-maire, Hôtel de Ville, 92014 Nanterre Cedex.

### VILLE BANLIEUE SUD de 10 000 à 20 000 hab.

recrute en urgence

en vue d'une réorganisation complète des services techniques

#### UN DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Poste à pourvoir immédiatement selon les conditions statutaires.

Adresser candidature avec C.V. g/n° 8646  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montesson, 75007 Paris.

### Etude notariale Paris RECHERCHE

#### ASSISTANTE JURIDIQUE

Elle secondera le Juriste en Droit des Affaires et assumera les tâches classiques d'un secrétariat de haut niveau. Sa formation supérieure et une expérience d'environ 5 ans lui ont permis d'acquies une bonne connaissance de la vie des sociétés. Expérience traitement de textes souhaitée. Rémunération motivante.

Envoyez C.V. sous n° 8547  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Important Groupe Industriel Français (3400 personnes - 1,5 milliard de CA), nous recherchons pour l'une de nos unités industrielles spécialisée dans l'aéronautique, située près de Rouen notre

### RESPONSABLE DEVELOPPEMENT Industrialisation Matériaux

De formation école supérieure de chimie et physico-chimie des matériaux, vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans en milieu industriel.

Nous vous proposons de prendre en charge :

- l'élaboration des dossiers de définition des produits et des prix de revient industriels,
- la mise au point, l'industrialisation et l'amélioration des performances MATIERES/PRODUITS,
- l'animation d'une équipe d'environ 10 personnes.

Votre sens de l'innovation associé à votre goût des contacts vous permettront de réussir dans cette mission et d'envisager une évolution de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et photo s/réf. 6317 à Lévi Tourmay Assoc. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra

### institut français de DEMOSCOPIE

RECHERCHE POUR SES ACTIVITES EN PLEINE CROISSANCE, UN

#### Chargé d'études

Etudes Industrielles et Télécommunications

Bac + 3 minimum, 2 à 3 ans d'expérience dans un institut ou un service d'études et une réelle aptitude commerciale vous donneront l'acquis nécessaire pour réaliser des études sur les marchés de télécommunication, informatique, bureautique... Vous intervenerez dans un contexte national, mais aussi international, ce qui exige de vous la pratique courante de l'anglais.

Ce poste, à pourvoir à Paris, offre de bonnes perspectives d'évolution dans un environnement vivant et stimulant. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à Madame Gauthier, Institut Français de Démoscopie - 26, rue de Chambéry 75015 Paris.



**DEMOSCOPIE**

### L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SECURITE (NANCY)

recrute

#### PSYCHOLOGUE ERGONOME (H/F)

Titulaire d'un DESS (Ergonomie et/ou Psychologie du Travail) et/ou d'un DEA ; intéressé par la recherche psychodynamique appliquée à la sécurité du travail ; motivé par les études en entreprise et les contacts sociaux.

Une expérience de 2 à 5 ans dans les domaines suivants serait appréciée : approche socio-technique des systèmes industriels complexes, psycho-ergonomie des communications fonctionnelles de travail.

Ecrire avec CV à C.A. LEMAITRE - INRS  
Avenue de Bourgogne - BP 27 - 54501 VANDOEUVRE Cédex.

### BANQUE EUROPEENNE DE TOKYO

Filiale d'un important groupe bancaire international recherche, dans le cadre du développement de ses structures un

#### Responsable de Back-Office Titres

- 35/40 ans, formation BAC + 3, esprit ouvert et curieux,
- possédant une solide expérience de gestion titres en milieu bancaire (notamment connaissance des traitements d'opérations d'obligations et actions françaises, garde de titres et MATIF),
- pratique outils informatiques et anglais indispensables,
- capable de diriger, former, organiser et innover en s'adaptant à la complexité d'opérations variées.

Pour saisir cette opportunité, adresser lettre manuscrite, CV et photo à la Direction du Personnel, 8 rue Sainte-Anne, 75001 PARIS.

propositions diverses

propositions diverses

Avec le concours de :

- AGF
- Allia
- APSAF
- Aubert et Duval
- Banque Populaire
- Cédex
- CEST
- Danip
- Eclair Consultants
- Groupe Dicks de Paris
- F&L Formation
- France Télécom
- Gentiane
- GPA
- Kieffer Industrie
- La Poste
- Limagrain
- Michelin
- Peugeot
- Pire
- La Région Auvergne
- Renault
- Setales
- Somiva

## L'AUVERGNE RECRUTE 300 CADRES

Ingénieurs méca. / Electro. / Inform-Indus. / BTP / Elec.  
Cadres commerciaux et gestion (ESC, DECS...)  
Fonctions : Fab., RED, achat, qualité, méthodes.

### PREMIER FORUM DE L'EMPLOI DES CADRES EN AUVERGNE

Faculté des Sciences Economiques  
13 et 14 Octobre CLERMONT-FERRAND

**ANPE** **Auvergne** **Service de l'Etat** **Ministère de l'Économie**

Renseignements à : 4, rue du 8 mai 1945 - 63000 Clermont-Fd - Tél. 73 35 01 85.

هذه امانة الأصل



## Le Monde CADRES

### Organisme régional d'études et de conseils agro-alimentaires de Normandie

Une école supérieure de commerce, ou une formation supérieure agro-alimentaire, et une bonne connaissance des techniques du commerce, une disponibilité pour des missions en Europe, un goût prononcé pour le contact et le lancement de projets :

Si vous vous reconnaissez, devenez notre

#### CHARGÉ DE MISSION

Vous élaborerez des opérations de promotion des productions agricoles et produits alimentaires régionaux ; vous apporterez aux entreprises agro-alimentaires de la région les appuis et les services favorisant l'élargissement de leurs débouchés en France et à l'étranger.

Adressez lettre manuscrite, C.V. + photo, prétentions Monsieur le Directeur de la Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie 6, promenade Madame-de-Sévière, 14039 Caen Cedex.

Groupe de formation professionnelle (1200 personnes) recherche pour un de ses établissements situé dans l'axe un

### RESPONSABLE DE FORMATION "RELATIONS HUMAINES"

H/F

Agé de 30-35 ans, vous avez une formation Bac + 3 et une expérience de l'entreprise d'environ 10 ans. Vous êtes passionné et souhaitez vous investir dans une petite équipe pédagogique dynamique et proche de ses étudiants.

Pour nous contacter, adressez votre dossier de candidature à notre conseil Ghislaine CAIRE sous référence 1983 NO

L.T.M. Ressources Humaines  
65, avenue de Villiers, 75017 PARIS.



Tous les métiers du Transport

### LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

recrute pour ses services de Paris  
fin novembre 1989  
par concours, ouvert notamment aux titulaires d'une licence

#### 2 CHEFS DE SERVICE

- de 21 à 30 ans,
- traitement : 8 960 F environ (primes non comprises).

#### 2 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION

- 35 ans au plus,
- traitement : 8 210 F environ (primes non comprises).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : MARDI 31 OCTOBRE 1989

Pour tous renseignements, s'adresser à la C.A.N.S.S.M.  
Service du personnel - 77, avenue de Ségur  
75714 PARIS CEDEX 15 - Tél. (1) 45-66-34-39.

### VILLE DE MONTREUIL (93) (100 000 HABITANTS)

recherche pour  
son service études urbaines

#### UN CHARGÉ D'ÉTUDES (H/F)

architecte de formation

Ce cadre sera chargé de réaliser des études préalables à des projets d'aménagement urbain (construction, espaces), de suivre l'élaboration des projets d'autres maîtres d'œuvre, de l'expertise de permis de construire complexes.

Profil souhaité :  
Professionnel de l'urbanisme possédant au moins trois ans d'expérience dans ces domaines et une bonne connaissance du milieu communal.  
Emploi statutaire ou contractuel.

Adressez candidature, C.V. avec photo et références à Monsieur le député-maire, Mairie de Montreuil, 93105 Montreuil Cedex.

### VILLE DE SÈVRES (Haute-de-Seine)

met en place un  
Service des activités économiques  
pour lequel elle recrute

#### SON RESPONSABLE (H ou F)

MISSIONS :  
• assurer la mise en place d'un observatoire économique,  
• favoriser les relations entre les partenaires économiques locaux,  
• assurer le secrétariat du futur Comité économique et social.

PROFIL SOUHAITÉ :  
• formation supérieure (École de commerce),  
• connaissance de la réglementation des interventions d'activités locales.

Salaires annuels : 120 000 F brut.

Candidature avec CV à adresser à :  
Monsieur le Maire, Hôtel de Ville,  
54, Grande-Rue, 92311 Sèvres Cedex.

Notre cabinet d'Audit et de conseil à vocation internationale a su en quelques années se constituer une clientèle d'entreprises très diversifiée. Sa volonté de développement l'amène à proposer aujourd'hui d'intéressantes opportunités de carrière à :

#### UN AUDITEUR SENIOR

Ce poste implique la connaissance des méthodes « anglo-saxonnes ».

Il conviendrait à un candidat à fort potentiel, diplômé d'une grande école de commerce, ayant acquis deux à trois années d'expérience en cabinet et susceptible à terme de prendre la responsabilité d'un département.

Envoyer lettre manuscrite + CV à : DSA International,  
22, place du Général-Catroux, 75017 Paris.

### CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL à vocation internationale recherche POUR SON DÉPARTEMENT CONSEIL

#### UN CONSULTANT EN ORGANISATION

formation grande école.

2 ans d'expérience minimum, pour conception et mise en place de systèmes informatiques et de contrôle de gestion

Qualités requises : sens du contact - autonomie.

Nous proposons une rémunération attractive et de nombreuses possibilités d'évolution.

Envoyer lettre + C.V. à :

D.S.A. SYSTÈMES

22, place du Général-Catroux, 75017 Paris.

Cabinet de courtage Rhône-Alpin,  
spécialisé dans l'assurance transports,  
recherche son

#### Chef du Contentieux

25/35 ans bonne formation juridique (transports), vous assurerez le suivi contentieux et recours des dossiers assurance du cabinet. Vous êtes familiarisé avec l'aspect juridique des transports air, terre et mer, nationaux et internationaux. Vous serez régulièrement en contact (par fil ou déplacement) avec les pays européens et devrez manier la langue allemande avec facilité.

Fonction exercée avec beaucoup d'autonomie. Poste basé à Lyon. Rémunération liée à l'expérience.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à notre conseil Xavier RICHARD, sous la réf. CDP/XR.  
RPC - 21, Bd Vivier Marie - 69427 LYON cedex 03.

**Raymond Poulain**  
Consultants

La Communication de Ville vous tente  
Chartres, en pleine expansion, cherche

#### UN(E) JOURNALISTE

capable de prendre en charge la rédaction de sa revue mensuelle et de collaborer à la mise en œuvre des différents supports de communication.

École de journalisme ou première expérience nécessaire.

Les candidatures doivent être adressées avec photo et prétentions avant le 10-10-1989 à Monsieur le Maire, 28019 Chartres Cedex.

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (bac + 4)

- Jeunes diplômés
- Demandeurs d'emploi
- Salariés d'entreprise (congé formation, plan formation)

recherchant une deuxième compétence en informatique

#### SUPÉLEC

vous propose un enseignement de formation continue diplômante à temps plein, agréé par l'État et la région Bretagne

• TECHNIQUES INFORMATIQUES. Formation de praticiens du logiciel organisée à l'Université de Rennes de Supélec, du 3 janvier au 6 juillet 1990.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ, Avenue de Rennes - R.P. 28  
35511 Cesson-Sévigné Cedex. Tél. : (16) 99-45-31-00. Télécop. (16) 99-45-91-01.

## MONITEUR - FORMATEUR en MICRO INFORMATIQUE & BUREAUTIQUE

### Formation

Théorique et pratique de 9 mois

### Public

Jeunes Diplômés ou Demandeurs d'Emploi  
Niveau Bac + ou expérience

### Réunion d'information

jeudi 5 et lundi 9 Octobre à 14 heures

63, avenue de Villiers (5ème étage)  
75017 PARIS (Métro Wagram)  
Tél : 47 66 84 22 Poste 448

**IBIA**

### Formation de formateurs à DAUPHINE (DUFA)

Pour intégrer la compétence européenne dans les métiers de la Formation, l'Université de PARIS-DAUPHINE (Département D'ÉDUCATION PERMANENTE) organise sur deux années un cycle de formation professionnelle supérieure préparant aux fonctions de :

- RESPONSABLE DE FORMATION ET CONSULTANT à l'issue de la 1<sup>ère</sup> année
- EXPERT EUROPÉEN EN FORMATION à l'issue de la 2<sup>ème</sup> année.

Les stagiaires acquerront ainsi une qualification et des références de nature à faciliter les insertion professionnelle.

Durée : 1 à 2 années à plein temps selon la mention choisie.  
sanction : DUFA (Diplôme Universitaire de Formateur d'Adulte) mention "Responsable de formation consultant" à l'issue de la 1<sup>ère</sup> année.  
DUFA mention "expert européen en formation" à l'issue de la 2<sup>ème</sup> année.

Conditions : 1<sup>ère</sup> année  
Diplôme de 2<sup>ème</sup> cycle ou équivalent.  
3 années d'expérience professionnelle  
Connaissance de 2 langues étrangères dont l'anglais.  
2<sup>ème</sup> année  
Même conditions plus une expérience dans le champ de formation professionnelle des adultes.

Public : Congé individuel et Plan de formation.  
Demandeur d'emploi avec possibilité de rémunération régionale.

Dossier à déposer jusqu'au 30 septembre 1989.

UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE  
Département d'éducation permanente  
Information et Dossiers d'inscription  
Michèle Marchand - Téléphone : 47 27 28 37  
Place du Maréchal de Lattre-de-Tassigny  
75775 Paris cedex 16.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### Dirigeant entreprise, très forte expérience

- Développement.
- Finance,
- Bourses,
- Communication,
- Exportation,
- Relations humaines.

52 ans, disponible  
recherche

Présidence ou Direction générale PME/PMI

Écrire sous n° 8644, LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

### HOLLANDE

Indépendant recherche mission auprès d'organismes et d'entreprises français désireux travailler de et/ou sur les Pays-Bas.

Prendre contact avec :

H. SGAIER, B.P. 108, NL 8320 AC URK - HOLLANDE  
Tél. 31 + 52-77-35-50, télécopie 31 + 52-77-35-02,  
télax : 42886.

BUREAU EXECUTIVE  
F. 38 a., langue natam, natam  
ECONOMISTE  
20 a., exp., ch. poste de  
d'analyste financier, comptable.  
Ecrire à Mme Kopytka,  
71, rue de la République,  
77100 Meaux.

JOURNALISTE FRANCO-AB  
ch. emploi 100 plein dans  
presse écrite ou rel. pub. éd-  
tion. Diplôme et exp. US.  
Ecrire à J. Dubert, 16, rue  
Popincourt, 75011 Paris.

J.H. CELSA + IAE Paris, ch.  
DECS, anglais et informat.  
8 ans exp., ch. poste d'éc.  
financière, personnel,  
secr. général.  
Tél. : 60-96-14-38.

24 ans, SECRÉTAIRE TR.,  
passionnée littérat., ch.  
place d'écrit.  
Tél. : 43-22-45-85.

Président société US offre  
services consultant USA.  
Table, biquet, ciseaux, etc.  
organisation distribution  
réseaux, vente logistique,  
finance. Courte durée.  
Rémunération principale sur  
résultats.  
Ecrire Hout, 28, bd Italien,  
75002 Paris, s./rél. 683.

# Le Monde

## CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Maire de la Ville de

Cannes (10 000 hab.)

vacance

UN COLLABORATEUR

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

Il est responsable du service

de fabrication de matériel

pour le service de la ville.

# SOCIÉTÉ

## de SERVICES

(SECURITE, ENTRETIEN,

MAINTENANCE...)

recherche son

responsable

du

personnel

De FORMATION SUPERIEURE, il JUSTIFIERA une connaissance de

DROIT SOCIAL et 5 ANS d'expérience dans cette spécialité.

Il aura des aptitudes aux RELATIONS SOCIALES pour mettre en

place une POLITIQUE GLOBALE de l'EMPLOI, comprenant le

RECRUTEMENT, la FORMATION, la COMMUNICATION INTERNE

et la régularité des OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES (paie,

charges connexes, bilan social, etc.).

Il aura satisfait à ses obligations militaires.

Envoyer CV avec photo et lettre manuscrite où le candidat précisera

ses souhaits justifiés de rémunération s/réf. 1946 à LTA Antenne

St Lazare 4, rue du Fg Poissonnière 75010 PARIS, qui transmettra.

Organisme de formation

chèque

PROFESSEUR D'ANGLAIS,

sur région 95 Reims.

42-23-82-90.

Société d'Economie Mixte

d'aménagement

Vendôme

Région S.C.E.T.

recrute par C.D.D.

ASSISTANT DE

CHARGE D'OPERATIONS

Formation :

Aménagement, architecte,

Grande école.

1<sup>re</sup> expérience nécessaire.

Adm. lettre + CV + photo à

SAURTY 78

14, rue de la République, 97 278

75003 ST-DENIS YVELINES CX

Établissement scolaire

recrute :

PROFESSEUR

ELECTRONIQUE

Env. CV au : foyer des PTT,

36, av. du président Wilson,

94230 Cachan

Établissement public

(Psa de Versailles)

recrute

pour son service informatique.

Adresser C.V. + photo

à : M. LEBLANC

LE MONDE PUBLISSE

5, rue de Valenciennes,

75007 PARIS

FORMATEURS

CONSULTANTS

A LYON, MARSEILLE, NICE,

TOULOUSE, ROUEN,

STRASBOURG, NANTES,

OU S'ADRESSER :

INTERIEUR UNE STRUCTURE

SOLDE ET EVOLUTIVE.

Nous sommes un des leaders

en France de la formation

et du management et à la

qualité.

Vous êtes diplômés Grande

École ou équivalent, avec

30 ans minimum, 3 ans au

moins d'expérience de for-

mateur en relations

humaines ou en qualité, la

connaissance d'une région et

la goût de la négociation.

Vous êtes déterminés à rele-

ver un nouveau défi : PAR-

TENAIRES DE NOTRE DEVE-

LOPPEMENT.

Rajoutez-nous pour déve-

loper les activités CSP dans

votre région.

Toutes formes de collaboration

peut être étudiée, y compris

avec une SOCIÉTÉ DE FOR-

MATION en développement.

Société en plein

développement

pour son siège

(près de Chelles, 77)

vacance

COMPTABLE

EXPERIMENTE(E)

- Tenue de la comptabilité

générale et analytique.

- Exploitation des situa-

tions trimestrielles.

Véritable expérience.

46-34-71-76.

# Le Monde

## L'IMMOBILIER

appartements

ventes

1<sup>er</sup> arrdt

LES HALLES, 2 PCHS

décorées style « film

gauche », 1 180 000 F.

46-26-10-44.

6<sup>e</sup> arrdt

LUXEMBOURG

2/3 pces, 47 m<sup>2</sup>, asc.,

13 h à 16 h, mercredi

4 octobre, 14, rue Verdy.

13<sup>e</sup> arrdt

BUTTE-AUX-CAILLES

3 pces, rénové, balc., cuis.

équipée, bma, w-c.

46-20-32-71.

14<sup>e</sup> arrdt

EDGAR-ARIST

2 pces, asc., balc., cuis.

équipée, bma, w-c.

Renseign. : 43-20-32-71.

16<sup>e</sup> arrdt

PRÈS SQUARE FOCH

Récit 170 m<sup>2</sup>, rénové, 80 m<sup>2</sup>,

4 pces, asc., balc., cuis.

équipée, bma, w-c.

46-20-32-71.

92

Hauts-de-Seine

Robinson, 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>,

500 m RER, 8<sup>e</sup> et dent.

écosse, asc., d'entretien

190 m<sup>2</sup> habit. + terrasse

170 m<sup>2</sup>, rénové, 80 m<sup>2</sup>,

cuis., « 5 chbres », cuis.

20 m<sup>2</sup> agencée, cave 20 m<sup>2</sup>,

garage 50 m<sup>2</sup>, 4 350 000 F.

BPMO, 46-20-32-71.

BOULOGNE

3/4 pces, 80 m<sup>2</sup>, balcon, pos.

tapis et vitres.

2 280 000 F. 46-20-32-71.

94

Val-de-Marne

Villiers Centre, 100 m<sup>2</sup>, asc.

1980, daps 180 m<sup>2</sup>, 6 pces,

asc. et, clim., balc., cuis.

pos. Balc. pos. 2 600 000 F.

46-20-32-71.

locations

non meublées

demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

rech. et BANQUES, STES

MULTIPLIÉS ET DIPLOMATES

SBS APPTS de 2000 F. à

7 F. Tél. : 42-80-30-42.

EMBASSY SERVICE

8 av. de la République,

75008 PARIS, recherche

APPROPRIATIONS

DE GRANDS CLASSE

Belles résidences

avec minimum 3 chbres.

(1) 45-62-78-99

appartements

achats

Recherche 1 à 3 pièces

PARIS, préférence RIVE GAU-

CHE, avec ou sans travaux.

PAE COMPT. chez notaire.

46-72-48-07 même le soir.

Recherche 2 à 4 pièces

PARIS, préférence RIVE GAU-

CHE, avec ou sans travaux.

PAE COMPT. chez notaire.

46-72-48-07 même le soir.

immeubles

F.C.2.L

ACHÈTE COMPTANT IMML

biens ou occupés, habitation

ou colat, même avec file

report, ET TERRAINS Paris

et banlieue proche. Intermé-

diaire, 100 % de la prime de

décision dans les 48 h.

46-20-32-71.

GROUPE DORESSAY

ACHÈTE COMPTANT

IMMOBILITAIRES, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 % de la

prime de décision, 100 %



# TECHNOLOGIE

à Villepinte

## la productique

ne sont pas ou mal automatisées. « Conformistes », elles se sont équipées, cédant aux sirènes d'un commercial convaincant ou sous la pression d'un donneur d'ordre qui menaçait sinon de changer de fournisseur, mais sans réflexion globale. « Dans ce cas, les gains de productivité potentiels sont loin d'être acquis », constate Philippe Frémeaux.

### Une mise en œuvre progressive

A la productique à outrance succède donc aujourd'hui une productique de briques. « On se calme ! » semblent s'exclamer aujourd'hui les promoteurs mêmes du système, conscients qu'à vouloir trop promettre ils risquent de tuer la poule aux œufs d'or. « On a trop offert les PMI en présentant la productique comme quelque chose de très complexe, estime Michel Baudet, commissaire général du Salon Productique, tout comme dans le tertiaire, sa mise en œuvre peut être progressive... » Ce qui est d'autant plus réalisable que le prix

des matériels ne cesse de baisser : des automates programmables « bas de gamme » à des prix de 2 500 F environ, ou des systèmes de CAO sur micro-ordinateurs sont apparus sur le marché.

Et, parallèlement, chaque unité, chaque brique du système se sophistique : les automates programmables assurent des fonctions de plus en plus nombreuses ; tout comme les commandes numériques (d'usinage) flexibles font aujourd'hui preuve d'une grande discrétion, observe Michel Albergant, dans la revue *Industries et Techniques* (3). Les machines isolées réapparaissent. « Mais cette mise en œuvre doit aussi se faire de façon coordonnée, pour mettre en place un puzzle cohérent et sans perdre de vue l'architecture globale du système afin d'éviter que chaque service ne bâtit des îlots d'automatisation incompatibles entre eux. Ce qui a été aussi jusqu'à présent une des causes importantes de l'échec de l'automatisation dans bon nombre de cas.

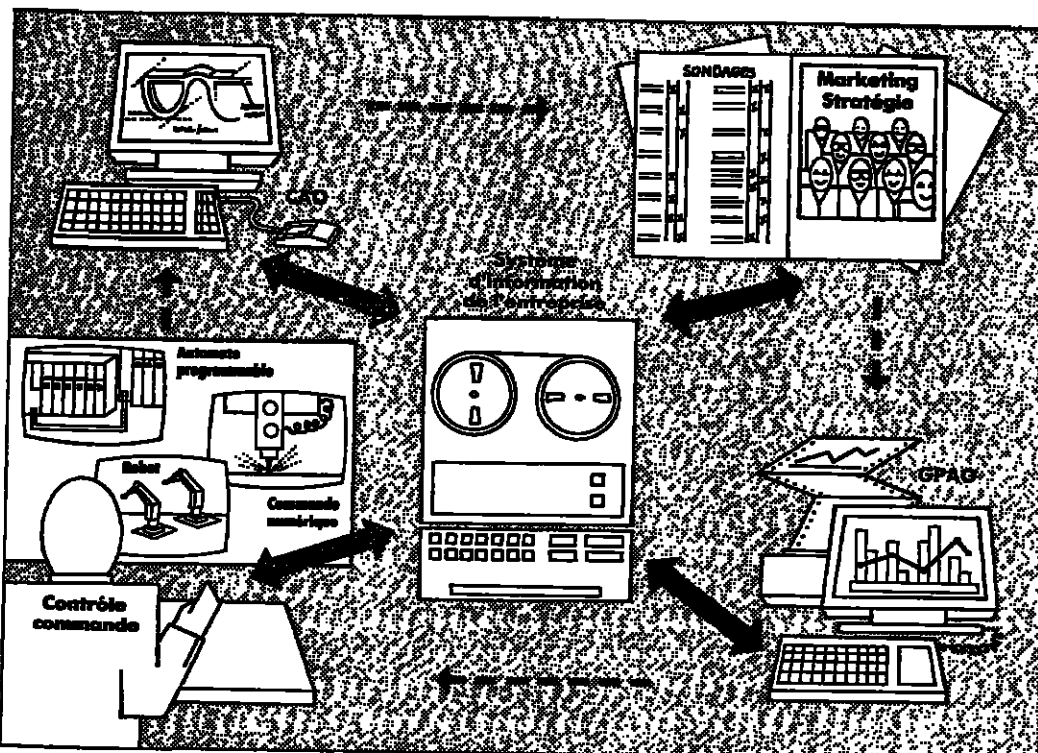
A l'inverse, « un système productique doit avoir pour cœur le système d'information de la société : qu'il s'agisse des données stratégiques, des informations en provenance des bureaux d'études, des méthodes ou de la gestion. Pour y parvenir, il faut réorganiser l'ensemble des données de l'entreprise, affirme Christian Sauvaire. Le problème n'est plus un problème technique, mais un problème organisationnel et humain. » Les ingénieurs et les formateurs de la productique ont donc de beaux jours devant eux.

ANNE KAHN

(1) Productique 89 : Exposition internationale sur l'automatisation et l'automatisation de la production, Paris-Nord Villepinte. Renseignements : par minitel, 3614 code VISI-TEXPO, téléphone : 45-08-09-30.

(2) Adapa, 17, rue Périer, BP 54, 92123 Montrouge Cedex, tél. : 46-57-12-70.

(3) Industries et Techniques, supplément Productique 89, éd. CRP-IT, 60-62, rue de Hamerville, 75010 Paris.



Les robots, s'ils en sont les éléments les plus spectaculaires ne représentent qu'une toute petite partie d'un système productique : moins de 3 % du coût de l'équipement en moyenne. Un système idéal est composé d'éléments électroniques, mécaniques, électroniques, pouvant tous s'échanger des informations via la banque de données centrale de l'entreprise.

## Les charmes d'Orphée

Avec son logiciel Orphée, une société française, April, innove dans le domaine des automates programmables.

Peu connue du public, la France, avec 17,3 % du marché européen, se place en deuxième position certes, mais loin derrière l'Allemagne, qui la devance de plus de 18 points. En conséquence, son offre est faible et elle est complètement dominée, sur son propre marché, par les constructeurs américains pour les équipements de contrôle-commande, de conception et de gestion de production assistée par ordinateur (voir glossaire).

Quelques constructeurs ont néanmoins réussi à tirer leur épingle du jeu comme April, Télé-

nique et Cogelec pour les automates programmables.

Avec 30 % du marché national des automates programmables estimés à 1,4 milliard de francs, April pourrait encore améliorer sa percée grâce à son dernier-né, l'April 5000 et surtout à Orphée, logiciel qui lui est associé. A la différence des ordinateurs de gestion, les automates programmables ne peuvent utiliser pour fonctionner des logiciels d'application vendus dans le commerce. Chaque utilisateur doit donc écrire son programme.

En conséquence, certains programmes d'automates sont écrits par différentes personnes dans l'entreprise, utilisant chacune le langage de leur choix ; ils devien-

nent extrêmement complexes, difficiles à modifier si nécessaire ou à maintenir en cas de panne. Une des grandes originalités d'Orphée est d'avoir transposé dans ce contexte industriel, deux techniques couramment appliquées dans l'informatique de gestion : le génie logiciel, et le système de fichiers et de menus déroulants.

Plus qu'un logiciel, Orphée est une méthode de programmation qui standardise l'écriture du programme depuis la description du cahier des charges de ce que doit faire l'automate, jusqu'à son test final. Commercialisé depuis le mois de mars, cette méthode a nécessité trois ans de mise au point, soit un investissement de plus de 300 millions de francs.

A. K.

CAO : Conception assistée par ordinateur ; technique informatique permettant de concevoir un objet, un bâtiment, etc.

GPAO : Gestion et production assistée par ordinateur : système informatique permettant d'optimiser la production, en contrôlant les stocks, les flux de matières, et en utilisant aux mieux les machines.

Contrôle commande : ensemble de programmes permettant de piloter un atelier ; il coordonne les différents automatismes : automates programmables, machines à commande numérique, régulateurs.

Automate programmable industriel (API) : ordinateur industriel utilisé pour commander un processus. Celui-ci peut être discontinu : il s'agit par

### Petit glossaire

exemple de faire avancer une chaîne de fabrication de voitures : la faire s'arrêter devant le bon poste, redémarrer, tourner, s'incliner pour être peinte. Ou continu : pour actionner ou arrêter le brûleur d'un four, par exemple, afin de suivre une courbe de température.

Commande numérique : dispositif électronique permettant de commander, c'est-à-dire d'imposer le démarrage, l'arrêt et la vitesse de rotation, par exemple d'une machine-outil (tour, fraiseuse, etc.), ou d'un centre d'usinage.

Réseau local industriel : équipement électronique per-

mettant de relier et de faire communiquer entre eux différents ordinateurs et automatismes. Un réseau local est « homogène » s'il relie des éléments de même nature (même type d'ordinateurs par exemple) ou « hétérogène » dans le cas contraire.

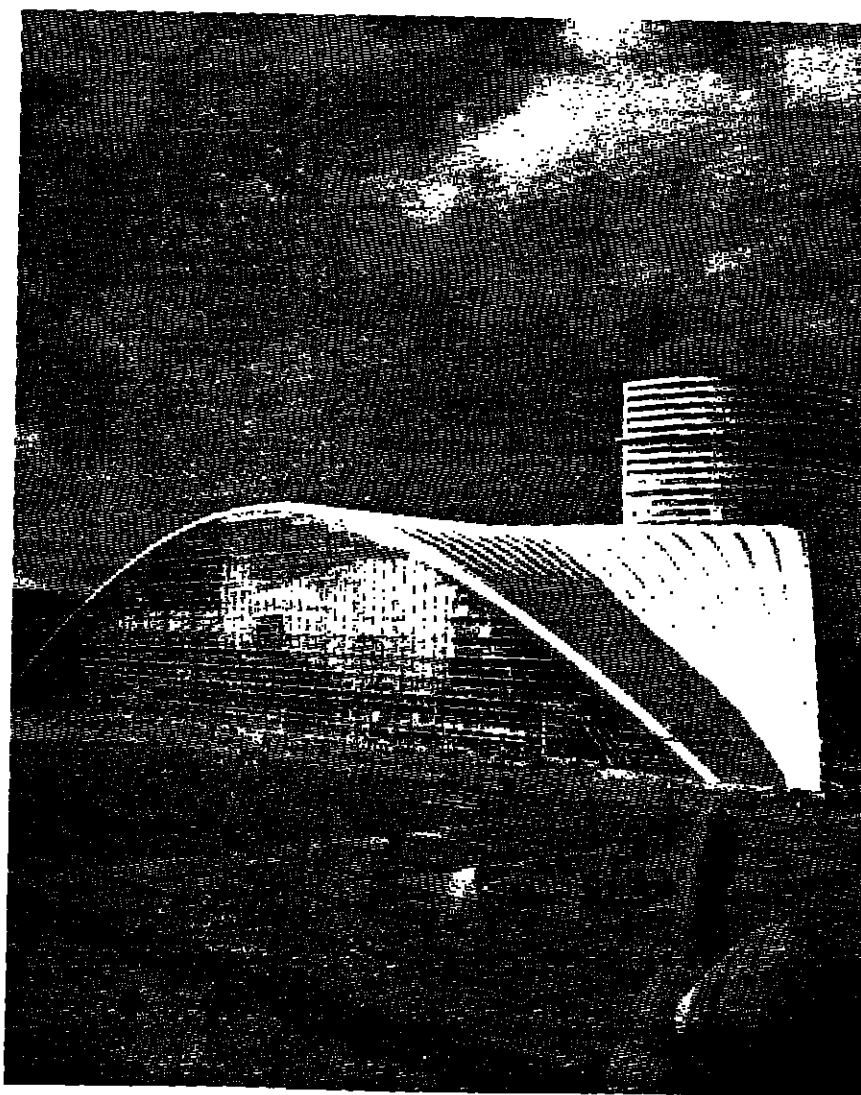
CIM (prononcer : cime) Computer integrated manufacturing : le nec plus ultra de la productique : en intègre les différentes fonctions, depuis la conception jusqu'à la livraison du produit fini chez le client ; coordonne non seulement les matériels, mais aussi les flux d'informations (niveau des commandes, stocks, état d'avancement de la fabrication, etc.).

A. K.

Et c'est pourtant du plus petit des deux  
que l'on voit le plus loin.



PHOTO TOUR EIFFEL. DORCA / ANTONIO



CLM / UNICO

Le CNIT. Le plus grand Centre de Communication et d'Échanges du Monde depuis le 26 septembre 1989.

**CNIT**  
CENTRE DE COMMUNICATION ET D'ÉCHANGES

CNIT informations visiteurs 46.92.11.11 - Minitel 36.15 CNIT

K BOURSIER.

# Saint-Denis fait salon

"Entrez dans la ville active"

• b o u b e .  
Parce qu'elle • entreprend,  
• construit,  
• ré a l i s e ,

Saint-Denis sera présente du 6 au 10 octobre au Salon "Entreprendre 89", Porte de Versailles. Venez nous y retrouver. Nous vous présenterons les multiples possibilités d'implanter votre entreprise dans un site exceptionnellement bien desservi, à proximité immédiate de Paris. Nous vous remettrons le N° 3 du "Journal des entreprises" (le seul News économique édité par une ville), qui sortira spécialement à cette occasion. Vous pouvez aussi vous procurer le "Journal des entreprises" en téléphonant au :

08 20 63 83

Venez nous voir, nous vous attendons.

Bienvenue  
à Saint-Denis

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE

### RESULTATS SEMESTRIELS

Au cours du 1er semestre 1989, le Groupe de l'UNION FINANCIERE DE FRANCE a poursuivi sa progression de façon significative.

Les capitaux recueillis et les engagements d'épargne souscrits ont atteint 3.716 millions de francs (+ 16,2% par rapport au 1er semestre 1988) et les seuls capitaux recueillis se sont montés à 2.980 millions de francs (+ 18,6%).

Au 30 juin 1989, les actifs gérés ou suivis par le Groupe atteignaient 22 milliards de francs (dont 10 milliards en valeurs mobilières).

Le résultat net consolidé semestriel s'élève à 97,9 millions de francs, en augmentation de 23,7%, par rapport au 1er semestre 1988. Cette progression satisfaisante permet d'envisager favorablement l'évolution des résultats pour l'ensemble de l'exercice 1989.



### Résultats semestriels

Les comptes consolidés de 1989 enregistreront des profits exceptionnels importants, compte-tenu de la cession en mai 1989 des participations dans l'industrie des réfractaires détenues par Magnesia, filiale de Nord Est à 75 %.

Cette cession est intervenue dans le cadre d'un compromis mettant fin au litige dont Magnesia était l'objet depuis 1983, qui portait sur la propriété de ces participations (en particulier dans la société autrichienne Weitzer).

Résultats au 30 juin	1989	1988	
Chiffres d'affaires	2528 MF	1673 MF	+ 51%
Résultat net (part Nord Est)	457,4 MF	69,7 MF	n.s.
	dont 369 MF profits except. liés au compromis Magnesia		

Le résultat net, hors éléments exceptionnels, progresse de 27%

Sur l'ensemble de l'année,  
• le chiffre d'affaires devrait s'élever à 5 200 MF  
• le résultat net consolidé (part de Nord Est) à environ 225 MF hors éléments exceptionnels, après 28 MF d'amortissement de survalours contre 84 MF en 1988.  
Après prise en compte des éléments exceptionnels, il devrait dépasser 600 MF.

Pour votre  
**DEMEUNAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT DE  
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

## AFFAIRES

### Entretien avec le président français d'Eurotunnel

« Nous serons au rendez-vous du 15 juin 1993 » nous déclare M. André Bénard

Le tunnel sous la Manche coûtera plus cher que prévu, c'est-à-dire 70 milliards de francs au lieu de 60 milliards. Son concessionnaire Eurotunnel, ses constructeurs réunis dans le Consortium TML et ses banquiers ne parviennent pas à s'entendre ni sur le montant de ce surcoût ni sur le nom de celui qui l'assurera. M. André Bénard, coprésident français d'Eurotunnel, s'explique sur ce désaccord qui met les Bourses en émoi.

« Quel est le problème qui perturbe le tunnel sous la Manche ? »

« C'est un problème de coût. En janvier dernier, nous étions tombés d'accord avec nos partenaires de TML sur la date d'achèvement de l'ouvrage, le 15 juin 1993, et sur des incitations destinées à les aider à tenir leur prix. La nouvelle direction de TML, que nous avions appelée de nos vœux, s'est mise au travail et elle nous a dit qu'elle pourrait respecter les délais, mais pas les coûts. C'est à ce moment que l'appel d'offre pour le matériel roulant a fait apparaître un renchérissement de 3,65 milliards de francs. Cette conjonction de facteurs a rendu insuffisants les 60 milliards de francs dont nous disposons pour réaliser le tunnel. Nous l'avons dit à notre syndicat bancaire comme nous y étions obligés.

« Notre désaccord ne concerne pas les tunnels proprement dits, mais leurs équipements en matière de signalisation et de gestion du trafic, ainsi que les gares terminales. Ils estiment que l'addition s'élèvera à 18,62 milliards de francs pour cette partie des travaux et nous, nous avons arrêté le chiffre de 14,80 milliards. Ainsi présentée, la différence de 3,82 milliards a l'air de peu de chose. Si on rajoute l'inflation et les intérêts, c'est 7 milliards de francs de plus auxquels nous pouvons nous attendre, uniquement pour les équipements et les terminaux.

« Nous sommes convenus avec TML de demander au maître d'œuvre, notre consultant, de réexaminer l'ampleur de ces travaux et d'estimer le coût total de l'ouvrage avant le 15 décembre 1989. Nous pourrions ensuite assumer au conseil technique de notre syndicat bancaire que nous serons sûrs de nos coûts et l'en persuader. Car nous avons aussi des désaccords avec ce conseil : extrapolant les difficultés de mise au point des tunnels du côté britannique, il juge que l'ouvrage sera mis en service en retard, et il alourdit le coût final. Notre expérience nous permet de ne pas être d'accord avec lui.

« Vous estimez le coût du tunnel à 40 milliards de francs. Comment parvenez-vous au prix de 70 milliards de francs ? »

« Pour avoir le prix de l'ouvrage en 1993, nous ajoutons

aux 40 milliards de francs de nos estimations actuelles, nos propres frais, les frais financiers et l'inflation. Nous arrivons à 70 milliards.

« Vous disposez de 10 milliards de francs de capitaux propres et de prêts internationaux s'élevant à 50 milliards de francs. Il ne vous manque donc que 10 milliards ? »

« Nos banques détermineront notre besoin, mais, compte tenu des aléas, il serait plus prudent de demander entre 12 et 15 milliards de francs.

« Selon quelles modalités ? »

« Nous comptons réunir environ 70 % des fonds supplémentaires auprès du syndicat bancaire, le reste provenant d'une augmentation de capital en 1990 ou 1991, accompagnée probablement d'une dette subordonnée », c'est-à-dire une dette de deuxième rang.

« Comment avance le chantier ? »

« Bien, du côté français où nous progressons dans le tunnel de service à la cadence de 160 mètres par semaine. Nous y rencontrerons encore des problèmes d'entrée d'eau, mais nos machines en ont déjà affronté et elles sont coupées pour ça. En revanche, les tunnels britanniques souffrent des problèmes de mise au point qu'ont connus leurs vis-à-vis français il y a quelques mois. Autrement dit, nous sommes un peu en avance sur notre programme du côté français et un peu en retard du côté britannique. Nous pensons que nous serons au rendez-vous du 15 juin 1993.

« Depuis des semaines, les rumeurs se multiplient au sujet d'Eurotunnel. On parle d'innondations, de dépôts de filon et même de votre démission. Comment analysez-vous ce phénomène ? »

« Un dépôt de bilan ne veut rigoureusement rien dire pour une affaire qui n'est pas encore en exploitation : Ah ! les rumeurs. Ma femme m'a téléphoné, le 1<sup>er</sup> octobre, à l'issue du conseil d'administration d'Eurotunnel. Elle m'a dit qu'elle avait appris, de source tout à fait sûre, que j'avais envoyé aux gouvernements ma lettre de démission. Je n'ai pu que lui répondre que celle-ci n'était pas près d'être écrite et que, si elle devait l'être un jour, son destinataire serait mon conseil d'administration et non les gouvernements qui n'ont aucune responsabilité économique en la matière.

« Si nous disposions de fonds publics, la situation serait beaucoup plus confortable ! Nous nous tournerions vers le budget des Etats et le contribuable peinerait. Tandis que, là, notre financement privé nous fait obligation d'être transparents, de répondre totalement aux interrogations de nos bailleurs de fonds. Les faits sont les faits, et nous les abordons sans complaisance. En définitive, nous en sommes très satisfaits et très confiants. »

Propos recueillis par  
ALAIN FAUJAS

## Extérieur toutes...

Suite de la page 29

Ce n'est d'ailleurs pas sans poser un problème pour l'emploi, et M.M. Bérégovoy et Fauroux se débattent pour attirer en France les investisseurs japonais, américains ou allemands.

L'accélération du mouvement d'internationalisation ou de multinationalisation des entreprises françaises concerne tous les secteurs. Seules les banques font, semble-t-il, exception, mais il faut dire que les législations en la matière bloquent encore fortement les rachats. Dans l'industrie, il semble difficile de repérer aujourd'hui une tendance sectorielle : l'électronique (Bull, Thomson) comme la chimie (Rhône-Poulenc, Michelin), le pétrole (Elf) comme la presse (Hachette) y participent. L'automobile néanmoins est restée à l'écart, du moins jusqu'ici, car la forte demande depuis trois ans suffit à assurer sa croissance.

Autre constat : la qualité de l'investissement compte peu. Publiques ou privées, les sociétés françaises ont le même appétit. Contrairement à une idée répandue, on constate que les firmes nationales ne sont pas gênées dans leur développement international. Le « ni nationalisation » de M. Mitterrand ne les empêche pas d'acquiescer des firmes, y compris américaines, qui entrent ainsi, semble-t-il sans

s'émouvoir, dans le secteur public français.

En outre le gouvernement, craignant que le « ni » n'alimente les critiques d'« immobilisme », a promis que toutes les acquisitions seraient financées. La promesse est tenue plutôt mal que bien, mais les PDG ont compris qu'ils avaient carte blanche pour leurs projets, et ils les ont multipliés sans hésiter. En plus, elles n'ont pas à craindre d'OPA et peuvent consacrer tous leurs moyens à croître. C'est pourquoi les firmes nationalisées s'inscrivent parmi les plus affamées.

### Trouver de l'argent

En 1988, d'après l'étude de la Banque de France citée plus haut, le quart des acquisitions a eu lieu en Grande-Bretagne et un autre quart aux Etats-Unis. Ces pays sont, à l'inverse d'autres (Japon, Suisse, RFA) peu protectionnistes et ils paient aussi l'adoption de politiques financières où le cours de Bourse est le critère dominant, le crédit sans limite et où les OPA sont accueillies avec ferveur comme des bénédictions. De sorte, c'est vrai en particulier pour les Etats-Unis, qu'on assiste depuis trois ou quatre ans à un démantèlement industriel et à une perte de souveraineté économique qui commencent à émuvoir sérieusement

l'administration Bush. « Je vois essayer de contenir cette rapacité », a déclaré à *Business Week* (18 septembre 1989) M. Nicolas Brady, le secrétaire d'Etat au Trésor, qui veut rétablir le sonnet long terme dans son pays.

Les portes vont donc se refermer. Les firmes françaises ne l'ignorent pas et c'est pourquoi elles se dépêchent de saisir leur chance dans cette période, somme toute historique, de recomposition mondiale. Avec le canadien Connaught, Mérieux peut devenir le numéro un mondial des vaccins. Si c'est Ciba-Geigy qui l'emporte, l'opportunité ne se représentera pas avant vingt ans... le temps qu'on invente de nouvelles méthodes de fabrication de vaccins.

Trouver de l'argent. Si les banques jouent bien le jeu pour en prêter, les entreprises se heurtent à un de leurs problèmes majeurs : une capitalisation insuffisante. La Bourse française marche bien pour les spéculateurs mais elle fait très mal son travail de financement de l'économie : en 1988, les émissions d'actions par appel public à l'épargne ont baissé de 44 % à 31,7 milliards de francs.

Les lanceurs de titres participatifs et autres obligations - qui reviennent beaucoup plus cher à l'entreprise - ont crû de 16 % à 345 milliards. Cette distorsion s'ajoute aux taux d'intérêt très élevés en France pour faire que l'argent y coûte cher. Côté public, la rigueur budgétaire aboutit au même résultat. Les dotations en capital de l'Etat (4 milliards en 1988, 4,7 en 1990) sont « nettement insuffisantes », a plaidé M. Roger Fauroux, qui ne voudrait pas que les grandes entreprises

françaises loupent leur chance historique.

Grandes mais endettées : telle risque d'être leur situation au sortir de ces acquisitions. La suite ne sera donc pas facile et il ne faut pas croire qu'elles seront tirées d'affaire. D'autant qu'il faudra digérer les profits et que les fusions d'entreprises sont l'acte de gestion le plus difficile qui soit.

Ces opérations seront-elles bénéfiques pour l'industrie française ? Bien entendu, mais moins qu'on peut le croire. Avoir des numéros un mondiaux consolide ces firmes, leurs salariés, et flatte l'orgueil national. Mais les effets nets sur l'emploi et sur le commerce extérieur sont incertains. Les multinationales américaines importent plus qu'elles n'exportent : ce qui est bon pour General Motors ne l'est pas forcément pour l'Amérique. Mieux vaudrait, aussi, à cet égard, des investissements étrangers en France.

### Des leçons à prendre

Toutefois, le néoimpérialisme français ou cette multinationalisation des groupes serait d'une considérable utilité, si le mouvement tirait les PME vers le haut. Il ne suffit pas de détenir une sorte d'élite industrielle si celle-ci est trop isolée du reste de la troupe des entreprises. Si, en revanche, le tissu se recouvre par solidarité autour des grandes, la France pourrait boucher ses déficits commerciaux et assurer solidement son avenir industriel. Il y a, là aussi, des leçons à prendre dans le modèle japonais.

ERIC LE BOUCHER

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Immobilier

Le conseil d'administration s'est réuni le mercredi 20 septembre 1989 pour examiner l'activité de la société ainsi que les résultats au 30 juin 1989.

Au cours du premier semestre 1989, il a été réalisé pour 170 millions de francs d'investissements nouveaux en crédit-bail, maintenant la production à un niveau satisfaisant.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1989, 178,65 millions de francs, est en progression de 12 % par rapport au premier semestre de l'année précédente (159,36 MF). Le résultat du premier semestre 1989 avant amortissements et provisions 84,46 millions de francs, est en progression de 11,50 % par rapport au premier semestre 1988 (75,76 MF).

Le bénéfice du premier semestre ressort à 36,83 millions de francs.

## VIENT de PARAÎTRE

### SIX PHOTO-REPORTAGES :

- La mer Rouge de Monfreid
- Les coupeurs de têtes malais
- La Côte d'Azur vue du ciel
- Les chercheurs d'or du Pérou
- Les "Jumbo" de Thaïlande

Des bancs d'essais et des informations vacances chez votre marchand de journaux dans le magazine

### BANCS D'ESSAIS DU TOURISME

## L'appel du Nouveau-Brunswick

Le premier ministre de la province canadienne du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna, a invité le 2 octobre, à l'occasion d'une visite officielle à Paris, les investisseurs français à venir s'installer dans cette région maritime et atlantique.

Le Nouveau-Brunswick (715 000 habitants) est la province où les investissements globaux ont le plus augmenté en 1988, avec une progression de 24 % (et même 37 % pour les investissements commerciaux prévus en 1989) au lieu de 21 % par exemple en Colombie-Britannique et 11 % en moyenne pour l'ensemble du Canada.

Parmi les principales industries exportatrices du Nouveau-Brunswick, on peut citer les minerais (potasse, zinc, cuivre, antimoine), les

produits forestiers et les poissons et crustacés. Les exportations ont atteint 3,09 milliards de dollars canadiens en 1988 (1 dollar = 5,4 F), contre 1,71 milliard pour les importations. Hors le Québec, cette province est celle qui compte le plus de francophones (35 % de la population totale) et la seule officiellement bilingue.

Membre du Parti libéral, âgé de quarante et un ans, M. McKenna, premier ministre depuis octobre 1987, a indiqué que les investisseurs européens, et français notamment, pourraient bénéficier directement des dispositions du récent traité de libre-échange américano-canadien puisque le Nouveau-Brunswick a une longue frontière commune avec les Etats-Unis.

مكتبة ابن رشد



français d'Eurotunnel  
993 • nous déclare M. André Béa

[illegible]

1. **Introduction**  
 2. **Background**  
 3. **Methodology**  
 4. **Results**  
 5. **Discussion**  
 6. **Conclusion**  
 7. **References**  
 8. **Appendix**  
 9. **Index**  
 10. **Table of Contents**  
 11. **Figure 1**  
 12. **Figure 2**  
 13. **Figure 3**  
 14. **Figure 4**  
 15. **Figure 5**  
 16. **Figure 6**  
 17. **Figure 7**  
 18. **Figure 8**  
 19. **Figure 9**  
 20. **Figure 10**  
 21. **Figure 11**  
 22. **Figure 12**  
 23. **Figure 13**  
 24. **Figure 14**  
 25. **Figure 15**  
 26. **Figure 16**  
 27. **Figure 17**  
 28. **Figure 18**  
 29. **Figure 19**  
 30. **Figure 20**  
 31. **Figure 21**  
 32. **Figure 22**  
 33. **Figure 23**  
 34. **Figure 24**  
 35. **Figure 25**  
 36. **Figure 26**  
 37. **Figure 27**  
 38. **Figure 28**  
 39. **Figure 29**  
 40. **Figure 30**  
 41. **Figure 31**  
 42. **Figure 32**  
 43. **Figure 33**  
 44. **Figure 34**  
 45. **Figure 35**  
 46. **Figure 36**  
 47. **Figure 37**  
 48. **Figure 38**  
 49. **Figure 39**  
 50. **Figure 40**  
 51. **Figure 41**  
 52. **Figure 42**  
 53. **Figure 43**  
 54. **Figure 44**  
 55. **Figure 45**  
 56. **Figure 46**  
 57. **Figure 47**  
 58. **Figure 48**  
 59. **Figure 49**  
 60. **Figure 50**  
 61. **Figure 51**  
 62. **Figure 52**  
 63. **Figure 53**  
 64. **Figure 54**  
 65. **Figure 55**  
 66. **Figure 56**  
 67. **Figure 57**  
 68. **Figure 58**  
 69. **Figure 59**  
 70. **Figure 60**  
 71. **Figure 61**  
 72. **Figure 62**  
 73. **Figure 63**  
 74. **Figure 64**  
 75. **Figure 65**  
 76. **Figure 66**  
 77. **Figure 67**  
 78. **Figure 68**  
 79. **Figure 69**  
 80. **Figure 70**  
 81. **Figure 71**  
 82. **Figure 72**  
 83. **Figure 73**  
 84. **Figure 74**  
 85. **Figure 75**  
 86. **Figure 76**  
 87. **Figure 77**  
 88. **Figure 78**  
 89. **Figure 79**  
 90. **Figure 80**  
 91. **Figure 81**  
 92. **Figure 82**  
 93. **Figure 83**  
 94. **Figure 84**  
 95. **Figure 85**  
 96. **Figure 86**  
 97. **Figure 87**  
 98. **Figure 88**  
 99. **Figure 89**  
 100. **Figure 90**  
 101. **Figure 91**  
 102. **Figure 92**  
 103. **Figure 93**  
 104. **Figure 94**  
 105. **Figure 95**  
 106. **Figure 96**  
 107. **Figure 97**  
 108. **Figure 98**  
 109. **Figure 99**  
 110. **Figure 100**  
 111. **Figure 101**  
 112. **Figure 102**  
 113. **Figure 103**  
 114. **Figure 104**  
 115. **Figure 105**  
 116. **Figure 106**  
 117. **Figure 107**  
 118. **Figure 108**  
 119. **Figure 109**  
 120. **Figure 110**  
 121. **Figure 111**  
 122. **Figure 112**  
 123. **Figure 113**  
 124. **Figure 114**  
 125. **Figure 115**  
 126. **Figure 116**  
 127. **Figure 117**  
 128. **Figure 118**  
 129. **Figure 119**  
 130. **Figure 120**  
 131. **Figure 121**  
 132. **Figure 122**  
 133. **Figure 123**  
 134. **Figure 124**  
 135. **Figure 125**  
 136. **Figure 126**  
 137. **Figure 127**  
 138. **Figure 128**  
 139. **Figure 129**  
 140. **Figure 130**  
 141. **Figure 131**  
 142. **Figure 132**  
 143. **Figure 133**  
 144. **Figure 134**  
 145. **Figure 135**  
 146. **Figure 136**  
 147. **Figure 137**  
 148. **Figure 138**  
 149. **Figure 139**  
 150. **Figure 140**  
 151. **Figure 141**  
 152. **Figure 142**  
 153. **Figure 143**  
 154. **Figure 144**  
 155. **Figure 145**  
 156. **Figure 146**  
 157. **Figure 147**  
 158. **Figure 148**  
 159. **Figure 149**  
 160. **Figure 150**  
 161. **Figure 151**  
 162. **Figure 152**  
 163. **Figure 153**  
 164. **Figure 154**  
 165. **Figure 155**  
 166. **Figure 156**  
 167. **Figure 157**  
 168. **Figure 158**  
 169. **Figure 159**  
 170. **Figure 160**  
 171. **Figure 161**  
 172. **Figure 162**  
 173. **Figure 163**  
 174. **Figure 164**  
 175. **Figure 165**  
 176. **Figure 166**  
 177. **Figure 167**  
 178. **Figure 168**  
 179. **Figure 169**  
 180. **Figure 170**  
 181. **Figure 171**  
 182. **Figure 172**  
 183. **Figure 173**  
 184. **Figure 174**  
 185. **Figure 175**  
 186. **Figure 176**  
 187. **Figure 177**  
 188. **Figure 178**  
 189. **Figure 179**  
 190. **Figure 180**  
 191. **Figure 181**  
 192. **Figure 182**  
 193. **Figure 183**  
 194. **Figure 184**  
 195. **Figure 185**  
 196. **Figure 186**  
 197. **Figure 187**  
 198. **Figure 188**  
 199. **Figure 189**  
 200. **Figure 190**  
 201. **Figure 191**  
 202. **Figure 192**  
 203. **Figure 193**  
 204. **Figure 194**  
 205. **Figure 195**  
 206. **Figure 196**  
 207. **Figure 197**  
 208. **Figure 198**  
 209. **Figure 199**  
 210. **Figure 200**  
 211. **Figure 201**  
 212. **Figure 202**  
 213. **Figure 203**  
 214. **Figure 204**  
 215. **Figure 205**  
 216. **Figure 206**  
 217. **Figure 207**  
 218

# appel du

.....il est parfois prudent de se renseigner  
sur sa véritable nature.

Nom, adresse, forme juridique, capital, activité, P.D.G. ou gérant, établissements exploités, chiffres d'affaires pour les S.A. et S.A.R.L., éventuelles procédures collectives : pour 2,19 F par minute sur votre minitel, 36 17 EURIDILE vous ouvre instantanément les portes de entreprises. Sur abonnement ou paiement par carte bancaire, il vous donne accès à des renseignements complémentaires : comptes et sociétés.

3617 EURIDILE VOUS DIT À QUI VOUS AVEZ À FAIRE DANS LES AFFAIRES.

## MARCHÉS FINANCIERS

En acquérant 50 % du capital de Via-Rhin et Moselle

## L'allemand Allianz prend pied sur le marché français de l'assurance

Le numéro un de l'assurance allemande, Allianz, vient de réussir une percée majeure en France en prenant 50 % du capital de l'ensemble Via-Rhin et Moselle et 5 % de la Navigation mixte. M. Marc Fournier, président de la Navigation mixte, qui a réalisé la transaction encaissant 6,5 milliards de francs.

Le fin mot de l'OPA « sauvée » des Assurances générales de France sur la Navigation mixte a été donné lundi 2 octobre. Pour sauvegarder l'intégrité de son groupe, M. Marc Fournier, président de la Mixte a annoncé qu'il céderait 50 % des actifs d'assurance de la Mixte (Via-Rhin et Moselle, 7 milliards de francs de primes encaissées en 1988) à Allianz allemande prenant également 5 % du capital de la holding Navigation mixte et siégeant au conseil d'administration. En cas d'attaque, il deviendrait un défenseur d'autant plus actif du conglomérat qu'il lui manquerait toujours 1 % pour contrôler définitivement les assurances de la Mixte.

Présentée comme l'annonce d'une politique de « partenariat », cette égalité entre les actionnaires est néanmoins largement tempérée par le fait que la « définition de la politique du groupe dans l'assurance » sera laissée à Allianz. La politique financière sera en revanche assurée par un comité où les deux partenaires seront représentés à égalité. En cas de conflit, un arbitrage a été prévu.

En agréant la Mixte, les AGF auraient donc fourni au groupe Allianz l'occasion qu'ils cherchaient depuis longtemps : prendre pied sur le marché de l'assurance en France. Et s'y étendre. M. Fournier a annoncé que le nouvel ensemble piloterait une politique de croissance externe active dans

l'assurance. Autrement dit, ce ne sera pas un groupe allemand qui partira à l'assaut des compagnies d'assurance encore disponibles en France, mais une compagnie française contrôlée par un allemand. La filiale française d'Allianz ne sera donc pas fusionnée avec le groupe Via-Rhin et Moselle. Le véritable déploiement du groupe allemand en France passera par ses nouvelles filiales françaises.

Pourquoi M. Fournier a-t-il préféré vendre la moitié de ses assurances à un groupe allemand alors qu'il était pressé par les AGF ? « Personne n'est venu me voir », a-t-il affirmé. M. Michel Albert, président des AGF, ne l'aurait jamais contacté, et ses collaborateurs n'auraient eu que des contacts « flous » avec ceux du patron de la Mixte.

## Trésor de guerre

Probablement soucieux d'éviter une retombée de son titre, le mardi 3 octobre jour de reprise de la cotation, M. Fournier a également précisé que la valeur de la Mixte à la Bourse était sous-évaluée. Selon lui, la cession de la moitié de ses assurances à Allianz pour 6,5 milliards valorise l'ensemble à 13 milliards de francs. Si l'on y ajoute une trésorerie exceptionnelle pour un groupe de cette dimension de 11 milliards et les participations majoritaires dans l'industrie et les services, la Mixte pèserait aujourd'hui 25 milliards de francs.

Fort de son nouveau trésor de guerre, la Mixte en consacrerait une partie à se développer dans les secteurs où elle est déjà présente : l'agroalimentaire, l'équipement aéronautique et les services. Reste à savoir ce que les AGF comptent faire des 7 % du capital de la Mixte qu'ils ont acquis sur le marché, sans parler des quantités importantes qui ont été achetées par les SICAV.

Y. M.

## OPA de l'australien AMP sur l'assureur britannique Pearl.

Australian Mutual Provident (AMP), numéro un de l'assurance vie en Australie et en Nouvelle-Zélande, a lancé lundi 2 octobre une OPA inamicale sur le britannique Pearl, d'un montant de 1,1 milliard de livres (12 milliards de francs). L'offensive d'AMP, qui est le premier actionnaire de Pearl avec 18 % du capital, était largement attendue dans les milieux financiers, et le titre de l'assureur britannique s'était fortement apprécié ces derniers temps.

La proposition a été immédiatement rejetée, et le président du groupe britannique, M. Einion Holland, a déclaré qu'il résisterait à cette attaque de l'australien. Fondé en 1864, Pearl gère des fonds d'une valeur totale de 7 milliards de livres (70 milliards de francs).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PepsiCo, Inc. mars &amp; co

PepsiCo, Inc.  
a acquis  
Walkers Crisps Holdings, Ltd.  
et  
Smiths Crisps, Ltd.  
auprès de  
BSN  
et a utilisé  
mars & co  
dans la préparation et la conduite de sa négociation.

## NEW-YORK, 2 oct. ↑

## Reprise

Faible à l'ouverture, la Bourse de New-York s'est redressée par la suite lundi dans une séance irrégulière. L'indice Dow Jones, qui perdait 5 points à l'ouverture, a réussi à franchir la barre des 2700 points dans le courant de l'après-midi pour clôturer à 2713,71 points, soit un gain de 20,89 points. Le marché était calme, avec quelque 127 millions de titres échangés. Le nombre des hausses dépassait celui des baisses : 854 contre 594. Le cours de 507 titres était inchangé. Le marché a donc débuté la journée sur une note faible, car il manquait du soutien qu'avaient apporté, la semaine dernière, les investisseurs institutionnels en effectuant leurs achats de fin de trimestre. Par la suite, une demande sélective s'est manifestée en raison d'une légère détente des taux d'intérêt obligataires. L'étude mensuelle de l'Association nationale des agents d'achat des entreprises américaines, qui démontre un affaiblissement du secteur industriel en septembre, n'a pas eu d'influence à Wall Street, car une telle évolution était anticipée. USX Corp., qui a mis en vente les réserves de pétrole et de gaz naturel de sa filiale Texas Oil and Gas, a progressé de 1,5 point, à 34 3/4.

VALEURS	Cours de 2 oct.	Cours de 3 oct.
Alcoa	76,75	77,50
A.T.T.	44	44,12
Bausch	57	56,62
Chrysler	57	56,50
Du Pont de Nemours	113,27	122
Eastman Kodak	48,37	48,12
General Electric	46,75	46,12
IBM	51	51,25
Johnson & Johnson	56,82	57,50
Goodyear	52,12	52,75
J.M. Smith	108,12	108,50
McDonald	56,50	56,12
Hill	56,12	56,50
Pfizer	68,82	67,50
Schlumberger	42,75	42,25
Union Carbide	42,50	41
U.S. Steel	282	280,25
United Technologies	27,12	28,25
Westinghouse	67,50	68,50
Xerox Corp.	85,37	86,75

## LONDRES, 2 oct. ↓

## Net repli

Les incertitudes quant à l'évolution de la livre et les craintes d'un rebond des taux d'intérêt en Grande-Bretagne et en RFA ont pesé sur la Bourse de Londres lundi. L'indice FT 100, qui avait coté jusqu'à 28 points en hausse, a subi une chute de 12 points à la clôture, limitant les gains en clôture (-10,2 points), revenant à 2289,2. Cette baisse de 0,44 % s'est effectuée dans un marché nerveux dominé par deux éléments, Eurotunnel et Pearl. La forte progression des coûts de perçement du tunnel sous la Manche a accentué le recul de ce titre (lire page 29 et 44). En revanche, le déclenchement par l'australien AMP d'une OPA sur l'assureur britannique Pearl a stimulé toutes les valeurs du secteur de l'assurance. D'autre part, l'affaire Ferranti a encore été au centre des conversations. Le groupe agro-alimentaire Cadbury Schweppes annonçait, quant à lui, un nouveau investissement avec l'acquisition de Citrus, une firme espagnole spécialisée dans les boissons et les jus de fruits. Le montant de l'opération de cette firme de Barcelone s'élève à 45 millions de livres (450 millions de francs). De nombreux secteurs durant la séance ont été cotés du territoire, notamment les alimentaires, les magasins, les immobiliers et le bâtiment.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ RNP : hausse de 12,5 % du bénéfice semestriel. — La Banque nationale de Paris (RNP) a enregistré une hausse de 12,5 % de son bénéfice net (sur le groupe) au premier semestre et a pourvu son effort de provisionnement de ses créances sur les pays en voie de développement. Le résultat net du groupe a atteint 1,475 milliard de francs, contre 1,306 milliard de francs pour la même période en 1988. Le bénéfice de la société mère s'est élevé à 716 millions de francs, contre 571 millions de francs, soit une hausse de 25,4 %.

L'activité du premier semestre a permis à la banque d'augmenter son taux de couverture des risques souverains et de le porter à 57 %.

□ L'Alliance Aeko-Ahold compagne. — Les négociations pour une coopération entre les chaînes de magasins Aeko Deutsche Kaufhaus et le néerlandais Ahold paraissent totalement compromises lundi 2 octobre, à l'issue d'une audience au tribunal de Haarlem. Aeko a intenté une action en justice en référé contre Ahold, exigeant d'être inclus dans des négociations pour une coopération à l'échelle européenne que le groupe néerlandais a interrompues le 23 août, en raison d'une prise de participation inamicale d'Aeko dans son capital (Aeko détient 15 % d'Ahold). Les deux groupes avaient commencé, au début de l'année, des négociations visant à coordonner leurs activités de

## PARIS, 2 octobre ↓

## Baisse

Le mouvement de baisse observé dès vendredi s'est poursuivi lundi dans un marché calme et inquiet. L'indicateur instantané, après avoir perdu 0,52 % à l'ouverture, se dépréciait jusqu'à 1,2 % en début d'après-midi. Il revenait à -1,05 % en clôture. A l'origine de ce mouvement de recul, la crainte d'une remontée des taux d'intérêt en Europe. Le maintien du taux du jour le jour à un niveau élevé proche de celui des primes en pension de la Banque de France et le net repli du MATIF entraînent cette appréhension. Reste à attendre jeudi la décision de la Bundesbank. La Banque centrale ouest-allemande pourrait décider de relever ses taux d'intérêt, et certains estiment, dans ce cas, que la France serait obligée d'en faire autant.

Dans cette ambiance plutôt « vicieuse », comme disait un opérateur, la séance de lundi fut consacrée essentiellement à un allègement des positions dans l'attente de jours meilleurs. En début d'après-midi, 161 valeurs françaises perdaient 1,61 % tandis que 24 progressaient de 0,64 % et que 17 demeuraient inchangées. Quelques valeurs tiraient leur épingle du jeu comme Concept, nouvellement arrivée sur le marché à l'initiative de la banque SEB, Silec et Oipar. Du côté des baisses, on notait Uif, OFF et Eurotunnel. Le consortium chargé de construire la liaison trans-Manche a révalu à la hausse le coût des travaux, et a révisé une certaine mésestimation entre les différents membres. Les valeurs françaises (Parisiennes de récompte) étaient affectées par l'ambiance régnant rue Vivienne, tout comme les pétroliers (Esso, BP France et Total).

## TOKYO, 3 oct. ↓

## Repli

Les récents records enregistrés par la Bourse de Tokyo ont incité, mardi, les investisseurs institutionnels à opérer des ventes de fonds programmées sur l'indice Nikkei. Cet indice a cédé 256,60 points, soit 0,72 %, à 35 366,37 points, après avoir perdu pendant la séance jusqu'à 329,49 points. Le fond commun de Nikko Securities a vendu des titres pour un montant de quelque 27,8 milliards de yens sur ordres reçus lundi après la clôture du marché, à l'initiative de la firme Morgan Grenfell. Il semble que les rendements des taux d'intérêt à court terme fassent également de l'ombre aux actions, a ajouté cet expert. Enfin, la faiblesse du yen face au dollar dans le courant de la journée a découragé de nombreux investisseurs, constatant les baisses nippones.

VALEURS	Cours de 2 oct.	Cours de 3 oct.
Alstom	781	775
Alcatel	1840	1840
Canon	1800	1800
Fujitsu	3600	3600
Honda	1510	1510
Hitachi	2350	2350
Minolta	1140	1130
Sony Corp.	8160	8160
Toshiba	2550	2550

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Assurance	428	428	Leont Investments	282	282
Assur	218	218	Luzac	158 50	158 50
B.A.C.	320	320	Musard, Miroir	270	270
B. Dumas & Assoc.	601	601	Micromer	190	190
B.I.C.M.	800	800	Micromer (bond)	14 50	14 50
Bolton	415	415	Molten	229 80	229 80
Bolton (bond)	280	280	Molten (bond)	1258	1258
CB&I	2640	2640	Oliver-Legrand	240	240
Colson	570	570	Ort. Gen. Fin.	480	480
Comif	820	820	Parat	615	615
C.A.L.-de-Fr. (C.G.I.)	770	770	P.F.A. S.A.	781	781
CAJ&E	180	180	Prebouché (C. & F. & F.)	94	94
C.M.E.	1780	1780	Prebouché (bond)	671	671
C. Engr. East	410	410	Prebouché (bond)	742	742
C.E.P.	285	285	Riley & Assoc.	342	342
C.E.P. Communication	576	576	Riley (bond)	258	258
Ciments d'Origny	806	806	Riley (bond)	820	820
C.N.I.M.	714	714	S.C.G.P.M.	312	312
Colson	280 50	280 50	Solex	305	305
Comincom	1215	1215	Solex (bond)	112	112
Crédit	438	438	S.E.P.	520	520
Dales	537	537	Solex (bond)	537	537
Daphin	620	620	S.M.T. Group	590	590
Dawson	1230	1230	Sodis	275	275
Davies	635	635	Sodis (bond)	200	200
Delmas	105 50	105 50	Tammaré (bond)	382 50	382 50
Edison	147	147	Union	180	180
Elysees Investments	17 80	17 80	Union (bond)	572	572
Franco	221 10	221 10	Y&C	228	228
Garcia	880	880	Y&C (bond)	1048	1048
G. Fischer (R.F.F.)	338	338			
Guerin	880	880			
I.C.C.	284	284			
Ida	282	282			
Ida (bond)	154	154			
Ida (bond)	300	300			
Ida (bond)	1100	1100			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15  
TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 2 octobre 1989

Nombre de contrats : 14 226.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
Accor	940	39	56	37	41
CCE	480	24	40	11,50	-
EX-Aquiline	560	9,90	20	-	50
Eurotunnel SA-PLC	70	7,50	12	7,30	9,50
Lafarge-Coppée	1700	70	-	53	-
Michelin	200	7,40	14	10	12
Milli	1700	16	32	-	-
Paribas	560	6,50	18	-	-
Peugeot	850	94	120	19	26,50
Saint-Gobain	680	35	-	15	24
Société générale	520	25	-	23	-
Thomson-CSF	180	17,50	-	7	10
Source Parier	1900	115	-	110	-
Suez Financière	440	4	12,50	-	-

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 octobre 1989

Nombre de contrats : 67 421.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	106,26	106,12	105,88
Précédent	106,60	106,48	106,54

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
106	0,95	1,33	0,67	1,27

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 6,39 F ↑

Malgré la nouvelle vague d'interventions concertées des principales banques centrales, le lundi 2 octobre, le dollar s'inscrivait en hausse le 3 au matin. Les marchés ont attendu, et attendu de savoir si la Bundesbank, dont le conseil sera réuni jeudi, décidera de relever les taux d'intérêt allemands. La devise américaine s'échangeait à 6,39 F environ, contre 6,3605 F la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT 2 oct. 3 oct.  
Dollar (en DM) : 1,8765 1,8830

TOKYO 2 oct. 3 oct.  
Dollar (en yen) : 139,38 140,45

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)  
Paris (3 oct.) : 97/969/974  
New-York (2 oct.) : 94/125

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

29 sept. 2 oct.  
Valeurs françaises : 127,5  
Valeurs étrangères : 117,5  
(SIBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice global CAC 957,3 946,9  
(SIBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 1966,12 1976,24  
(OMF, base 100 : 31-12-81)  
Indice OMF 50 : 528,95 521,04

NEW-YORK (Index Dow Jones)  
Industrielles : 2 692,82 2 713,72  
LONDRES (Index & Financial Times)  
Industrielles : 1 885,1 1 876,9  
Mines d'or : 212 211,9  
Fonds d'Etat : 94,57 94,51

TOKYO 2 oct. 3 oct.  
Nikkei Dow Jones : 35 027,97 35 366,37  
Indice global : 2 703,28 2 688,80

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN ANCIEN		DEUX MOIS		SEIZ MOIS	
	Rep. + un dép.	Rep. + un dép.	Rep. + un dép.	Rep. + un dép.	Rep. + un dép.	Rep. + un dép.
SE-U...	6,380	6,373	+ 17	+ 32	+ 48	+ 65
SE-U...	6,414	6,403	+ 13	+ 18	+ 31	+ 48
Yen (100)	163,30	163,37	+ 163	+ 164	+ 365	+ 377
DM	3,3925	3,3925	+ 45	+ 61	+ 98	+ 113
Franch	3,498	3,498	+ 41	+ 52	+ 77	+ 95
FR (100)	163,35	163,35	+ 23	+ 23	+ 61	+ 61
SE	3,9120	3,9120	+ 56	+ 75	+ 114	+ 139
L (1000)	4,600	4,600	+ 110	+ 110	+ 218	+ 218
F (1000)	16,295	16,295	+ 49	+ 49	+ 84	+ 84

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U...	8 1/8	9 3/4	8 1/8	9 1/4	8 1/8	9 1/4	8 1/8	9 1/4
DM	7 3/8	7 3/8	7 3/4	7 3/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
Franch	7 3/8	7 3/8	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4
FR (100)	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4
SE	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
L (1000)	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
F (1000)	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de notation par une grande banque de la place.

هذا ما اصله



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 2 OCTOBRE

[illegible]

**Comptant** (se

**SICAV** (selection)

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 6.80 % 77	121 60	3 382	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	221	221	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Vier	688	688	A.A.A.	1182 38	1124 24	France-Grenada	266 40	267 98	Providence Trustee	177 92	174 04
Emp. 6.70 % 80	107 30	2 202	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	2080	2080	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80
Emp. 6.70 % 80	104 60	3 028	C.I.F. France del C.I. (France del C.I.)	1380	1380	Mogunt S.A.	88 80	88 80	Wolfsberg S.A.	688	688	Actifon	247 28	240 86	France-Indes Slew	116 76	112 33	Payroll	712 58	671 80

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

e : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا آمنه الأصل